
UNIVERSITY OF TORONTO
3 1761 00370012 7

La Question polonaise

R. DMOWSKI

La Question polonaise

Traduction du polonais

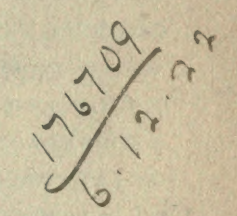
par V. GASZTOWTT

revue et approuvée par l'auteur

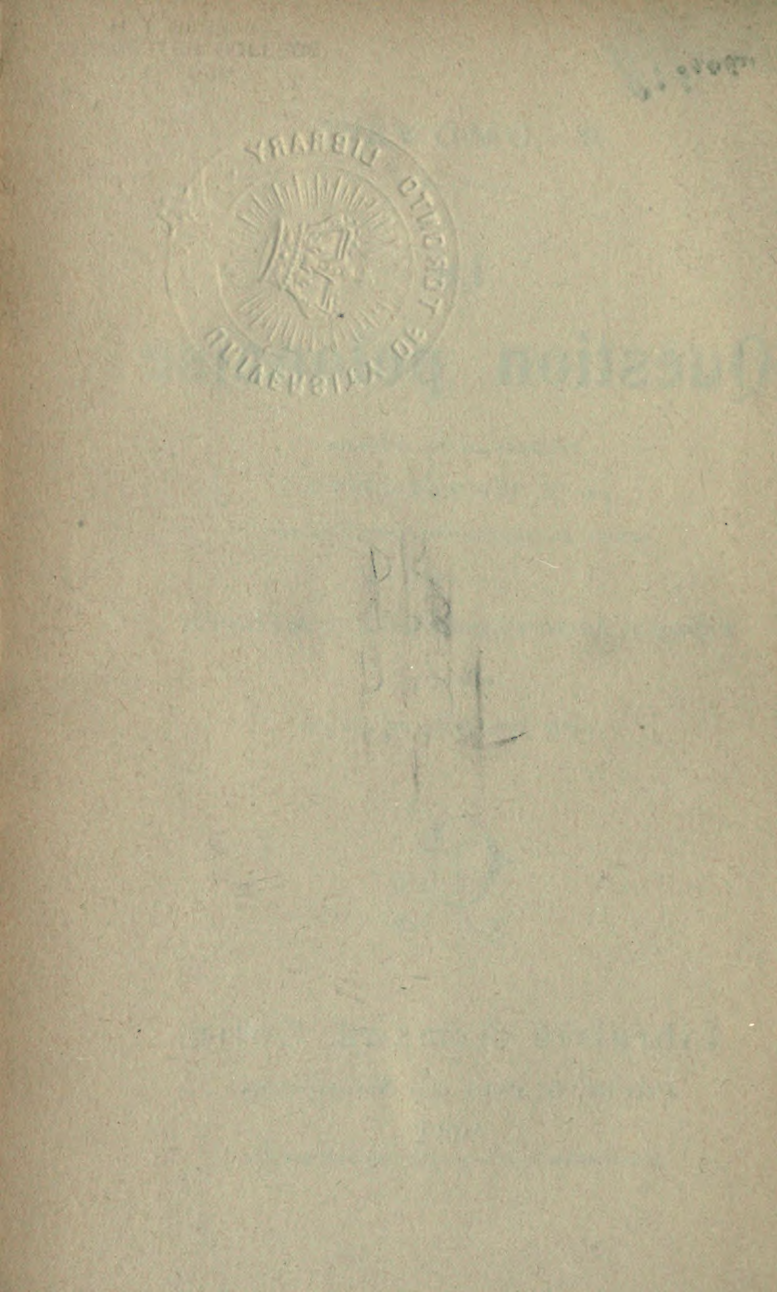
Préface de ANATOLE LEROY-BEAULIEU, de l'Institut

1 carte hors texte en couleur





Librairie Armand Colin
Paris, 5, rue de Mézières
1909



PRÉFACE

Le livre que nous osons recommander au public français est l'œuvre de l'homme qui représente le mieux aujourd'hui les aspirations du peuple polonais, à tel point qu'on pourrait dire qu'il les personnifie et les incarne. Député de Varsovie à la deuxième et à la troisième Douma d'Empire, M. Dmowski a été le président du cercle parlementaire, du *Kolo* polonais à Saint-Pétersbourg. C'est lui qui, dans les circonstances les plus mémorables, a eu le lourd honneur de parler au nom de ses compatriotes. A lui est revenue la charge d'exposer aux représentants du peuple russe les doléances et les revendications du peuple polonais. Il l'a fait avec une hauteur de vues et avec un sens politique auxquels amis ou adversaires ont dû rendre justice. Chez lui, aucune déclamation, aucune

trace du vieux romantisme qui durant plusieurs générations a discrédité, aux yeux des politiques, les plus légitimes revendications des Polonais de Russie. M. Dmowski demeure toujours sur le solide terrain des faits et des réalités contemporaines. Son langage est celui d'un véritable homme d'État; il sait qu'en politique la première règle est de tenir compte des possibilités de l'heure présente.

Il fait appel à la raison et aux intérêts plutôt qu'au sentiment. Il s'abstient de toute récrimination inutile; il s'inspire des nécessités du présent et non des rancunes du passé. S'il offre aux Russes la main des Polonais, il montre aux deux peuples que tous deux ont à s'entendre un égal intérêt.

Pour la Russie, comme pour la Prusse ou l'Autriche, entend-on parfois répéter chez nous et ailleurs, la question polonaise est une question intérieure que les étrangers ne sauraient se permettre de toucher sans blesser le gouvernement et le peuple russes. Si plausible que puisse sembler, au premier abord, un pareil langage, il ne tient compte que d'une partie des faits; il s'inspire plutôt des apparences que des réalités. Affirmer que la question polonaise n'est pour la Russie qu'une question intérieure qui

regarde uniquement les Russes et ne concerne en rien l'étranger, c'est méconnaître toute l'histoire du dernier siècle, c'est oublier que la politique et la diplomatie russes ont été presque constamment dominées par cette question polonaise; que c'est elle qui a fait et maintenu si longtemps l'alliance de Pétersbourg et de Berlin, elle qui a permis à la Prusse de Bismarck d'élever le nouvel empire allemand, elle encore qui, aujourd'hui même, en dépit de l'alliance officielle de la Russie avec la France, donne à Berlin une prise sur la politique du tsar. La Pologne (est-il vraiment nécessaire de le rappeler?) a été, pendant plus d'un siècle, le lien ou mieux la chaîne qui, malgré de réciproques antipathies nationales, a tenu la politique russe unie et comme rivée à la politique prussienne. La Russie ne recouvrera la pleine liberté de sa politique que le jour où elle saura briser cette chaîne en se conciliant ses sujets de la Vistule, en faisant de ses provinces polonaises, aujourd'hui pour elle une cause de faiblesse et de dépendance vis-à-vis de la Prusse, une force et un rempart en face de l'Allemagne et du pangermanisme qui se souviennent encore que, avant Iéna et Tilsitt, le Prussien régnait à Varsovie.

A ce titre, la question polonaise est essentiellement une question européenne dont aucun

Européen, dont aucun Français surtout, ne peut se désintéresser, car d'elle dépend l'avenir de l'Europe, le maintien ou la ruine de ce qui reste de l'équilibre européen, la balance des pouvoirs et le sort des alliances.

Que de fois, depuis 1871, n'avons-nous pas répété que la question de l'Alsace-Lorraine dominait la politique de l'Europe ! L'historien, j'en ai plus d'une fois fait la remarque, en pourrait dire autant de la question polonaise. N'est-ce point par elle, par ses complaisances intéressées envers la Russie durant l'impolitique rébellion de 1863, que Bismarck s'était assuré la partialité bienveillante du grand empire voisin, pendant ses trois guerres de Danemark, d'Autriche, de France ? Et ce qu'on ne se rappelle pas assez, c'est que, durant l'insurrection de Pologne, il a été conclu entre Berlin et Pétersbourg une convention sur les affaires polonaises qui est restée une des bases de la politique prussienne, convention qui a peut-être été renouvelée entre Nicolas II et Guillaume II, à Swinemunde ou ailleurs. On a plus d'une fois affirmé que durant la guerre de Mandchourie ou pendant la période révolutionnaire qui a suivi, l'empereur Guillaume II, en cela le fidèle élève de Bismarck, avait offert au tsar Nicolas II l'appui de ses uhlans et de ses gre-

nadiers contre les Polonais, au cas où ces incorrigibles de la rébellion viendraient à renouveler l'héroïque folie de 1863. L'offre a-t-elle été réellement faite, Nicolas II a pu aisément la décliner. La sagesse des Polonais a enlevé à la Prusse l'occasion de jouer au gendarme à Varsovie. Une insurrection de la Pologne contre la domination russe eût sans doute mieux fait les affaires de Berlin. C'eût été pour l'Allemagne une bonne fortune d'écraser le « polonisme », au cœur même de la Pologne, et à tout le moins de convaincre la Russie que les Polonais sont demeurés des irréconciliables, dont le canon et la potence peuvent seuls avoir raison.

Sur les relations des Russes et des Polonais, sur la nécessité de maintenir entre les deux peuples slaves les inimitiés anciennes, Berlin n'a jamais varié. Plus la politique allemande est devenue hostile aux Polonais de Posnanie, et plus il lui importe que la Russie ne s'avise point de gagner, par une politique réparatrice, les sympathies de ses sujets du royaume de Pologne. La réconciliation des deux peuples slaves, sous le sceptre du tsar russe, ce ne serait pas seulement la consolidation du grand empire slave sur la Vistule, toutes les anciennes provinces polonaises ou lithuaniennes fermées à l'expansion du germanisme, ce serait l'espé-

rance rendue aux Polonais des provinces prussiennes, le *Polentum* redressant partout la tête en face du *Deutschtum*, l'harmonie restaurée dans le vaste monde slave au détriment de l'hégémonie allemande. On comprend que l'Allemagne désire écarter de son chemin un tel péril. On n'est pas étonné d'entendre tant de Russes et tant de Polonais affirmer que la diplomatie allemande n'a cessé de travailler à Pétersbourg contre la Pologne et contre toute autonomie polonaise, comme si Berlin opposait son veto à la réconciliation des deux frères ennemis.

Que la convention de Bismarck sur les affaires de Pologne ait été ou non renouvelée, grand est le nombre des Russes et des Polonais qui demeurent convaincus que le grand obstacle au rapprochement des deux peuples est à Berlin. Le gouvernement russe se défend naturellement de céder à aucune pression étrangère ; et quant à nous, nous voudrions volontiers l'en croire. Mais l'observateur a peine à s'expliquer la politique russe en Pologne autrement que par le désir d'être agréable à Berlin.

L'échec de la politique de russification a été reconnu de tous les Russes éclairés, même par un gouverneur général comme le prince Imérétinsky. Sous le couvert de cette politique, ce qui a gagné du terrain en Pologne, ce sont les

intérêts allemands et la colonisation allemande, si bien qu'on pourrait dire que, dans sa lutte contre le polonisme, la politique de russification n'a fait que préparer les voies à la germanisation.

Et avec une obstination aveugle, cette politique de soi-disant russification continue le même travail, au détriment des Russes comme des Polonais. On en trouvera maintes preuves en ce volume. Le danger pour le slavisme est déjà grand. Veut-on que ces riches provinces de la Vistule demeurent slaves, il n'y a qu'un moyen : en conserver et en fortifier le caractère national c'est-à-dire le caractère polonais. Poursuivre éternellement la guerre contre la nationalité et la langue polonaises, ce n'est pas seulement faire fausse route, c'est en réalité trahir les intérêts des Slaves, la cause même que la Russie se fait justement gloire de défendre devant l'étranger.

Les Russes, si divisés sur tout le reste, sont unanimes à s'attrister des périls qui, en tant de régions, menacent la liberté et l'existence même des peuples slaves. Ces généreuses inquiétudes, nous les comprenons, et souvent nous les partageons. Mais est-ce seulement aux sources de l'Elbe ou sur les bords de la Warta, sur les rives du Danube ou sur celles de la Save que les destinées des Slaves sont exposées à des périls prochains? La Bosnie et l'Herzégovine, pour

lesquelles tant de Russes ont fait des vœux impuissants, sont-elles seules à oser aspirer à l'autonomie? Les droits et libertés que la Russie eût voulu obtenir, fût-ce au prix de son sang, à ses congénères du dehors, qui l'empêche de les accorder elle-même, chez elle, à ses frères slaves de la Vistule ? Pour le faire, elle n'a pas besoin de prendre les armes, elle n'a de permission à demander à personne ; car il nous répugne de croire qu'elle ne se sente pas maîtresse chez elle. S'il est vrai qu'elle tient de la Providence la mission d'aider à la résurrection des Slaves opprimés, pourquoi ne songe-t-elle qu'au salut de ses petits frères du dehors, quand elle a, sous la main, sur ses domaines, l'aîné peut-être de tous les Slaves, un peuple plus nombreux que tous les Serbes et les Bulgares réunis, et qui ne demande d'elle que la reconnaissance de sa nationalité ?

Le contraste entre la politique étrangère de la Russie en faveur des Slaves du dehors et ses procédés de gouvernement vis-à-vis de ses propres sujets slaves a lourdement pesé sur la politique et la diplomatie russes. Il a longtemps discrédité ses plus généreux efforts en faveur des chrétiens d'Orient, la faisant, à tort sans doute, accuser de fausseté et de duplicité, alors qu'elle n'était coupable que d'inconséquence. Mais l'inconsé-

quence était si criante qu'elle faisait le scandale des peuples. Pour rendre à la politique russe l'unité et l'harmonie, qui lui ont si longtemps manqué, comme pour lui ramener la confiance et le respect des peuples, il suffirait d'un peu de loyauté, d'un peu d'équité vis-à-vis de ses sujets polonais.

Autrefois, le gouvernement des tsars russes pouvait justifier ou excuser ses procédés de dénationalisation de la Pologne, en représentant à l'Europe les Polonais comme les ennemis opiniâtres de la Russie et les fauteurs de son démembrement. Aujourd'hui cela ne lui est plus permis. Le temps est passé où la Pologne, éblouie des mystiques visions de ses poètes, s'épuisait à poursuivre vainement le fantôme de miraculeuses restaurations. Les dures leçons de l'histoire n'ont pas été perdues pour elle. Instruits par leurs longues souffrances, les Polonais ont pris le sens des réalités. Ils sont devenus, à leur tour, des politiques, et parfois des politiques plus pratiques et plus raisonnables que leurs maîtres de Russie. La résurrection nationale que leurs grands-pères n'attendaient que de la rébellion contre les tsars russes, les Polonais du siècle nouveau ne l'espèrent plus que d'une entente avec leurs frères slaves de Russie. Les fils des insurgés de 1863 et des exilés de Sibérie ont fini par

prêter l'oreille aux conseils que leurs meilleurs amis de France leur avaient longtemps donnés en vain.

Il est loin le temps où l'on nous reprochait, à Varsovie, d'avoir osé écrire qu'en refusant de se réconcilier avec la Russie, les Polonais commettaient un suicide national.

La politique allemande et les visées pangermanistes leur ont ouvert les yeux. Ils comprennent aujourd'hui que, pour sauver leur nationalité, il faut l'appuyer au grand empire slave. N'a-t-on pas vu, à la seconde Douma russe, les députés polonais, sous la conduite de M. Dmowski, être unanimes à voter les dépenses pour l'armée ? A-t-on pu oublier la déclaration de ces généreuses victimes d'une séculaire oppression, le jour où, sous la coupole du Palais de Tauride, ils ont annoncé qu'ils étaient prêts à tous les sacrifices pour maintenir ou rétablir la puissance militaire de la Russie, afin qu'elle fût assez forte pour assurer l'indépendance de sa politique ? Ce langage nouveau sur des lèvres polonaises avait été bruyamment applaudi.

De Prague et d'Agram à Belgrade et à Sophia, catholiques ou orthodoxes, toutes les nations slaves en avaient félicité la Russie comme de la plus glorieuse et la plus noble des victoires. Il semblait que, pour leur bien com-

mun, allait s'ouvrir, devant les Russes et devant les Polonais, l'ère nouvelle, l'ère de la conciliation si longtemps rêvée en vain par l'élite des penseurs des deux peuples. Hélas! peu de semaines plus tard, les mauvais jours étaient revenus.

La seconde Douma était dissoute, un oukase impérial enlevait au royaume de Pologne les deux tiers de ses représentants. Varsovie, avec ses 800.000 habitants, n'avait plus qu'un seul député, ou si elle en gardait un second, ce devait être l'élu des seuls Russes, de façon que sur la Vistule une voix russe orthodoxe pèse autant que cent voix polonaises, catholiques ou israélites. Les écoles polonaises, un moment tolérées, étaient de nouveau fermées, la langue polonaise de nouveau proscrite de l'enseignement. Et comme si la Pologne n'avait pas été assez de fois partagée, démembrée, on préparait un projet pour enlever au « royaume » du Congrès toute une partie de son mince territoire.

Au loyalisme des Polonais et de leur représentants élus, le Gouvernement impérial, après une courte période d'accalmie, a ainsi répondu par la reprise des rigueurs et des vexations anciennes. Les Polonais, il est vrai, avaient osé prononcer le mot d'autonomie. Ce qu'ils réclamaient, ce n'était pourtant ni ce que leur avait solennellement promis, au nom de l'Europe, le Congrès

de 1815, ni ce que leur avait concédé l'empereur Alexandre Ier. C'était une modeste autonomie administrative dans les limites restreintes du royaume du Congrès ; autonomie que leur avaient maintes fois fait espérer les plus éclairés des Russes et dont la restitution n'eût pu mettre en péril ni l'unité, ni les forces de l'Empire.

Qu'on l'appelle ou non autonomie, il faudra bien donner à la Pologne des institutions polonaises, partant des institutions particulières. La pacification est à ce prix ; l'élite même des Russes l'admettent. Il n'appartient pas à un étranger de décider quelles peuvent être les conditions d'une entente durable entre la Russie et ses sujets polonais. Ce n'est pas à nous de déterminer le minimum des revendications raisonnables des patriotes de la Vistule. Il est une chose, toutefois, à laquelle ils semblent ne pouvoir renoncer, c'est le libre usage de leur langue nationale dans les tribunaux, dans l'administration locale, dans les écoles et dans l'université. Le leur refuser c'est, qu'on l'avoue ou non, condamner leur nationalité à la mort par l'étouffement ; c'est s'obstiner à rayer du nombre des peuples vivants une des plus nobles et des plus vivaces nations de l'Europe. Et comme les Polonais sont aujourd'hui plus nombreux et plus conscients de leur nationalité qu'à aucune époque

de leur longue histoire, ils ne se résigneront jamais à ce supplice immérité de la mort lente.

Nicolas Milutine appelé, après l'insurrection de 1863, à façonner la remuante Pologne à la domination du tsarisme, s'était flatté, avec ses lois agraires en faveur des paysans, de rallier à la domination russe et à l'autorité du tsar les masses polonaises, ignorantes des grands souvenirs des Jagellons. A la place de la Szlachta, de sa turbulente noblesse, annonçait l'homme d'État russe, apparaîtra un jour un acteur nouveau dans l'histoire polonaise, le peuple. La prédiction de Milutine est en train de s'accomplir. Pour la première fois depuis des siècles, le peuple a surgi du fond de la nation ; et en prenant conscience de lui-même, il s'est senti polonais, attaché à sa langue, à sa foi, à sa culture nationales. Libre de toutes les passions du passé, respectueux de l'autorité du tsar russe, il ne lui demande, à son tour, que le respect de sa nationalité. Le tsar et la Russie demeureront-ils sourds à cette voix de tout un peuple ? Refuser obstinément de lui prêter l'oreille, n'est-ce pas s'exposer à voir ses déceptions le jeter de nouveau dans les bras des ennemis de la Russie ou des fauteurs de la révolution ?

Nous sommes de ceux qui, depuis de longues années, n'avons cessé de prêcher aux Polonais

la patience et la sagesse. Comme autrefois, nous croyons nous montrer de leurs amis en leur donnant les mêmes conseils. Mais pour demeurer sages et patients, il faut aux peuples l'espérance. Puisse la Pologne la garder et la Russie l'y encourager !

Quant à nous, nous ne saurions désespérer de la réconciliation de deux peuples que leurs intérêts nationaux poussent manifestement à s'entendre. S'il n'y avait en jeu que la justice, la liberté, le droit des peuples, nous oserions encore attendre de la Russie de l'avenir la reconnaissance des droits de ses sujets polonais. Mais il y a, pour les Russes, bien d'autres choses en jeu : l'affermissement de leur puissance, la sécurité de leurs frontières, l'indépendance de leur politique.

Si, comme il arrive parfois aux peuples ou à leurs gouvernements, ils semblent, aujourd'hui, méconnaître leurs propres intérêts, leurs amis et leurs adversaires du dehors ne s'y trompent point. Aux uns, il convient que la Russie garde à son flanc, comme une plaie toujours saignante, un peuple souffrant et irrité. Tel ne saurait être le vœu de tous ceux qui, avec nous, Français, croient que, à l'Europe du vingtième siècle, il faut une Russie grande et forte.

ANATOLE LEROY-BEAULIEU.

PRÉFACE DU TRADUCTEUR

L'ouvrage que nous présentons au public français est une édition nouvelle, revue et complétée, du livre que M. Dmowski a publié, l'année dernière, sous ce titre : *l'Allemagne, la Russie et la Question polonaise* (1). L'auteur a, en effet, donné de plus amples développements à son travail primitif et il y a introduit de notables modifications, pour le mieux adapter aux besoins des nouveaux lecteurs auxquels il s'adresse.

Dans cette publication, les hommes politiques trouveront l'exposé lumineux d'une question peu connue en France, et, en général, dans l'Europe occidentale, et qui prend de jour en jour une plus grande importance ; les historiens y verront se dérouler les nouvelles péripéties d'un grand drame politique que des observateurs superficiels regardaient, récemment encore, comme

(1) En Polonais : *Niemcy, Rosyai Kwestya polska*, Léopol, 1908.

arrivé à son dénouement, et qui continue à se développer sous nos yeux, plus palpitant que jamais.

La suppression de l'État polonais et le partage de ses territoires entre la Russie, la Prusse et l'Autriche, est loin d'avoir mis fin à l'histoire de la nation polonaise; la Pologne a suivi le conseil de Rousseau : ses ennemis l'ont engloutie, ils n'ont pu la digérer. Et, en effet, que voit-on se passer pendant tout le dix-neuvième siècle ? La Pologne a cessé de figurer sur la carte de l'Europe et son nom n'en est pas moins un de ceux qui retentissent le plus souvent dans le monde de la politique. A quoi cela tient-il ? C'est que cette nation, par des efforts héroïques et désespérés, cherche sans cesse à reconquérir son indépendance, c'est qu'elle s'obstine à renouveler ses revendications, que ses ennemis s'efforcent en vain de noyer dans son sang. D'abord, ce sont les légions polonaises qui combattent sous les drapeaux de la République française et traversent triomphalement l'Europe entière à la suite de Napoléon, aux destinées duquel les Polonais ont rattaché celles de leur patrie. Plus tard, réduits à leurs propres ressources, ils ne renoncent pas à la lutte : alors éclatent ces insurrections dont les plus importantes passionnèrent le monde entier en 1830 et en 1863.

C'est contre la Russie que ces insurrections étaient principalement dirigées, et il y avait à cela deux raisons : la première, c'est qu'elle s'était arrogé la plus grande partie de la Pologne; la seconde, c'est que la nation polonaise, élevée à l'école de la liberté et habituée à vivre sous un régime constitutionnel, ne pouvait se résigner à subir un absolutisme oriental contraire à tous ses instincts.

On sait comment se termina la dernière de ces insurrections, celle de 1863. On fit disparaître alors les derniers vestiges de l'organisation particulière du Royaume de Pologne, et l'on procéda à sa russification, en même temps qu'on s'appliquait à extirper entièrement le polonisme en Lithuanie. Les Polonais eux-mêmes reconnurent que la lutte à main armée était devenue impossible, et l'on put croire que la Pologne avait définitivement cessé d'exister. Dans le silence qui se fit autour d'elle, on n'entendait plus que l'écho des nouvelles persécutions exercées sur la nation vaincue par le Gouvernement russe et le Gouvernement prussien. Les souffrances des Polonais excitaient encore des sympathies, mais de ces sympathies platoniques qu'on éprouve pour des malheureux irrévocablement condamnés à périr.

Mais il est moins facile de supprimer une

nation que de détruire un État. Et cela est vrai surtout quand il s'agit d'une nation pleine de jeunesse et de vitalité, riche de trésors intellectuels et moraux accumulés par le travail de nombreuses générations, douée d'une individualité forte, et d'une civilisation avancée, consciente de ses forces et bien décidée à ne pas mourir. Aussi, les Polonais, tout en constatant l'impossibilité de continuer à revendiquer leur indépendance les armes à la main, sont restés fidèles à l'idéal qui a inspiré leur chant national : *La Pologne n'est pas encore morte !*

Et cet idéal, non seulement il est resté vivant, mais il a pénétré dans les profondeurs de la nation, il s'est communiqué aux masses du peuple. Après l'échec de la dernière insurrection, la nation polonaise s'est adonnée, avec une indomptable énergie, à l'œuvre de sa rénovation intérieure ; elle a développé sa civilisation, amélioré sa situation économique, et, par-dessus tout, elle s'est appliquée à propager l'instruction parmi le peuple. Ces efforts ont rapidement donné des résultats surprenants. Ce peuple, grâce aux progrès des lumières, a pris pleinement conscience de sa nationalité ; il a pour ainsi dire épousé et reconnu pour sien le passé de la Pologne, il s'est pénétré de ses aspirations, il a manifesté un ardent amour de la pa-

trie commune, il a voulu jouer son rôle dans la lutte pour l'existence nationale et les droits nationaux. Ceux qui ont juré d'anéantir la nationalité polonaise n'ont plus à faire à une seule classe : ils trouvent devant eux une nation homogène de vingt millions d'hommes.

Et voilà comment la question polonaise reparaît à l'horizon, non seulement à l'état de question brûlante dans chacun des trois États copartageants, mais comme question internationale de la plus haute portée. Ne met-elle pas, en question, en effet, le rôle de l'Allemagne en Europe, l'attitude de la Russie à l'égard de l'Allemagne et l'avenir de la Russie elle-même ?

L'auteur de ce livre, dans un de ses travaux, publié il y a dix ans, caractérisait ainsi la question polonaise : « Chacun des trois États qui se sont approprié des territoires de l'ancienne Pologne a trop peu de terre polonaise, mais a trop de Polonais, dont il ne sait que faire. » Quel éloquent commentaire de cette constatation que les nombreux articles publiés dernièrement par les journaux russes, et où il est dit que ce que la Russie aurait de mieux à faire, ce serait de céder le Royaume de Pologne à l'Allemagne ! Seulement, ajoute-t-on, il est à craindre que l'Allemagne ne veuille pas l'accepter.

Adressez-vous aux hommes qui dirigent ac-

tuellement la politique de la Russie et même celle de la Prusse, à ces hommes d'État qui combattent avec acharnement les tendances et les revendications polonaises, et demandez-leur : « Comment vous représentez-vous l'avenir de la question polonaise, et quels moyens voyez-vous de la résoudre d'une façon satisfaisante ? » Pas un d'entre eux, nous n'hésitons pas à l'affirmer, ne sera capable de répondre.

Le démembrement de la Pologne et la politique des États qui y ont pris part, notamment de la Prusse et de la Russie, ont donné naissance à la question politique la plus compliquée et la plus difficile de toutes les questions européennes. Mais est-ce une raison, parce que cette question est difficile, pour ne pas la regarder en face et ne pas la soumettre à une analyse approfondie ? Cette analyse s'impose de plus en plus, à la politique contemporaine.

Or, c'est l'étude de ce problème qui constitue précisément l'objet de ce livre, et c'est pourquoi nous avons cru nécessaire de le traduire et de le mettre à la portée des lecteurs français.

V. Gasztowtt.

Paris, le 15 mai 1909.

La Question polonaise

CHAPITRE PREMIER

État actuel et caractère général de la question polonaise.

Après la défaite essuyée en 1864 par les Polonais dans l'insurrection qu'ils tentèrent pour reconquérir leur indépendance, la question polonaise fut considérée comme ayant cessé d'exister.

La nation elle-même était déprimée par les cruautés qui signalèrent la répression dans tout le Royaume et spécialement en Lithuanie; de plus, elle avait vu s'évanouir ses illusions sur le peuple des campagnes qui, en présence de cet effort désespéré contre l'ennemi commun, s'était généralement comporté avec indifférence et même en certains endroits avec hostilité. Du reste, elle reconnaissait que ses forces matérielles étaient désormais insuffisantes pour lui laisser entrevoir, dans un avenir prochain, la possibilité d'une nouvelle guerre d'indépendance. Mais surtout,

l'opinion publique jugeait la dernière insurrection comme un acte de folie, comme l'entraînement d'une jeunesse sans expérience excitée par une émigration sans contact avec le pays, comme un coup de tête irréfléchi que la génération plus âgée avait condamné sans avoir eu le courage de s'y opposer. L'insuccès d'une entreprise aussi téméraire conduisit naturellement la nation polonaise à douter de son intelligence politique, de ses aptitudes à mener à bien une action suivie et à plus forte raison à constituer un État indépendant.

Comme pour renforcer cet état d'esprit et pour lui faire complètement perdre confiance en elle, la situation internationale s'était considérablement modifiée. Sept ans après l'insurrection, la France fut vaincue et humiliée; il ne restait plus en Europe que deux puissances dominantes : l'Allemagne unie sous l'hégémonie de la Prusse, et la Russie fortifiée par les réformes d'Alexandre II.

Or, l'une et l'autre étaient ennemies acharnées de l'indépendance polonaise. La Pologne était ainsi livrée à elle-même. Les optimistes les plus obstinés durent renoncer à l'espoir de tout secours étranger, et, de l'aveu des Polonais eux-mêmes, la cause polonaise parut définitivement perdue.

En effet, avec la nouvelle situation internationale, quel État avait intérêt à soulever la question polonaise ? Les Polonais ne pouvaient alors présenter, au point de vue politique, aucune valeur appréciable. D'un autre côté, dans le cas même où se serait ma-

nifesté quelque part le désir de les émanciper, les deux États les plus puissants de l'Europe n'auraient-ils pas su imposer à cet égard un silence absolu ?

Pour chacune des trois puissances qui possédaient des territoires polonais, la question polonaise subsistait naturellement ; mais elle n'était plus qu'une question intérieure, ne concernant que cette puissance même, et ne comportant aucune intervention étrangère. Toutefois, même sous cette forme, nulle part elle ne semblait revêtir un caractère trop aigu, à plus forte raison constituer un péril pour l'État. Au contraire, chacun des trois gouvernements avait trouvé le moyen de la résoudre chez lui, et dans le cours des quarante années qui suivirent l'insurrection, aucun événement ne put faire suspecter le succès de la politique suivie à l'égard des Polonais. Ils se plaignaient, sans doute, de l'oppression dont ils souffraient ; mais ces plaintes pouvaient-elles être prises en considération, si l'on envisageait l'accroissement constant de la puissance de l'Allemagne et de la Russie, leur influence chaque jour plus grande dans la politique internationale, quand cette influence surtout était soutenue par le progrès réel ou apparent de leurs forces nationales.

Dans la Pologne russe, on réprima tout d'abord l'insurrection, et dans cette répression comme dans les actes qui suivirent immédiatement, on appliqua un programme d'extermination à outrance.

En Lithuanie, Mouravief se distingua par une sauvagerie sans exemple ; ce qu'il voulait, ce n'était pas seulement écraser le mouvement insurrectionnel, c'était déraciner le polonisme lui-même. Aussi décimait-il la noblesse qui en était le principal représentant et détruisait-il le catholicisme, qui était la religion polonaise dominante. On incendiait et l'on rasait entièrement des villages polonais, après en avoir déporté les habitants en Sibérie ; on confisquait les fortunes polonaises, puis, par des lois d'exception, on empêchait la terre de passer dans les mains de « personnes d'origine polonaise » ; on fermait les églises et l'on interdisait toutes les manifestations extérieures du culte catholique dans tout le pays; on interdisait les journaux polonais, les représentations théâtrales en polonais; enfin l'on punissait d'amende toute conversation en polonais dans les lieux publics; on allait même jusqu'à proscrire les attelages à la polonaise. Et ces procédés tendaient tous à l'extermination radicale du polonisme pendant l'insurrection comme aussi pendant les années de tranquillité absolue qui la suivirent. Également appliqués en Volhynie, en Podolie et en Ukraine, ils avaient pour but de remplacer le plus tôt possible, dans ces provinces à population lithuanienne, blanc-russienne ou petit-russienne, la classe dirigeante de nationalité polonaise par une classe analogue mais purement russe.

Ce programme de russification, on l'appliqua également aux masses populaires ; la chose étant moins

difficile, on pouvait être moins radical dans les procédés. Du reste, on avait le concours efficace de l'Église orthodoxe. La tâche était plus ardue dans les localités à population rurale polonaise et aussi sur un territoire lithuanien au point de vue ethnographique, et en même temps catholique: là, en effet, loin d'être un instrument de russification, l'Église était plutôt une entrave à cette russification, et la langue maternelle ne pouvait pas être regardée comme un dialecte de la langue officielle. Aussi eut-on recours à des moyens spéciaux. On interdit, par exemple, l'emploi de livres lithuaniens imprimés en caractères latins. Des ouvrages et des atlas, publiés par des savants aux gages du gouvernement, prouvèrent que cet immense espace de neuf gouvernements, officiellement appelé le Pays du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, était un pays foncièrement russe, auquel les Polonais avaient superficiellement imposé leur civilisation. C'était le travail polonais de plusieurs siècles que l'on se hâtait d'anéantir, et l'on exprimait tout haut l'espérance, qui semblait alors fondée, d'en faire disparaître au bout de quelques années jusqu'à la dernière trace.

Dans le Royaume de Pologne, selon l'opinion généralement accréditée en Russie, c'étaient les seigneurs et les prêtres qui représentaient la tradition historique et l'idée nationale polonaise. On émancipa donc les paysans; et l'intention qui fit concevoir cette réforme et qui présida à son exécution, était d'affaiblir le plus possible la grande propriété, et de

créer une puissante classe paysanne. Reconnaissant de ce bienfait, le peuple des campagnes devait entrer en hostilité permanente avec ses anciens seigneurs et avec leurs tendances. Du reste, pour entretenir cette hostilité, les fonctionnaires fomenteraient une excitation continuelle contre la noblesse dans un sens purement socialiste. Au surplus, elle trouvait déjà un terrain favorable dans l'institution des servitudes conservée à cet effet.

En même temps, on achevait d'abolir ce qui restait de l'organisation spéciale de l'administration locale et des autorités particulières au Royaume, on remplaçait par des Russes les fonctionnaires et les professeurs polonais, et la langue polonaise, employée jusqu'alors dans l'administration, dans les écoles et dans les tribunaux, faisait place à la langue russe. Ces réformes semblaient réussir ; démoralisée par la défaite, la nation ne leur opposait aucune résistance. Aussi appliqua-t-on dans toute sa rigueur le système de russification qui se proposait de transformer le pays, même au point de vue intellectuel, en province entièrement russe. Toute organisation du travail de la pensée polonaise fut entravée. La langue polonaise fut exclue de partout : dans l'administration, l'on défendit aux employés de parler polonais dans leurs rapports avec le public, et ils furent obligés de n'user que de la langue russe, même dans les communes rurales ; devant les tribunaux, quand les intéressés ignoraient le russe, on avait recours à des interprètes ; dans les écoles, le polonais ne figura plus

que comme matière facultative à raison de deux heures par semaine; il fut enseigné en russe à partir de la première classe de l'enseignement secondaire; on finit même par en réduire l'étude à de simples traductions de textes polonais en russe. Quant aux jeunes gens qui parlaient polonais entre eux dans l'enceinte de l'école, ils étaient sévèrement punis. Enfin on exclut la langue polonaise des chemins de fer, même appartenant à des compagnies privées, et l'on alla jusqu'à commencer à la bannir d'institutions sans aucun caractère officiel, comme les sociétés de crédit par exemple. Un étranger traversant la Pologne n'entendait dans le train que la langue russe, car défense était faite au personnel de s'adresser en polonais aux voyageurs; il ne voyait que des inscriptions russes, et, même dans les gares, il ne rencontrait aucune annonce privée en polonais; toutes les autres langues en effet y étaient permises; le polonais seul était interdit. Notre étranger ne pouvait même pas se douter que le pays qu'il traversait était un pays polonais. Bien que le droit public russe ne connût d'autre nom légal que celui de Royaume de Pologne, on se mit à exclure ce nom de la langue officielle et on le remplaça par celui de Pays de la Vistule. De cette façon, le programme du gouvernement russe dans le Royaume de Pologne, programme qui, de prime abord, semblait n'avoir pour but que de détruire les sources du séparatisme polonais, devint nettement, quelques années après l'insurrection, un programme de destruction de la civilisation

polonaise et de russification à outrance; et non seulement cette russification fut jugée possible, mais les rapports officiels en constatèrent presque partout les rapides progrès.

On remarqua de plus que ce pays n'était pas purement polonais. En effet, à sa frontière du nord, il se trouvait quatre districts et demi ethnographiquement lithuaniens, et dans dix autres districts (au sud-est), à côté de la population polonaise et catholique-romaine, on rencontrait, au début de la période de russification, une quantité considérable d'uniates ou catholiques du rite oriental [1], parlant principalement le ruthène (dialecte petit-russien). Afin d'affaiblir le polonisme, le gouvernement prêta un chaleureux appui au mouvement nationaliste lithuanien qui prit naissance après 1870, et qui, sous l'influence de la protection gouvernementale, devint furieusement anti-polonais. Quant à l'Union le gouvernement a supprima : on vint à bout de la résistance des uniates attachés à la foi de leurs pères à l'aide d'exécutions militaires où furent employés le bâton, le massacre, la destruction des biens, etc. Après plusieurs massacres, après la déportation d'une foule de récalcitrants, cette population put être officiellement reconnue orthodoxe et russe. Et pourtant une notable partie des habitants était, en réalité, restée catholique, refusait de fréquenter les églises

1. L'Empereur Nicolas Ier avait aboli l'Union et annexé les uniates à l'Église orthodoxe en Lithuanie et en Volhynie ; mais, dans le Royaume, l'Union subsista jusqu'en 1875.

orthodoxes, pratiquait en secret le baptême, le mariage, l'enterrement catholiques. Elle persistait dans sa résistance en dépit des plus cruelles persécutions, et se fortifiait dans son attachement au polonisme.

On ne s'est pas contenté de cette conversion en masse. Les consistoires orthodoxes n'ont cessé d'agir dans ce sens jusqu'à ces dernières années; on a scruté avec soin les actes de l'état civil des deux dernières générations; on y a retrouvé des familles entières, dont les ancêtres à la deuxième ou à la troisième génération avaient été uniates, ou tout au moins avaient reçu le baptême dans une église uniate. Or, il arrivait assez fréquemment que les catholiques romains s'adressaient à l'église paroissiale uniate quand elle était plus rapprochée de leur habitation que l'église romaine. Ces familles, souvent foncièrement polonaises et catholiques, ont été rangées malgré elles parmi les orthodoxes; on leur a défendu de baptiser leurs enfants, de se marier à l'église catholique et aussi d'enterrer leurs morts dans un cimetière catholique, et aucune réclamation ne pouvait les garantir contre cette « conversion » forcée.

A l'aide de tels procédés, les rapports officiels constataient un accroissement de plus en plus considérable de la population orthodoxe et russe dans ce pays reconnu jusque-là pour foncièrement polonais. En même temps, grâce à la contrainte, la langue russe se répandait parmi les Polonais eux-mêmes, et ses rapides progrès étaient regardés comme une preuve évidente de russification. En un mot, tout portait

à croire que la question polonaise, au cœur même du polonisme, c'est-à-dire dans le Royaume de Pologne, était près d'être résolue par la destruction graduelle de ce qui faisait la base de la civilisation polonaise et par l'assimilation de la population tout entière.

En Prusse, le système de germanisation des territoires polonais s'était développé graduellement, avec quelques oscillations, depuis l'époque des partages, en se servant d'un moyen puissant, que la Russie n'a jamais eu à sa disposition, à savoir la colonisation allemande sur les terres polonaises. Cette colonisation d'ailleurs durait depuis des siècles ; elle n'avait cessé de progresser même durant l'existence de l'État polonais ; et, grâce à elle, les provinces polonaises annexées par la Prusse possédaient déjà, en 1772, une notable part de population allemande sur laquelle le gouvernement put s'appuyer plus tard. Du temps où la Prusse Royale appartenait encore à la République de Pologne, la moitié de ses habitants étaient Allemands et le foyer même du polonisme dans la Pologne prussienne, le Grand-Duché de Posen, au moment où le Congrès de Vienne le restitua à la Prusse, en 1815, comptait environ 20 p. 100 d'Allemands. Les progrès de cette colonisation ne firent que s'accélérer au cours du dix-neuvième siècle ; ainsi en 1867 on comptait en Posnanie environ 45 p. 100 d'Allemands (il y avait plus de 33 p. 100 de protestants). Mais ce chiffre est assurément majoré du fait que chez beaucoup de Polonais

la conscience de leur nationalité était oblitérée et que par suite ils se considéraient comme Allemands. Possédant déjà une si grande quantité d'Allemands dans les pays annexés, et voyant que le nombre s'en accroissait si rapidement, les hommes d'État prussiens furent naturellement amenés à regarder la germanisation définitive de ces territoires comme une simple question de temps ; et c'est ainsi que la situation était envisagée par un grand nombre de Polonais eux-mêmes. Le succès du programme de germanisation parut encore plus assuré lorsque, après la défaite de la France, on eut déclaré au polonisme une guerre systématique et implacable. C'est en grande partie du moins de la nécessité de l'exterminer que Bismarck s'inspirait lorsqu'il inaugura le *Kulturkampf*. Les résultats de cette tactique trompèrent les espérances prussiennes ; elle eut même pour effet de réveiller le sentiment de la nationalité dans la partie de la population où il n'existait pas. Mais par la suite, on expulsa en masse environ 40.000 Polonais, sujets russes et autrichiens ; l'interdiction de séjour prolongé dans les pays annexés fut prononcée contre les étrangers de nationalité polonaise ; la langue polonaise fut complètement exclue des écoles et l'on transféra les instituteurs polonais dans l'Allemagne occidentale. Toutes ces mesures et en outre les essais de plus en plus accentués de germanisation par l'Église, enfin l'établissement de la fameuse Commission de colonisation disposant de plusieurs centaines de millions de marks, semblaient faire présa-

ger la victoire certaine de l'élément allemand. En dépit des échecs du système de germanisation constatés sur tel ou tel point particulier, personne ne doutait que la question polonaise dans l'État prussien ne dût être bientôt résolue à l'avantage du germanisme.

Pour ce qui est de l'Autriche, cette puissance était obligée d'appliquer un système différent à l'égard des Polonais. Après 1866, la monarchie des Habsbourg avait cessé d'être un État national allemand ; son droit constitutionnel avait reconnu les nationalités non-allemandes et le particularisme des pays qui faisaient partie de l'empire. Parmi ces pays, la Galicie occupait une place spéciale ; ni numériquement, ni historiquement, l'élément allemand ne pouvait prétendre y jouer aucun rôle. Aussi, polonaise par son histoire et par sa civilisation, et bien qu'ayant une population mi-partie polonaise, mi-partie ruthène, elle obtint une diète provinciale à Lwow (Léopol) et en outre l'usage du polonais comme langue officielle dans les institutions gouvernementales [1]. Enfin, le pouvoir politique fut confié à des Polonais ayant à leur tête un lieutenant-gouverneur choisi parmi les citoyens polonais de la province.

Le caractère spécial de cette politique fit tout d'abord supposer que l'Autriche serait un jour con-

1. A côté du polonais dans les relations des autorités avec la population, on emploie le ruthène dans la Galicie orientale et l'allemand dans toute la province.

duite à soulever au dehors la question polonaise. D'ailleurs elle était moins que la Prusse et la Russie intéressée à l'enterrer définitivement. Mais les prévisions de ce genre furent bientôt démenties et les craintes dissipées. En effet, par une évolution de sa politique étrangère, l'Autriche resserra ses liens avec l'Allemagne et les rendit beaucoup plus intimes que ne le comporte une alliance ordinaire entre deux États. Quant à la représentation polonaise, elle n'essaya nullement de faire de l'opposition sur ce point; elle ne s'efforça pas d'exercer sur la politique extérieure de l'Autriche une influence quelconque dictée par des vues polonaises plus étendues, et ceux des Polonais qui parvinrent à des fonctions dirigeantes dans l'État, se considérèrent toujours et uniquement comme des hommes d'État autrichiens. Si l'on reconnut les droits nationaux polonais en Autriche, ce fut simplement un moyen de régler la question polonaise comme question intérieure de la monarchie des Habsbourg, et ce moyen profitait autant à cette monarchie qu'aux Polonais. Car, tout en facilitant, dans l'intérieur de l'Empire, la solution d'une question délicate, il n'empêchait pas les voisins d'en donner, quant à eux, une solution différente. L'Autriche contribua donc aussi, à sa façon, à écarter la question polonaise de l'ordre du jour des affaires internationales, et à faire faire le silence complet autour d'elle.

En résumé, une nation, occupant au point de vue

de la population la sixième place en Europe, avait cessé d'exister à l'extérieur, et cette question polonaise qui, récemment encore, causait une telle inquiétude sur notre continent, était non seulement reconnue comme définitivement tranchée en tant que question internationale, mais encore semblait, aux yeux de tous, être à la veille d'être résolue comme question intérieure dans chacun des États auxquels appartiennent des territoires polonais.

Les Polonais seuls étaient d'un autre avis.

Après 1864, il y eut dans la vie de la société polonaise une période de travail intérieur dans des conditions notablement modifiées. Ces conditions nouvelles et la concentration de l'énergie de la nation sur elle-même, furent la source de profondes transformations dans la structure même de la société et dans son caractère. Pour ne citer que les phases principales de ces changements, le centre de gravité de la vie nationale se transporta dans les couches profondes de la nation, y compris les éléments populaires jusqu'alors entièrement passifs ; l'instruction des masses se développa, la société se démocratisa et le sentiment national se réveilla dans la classe des paysans. A la suite de ces faits nouveaux, la nation prend une conscience entièrement nouvelle de ses propres forces, et elle acquiert par là une énergie politique qui caractérise nettement les jeunes générations. La génération précédente, ayant assisté à la dernière défaite, en conservait une impression déprimante, et cette impression lui avait enlevé toute foi dans l'avenir

et toute aptitude à appuyer ses vues politiques sur les propres forces de la nation. Déjà dans les dix dernières années du siècle dernier commence à se manifester, chez les Polonais, le sentiment bien net d'une renaissance nationale, la conviction que la nation n'est pas un banqueroutier auquel il ne reste que son passé, mais qu'elle a devant elle un nouvel avenir.

Il se forme une tout autre conception de la cause polonaise. Ce sera désormais la lutte pour l'existence, la lutte pour le droit, pour le maintien de l'individualité nationale, pour l'affirmation de la personnalité de la nation polonaise dans chacun des trois États copartageants. La période des insurrections, la période des luttes à main armée pour l'indépendance est désormais fermée; la question polonaise, considérée comme question internationale, comme ayant pour objet immédiat la reconstitution de l'État polonais, ne se pose pas aujourd'hui pour les publicistes polonais eux-mêmes. En revanche, ils affirment qu'à l'intérieur des puissances co-partageantes, cette question devient de plus en plus aiguë, de plus en plus brûlante, et que c'est par cette voie nouvelle qu'elle reparaîtra sur le théâtre de la politique internationale.

Dès aujourd'hui, ces prévisions commencent à se réaliser. L'époque actuelle est en effet le moment où la question polonaise s'accentue fortement dans les trois États possesseurs de territoires polonais,

En Prusse, grâce au progrès rapide de la renaissance nationale qui s'est produite dans les dernières dizaines d'années au sein de la population polonaise, la politique de germanisation a rencontré une résistance d'une force inattendue, résistance à la fois pacifique et organisée. C'est à l'époque où l'on faisait le plus d'efforts du côté allemand, que le polonisme s'est le plus fortifié. Bismarck, et à son exemple ses successeurs, afin d'alarmer l'opinion allemande en agitant le spectre « du péril polonais », exagéraient les conquêtes mêmes du polonisme dans les provinces orientales de l'Empire; souvent même, ils falsifiaient les chiffres pour faire adopter leur politique; il n'en est pas moins vrai que le polonisme s'est fortifié en Prusse depuis la fondation de l'Empire unifié. Ainsi, tandis qu'en 1867 on comptait en Posnanie environ 45 p. 100 d'Allemands, en 1890 la statistique officielle n'en donne plus que 39,87 p. 100, et cette proportion tombe en 1900, à 38,49. En 1905, elle était de 38,54 p. 100; cette élévation de 0,05 p. 100 peut être regardée comme une conquête de la Commission de colonisation.

Dans le Grand-Duché de Posen, il n'est pas douteux que les villes se soient polonisées dans une notable mesure, bien que tous les Juifs de cette province se regardent comme Allemands et soient les plus fermes soutiens de la germanisation. Mais l'élément juif tend à émigrer [1] en Allemagne, et,

1. Le nombre des Juifs dans la Pologne prussienne a

simultanément, il s'est formé un tiers-état polonais d'une force réelle, constituant une classe commerciale et industrielle, qui a supplanté une notable partie des marchands et industriels allemands, bien qu'elle soit boycottée par les Allemands sur le terrain économique.

En même temps, et depuis la fondation de l'empire, a eu lieu la renaissance nationale de la Silésie polonaise. Dans ce pays, une fois les classes sociales supérieures germanisées, le peuple de l'ancienne Pologne des Piasts semblait ne plus offrir que des matériaux destinés à devenir allemands. Baptisés du nom de *Wasserpolacken*, ils étaient regardés et se regardaient en quelque sorte eux-mêmes comme des Prussiens. Vers le milieu du siècle dernier, au moment où le sentiment de race se réveilla chez tous les Slaves de l'ouest, les premières lueurs de ce réveil se montrèrent aussi en Silésie; mais la renaissance nationale n'y fit de rapides progrès que depuis le *Kulturkampf*; toute la population catholique fit alors bloc pour lutter contre le gouvernement. Pendant un quart de siècle, elle prit part à cette lutte sous la direction des catholiques allemands, et c'était des représentants du Centre qu'elle envoyait au Parlement. Mais dans les quinze dernières années, les catholiques allemands commencèrent à faire cause

constamment diminué pendant tout le siècle dernier. Dans le Grand-Duché de Posen en 1825, ils constituaient 6,3 p. 100; en 1871, 3,9 p. 100; et en 1900, seulement 1,9 p. 100. Le recensement de 1905 n'en donne pas plus de 1,4 p. 100.

commune avec le gouvernement dans la question de la germanisation. Aussitôt ce peuple, dans lequel avaient mûri la conscience de sa nationalité et le sentiment de sa solidarité avec toute la nation polonaise, se retourna contre ceux qui étaient jusque-là ses défenseurs. Une partie de la Haute-Silésie a déjà par deux fois élu au Parlement des députés polonais qui, à Berlin, se sont fait inscrire au club polonais. Aujourd'hui, il commence déjà à se former dans ce peuple une classe polonaise commerciale et intellectuelle, qui s'accroît et se fortifie par les Polonais de Posnanie qui viennent s'établir en Silésie. Ajoutons à cela le réveil d'une plus forte conscience de la nationalité, l'accroissement de l'énergie nationale parmi les Polonais de la Prusse Occidentale et même l'apparition des premiers symptômes de sentiment polonais au milieu de la population protestante mazoure de la Prusse Orientale malgré la résistance du clergé de cette province, et nous aurons le tableau d'une renaissance nationale qui se montre générale dans les terres polonaises occupées par la Prusse.

La germanisation, si on l'envisage comme l'effet naturel de l'assimilation d'un peuple à culture inférieure par une civilisation supérieure, a définitivement cessé : à la civilisation allemande, les Polonais ont opposé la leur, pleine de vitalité et capable de rivaliser avec celle de leurs adversaires. Dans ces conditions, il ne restait au Gouvernement prussien d'autre moyen de dénationalisation que l'emploi de la

force matérielle. Les actes de violence commencent donc à se succéder rapidement, de plus en plus rigoureux, de plus en plus barbares, de plus en plus en contradiction avec l'organisation constitutionnelle de l'État et avec l'esprit de la civilisation contemporaine. La persécution du polonisme à l'école, dans l'armée, et, en beaucoup d'endroits, dans l'église elle-même, ainsi que le rachat des terres polonaises par la Commission de colonisation, commencent à paraître insuffisants; on a recours à d'autres procédés : on ne remet plus les lettres dont l'adresse est écrite en polonais, on martyrise les enfants des écoles parce qu'ils prient en polonais, — le procès de Wreschen a attiré l'attention du monde civilisé tout entier. Enfin, pour couronner tout le système, deux lois ont été promulguées : la première interdit l'emploi du polonais dans les réunions publiques; la deuxième, relative à l'expropriation des terres polonaises, est d'une portée encore plus considérable, car elle mine dans ses fondements l'organisation légale des sociétés civilisées de notre temps.

Le Gouvernement prussien a déclaré une guerre ouverte aux 4 millions de citoyens soumis à sa domination dans les provinces de l'est autrefois polonaises. Au moyen des violences ci-dessus indiquées, il possède une incontestable supériorité. Et cependant, cette guerre ne semble pas près d'être terminée. Il est même impossible d'affirmer qu'elle se dénouera par la victoire du gouvernement, car il peut se produire dans l'organisation intérieure de la Prusse

et dans la situation internationale de l'empire, des changements capables d'influer sur l'issue de la lutte.

Quoi qu'il en soit, la question polonaise dans l'État allemand est entrée dans sa phase la plus aiguë, et les plus optimistes représentants de la politique prussienne n'osent pas affirmer qu'ils ont trouvé la voie qui peut la conduire à une prompte solution. A mesure qu'elle devient plus aiguë, elle prend une importance toujours plus grande.

En effet, du côté allemand, nous entendons chaque jour davantage exprimer l'opinion que la lutte avec les Polonais, dans la Pologne prussienne, est une lutte contre la nation polonaise tout entière. En revanche, pour les Polonais, la défense d'un pays qui fut le berceau de la Pologne est en réalité plus qu'une lutte locale. Pour eux, il ne s'agit pas seulement de savoir si un certain nombre de milles carrés de territoire, appartenant aujourd'hui à l'État prussien, doivent devenir allemands ou rester polonais. C'est précisément parce qu'elle est d'une importance si considérable, que cette question excite de nos jours dans toute l'Europe un intérêt toujours grandissant.

Pour ce qui est de l'Empire russe, les hommes d'État pouvaient s'illusionner sur les résultats favorables de la politique de russification, principalement dans le Royaume de Pologne, tant que l'oppression exercée sans mesure par un gouvernement absolu contraignait la vie polonaise à se cacher sous terre. Cette oppression permettait à la Russie de se tromper elle-

même et de tromper les autres sur les manifestations de cette vie souterraine. Déjà, cependant, en 1897, le général gouverneur de Varsovie, le prince Imeretinsky, dans un mémoire secret adressé à l'empereur, montre que le système appliqué dans le Royaume a fait faillite à beaucoup d'égards. Bientôt, en effet, les publications clandestines se multiplient, le nombre des procès politiques s'accroît; les paysans surtout s'opposent aux abus de pouvoir dans l'administration des communes ; tous ces faits commencent à prouver d'une manière frappante que la nation est bien décidée à lutter contre le système de gouvernement ; ils révèlent, de plus, que dans cette lutte le premier rôle reviendra à la classe paysanne, à cette classe, sur laquelle, pourtant, le Gouvernement russe voulait appuyer sa domination. Au contraire, pénétrés de plus en plus de l'esprit polonais, de la tradition historique polonaise, les paysans sont de jour en jour plus prêts à défendre avec acharnement leurs droits nationaux.

Telle est la situation lorsque vient le moment critique où, pendant la malheureuse guerre avec le Japon, éclate dans l'Empire russe une crise intérieure aiguë : dans le Royaume, une partie de la population ouvrière et juive fait cause commune avec le mouvement révolutionnaire russe, donnant ainsi d'abord à la Pologne la physionomie anarchiste de la révolution russe ; mais bientôt le mouvement national polonais prend le dessus, et ce mouvement s'appuie sur la grande masse de la population, sur les paysans, sur la majorité des

ouvriers, ralliant également toutes les classes éclairées. Il est persécuté par le Gouvernement, dans le temps même où il lutte contre l'anarchie. Il adopte pour mot d'ordre l'autonomie politique du Royaume. Par voie de résolutions spontanées, la moitié des communes introduit la langue polonaise dans l'administration; les écoles gouvernementales russes se vident, boycottées par la société tout entière. Après la proclamation de l'oukase de tolérance, la majorité des anciens uniates du Royaume passe au catholicisme ; si certains persistent à se dire orthodoxes, c'est qu'ils y sont contraints, parce qu'ils dépendent matériellement du clergé qui leur afferme la terre, ou bien qu'ils sont influencés par la propagande démagogique des défenseurs de l'orthodoxie qui, en récompense de leur fidélité à la religion d'État, leur promettent le partage, à leur profit exclusif, de toutes les terres appartenant actuellement aux grands propriétaires polonais.

Les représentants du Gouvernement reconnaissent déjà qu'il ne peut être question de russifier le Royaume : tout au plus veulent-ils conserver les ex-uniates restés fidèles à l'orthodoxie. C'est à cet effet qu'ils ont eu l'idée de séparer le territoire occupé par des uniates sous le nom de gouvernement de Khelm. D'après le projet gouvernemental, la population en serait de moitié orthodoxe et de moitié polonaise et catholique ; en réalité, elle ne renferme qu'un petit nombre d'orthodoxes dispersés parmi des catholiques beaucoup plus nombreux.

Toutefois, les concessions de détail accordées aux Polonais lors de la crise n'ont pas fait disparaître le système de russification, qui est resté le système gouvernemental en vigueur. Au programme d'autonomie proposé par les Polonais, le Gouvernement n'a opposé aucun programme de réformes ; et il continue à gouverner conformément à l'ancien système qui est en opposition flagrante même avec les déclarations des ministres affirmant que la destruction de la civilisation polonaise n'est pas le but de l'État russe. Or, comme on ne peut maintenir ce système qu'avec l'arbitraire administratif aujourd'hui légalement limité par le manifeste du 30 octobre, on a adopté, comme base permanente de l'administration du Royaume, l'état de siège, dont la forme a été adoucie dernièrement sous le nom de *défense renforcée*.

En même temps, comme la représentation polonaise à la Douma, ayant pour mot d'ordre l'autonomie, avait réussi à occuper dans la Chambre une situation plus avantageuse que ne le souhaitait le gouvernement, on a réduit, le 16 juin 1907, le nombre des représentants du Royaume de 36 à 12.

La Pologne est donc gouvernée d'une manière provisoire et vit sous un régime d'exception. C'est également en vertu d'une loi d'exception qu'est élue la représentation polonaise au Parlement. Or, le gouvernement n'a aucun plan qui promette de mettre fin à cette situation anormale.

Dans ces conditions, la question polonaise dans l'empire russe est de nouveau ouverte, et, comme telle,

demeure au premier plan dans la crise politique générale. En présence de cette question, le gouvernement se trouve entièrement pris au dépourvu ; il ne projette aucun moyen de la résoudre, et il est douteux qu'il entrevoie une issue quelconque. Mais de telles questions ne peuvent rester ouvertes sans compromettre dangereusement la vie d'un État. Qu'est-ce donc quand il s'agit d'une question qui, sans parler des territoires lithuano-ruthènes, intéresse un pays de plus de 11 millions d'habitants, situé sur la frontière de l'empire et constituant géographiquement un territoire distinct ? Ainsi posée, elle ne peut cesser d'être à l'ordre du jour dans l'État lui-même, et elle doit intéresser de plus en plus l'opinion publique à l'extérieur de l'empire russe.

En Autriche, la réforme électorale a supprimé le système des curies et introduit le suffrage universel. De cette manière elle a numériquement affaibli la représentation polonaise au Parlement de Vienne et fait passer une notable partie des mandats de la Galicie orientale entre les mains des Ruthènes. Cependant, en démocratisant cette représentation, la réforme lui a donné une plus grande vitalité et une plus grande hardiesse à se préoccuper dans sa politique des intérêts propres de la nation polonaise. Fortifiés par les changements sociaux intérieurs, les démocrates polonais ont commencé, dans les dix dernières années, à lutter de plus en plus énergique-

ment contre la principale forme de l'oppression que subit la Galicie, à savoir l'exploitation économique, insensible pour les grands propriétaires agricoles, qui ont dirigé jusqu'à ces derniers temps la politique polonaise en Autriche ; d'autre part, en s'appuyant sur une base plus large dans la population polonaise elle-même, ils ne dépendent plus autant du Gouvernement que les politiciens conservateurs qui profitaient de son appui. C'est ce qui explique que, dans leurs relations avec la politique des sphères gouvernementales, ils sont enclins à prendre une attitude plus indépendante et, par suite, plus efficace. Par conséquent, en Autriche, l'ère de la politique démocratique, à peine à ses débuts, doit avec le temps amener les Polonais à lutter contre l'hégémonie allemande dans l'empire, et contre l'union intime avec la monarchie des Hohenzollern, union qui est « plus que l'alliance de deux États », comme on l'affirme aujourd'hui volontiers des deux parts. Il est possible que la politique polonaise n'accentue que lentement cette tendance ; néanmoins, on peut constater dès à présent les premiers pas faits dans cette voie, à en juger par les discours des députés polonais au Reichsrath de Vienne et dans les délégations austro-hongroises. C'est donc une nouvelle phase de la question polonaise qui la mettra certainement en relief en Autriche et qui paraît susceptible d'avoir un contrecoup sérieux sur toute la politique de l'Empire, ce qui donnerait à l'attitude des Polonais une importance internationale qu'elle n'a pas eue jusqu'à présent.

De tout ce qui précède, il ressort que la question polonaise des trois États co-partageants a perdu les caractères d'une question réglée une fois pour toutes, et qu'elle passe, au contraire, au premier plan de la vie politique de chacun d'eux.

Ceux qui désireraient la voir promptement résolue sur un terrain donné, dans tel ou tel État, dans telle ou telle province, ont l'habitude de la simplifier outre mesure, et, pour ainsi parler, de la vulgariser. Or, il serait difficile de trouver dans la politique contemporaine une question aussi compliquée et se manifestant sous des faces aussi multiples. Ce qui lui a donné ce caractère, c'est la marche particulière du développement de l'État polonais dans le passé, ce sont les démembrements répétés qu'il a subis, c'est enfin l'histoire de la nation polonaise après les partages et les changements survenus en même temps dans les États possesseurs de territoires polonais.

Ce n'est point le lieu d'approfondir d'une part les causes de la chute de la Pologne, d'autre part la raison qui a poussé cet État à s'étendre au loin vers l'est et à perdre simultanément à l'ouest des territoires très importants appartenant à la Pologne ou destinés d'avance, par leur situation géographique, à lui appartenir. Mais il faut constater ce fait qu'en s'étendant du côté des territoires lithuaniens et ruthènes, la Pologne des Jagellons y a implanté la langue polonaise, comme langue de haute culture; et en effet elle

est devenue la langue maternelle de toute la noblesse et de la bourgeoisie [1].

Par contre, la Pologne a laissé échouer entre les mains allemandes la Silésie, terre jadis polonaise, à l'époque des Piasts, et l'allemand y a pris avec le temps la même importance que le polonais en Lithuanie et dans les provinces ruthènes ; de plus, ce qui est plus grave, la Pologne n'a pas suivi avec assez de constance les efforts des Piasts pour s'appuyer à la Baltique. A l'exception de l'embouchure de la Vistule, elle a perdu tout le littoral indispensable à son développement et a laissé s'y établir les Allemands qui en exterminèrent les autochtones de race polonaise et prusso-lithuanienne. Ainsi, la politique de l'État polonais, faisant front du côté de l'est, a pour ainsi dire condamné la véritable Pologne, la Pologne des Piasts, au rôle de futur *Hinterland* allemand.

C'est dans ce sens, d'ailleurs, que furent effectués les partages de la Pologne de 1772 à 1795. La Russie prit les territoires lithuaniens et ruthènes réunis à la Pologne sous les Jagellons ; et toute la Pologne des Piasts fut partagée entre deux États allemands, la Prusse et l'Autriche. Les possessions de la Prusse, sur les bords de la Baltique jusqu'à l'embouchure du Niémen, étaient séparées par l'embouchure de la Vistule (Prusse Royale) appartenant à la Pologne. Par le fait

1. La langue officielle, en Lithuanie, est restée, jusqu'au dix-septième siècle, le ruthène, remplacé ensuite par le latin.

du démembrement elle a réuni ces territoires, pénétré fort avant dans le pays polonais, et obtenu de cette façon une frontière de l'est bien plus droite et plus normale, bien plus avantageuse aussi au double point de vue économique et stratégique.

Ce partage des territoires polonais fut modifié par les guerres napoléoniennes. D'une partie des provinces annexées par la Prusse et l'Autriche, Napoléon forma, en 1807, le duché de Varsovie. Au congrès de Vienne, on en détacha Posen qu'on rendit à la Prusse, et on en fit le Royaume de Pologne, qui fut réuni à la Russie en 1815, mais avec sa législation, son trône, sa constitution, sa diète à Varsovie, enfin sa propre armée, jusqu'à ce que plus tard, après l'insurrection de 1830-31, il perdît toute organisation indépendante et fût incorporé à l'Empire.

A partir de ce moment, à l'exception, en 1846, de la réunion à l'Autriche de la république de Cracovie créée au Congrès de Vienne, les frontières des territoires polonais et leur répartition entre les trois États n'ont subi aucun changement. Ce qui s'est modifié, c'est la situation légale de ces territoires ou celle des Polonais qui les habitent ; c'est encore l'intensité même du polonisme. Ici, c'est la dénationalisation qui a fait des progrès ; là ce sont produits des mouvements nationalistes dirigés contre les Polonais comme le mouvement lithuanien et le mouvement ruthène (ukrainien) ; ailleurs, au contraire, le sentiment national a pénétré plus profondément dans les masses populaires ; enfin, on a assisté au réveil du polonisme sur

des territoires regardés comme allemands depuis des siècles, par exemple la Silésie prussienne et la Silésie autrichienne.

Pour les raisons que nous venons d'indiquer, causes historiques ou causes actuelles et encore agissantes, la question polonaise se pose aujourd'hui, sous différentes formes, sur un espace territorialement plus vaste que le Royaume de Pologne avant les partages. La région qu'elle embrasse est grande comme une fois et demie l'Empire d'Allemagne. Moins du tiers de ce territoire constitue la Pologne proprement dite, foncièrement polonaise, habitée en majorité par une population ethnographiquement polonaise. En effet, les Polonais incontestablement tels y sont au nombre d'environ 20 millions sur une population d'environ 50 millions d'habitants.

Les provinces dans lesquelles la Prusse, la Russie et l'Autriche se trouvent aujourd'hui en présence de la question polonaise, sont les suivantes :

DANS LE ROYAUME DE PRUSSE [1]

1° LE GRAND-DUCHÉ DE POSEN, qui est une partie de

1. Statistique des provinces polonaises annexées à la Prusse :

	kilom. carrés	Population totale	Population polonaise
Posnanie	28.963	1.985.000	1.216.206
Prusse occidentale .	25.523	1.664.331	567.318
Prusse orientale . .	36.982	2.032.272	294.355
Haute-Silésie . . .	13.216	2.039.316	1.216.206

l'ancienne Pologne, fut annexé par la Prusse lors des partages, appartint ensuite au duché de Varsovie; il fut réuni une seconde fois à la Prusse sous cette dénomination par le Congrès de Vienne, comme pays distinct, et ensuite incorporé à la Prusse comme partie intégrale sous le nom de *province de Posen*. Cette terre polonaise, la plus ancienne de toutes, où est né l'État des Piasts, est située plus à l'ouest que toutes les autres. Elle est donc géographiquement fort incommode pour la Prusse, et c'est pourquoi elle constitue le principal théâtre des exploits de la germanisation. La situation des Polonais en présence de la politique du Gouvernement y est d'autant plus difficile que cette politique trouve un point d'appui dans la population allemande locale ; une partie de cette population, en effet, s'est établie dans ce pays avant les partages, par une colonisation incessante qui a fait de notables progrès après la chute de la Pologne. D'après la statistique officielle, sur les 42 districts du Grand-Duché, il y en a 11, situés à l'ouest et dans la vallée de la Netze, qui font partie de la régence de Bromberg et où la population polonaise n'atteint pas 50 p. 100, alors que dans les 31 autres elle va de 50 à 91 p. 100. La question polonaise consiste donc, dans ce pays, à savoir si le gouvernement réussira par les moyens employés aujourd'hui à assurer à la population allemande la prépondérance numérique, et à rendre l'existence impossible aux classes polonaises instruites, en réduisant ainsi les Polonais au rôle de race sans culture supérieure.

2° La Prusse occidentale est formée en majeure partie de l'ancienne Prusse Royale [moins la Warmie et plus quelques arrondissements de la Prusse Ducale]. Elle appartenait avant 1466 à l'Ordre teutonique ; elle passa à la Pologne, mais conserva toujours une notable proportion de population allemande ; elle possède une culture surtout allemande, avec Dantzig pour capitale. Ce territoire fut enlevé presque tout entier à la Pologne dès le premier partage (1772). La population polonaise ne touche que sur une petite étendue à la mer Baltique (dans cette partie, elle parle le cachoube, dialecte de la langue polonaise, et figure pour cette raison dans la statistique officielle sous le nom de Cachoubes). Elle se concentre surtout près de la frontière du grand-duché de Posen et du Royaume de Pologne. Cette province sert de trait d'union entre des territoires depuis longtemps prussiens, à savoir la Prusse orientale, la Poméranie et le Brandebourg; sa germanisation est d'une grande importance pour l'État prussien. Aussi vient-elle au second rang dans les préoccupations de la politique germanisatrice.

3° La Prusse orientale. Outre la Warmie, détachée de la Prusse Royale, cette province comprend la principale partie de l'ancienne Prusse Ducale, territoire teutonique, devenu plus tard duché distinct de Prusse, vassal de la Pologne ; il échut par voie d'héritage aux électeurs de Brandebourg, et ceux-ci lui empruntèrent plus tard le nom qu'ils donnèrent au royaume de Prusse. Les Polonais de la Prusse orien-

tale se divisent en deux groupes à peu près égaux en nombre : l'un, catholique, habite la partie méridionale de l'ancienne Warmie polonaise; l'autre, qui longe la frontière du Royaume de Pologne, dans l'ancien pays teutonique, est luthérien et porte dans les recensements officiels le nom de Mazoures, pour la raison qu'il ne parle pas la langue littéraire polonaise, mais un dialecte provincial appelé le mazoure.

4° La Haute-Silésie (régence d'Oppeln de la province de Silésie). Sous les Piasts, la Silésie tout entière était une province polonaise. Au douzième siècle, elle fut en même temps que les autres territoires partagée en petites principautés. Lorsque la Pologne fut reconstituée en un seul État, elle ne lui fut pas réunie de nouveau; elle tomba sous l'influence tchèque. En 1355, Casimir le Grand renonça aux droits qu'il avait sur elle au profit des rois de Bohême; au seizième siècle, elle passa avec toute la Bohême sous la domination des Habsbourg. Au milieu du dix-huitième siècle, elle fut enfin conquise par la Prusse. Depuis sa réunion à la Bohême, la Silésie avait subi de plus en plus l'influence de la culture allemande; avec le temps, les villes et la noblesse s'étaient complètement germanisées, et dans les territoires marécageux de la Basse-Silésie, beaucoup moins peuplée, s'étaient établis des colons allemands. Cependant, la population paysanne de la Haute-Silésie resta polonaise, et, sous l'influence de la persécution religieuse, elle prit conscience de son polonisme lors du *Kulturkampf*.

En dehors de ces quatre provinces, les Polonais constituent un fort noyau de population dans la régence de Breslau, en Silésie, notamment dans les arrondissements de Sycow (Wartenberg) (44 p. 100), et de Namyslow (30 p. 100). Enfin, il y a encore des Polonais dans la province de Poméranie, principalement dans les districts détachés de la Prusse royale : Bytow (15 p. 100) et Lembork (6 p. 100.)

DANS L'EMPIRE D'AUTRICHE [1]

1° LA GALICIE, partie intégrante de l'État polonais, réunie à l'Autriche lors du premier partage de la Pologne (1772) sous le nom de Royaume de Galicie et de Lodomérie, auquel on annexa, en 1846, le Grand-Duché de Cracovie. Depuis 1867, ce pays possède des institutions autonomes et est administré par des Polonais.

La partie occidentale de la province, la moins

1. Statistique des provinces polonaises annexées à l'Autriche.

	kilom. carrés	population
	—	—
Galicie	78.532	7.725.223
Silésie	5.153	727.153

Recensement de 1905. Le chiffre des habitants de Galicie qui se sont déclarés Polonais dépasse 4 millions, mais il comprend quelques centaines de milliers de Juifs, dont la langue maternelle n'est pas polonaise (une partie des Juifs déclarent comme langue maternelle l'allemand ou le ruthène).

Dans la Silésie autrichienne, il y a environ 250.000 Polonais, concentrés dans la principauté de Teschen, limitrophe de la Galicie.

étendue, est purement polonaise; dans la partie orientale, la prépondérance numérique appartient à la population ruthène qui compte plus de 3 millions d'habitants. Mais ce sont les Polonais qui ont la majorité dans les villes; c'est à eux qu'appartient la grande propriété foncière; enfin, dans la plupart des districts, ils constituent un pourcentage plus ou moins grand même de la population des campagnes. Depuis une quarantaine d'années, il se forme une couche instruite de population ruthène, dont la lutte contre les Polonais constitue la principale question politique dans cette province.

2° La Silésie autrichienne est la minime partie de la Silésie laissée à l'Autriche après la conquête par la Prusse du reste de la province, au dix-huitième siècle. Elle se compose de deux parties entièrement distinctes qui ne sont pas même réunies territorialement : la principauté de Troppau et celle de Teschen. La première, qui longe la frontière prussienne et touche la Moravie, a une population tchèque et allemande avec un faible pourcentage de Polonais.

L'autre, la principauté de Teschen, limitrophe de la Galicie, est aux deux tiers polonaise, le troisième tiers se composant d'Allemands dispersés dans le pays et habitant surtout les villes et de Tchèques concentrés sur un territoire peu étendu dans la partie occidentale du pays. Il y a dans la principauté de Teschen environ 250.000 Polonais.

DANS L'EMPIRE RUSSE [1]

1° Le Royaume de Pologne constitue le centre des territoires polonais. C'est, de toutes les parties de la Pologne, celle qui, dans le dernier siècle, a subi les plus grandes transformations. Au dernier démembrement (1795), il fut partagé entre la Prusse et l'Autriche. Depuis 1807, il constitua la partie principale du duché de Varsovie, État indépendant créé par le traité de Tilsitt ; en 1815, il devint le Royaume de Pologne, autonome et constitutionnel, mais lié à la Russie par une union réelle ; en 1832, après l'insurrection de 1830, il fut incorporé dans l'Empire de Russie, tout en étant gouverné, en vertu de lois spéciales, par des autorités organisées de façon particulière ; depuis 1865, après l'insurrection de 1863, on y introduisit graduellement les institutions russes ; on n'y laissa subsister que le Code civil (Code Napoléon), le régime des hypothèques, une organisation spéciale de la commune rurale, de l'administration des villes,

1. Statistique des provinces polonaises annexées à la Russie :

Royaume de Pologne, 126.952 kilom. carrés ; population environ 11.500.000.

Le chiffre de la population est approximatif. En 1897 (le seul recensement régulier) il était de 9.402.253.

Pays annexés : Nord-Ouest (gouv. de Kovno, Vilna, Grodno, Minsk, Mohilev, Vitebsk) et Sud-Ouest (Volhynie, Podolie, Kiev). Ensemble 470.783 kilom. carrés, pop. env. 23.000.000.

Il n'existe pas de statistique des nationalités et même elle est impossible dans l'état actuel. Les données officielles émanent de sources qui ne méritent aucune confiance.

et quelques autres détails sans importance, et l'on y appliqua un violent système de russification. Enfin, en 1905, fut publié le manifeste d'octobre qui aurait pu rendre plus difficile l'application de l'arbitraire absolu des fonctionnaires et ouvrir aux Polonais la possibilité d'un travail plus étendu pour relever leur civilisation nationale. Mais, depuis cette époque, le pays est soumis à un régime d'exception, en vertu duquel les autorités décident non seulement des questions d'ordre public, mais en géneral de la vie politique, intellectuelle et économique.

Cette contrée est foncièrement polonaise, de civilisation purement polonaise, que n'a véritablement altérée aucune influence étrangère. Seule, sa partie septentrionale (les deux tiers du gouvernement de Souvalki, qui faisaient partie de la Lithuanie historique) possède une population lithuanienne compacte de 360.000 habitants, et dans la partie sud-est (dans les districts de l'est des gouvernements de Lublin et de Siedlce) il se trouve environ 300.000 orthodoxes (qui sont restés fidèles à la religion d'État après l'ukase de tolérance de 1905). Ces anciens uniates parlent le ruthène et sont tellement mêlés aux Polonais dans tous les districts, qu'ils s'élèvent à 50 p. 100 dans le seul district de Hrubieszow.

2° Les Pays annexés (*Lithuanie et Provinces ruthènes*) appelés dans la langue administrative : 1° le Pays Nord-Ouest (gouvernements de Kovno, Vilna, Grodno, Minsk, Mohilev et Vitebsk) et 2° le Pays Sud-Ouest (gouvernements de Volhynie, de Podolie

et de Kiev). Lors des trois démembrements de la Pologne ils furent successivement réunis à la Russie et constituèrent le lot qui lui échut au troisième partage. Cette vaste superficie de 470.783 kilomètres carrés, avec une population s'élevant aujourd'hui environ à 23 millions d'habitants, présente un mélange hétérogène de nationalités diverses, dans lequel les Polonais constituent une minorité parfois numériquement faible, mais forte au point de vue intellectuel et économique. C'est entre leurs mains que se trouve à peu près la moitié de la grande propriété foncière. En dehors de faibles espaces peuplés par des Polonais et des Lettes (catholiques les uns et les autres), le gros de la population est ou *lithuanien*, catholique et possédant la conscience de son individualité nationale, ou *blanc-russien*, orthodoxe, mais n'ayant aucune idée de nationalité et se russifiant facilement, ou encore *petit-russien*, également orthodoxe et se russifiant facilement dans la partie nord, mais possédant une individualité de race plus distincte dans le sud (Podolie, Ukraine). Voici comment ces éléments se répartissent par gouvernements, autant que le manque de données officielles permet une évaluation :

Gouvernement de Kovno (env. 1.800.000 hab.). — Population généralement lithuanienne; à peu près 10 p. 100 de Polonais.

Gouvernement de Vilna (env. 1.900.000 hab.). — Population en partie lithuanienne, en partie blanc-russienne, en partie polonaise ; environ 25 p. 100 de Polonais.

Gouvernement de Grodno (env. 1.800.000 hab.). — Population à moitié petit-russienne (par le dialecte seulement), à moitié blanc-russienne ; les trois districts de Podlachie (Bialystok, Biala et Sokolka) font partie de la Pologne ethnographique. Dans tout le gouvernement, environ 30 p. 100 de Polonais.

Gouvernement de Minsk (env. 2.400.000 hab.). — Population blanc et petit-russienne; environ 10 p. 100 de Polonais.

Gouvernement de Mohilev (env. 1.900.000 hab.). — Population blanc-russienne. Polonais, 5 p. 100.

Gouvernement de Vitebsk (env. 1.700.000 hab.). — Population blanc-russienne, et, dans la partie occidentale (Livonie polonaise), catholique et lette. Polonais, environ 7 p. 100.

Gouvernements de Volhynie, de Podolie et de Kiev (env. 11.000.000 d'hab.). — Population petit-russienne. Polonais en Volhynie, 11 p. 100; en Podolie, 10 p. 100; en Ukraine (Kiovienne), environ 4 p. 100.

Les territoires qu'embrasse la question polonaise peuvent se répartir en quatre groupes importants :

1° Les provinces appartenant à la Prusse (duché de Posen, Prusse occidentale, Prusse orientale et Haute-Silésie) ;

2° Les provinces annexées par la Russie, c'est-à-dire la partie de l'ancienne Pologne qui fut jointe à l'Empire russe après les démembrements (1772, 1793, 1795), à savoir la Lithuanie et les provinces ruthènes;

3° Le Royaume de Pologne, uni avec la Russie par le Congrès de Vienne (1815);

4° Les pays appartenant à l'Autriche (Galicie et principauté de Teschen).

Au point de vue de l'importance qu'ont ces territoires pour les États auxquels ils sont annexés, on peut les diviser en deux catégories. La première comprend les provinces qui, pour ces États, constituent, pour ainsi dire, une nécessité géographique. Et dans ce cas se trouvent celles qui rentrent dans les deux premiers groupes. La Prusse avait besoin des territoires polonais qu'elle s'est attribués pour réunir territorialement ses possessions, pour se créer une frontière orientale relativement normale et pour garantir sur ses derrières une province entièrement allemande s'étendant le long de la Baltique jusqu'à l'embouchure du Niémen. Quant à la Russie, elle avait déjà précédemment occupé la Livonie avec Riga et le littoral de la mer Noire avec la future Odessa. C'était un moyen d'arrondir son territoire et de se faire une frontière normale, que d'annexer les pays lithuano-ruthènes. D'ailleurs, ces pays n'avaient appartenu que durant quatre siècles à la République de Pologne, et l'élément polonais n'y constituait que la couche sociale supérieure créée par quatre siècles de civilisation et de colonisation.

Ni l'un ni l'autre de ces deux États ne saurait jamais consentir à renoncer volontairement aux pays en question; cette perte leur porterait un coup trop sensible, et c'est la nécessité de s'en assurer à

jamais la possession qui les fait tendre d'une manière inflexible à en assimiler entièrement la population, à en extirper complètement l'élément polonais. Cette tendance peut revêtir différentes formes, elle peut s'exprimer par des méthodes d'action différentes, mais il est difficile d'admettre qu'elle puisse cesser d'exister entièrement.

Les deux groupes appartenant à la seconde catégorie — le Royaume de Pologne et la Galicie — ne constituent pas, l'un pour la Russie, l'autre pour l'Autriche, une nécessité territoriale ; au contraire, leur annexion a enlevé à ces deux États leur frontière normale et a créé ce qu'on pourrait appeler des monstruosités géographiques. En effet, la Galicie est détachée du cours inférieur des rivières qui y prennent leur source, et le Royaume de Pologne, occupant le cours moyen de la Vistule, est séparé de la source et de l'embouchure de ce fleuve. Il en résulte, pour ces pays, des conditions des plus anormales de développement économique, et une situation stratégique des plus difficiles. La possession durable de ces territoires ne peut avoir de sens pour les deux États en question, qu'au cas où ils nourriraient l'espoir de faire, fût-ce dans un avenir éloigné, de nouvelles conquêtes territoriales, — l'Autriche sur le cours inférieur de la Vistule, la Russie pour s'appuyer aux Carpathes et aussi pour s'emparer des embouchures du Niémen et de la Vistule. De plus, la Galicie et le Royaume constituent le centre même des forces polonaises ; elles sont donc loin d'être assimilables,

et il est difficile de se représenter un État disposant de forces suffisantes pour parvenir à y exterminer le polonisme. Les États qui les possèdent sont obligés de se résigner à renfermer dans leurs frontières une partie de la nation polonaise et à être aux prises avec une question polonaise, dont la solution par voie d'extermination des Polonais ou de destruction de la civilisation polonaise, est entièrement impossible.

L'Autriche n'avait pas pris l'initiative du partage de la Pologne et elle n'y a point poussé, parce qu'elle n'y avait pas d'intérêt politique; elle occupa la Galicie et la moitié du Royaume actuel comme une proie facile; et puisque les deux puissances intéressées se partageaient de vastes possessions, elle voulut s'enrichir, elle aussi, proportionnellement par de nouvelles acquisitions. Dans la période qui suivit les partages, bien que sa politique intérieure ait été fatale pour les Polonais, elle ne montra pas un empressement particulier à enterrer la question polonaise ; elle manifesta même quelque velléité de la soulever. En 1863 elle s'associa à la note des puissances qui réclamait des réformes pour le Royaume. Dans la suite, elle put même aller jusqu'à reconnaître définitivement la Galicie comme pays polonais et à y donner le pouvoir politique à des Polonais, sans toutefois renoncer à aucun intérêt politique qui pût être d'une importance essentielle pour l'avenir de l'Empire.

Alexandre Ier, en demandant au Congrès de Vienne l'union du Royaume de Pologne avec son Empire, ne

regardait pas non plus ce territoire comme indispensable à la Russie considérée en elle-même. Aussi n'avait-il pas l'intention d'en faire un pays entièrement russe. Il unissait deux États distincts : l'État polonais et l'État russe ; tout en restant empereur autocrate de la Russie, il devenait en même temps roi constitutionnel de Pologne. Si, plus tard, ces deux régimes opposés se montrèrent inconciliables, si l'on rapprocha celui de la Pologne de celui de la Russie, ce ne fut point pour réaliser quelques vues politiques profondes, mais plutôt pour sortir de la situation difficile créée par les relations entre les deux pays et faute d'une meilleure solution de la part de la politique russe. Encore moins trouverait-on des vues profondes et une vaste pensée dans le programme appliqué après 1864. Il avait bien plutôt sa source dans la voracité des instincts nationaux, et dans l'insatiable avidité de la tourbe de fonctionnaires qui, comme une nuée de sauterelles, s'abattit alors sur cette proie nouvelle. Le seul motif raisonné de cette persécution était le besoin de détruire les forces du polonisme dans leur foyer même, dans le Royaume, afin de paralyser leur influence sur les provinces limitrophes lithuano-russiennes et de faciliter la russification de ces dernières. Si c'était bien là le but poursuivi, et si nous admettons qu'il joua le plus grand rôle, nous pouvons en déduire tout d'abord que les vues dont il s'inspirait étaient relatives non au Royaume, mais bien à la Lithuanie et aux provinces ruthènes. De plus, sur le terrain du Royaume proprement dit, il ne condui-

sait qu'à une action exclusivement destructrice qui, comme telle, ne pouvait constituer un programme suffisant et devait tôt ou tard se terminer par une banqueroute.

Après l'explosion d'une crise aiguë dans l'État et l'ébranlement simultané du système appliqué dans le Royaume de Pologne, la conduite du Gouvernement russe à l'égard de ce pays a perdu encore davantage le caractère d'un plan quelque peu rationnel, et a cessé d'être une véritable politique. De toutes manières, après quarante ans d'expérience, ceux qui dirigent la politique russe sont parvenus du moins à cette conclusion que leur système de russification est inefficace ; ils n'espèrent plus russifier le Royaume ; ils se résignent à son polonisme comme à un fait inéluctable, sans pourtant céder à ses aspirations et à ses besoins.

On voit donc que la question polonaise dans ses grandes lignes se ramène à deux problèmes essentiels. En ce qui concerne les territoires de la première catégorie (Pologne prussienne et pays annexés : Lithuanie et provinces ruthènes), le problème se pose dans les termes suivants : puisqu'il a été décidé depuis longtemps qu'ils doivent rester allemands ou russes, réussira-t-on à y détruire la prépondérance de la civilisation polonaise et à y exterminer avec le temps le polonisme? En ce qui concerne les territoires de la deuxième catégorie (Royaume de Pologne et Galicie), le problème est l'inverse du précédent : étant donné qu'il faut bien, bon gré

mal gré, se résigner à l'existence et à la suprématie du polonisme dans ces pays polonais, que faire de ces pays ? Sur quelles bases organiser leur existence politique ?

Comment les faits répondent-ils à ces deux questions ?

Germaniser les provinces annexées, tel fut le but que dès le commencement se proposa la Prusse, et dès le commencement, comme le fit la Russie sous Catherine II en vue de son programme de russification, elle inaugura une politique *ad hoc*. Le germanisme avait d'un côté sur les Polonais la prépondérance d'une civilisation supérieure, et, comme il a été dit plus haut, il disposait d'un puissant moyen d'expansion sous la forme de colonisation dans des terres faiblement peuplées. Aussi, la germanisation avait-elle fait dans la Pologne prussienne, avant la création de l'Empire allemand, des progrès considérables. Néanmoins, par suite du développement des forces nationales polonaises, et principalement par suite de l'élévation du niveau intellectuel de la masse populaire, le germanisme fut arrêté dans son expansion et commença même à reculer. Alors l'État fut forcé de recourir à la contrainte et à une colonisation artificielle ruineuse pour le Trésor public. Ce procédé n'ayant pas donné le résultat voulu, on a accru la pression exercée dans ce sens et l'on a employé des moyens de plus en plus violents, de plus en plus contraires aux principes sur lesquels

repose l'organisation légale de l'État lui-même.

On peut affirmer dès aujourd'hui, qu'en voulant à tout prix détruire le polonisme, la Prusse a été forcée de compromettre sa propre existence, d'abaisser le sentiment de la légalité chez la masse de ses citoyens, de ruiner en eux la foi dans la stabilité des institutions sur lesquelles repose leur existence sociale et politique. Mais dans un État civilisé, situé au milieu de l'Europe et qui n'est que l'organisation d'une société dont la force principale réside dans la persistance de ses instincts légaux et de ses institutions, une politique de ce genre contient en germe un danger sérieux pour l'avenir de l'État lui-même. De deux choses l'une : ou bien l'État entre dans une voie qui le fait à certains égards reculer dans le développement de sa civilisation, qui le conduit même, si l'on peut s'exprimer ainsi, à une sorte de suicide moral conscient, et dans ce cas il est menacé pour l'avenir de graves secousses intérieures; ou bien l'instinct de conservation de la société, instinct non moins puissant en Allemagne que dans les autres pays civilisés, reprendra le dessus et mettra fin à des pratiques aussi funestes. Aussi, bien qu'à cause de cette politique du Gouvernement, le polonisme dans l'État prussien soit sérieusement menacé, on ne peut cependant affirmer en aucune façon que l'histoire l'ait d'ores et déjà condamné à disparaître. Quels que soient les résultats obtenus jusqu'ici, le Gouvernement prussien n'a pas encore fourni la preuve qu'il ait trouvé le moyen d'exterminer l'élément polonais

ou même d'assurer la prépondérance sociale des Allemands dans les provinces polonaises. Les méthodes qu'il applique actuellement à l'égard des Polonais doivent plutôt faire craindre que la question polonaise ne devienne le point de départ de complications intérieures redoutables qui s'étendraient sur un champ beaucoup plus vaste que les territoires polonais eux-mêmes.

L'organisme intérieur de la Russie est moins sensible aux procédés illégaux ; au contraire il n'est pas encore arrivé à se fonder sur le droit. C'est donc sous un autre jour que se présente ce même problème dans les pays annexés où la Russie s'est proposé pour but de détruire la civilisation polonaise. Ici, d'ailleurs, la situation s'est toujours montrée différente à tous égards.

La supériorité de civilisation était et n'a pas cessé d'être du côté des vaincus, et non du côté des vainqueurs ; de plus, la Russie n'est pas assez riche en population pour employer la colonisation dans l'Ouest, où, enfin, les conditions se trouvent plus difficiles et plus compliquées qu'en Russie même.

Mais dans le duché de Posen et dans une partie de la Prusse occidentale, les Allemands ont affaire à une société polonaise qui possède toutes les classes et qui s'appuie sur une forte base populaire. En Haute-Silésie, ils se heurtent à la masse compacte du peuple, au-dessus duquel se trouve une couche superficielle de grands propriétaires et de bourgeoisie allemands ; de plus, dans toute la Pologne prus-

sienne, ce peuple polonais est instruit, bien organisé, relativement aisé au point de vue économique, et il se mêle d'une manière active à la vie politique. La Russie, au contraire, n'a eu presque exclusivement à combattre dans les pays annexés que la noblesse polonaise, à peine à côté d'elle une bourgeoisie peu nombreuse et, dans quelques contrées seulement, des paysans. Dans l'immense majorité des provinces, la masse du peuple était blanc-russienne et petit-russienne, apparentée aux Russes par la race et par la langue, de confession orthodoxe ou bien uniate, et dans ce cas si près de l'orthodoxie qu'elle était susceptible d'y être rattachée après une faible résistance. La Russie, enfin, grâce à son organisation politique et à son esprit centralisateur, avait à sa disposition des moyens de répression violente tels qu'aucun État européen n'en peut imaginer.

Dans ces conditions, l'œuvre de russification était infiniment plus facile que celle de germanisation poursuivie par la Prusse. Après la détente qui s'était produite sous le règne d'Alexandre I[er], lorsque ce prince avait reconnu la Lithuanie comme pays polonais et n'avait pas cherché à y entraver le développement de la civilisation polonaise, la Russie se mit énergiquement à l'œuvre en Lithuanie et dans les territoires ruthènes. Nicolas I[er] abolit dans les pays annexés l'union religieuse, réunit des millions d'uniates à l'orthodoxie et donna une vive impulsion à l'œuvre de russification dans les écoles et dans l'administration. Mais les résultats obtenus restèrent

superficiels et tout de forme ; en 1863, les Polonais étaient encore, comme autrefois, l'élément dominant au point de vue intellectuel et économique, et le pays avait conservé presque intégralement sa physionomie polonaise. Il ne fallut pas moins que les agissements de Mouraviev pendant la dernière insurrection et que le système d'extermination acharnée appliqué dans la suite pendant quarante ans, pour lui porter un coup décisif.

Ce système a arrêté pendant près d'un demi-siècle le développement intellectuel du pays, il a même fait rétrograder à de certains égards sa civilisation, mais quant à écraser le polonisme, il a été d'une incontestable efficacité. Cela ne veut pas dire, pourtant, qu'il en ait fait un pays russe.

Il est vrai que la moitié des terres est passée entre des mains russes, mais il n'en est pas sorti une classe nouvelle de propriétaires, car la plus grande partie des propriétés qui ont ainsi changé de maître appartiennent à des fonctionnaires qui n'y séjournent pas. Les Polonais ont perdu le privilège d'être dans le pays le seul élément instruit. Aujourd'hui, trois parties de la population sont cultivées : les Polonais, les Juifs et les Russes. De ces trois groupes, cependant, le russe est le moins développé et se compose surtout de fonctionnaires. Les Juifs, bien qu'ils aient adopté la langue russe et qu'ils prennent part à la vie intellectuelle russe, occupent une situation spéciale. Ils font partie de l'opposition et fournissent à la fois des adhérents au libéralisme

et des partisans acharnés au mouvement révolutionnaire. Aussi, le Gouvernement les considère-t-il comme des ennemis. Au point de vue numérique, ils sont prépondérants dans presque toutes les villes de la Lithuanie et des provinces ruthènes.

Mais, malgré tout, ce sont incontestablement les Polonais qui, en leur qualité de classe rurale instruite, de classe des grands propriétaires, des fermiers, et des employés des exploitations agricoles, continuent à avoir la prépondérance dans le pays ; ce sont eux qui y représentent la civilisation et le progrès économique. Lors des élections au Conseil d'Empire, élections auxquelles prennent part seulement les grands propriétaires ruraux, les membres élus ont tous été des Polonais. De plus, pour diminuer le nombre des députés polonais à la Douma, l'ukase du 16 juin 1907 a laissé au ministre de l'Intérieur, quant à ce qui concerne les pays annexés, la liberté de créer à sa guise des collèges électoraux de districts, et a ouvert ainsi un large champ à l'arbitraire administratif. Il arrive même que des Russes établis dans ce pays, parfois russificateurs des plus acharnés, avouent que le seul moyen de le faire sortir de sa stagnation et de son inertie intellectuelle serait d'y donner aux Polonais une complète égalité de droits avec les Russes ; s'ils ne conseillent pas au Gouvernement de s'engager dans cette voie, c'est qu'ils préfèrent le voir arriéré que d'avoir à y constater le progrès de la civilisation polonaise.

Sous l'influence des changements qui ont eu lieu

dans ces territoires pendant les quarante dernières années, les Polonais ont cessé de s'en regarder comme les maîtres ; ils ne les appellent plus Polonais, ils n'y réclament pour eux que l'égalité de droits, la liberté du travail intellectuel et économique et des institutions locales de *self-government*. Mais, encore une fois, personne ne peut affirmer que le pays soit russifié. La vie et le travail russes n'y ont rien créé, rien établi sur des bases solides pour une œuvre d'avenir. Ce qui reste vrai, c'est que, désorganisé, considéré toujours comme conquis, ce pays est le terrain le plus propice à toutes sortes d'anarchie [1]. Or il est difficile d'admettre qu'un tel résultat puisse être le but d'un État qui désire s'assurer à jamais la domination d'un territoire donné.

Il convient d'ajouter qu'une partie de ce pays vient d'être officiellement reconnue comme non russe. En effet, la loi du 16 juin 1907 établit, pour les gouvernements de Vilna et de Kovno, des députés particuliers à la Douma nommés par la population russe, en opposition avec ceux qui sont élus par tout le reste des habitants [2].

1. Cette anarchie peut être soit révolutionnaire, soit « vraiment russe » et teintée de propagande orthodoxe. Mais l'une et l'autre aboutissent aujourd'hui à des résultats identiques, à des actes de violence, et notamment à l'habitude, de plus en plus répandue, de mettre le feu aux maisons de ses voisins, grands et petits.

2. En vertu de cette loi, le gouvernement de Vilna élit 5 députés pour l'ensemble de la population et 2 pour la population russe ; celui de Kovno, 5 pour l'ensemble et 1 pour la population russe. Les élections générales à la

Il est donc certain qu'en dépit des coups portés au polonisme en Lithuanie et dans les provinces ruthènes, la Russie n'a pas encore trouvé le moyen de l'y détruire, et, que la civilisation polonaise y subsiste partout prépondérante au détriment de la sienne.

Le problème est en effet de savoir si l'on réussira à détruire la prépondérance de la civilisation polonaise et à exterminer le polonisme. Jusqu'à présent les faits n'ont pas permis de le trancher dans un sens affirmatif, ni dans les provinces de la Pologne prussienne, ni dans les pays annexés appartenant à la Russie. Si la politique de ces deux États n'a pas trouvé jusqu'à ce jour de voies qui puissent les conduire à une solution de la question posée, c'est peut-être qu'il n'y a d'autre issue pour ces États que de se résigner à l'existence et au rôle du polonisme dans les territoires polonais et de s'efforcer de le rattacher à l'État en donnant satisfaction à ses besoins et à ses tendances légitimes. Pour le moment la possibilité d'une telle attitude ne se présente qu'en théorie.

Passons maintenant au second problème que comprend la question polonaise : il concerne les pays qui ne constituent pas un territoire indispensable pour les États auxquels ils appartiennent, les terres foncièrement polonaises, le Royaume et la Galicie (occidentale), dans lesquelles il est impossible de chercher à enlever aux Polonais leur situation dominante. Ce

troisième Douma, faites conformément à cette loi, ont donné dans le gouvernement de Vilna 5 Polonais ; dans celui de Kovno, 1 Polonais, 3 Lithuaniens, et 1 Juif.

problème consiste à se demander sur quelles bases doit être organisée l'existence politique de ces pays. Les deux États qui les possèdent ont suivi, pour le résoudre, deux voies entièrement opposées.

L'Autriche lors des partages était allemande et avait un gouvernement absolu fondé sur la bureaucratie et la police. Par le fait même qu'elle incorporait une province polonaise, elle lui apportait donc un régime d'oppression politique et nationale. En effet, cette oppression pesa longtemps sur la Galicie plus lourdement que sur les autres tronçons de la Pologne démembrée ; elle alla jusqu'à la ruine économique du pays et atteignit son apogée au temps du régime de Metternich ; elle finit par provoquer des essais d'insurrection qu'on ne put réprimer qu'à l'aide du terrible massacre de 1846, lorsque des paysans inconscients furent lancés par des fonctionnaires autrichiens sur la noblesse révoltée. Plus tard, après l'année 1848 qui ébranla l'absolutisme et le règne du germanisme, cette oppression devint plus lourde encore lors de la réaction qui se produisit sous le régime centraliste de Bach. Pour affaiblir le polonisme, le Gouvernement suscita contre lui les Ruthènes, dont il fit artificiellement une nation distincte. Mais, finalement, l'organisation intérieure de 'Autriche se transforma, tout d'abord avec hésitation, puis, d'une manière définitive après Sadowa, et la situation de la Galicie changea radicalement.

L'Autriche lui concéda des institutions polonaises et y confia le pouvoir politique à des Polonais. Sans

doute, les limites assignées à ces institutions quasi autonomiques et à cette autorité n'étaient pas de nature à satisfaire les Polonais. Néanmoins, avec ces concessions, un accord s'établit entre l'État autrichien et la partie de Pologne qui lui appartenait, et pendant toute cette période l'Autriche n'eut du fait de la question polonaise aucun désagrément. Bien plus, les Polonais jouèrent, dans sa politique intérieure si délicate et si compliquée, le rôle de conciliateurs. Ils soutinrent le Gouvernement même dans des questions où cette attitude était manifestement contraire à leur intérêt.

Cependant, les destinées de la Galicie et son rôle politique n'ont pas été définitivement réglés par ce *modus vivendi* et par la politique pratiquée jusqu'ici par les Polonais. Plusieurs autres problèmes, en effet, se posent et c'est de leur solution que dépendent ce rôle et ces destinées. Les Polonais tendent à obtenir pour la Galicie une extension de son autonomie afin de conquérir une plus grande indépendance économique et des conditions plus favorables de développement intellectuel ; obtiendront-ils cette extension ? La question polono-ruthène est entrée dans une phase où le conflit est toujours plus aigu ; quelle tournure prendra cette question ? Enfin, l'Autriche elle-même subit une évolution dans son organisation intérieure. Sera-t-elle un État à prépondérance germanique ou un État à prépondérance slave ? Et d'autre part, les liens qui unissent la monarchie des Habsbourg à l'Empire allemand se resserreront-ils

de plus en plus ? sa politique subira-t-elle de plus en plus l'influence de la Prusse, ou tendra-t-elle à s'en affranchir ?

Cette dernière question surtout commence à acquérir actuellement une importance de premier ordre ; elle peut dans un avenir prochain devenir la source d'un conflit intérieur des plus aigus, et, dans ce cas, les Polonais seront forcément appelés à jouer un grand rôle. C'est précisément pour cette raison, comme il est dit plus haut, qu'aujourd'hui moins qu'en aucun moment des quarante dernières années, on ne peut regarder la question polonaise en Autriche comme définitivement réglée.

Il en est de même pour le Royaume de Pologne. Le problème de son organisation politique est aujourd'hui, dans toute l'acception du mot, une question ouverte. C'est qu'en effet le Gouvernement russe ne possède actuellement aucun plan, qu'il est incapable d'élaborer pour ce pays aucun système d'administration. Sa manière actuelle de gouverner le Royaume ne peut-être définie que par les mots d'occupation militaire. Quant à ses intentions pour l'avenir, tout ce qu'on sait, c'est qu'il est absolument hostile à l'autonomie réclamée par les Polonais, qu'il est même résolument opposé à l'admission de la langue polonaise dans les institutions d'État et dans les écoles gouvernementales. La raison qu'il donne de cette attitude, ce n'est pas sa tendance à russifier le pays, mais ce principe abstrait que l'État russe ne

peut admettre dans ses institutions que la langue russe. Or, ce principe n'a aucune valeur politique, tant qu'on n'explique pas clairement le but auquel tend son application. En revanche, on ne sait pas encore par quelles dispositions le Gouvernement a l'intention de remplacer dans le Royaume le régime d'exception. On ignore quelle idée il se fait, selon ses principes, d'un régime normal dans ce pays polonais, étant donné qu'à l'égard de ces principes mêmes tous les Polonais adoptent une attitude hostile.

A vrai dire, depuis le moment où le Royaume de Pologne a perdu son organisation distincte, depuis l'insurrection de 1830-1831, la Russie ne s'est inspirée d'aucun plan logique dans la politique qu'elle a suivie à son égard. Son autonomie une fois abolie, le statut organique imposé par Nicolas Ier en 1832 régla le nouvel ordre de choses ; mais il n'a jamais été mis en pratique. L'administration provisoire organisée par Paskewitch s'est changée en système. Les réformes de Wielopolski n'ont duré qu'un instant. Les oukases d'Alexandre II, après la dernière insurrection, enlevaient au pays ses institutions particulières ; toutefois, ils le reconnaissaient comme polonais et respectaient dans une certaine mesure les droits de la langue polonaise. Mais ils furent immédiatement transgressés par la rapide introduction d'un système d'entière russification. On se demanda même s'il valait la peine de conserver le Royaume sous sa domination. Nicolas Ier fut disposé, à de certains moments, à s'en débarrasser. En 1862,

Alexandre II examina sérieusement le projet de le céder tout entier à la Prusse, ou du moins de lui en donner une moitié. Aujourd'hui encore, on peut entendre des nationalistes russes déclarer que la Russie aimerait mieux abandonner le Royaume que de lui accorder l'autonomie.

Ce pays se trouve dans la situation la plus étrange qu'on puisse imaginer ; l'État qui le possède ne sait ce qu'il doit en faire. Il ne voit pas le moyen de le transformer en pays russe, et il ne veut pas lui permettre d'être polonais.

Cette destinée extraordinaire du Royaume est intimement liée à sa situation territoriale.

Au point de vue géographique, et, par suite, au point de vue économique et stratégique, la possession de ce pays serait avantageuse plus qu'à tout autre à l'État auquel appartient l'embouchure de la Vistule et le littoral de la Baltique jusqu'à l'embouchure du Niémen. Aussi, lors du dernier partage de la Pologne, la Prusse en avait-elle pris la moitié, y compris Varsovie. Plus tard, sur les territoires que Napoléon lui avait enlevés pour les joindre au duché de Varsovie, le Congrès de Vienne ne lui rendit que le grand-duché de Posen. Il l'allégeait ainsi d'une notable quantité de sujets polonais. Mais, depuis ce temps, la pensée de reporter sa frontière de l'Est plus avant dans les terres polonaises (*Knesebecker Grenze*) hanta toujours les hommes d'État prussiens. Toutefois dans la seconde moitié du siècle dernier, le polo-

nisme dans les provinces prussiennes se montra fort malaisé à digérer. C'est alors seulement que l'on comprit que toutes nouvelles conquêtes territoriales à l'Est rendraient extrêmement difficile et compliqueraient trop la question polonaise dans la monarchie des Hohenzollern. En effet, elles augmenteraient numériquement l'élément polonais ; elles relèveraient sa force de résistance, et fortifieraient sans aucun doute le polonisme sur le terrain même où le germanisme avait déjà conquis la prépondérance, principalement dans la direction de l'embouchure de la Vistule, et c'est vers ce point que les territoires nouvellement acquis graviteraient économiquement. Bismarck a plus d'une fois exprimé l'opinion que la Prusse a bien assez de ses Polonais et n'a pas intérêt à en augmenter le nombre. Il en irait autrement si la germanisation des provinces polonaises avait réussi et touchait à son terme. Alors on pourrait penser à s'emparer d'une partie du Royaume et à y recommencer l'œuvre de germanisation menée à bien dans le grand-duché de Posen. Si la Prusse, en effet, sent qu'elle a trop de sujets polonais, il n'en est pas moins vrai qu'elle a trop peu de terre polonaise ; il lui en faut encore beaucoup pour s'assurer à l'est une frontière normale. Aussi, la précipitation désespérée qu'on apporte aujourd'hui à germaniser la Posnanie provient certainement, pour une bonne part, de ce que l'on prévoit le temps prochain où, au point de vue même des intérêts prussiens, le démembrement du Royaume deviendra une nécessité.

Dans la situation présente, la Prusse ne peut actuellement prétendre à occuper le Royaume ou même une de ses parties. Mais elle est fortement intéressée à ce que le polonisme n'y entre pas dans la voie d'un rapide développement intellectuel et n'y acquière pas trop de forces. D'une part, en effet, c'est seulement à la condition qu'il se produise un arrêt dans le développement des forces nationales polonaises, que le Royaume peut un jour devenir un terrain propice à la germanisation. D'autre part, s'il poursuivait une large extension de la vie intellectuelle polonaise, cette extension réagirait du Royaume sur les provinces prussiennes voisines. Elle apporterait ainsi aux Polonais de Prusse de nouvelles forces morales dans leur résistance contre le flot germanique.

En général, pour les possesseurs de l'embouchure de la Vistule, rien n'est moins désirable qu'un développement national prospère dans les territoires de la Pologne proprement dite, ancien domaine des Piasts, occupant le bassin de ce même fleuve. Il menacerait cette embouchure, et cela d'autant plus que, encore aujourd'hui, par une langue de terre étroite, il est vrai, la race polonaise atteint, dans le sens de la basse Vistule, les bords de la mer Baltique.

Pour l'État qui a grandi sur les terres de la Slavie occidentale, et qui trouve dans ces terres mêmes son principal point d'appui dans sa domination sur l'Allemagne entière, pour cet État dont la puissance est due en grande partie à la chute de la Pologne, un relèvement du polonisme équivaudrait à un arrêt

dans son propre agrandissement, et, par conséquent, à un ébranlement de sa prépondérance dans l'Empire d'Allemagne. A cet égard, bien que ce soit la Prusse qui possède la plus petite partie de l'ancienne Pologne, aucun État n'a autant de raisons pour surveiller la question polonaise dans son ensemble ; aucun n'a autant d'intérêt à mettre obstacle à toute combinaison qui pourrait permettre à une partie importante de la nation polonaise de se développer en toute prospérité. « Nous sommes en lutte avec toute la nation polonaise », disent de plus en plus les journaux allemands dépendant du Gouvernement de Berlin.

Des trois États auxquels appartiennent des territoires polonais, l'Autriche, depuis 1866, a perdu, probablement pour toujours, sa position indépendante. et, depuis 1879, sa politique extérieure se subordonne chaque jour davantage à la politique prussienne. L'importance qu'elle a prise récemment tient avant tout à l'affaiblissement de la Russie. Outre la défaite qu'elle a essuyée dans la guerre d'Extrême-Orient, la Russie est en présence d'une crise intérieure qui semble devoir durer de longues années. Elle ne peut donc, semble-t-il, espérer de sitôt retrouver la forte situation dont elle jouissait, ni le rôle qu'elle jouait jusqu'en ces derniers temps dans la politique internationale. Seule, l'Allemagne grandit et acquiert une puissance d'autant plus redoutable que ses voisins sont plus affaiblis. C'est donc elle, à coup sûr, qui pourra exercer et qui peut-être exerce déjà aujour-

d'hui la plus grande influence sur les destinées de la nation polonaise et sur le développement de la question polonaise.

Depuis un certain nombre d'années cette conviction se développe et s'affermit dans l'esprit des Polonais, que le principal danger pour leur existence nationale vient de l'Allemagne et que la lutte contre cette puissance est le point essentiel de leur lutte pour l'existence et pour l'avenir de la nation.

CHAPITRE II

La situation internationale depuis la création de l'Empire d'Allemagne.

C'est la journée de Sedan qui a rendu à l'Allemagne son ancien rôle en Europe. Cette nation, jadis, avait été fortement unie sous le sceptre impérial qui avait fait d'elle en Europe le principal appui du pouvoir laïque ; mais, brisée en deux tronçons par les querelles religieuses, elle dut, ainsi morcelée, politiquement affaiblie, laisser grandir Philippe II et Louis XIV. Elle était tombée impuissante aux pieds de Napoléon, et depuis, pendant un demi-siècle, avait tendu vers son unité politique : à Sedan, elle se sentit redevenue la première de l'Europe. Dès le moment de la proclamation, à Versailles, du nouvel Empire, l'État allemand, dirigé par Bismarck, occupe le premier rôle dans le concert des puissances, et devient l'axe de la politique internationale. Dès lors, ce qui influence le plus l'orientation des États européens, c'est la situation de chacun d'eux vis-à-vis de

l'Allemagne, et les plans de la politique allemande. Et c'est avant tout le besoin de se garantir des entreprises de l'Allemagne qui, dans ces derniers temps, décide des alliances et des ententes entre les puissances.

L'Allemagne est aujourd'hui la seule puissance européenne dont les forces soient dans une période de rapide accroissement et dont en même temps les aspirations s'étendent encore. Plus qu'aucune puissance, elle se trouve à l'étroit dans les limites de ses possessions actuelles. Du reste, elle est conquérante par tempérament, agressive dans ses façons d'agir. De plus en plus, les autres puissances sont tenues d'adopter à son endroit une attitude défensive.

C'est l'État le plus peuplé de l'Europe ; par la création de l'Empire, elle a reçu l'organisation qui lui convenait ; enfin, grâce à sa vitalité, à son énergie, à son instinct d'organisation, et aussi à son degré de civilisation, elle s'est assuré un rôle mondial bien plus considérable que celui qu'elle avait joué pendant les siècles précédents. Les forces des petits États allemands étaient considérables ; mais, éparses, elles se paralysaient mutuellement. Désormais elles sont enserrées dans la discipline d'une organisation homogène, ramenées dans un seul courant, forcées d'agir en vue d'un même but. Avant tout, la puissante structure de l'État moderne a créé pour l'Allemagne les conditions d'un imposant développement industriel et commercial ; et ce développement n'a pas tardé à inquiéter les nations qui l'avaient

devancée à cet égard. Il menaça bientôt leurs marchés, entrava leur progrès. Aussi éveilla-t-il chez elles le sentiment de plus en plus vif d'un « péril allemand ». De jour en jour, on est plus fondé à craindre que cette expansion économique ne soit suivie d'une expansion politique. En effet, l'Allemagne en prépare rapidement les voies, et, pour parvenir à un tel résultat, elle possède des conditions bien meilleures que ses voisines.

Parmi ces conditions, une des plus importantes consiste dans les forces que le germanisme possède hors des frontières de la monarchie des Hohenzollern et qui sont ou peuvent être employées à la réalisation de ses plans.

La race germanique a toujours été d'humeur remuante et envahissante. Mêlée à la nation anglaise, elle a fourni le plus brillant exemple d'expansion au delà des mers, à savoir la colonisation anglaise. Comme nation allemande, elle s'est étendue, depuis plus d'un millier d'années, sur le continent européen (*Drang nach Osten*). Elle a colonisé surtout des territoires slaves, en y fondant de nouvelles « marches », ou en les conquérant sous l'étendard des ordres militaires. La puissance de l'Angleterre, ou, pour mieux dire, de la race anglo-saxonne, a son fondement principal dans les pays américains, conquis par elle dans le cours des trois siècles derniers. De même, la puissance actuelle du germanisme a sa source principale dans des régions où, il y a mille ans,

la langue allemande était entièrement inconnue.

C'est à cause de cette expansion, à cause aussi du morcellement politique de l'Allemagne pendant des siècles qu'à l'heure présente les intérêts allemands sur le continent européen dépassent de beaucoup les limites des États de Guillaume II. Pour les mêmes raisons, la domination allemande et à fortiori l'influence allemande immédiate ne s'arrête pas toujours à l'endroit précis où se tient le dernier douanier de l'Empire. En réalité, la puissance du germanisme est bien plus grande qu'elle ne paraît l'être d'après le budget du *Bundesstaat* et d'après le chiffre de ses effectifs militaires.

Les liens qui unissent tous les Allemands et les relations qui existent entre la nation allemande unie et ses congénères vivant hors des frontières de l'Empire, trouvent leur expression dans le pangermanisme contemporain.

L'année 1871 n'a pas marqué l'union définitive de l'Allemagne. L'union qui fut alors réalisée, c'était celle de l'ancien programme prussien, l'union à l'exclusion de l'Autriche. Elle laissait en dehors des frontières de l'Empire les terres de la couronne autrichienne. Pourtant, ces terres sont aussi allemandes que la Bavière ou le Wurtemberg. Le fait seul de leur possession séculaire par la maison des Habsbourg ne les empêcherait pas d'appartenir à l'Empire confédéré; et, en effet, la Bavière n'en est pas empêchée par son attachement à la non moins ancienne dynastie des Wittelsbach. L'esprit d'un pangermaniste en-

thousiaste n'admet aucune différence entre ces pays; il ne voit pas pourquoi l'on ne pourrait pas porter jusqu'à l'Adriatique les frontières de l'Empire allemand. Une fois lancé dans cette direction, il envisage d'autres horizons ; il s'annexe en Hongrie les Allemands de Transylvanie, et ceux des provinces baltiques de l'Empire russe; il affirme que les Suisses aussi sont aux deux tiers un peuple *der deutschen Zunge*, que la Hollande et les Flamands de Belgique ne sont à tout prendre que des Allemands, parlant un *plattdeutsch* à peine distinct de celui dont se servent des millions d'habitants du Nord de l'Empire. Dans ses rêves, il voit déjà tous ces peuples réunis en une seule nation, en un seul État allemand, faisant la loi à toute l'Europe et englobant par degrés le monde entier. Voilà l'État que, confiant dans la force de l'Allemagne actuelle, il n'hésite pas à faire figurer dans son programme ; et ce programme, il le publie ouvertement, il le développe dans des brochures, dans des articles et des cours publics; enfin, avec l'esprit de suite propre au caractère allemand, c'est dans le sens de ce programme qu'il organise toute son action politique. Les ligues pangermanistes fondent en pays étranger des écoles allemandes, y entretiennent des publications périodiques, y subventionnent des associations, y font une incessante propagande nationale. D'ailleurs, toute cette agitation se trouve facilitée : en effet, les Allemands ont une tendance prononcée à aller chercher leur pain hors de leurs frontières ; leurs relations commerciales se

développent, et, par suite, le nombre des résidents influents établis dans les pays voisins, et même dans le monde entier, s'accroît très rapidement. Dans presque tous les pays limitrophes de l'Empire, on voit se former une trame compliquée d'influences allemandes et d'actives organisations pangermaniques. Tout ce mouvement attire l'attention des nations qui y sont intéressées; il leur cause de vives inquiétudes. Souvent elles le considèrent comme une manœuvre politique du cabinet de Berlin.

Mais, à vrai dire, l'agitation pangermanique se développe indépendamment du Gouvernement. Ce n'est pas seulement en Prusse qu'elle a ses foyers, mais aussi dans les provinces méridionales de l'Empire et hors de ses frontières. Sans doute elle prédispose en faveur de l'Allemagne l'opinion publique dans les contrées voisines; elle augmente le nombre de ses chauds partisans et même celui des agents et des informateurs de son Gouvernement qui, de son côté, lui donne son appui. Il est vrai, d'autre part, que le pangermanisme constitue une force dont le Gouvernement doit tenir compte et dont il tient compte de plus en plus. Toutefois, ce serait une erreur d'identifier complètement la politique du cabinet de Berlin avec les tendances pangermanistes.

La politique actuelle de l'Empire unifié reste encore aujourd'hui la vieille politique prussienne, et celle-ci n'a jamais tendu à l'unification de l'Allemagne au sens où l'on entend ce mot quand il s'agit, par exemple,

de l'unité de l'Italie. La Prusse a joué le rôle de Piémont allemand, mais de telle façon que, sur son propre territoire convenablement augmenté, elle ne cessât pas d'être la Prusse ; elle a fortifié son organisation selon les traditions prussiennes, et ensuite elle a préparé son union avec les autres petits États confédérés. Mais elle l'a fait sous une forme qui lui assurait à elle une prépondérance durable. Dans la conception prussienne de l'Empire confédéré, tous les pays distincts de l'Allemagne unie se gouvernent eux-mêmes, mais ils n'ont pas de politique à eux. Seule la Prusse a sa politique particulière et en même temps c'est elle qui dirige la politique de l'Empire dans son ensemble. Pour réaliser dans ce sens l'unification de l'Allemagne, il fallait exclure de l'union l'Autriche, car l'Autriche était la rivale de la Prusse et elle aurait pu constituer un contre-poids à son influence. Et telle fut, en effet, la tendance constante de la Prusse pendant tout le dix-neuvième siècle. C'est par Sadowa et par Sedan que ce plan se réalisa : l'Allemagne tout entière, à l'exclusion de l'Autriche, se resserra autour de la Prusse ; elle accepta sa direction politique grâce « au sang et au fer » que Bismarck regardait comme des moyens indispensables d'unification. Et aujourd'hui encore, autant l'Allemagne catholique verrait volontiers les pays allemands de l'Autriche figurer dans l'État confédéré, autant les hommes d'État de Berlin regarderaient cette extension de l'Empire comme la fin de la prépondérance de la Prusse et du protestantisme. Aussi

s'écoulera-t-il encore bien des années avant que l'achèvement de l'œuvre d'unification de l'Allemagne devienne la tendance immédiate de la politique du cabinet prusssien.

Pendant longtemps encore, c'est dans une autre voie que cette politique profitera du sentiment de la solidarité allemande, et pendant longtemps elle aura à son service des Allemands établis hors des frontières de l'Empire. L'organisation actuelle de l'Allemagne fédérée est telle, qu'elle laisse l'autonomie aux pays allemands qui en font partie et qu'en même temps elle met leurs forces à la disposition de la politique prussienne. Cette politique a aussi à son service la première puissance militaire de l'Europe tout en étant débarrassée de tout obstacle dans sa politique intérieure. En effet, l'on fait passer à la Chambre prussienne ce qu'on ne pourrait faire approuver par le Parlement allemand. De même, l'Autriche, possédant des pays allemands, mais constituant un État distinct, ne peut exercer une influence quelconque sur la politique de l'Empire d'Allemagne, et elle n'en reste pas moins libre de contracter avec l'Empire des engagements étroits qui l'attellent au char de la politique de Berlin.

Même si l'Autriche était un État purement allemand, les arguments ci-dessus développés subsisteraient pour prouver que la politique de Berlin n'a pas de desseins sur elle. Mais ce qui leur donne une signification encore plus grande, c'est que la monarchie des Habsbourg contient des éléments

non allemands, à savoir des Slaves et des Hongrois, et qu'au point de vue numérique ces éléments ont une immense prépondérance. A supposer qu'il fût possible de les introduire dans l'Empire d'Allemagne, il en résulterait pour sa politique intérieure des difficultés inouïes. Ou bien, en effet, il lui faudrait renoncer à son caractère national d'État allemand; ou bien, s'il tenait à le conserver, il surgirait des embarras dont on peut se faire une idée d'après ceux auxquels se heurte la Russie et même d'après ceux que la Prusse elle-même rencontre de par ses quatre millions de Polonais. Supposons, au contraire, que, d'une part, ces éléments non allemands restent en dehors de l'Empire d'Allemagne, et que, d'autre part, ils soient dégagés du lien qui les unit aux pays allemands de l'Autriche. Dès lors, dans cette partie de l'Europe, il se formerait un groupement politique dont le centre ne serait plus le germanisme, comme dans l'Autriche actuelle, mais qui aurait une tendance très prononcée à faire opposition à la politique de l'Allemagne. Pour toutes ces raisons, l'existence de l'Autriche actuelle, c'est-à-dire d'une Autriche où prédomine l'élément allemand, est profitable à la Prusse, et à la Prusse plus qu'à tout autre État.

La politique de l'Allemagne unie se développe aujourd'hui dans deux directions : la première concerne le continent européen. Là, cette politique est avant tout, comme nous l'avons dit plus haut, la

continuation de celle de la Prusse; si elle aspire à étendre l'influence et la domination de l'Allemagne dans cette partie du monde, pas un seul instant elle ne perd de vue son but traditionnel : le maintien de la prépondérance de la Prusse dans le monde allemand. La seconde direction s'étend au delà de l'Europe sur le terrain de la politique mondiale (*Weltpolitik*). Les Allemands y sont entrés il y a une vingtaine d'années, et ils y ont été lancés par le développement de l'Empire uni. C'est dans cette voie nouvelle que la nation allemande se prépare à jouer un rôle de premier ordre, et c'est dans cette voie qu'elle se pose aujourd'hui en rivale de l'Angleterre.

Cette extension de la sphère de la politique allemande et ce redoublement d'activité de sa part, on les attribue souvent à Guillaume II, à ses vues et à ses tendances personnelles. A coup sûr, l'individualité de l'empereur imprime à la politique de l'Allemagne un caractère bien marqué, mais elle se manifeste surtout dans ses méthodes d'action. Pour ce qui est de la ligne même de la politique, de son agressivité, de la force de sa pression sur les autres États, elles sont, en réalité, le résultat du développement logique de la nation dans les nouvelles conditions où l'a placée la création de l'Empire uni. Et à cet égard le progrès sera sans doute continuel, indépendamment de la personnalité qui tiendra le gouvernail de cette politique et qui sera appelée à la représenter.

La politique de Guillaume II et du prince de

Bülow est moins profonde dans ses plans et moins prévoyante de l'avenir que la politique du chancelier de fer, moins habile à se rendre compte de tous les obstacles qu'elle rencontrera sur son chemin, enfin, sans comparaison, moins adroite dans son action même. Mais elle en est en majeure partie la suite et le développement. C'est la ligne de la politique allemande, et cette ligne résulte du développement des forces de la nation et de sa puissance en Europe. Ceux qui viendront plus tard seront forcés de suivre cette même direction, et s'ils en étaient empêchés, ce ne pourrait être, comme pour les dirigeants actuels, que par des obstacles extérieurs.

Si la politique d'aujourd'hui est, en comparaison de celle de Bismarck, fébrile et impatiente, si elle engage souvent l'Allemagne dans des impasses d'où des obstacles imprévus la forcent à sortir en reculant, c'est sans aucun doute en grande partie à cause du tempérament et de la mentalité de Guillaume II, qui est affligé,semble-t-il, d'une singulière propension aux décisions rapides. Mais il faut bien se dire aussi que la nation allemande, quels que soient le calme, l'équilibre intellectuel et la patiente persévérance du caractère individuel des Allemands, est aujourd'hui, dans sa psychologie collective, fiévreuse et impatiente.

Après 1871, l'Allemagne était « saturée », comme disait Bismarck s'appropriant une expression favorite de Metternich; son principal souci était de conserver ses récentes acquisitions territoriales, son

unité politique récemment acquise et sa position de première puissance de l'Europe. Bismarck, d'une part, était préoccupé des difficultés constitutionnelles intérieures; il cherchait les moyens d'assurer à sa politique la majorité dans le jeune Parlement de l'empire; il voulait écarter de son chemin les obstacles que lui opposaient l'Église catholique et les droits qu'en Prusse on avait récemment concédés à cette Église (*Kulturkampf*), enfin il avait à lutter contre le polonisme et le socialisme; d'autre part, il avait à conjurer, du côté de la France, le danger d'une revanche. Aussi s'appliquait-il à établir en Europe une situation internationale qui rendît impossible une coalition contre l'Allemagne devenue redoutable pour tout le monde.

L'Allemagne actuelle possède une organisation intérieure solidement établie, une unité dont les liens ont été fortement resserrés. Les tendances pacifiques ont fait des progrès en Europe et principalement en France; les gouvernements démocratiques se sont développés, rendant impossible la préparation des guerres dans les cabinets diplomatiques; enfin d'une manière très durable à ce qu'il semble, l'Autriche est entrée dans la sphère de la politique prussienne. Il en résulte que ce « cauchemar des coalitions », qui tourmenta longtemps Bismarck, est en grande partie écarté. En même temps, dans le domaine économique les forces de la nation se sont développées, suscitant de nouveaux besoins et de nouvelles aspirations; la puissance de l'État

s'est accrue et inspire une foi de plus en plus grande dans la possibilité de les satisfaire. L'Allemagne a depuis longtemps cessé de se sentir « saturée »; au contraire, la pensée politique de la nation recherche ardemment des conquêtes nouvelles. Dans ces conditions, lu souverain .actuel exprime exactement les dispositions collectives de la nation.

Guillaume II aime à se préoccuper du domaine de la politique mondiale. Mais c'est que ce domaine, par suite du développement industriel et commercial de l'Allemagne, est devenu, dans ces derniers temps, la sphère d'intérêts allemands réels. C'est aussi qu'il y a vingt-cinq ans le centre de gravité de la politique internationale a commencé d'une manière générale à se transporter en dehors de l'Europe. C'est précisément l'Allemagne qui a donné la plus forte impulsion dans ce sens, et cela encore sous le règne de Guillaume Ier, quand Bismarck inaugura la politique coloniale dont il avait longtemps méconnu l'importance au point de vue prussien.

Si l'on peut dire aujourd'hui que l'Allemagne est de toutes les puissances celle qui tend le plus à troubler l'équilibre actuel, après 1871, au contraire, personne ne s'attachait plus qu'elle à maintenir l'état de choses alors établi.

Malgré cette différence fondamentale entre l'Allemagne d'aujourd'hui et celle d'alors, il est incontestable que les bases établies par Bismarck dans ses rapports avec les puissances du continent euro-

péen sont restées jusqu'à présent inébranlables. C'est sur ces bases que la politique de l'Allemagne s'appuie actuellement, comme elle s'y appuyait alors. Seulement, jadis elle était uniquement défensive et conservatrice; aujourd'hui, elle est nettement agressive. Cela montre à quel point la politique de l'Empire unifié a conservé sa continuité, et comme elle marche toujours en avant dans la direction que Bismarck lui a imprimée.

Après la défaite de la France, l'Allemagne dut rechercher une alliance intime avec l'une au moins des grandes puissances européennes. Il lui fallait ainsi rendre impossible l'entente de toutes les autres contre elle seule, car cette entente était devenue vraisemblable, étant donné les craintes qu'avait éveillées l'accroissement de sa puissance.

Le système de la politique anglaise n'admettait pas d'alliances durables; il ne pouvait être question de se concilier la France récemment humiliée et dépouillée ; il ne restait donc qu'à choisir entre la Russie et l'Autriche, à moins de renouveler la Sainte-Alliance; et l'on y pensa sérieusement, à ce renouvellement, autant qu'on peut le savoir, pendant un certain temps après 1871.

Il pouvait sembler que l'allié le plus approprié pour l'Allemagne fût la Russie. Depuis le démembrement de la Pologne, ces deux puissances sont liées par un intérêt commun. La Russie a trouvé dans la Prusse un puissant secours dans la période qui a suivi 1815. Pendant sa guerre contre la Turquie en

1829, lors de l'insurrection polonaise de 1830-31, durant la guerre de Crimée et enfin au cours de l'insurrection polonaise de 1863, c'est l'attitude de la Prusse qui a sauvé la Russie. En revanche, si la Prusse a pu accomplir son œuvre et la mener à bien, c'est seulement grâce à ses relations amicales avec la Russie. C'est la Russie, cela n'est pas douteux, qui a empêché les puissances d'intervenir lorsque l'armée allemande se trouva sous Paris et que le comte de Beust s'efforça de provoquer une intervention diplomatique. En outre, la Prusse était attirée vers la Russie par son intérêt dynastique et par son conservatisme politique ; l'union de ces deux États n'était-elle pas une réponse décisive dans le sens monarchique à la question posée : « L'Europe sera-t-elle républicaine ou cosaque ? » Cette question, on la formulait autrement sur les bords de la Sprée ; mais la politique de Berlin l'avait toujours devant les yeux. Ce qui constituait encore un lien puissant, c'était ce nombre considérable d'Allemands protestants qui occupaient en Russie les plus hautes situations gouvernementales ; il en résultait, en effet, que l'Allemagne possédait dans l'Empire russe des influences considérables. Au surplus, en Russie, la politique extérieure a toujours été influencée par les relations de la maison régnante avec les cours étrangères. Aussi, n'était-ce pas peu de chose que l'amitié cordiale qui existait entre Alexandre II et Guillaume Ier.

Mais Bismarck possédait un très grand avantage :

il connaissait la Russie d'une manière très complète ; par suite, il pouvait avec une certaine habileté calculer l'influence des affaires intérieures sur la politique de cet État. Déjà, quand il occupait le poste d'ambassadeur à Saint-Pétersbourg, il avait appris à redouter de la part de la société russe « les sottises libérales » et le panslavisme, dont les débuts s'étaient nettement manifestés à l'époque du mouvement polonais qui précéda la dernière insurrection. Pour réagir contre ces tendances, il jugeait indispensable de rapprocher Berlin de Saint-Pétersbourg. « Si j'ai accepté les fonctions de ministre des Affaires étrangères, dit-il dans ses *Pensées et Souvenirs*, c'est sous l'impression que l'insurrection qui éclata le 1er janvier 1863[1] ne mettait pas seulement en jeu la question de l'intérêt de nos provinces orientales ; elle posait encore une question bien plus vaste, celle de savoir si le cabinet russe s'inspirerait des tendances polonaises ou antipolonaises, s'il pencherait vers la fraternité russo-polonaise dans un intérêt panslaviste anti-allemand, ou vers l'entente réciproque de la Russie et de la Prusse[2]. » Mais, d'un autre côté, Bismarck pressentait qu'il se produirait dans la société russe des courants nouveaux, qui donneraient naissance à une tendance anti-allemande, et cette tendance, il la vit en effet se manifester immédiatement après la guerre contre la France non seule-

1. En réalité le 22 janvier.
2. *Pensées et Souvenirs*, chap. XV.

ment dans l'opinion russe, mais aussi dans la conduite de Gortchakow. En 1875, l'intervention du chancelier russe sauva la France de la menace réelle ou apparente d'une nouvelle invasion de la part de la Prusse ; ce fut pour Berlin un sérieux avertissement.

C'est seulement après la guerre de 1870-71 que la diplomatie russe, se rendant compte des changements apportés par cette guerre à l'équilibre des forces européennes, commença à craindre la puissance allemande. De son côté, après la défaite de la France, l'Allemagne n'avait personne à redouter sur le continent, sauf la Russie. Si donc l'intérêt de la Russie était contraire à un nouvel accroissement de la puissance allemande, il était dans l'intérêt de l'Allemagne d'affaiblir la Russie plutôt que de favoriser les progrès de son développement extérieur.

Cet antagonisme des deux puissances les plus fortes de l'Europe et, d'autre part, l'intérêt commun qu'elles avaient dans la question polonaise devenue des plus importantes surtout pour la Prusse, furent l'origine de la politique de Bismarck. Cette politique, tout en recherchant des relations amicales avec la Russie, tendit en même temps à l'affaiblir. Mais puisqu'elle se proposait de tels buts, l'Allemagne dut chercher un allié dans un autre État, et cet État, ce fut l'Autriche.

Après Sadowa, l'Autriche perdit toute influence sur l'Allemagne proprement dite. Rejetée en même temps hors de l'Italie, elle regarda principalement vers la presqu'île des Balkans. Sur ce terrain, elle se rencon-

trait avec la Russie. D'ailleurs, elle avait déjà des raisons de redouter cette puissance à cause de la Galicie orientale où se développait énergiquement, sous la protection du Gouvernement russe, la propagande dite « russophile » (*moskalofilstwo*). Bien qu'elle eût conclu momentanément avec la Russie une entente dans la question des Balkans et obtenu son consentement à l'occupation de la Bosnie et de l'Herzégovine (Convention de Reichstadt), cependant elle ne pouvait pas douter qu'en accentuant davantage sa nouvelle politique elle entrerait inévitablement en conflit avec elle. Pour se garantir contre ce danger, elle avait besoin de l'appui de l'Allemagne.

Il y avait un motif encore plus sérieux de rapprochement avec l'Allemagne : c'était la situation intérieure de la monarchie des Habsbourg. Les deux éléments dominant en Autriche, les Allemands et les Hongrois, avaient besoin d'un point d'appui contre les Slaves qui se tournaient du côté de la Russie. Les Hongrois surtout, se souvenant du rôle de la Russie en 1848, désiraient un rapprochement avec l'Allemagne. Appuyé sur ces deux éléments, le rapprochement entre l'Autriche et l'Allemagne promettait d'être durable. Pour l'Allemagne, l'union avec une puissance où l'élément dominant était constitué par des Allemands de plus en plus menacés par les éléments slaves, et qui, d'ailleurs, était bien plus faible qu'elle, devait être un jour quelque chose de plus qu'une alliance entre deux États ; et Bismarck le prévoyait sans aucun doute.

Le slavisme russe redouté de Bismarck vint à passer du domaine de l'idéologie dans celui des actes ; les panslavistes prirent pour mot d'ordre l'affranchissement des Slaves des Balkans, et, pour répondre à ce mot d'ordre, la Russie déclara la guerre à la Turquie ; quand le Congrès de Berlin présidé par Bismarck révisa les clauses du traité de San Stefano, l'Allemagne se trouva du même côté que l'Angleterre contre la Russie. Alors la haine de l'Allemand se manifesta avec violence dans l'opinion russe, et dès ce moment la diplomatie de Pétersbourg commença à se mieux orienter en ce qui concernait les véritables desseins de la politique de Berlin.

L'alliance de l'Allemagne avec l'Autriche fut conclue en 1879. En 1881, après l'occupation de la Tunisie par la France, elle se transforma en Triple Alliance par l'adhésion de l'Italie. Ce fut le couronnement de la diplomatie de Bismarck, et pour un temps indéfini, la politique de l'Empire se trouva consolidée. L'alliance défensive avec l'Autriche contre la Russie, et avec l'Italie contre la France, garantissait l'Allemagne sur ses deux fronts menacés, et assurait simultanément le calme des relations austro-allemandes et austro-italiennes. Mais elle avait une portée bien plus vaste et bien plus grande, qui n'apparaît en pleine lumière que dans la suite des événements.

Au Congrès de Berlin, ce premier acte important de la diplomatie de l'Empire unifié, on posa les trois bases fondamentales de la politique de Berlin :

1° l'Autriche est entrée sous la dépendance de l'Allemagne moyennant une aide relative dans sa politique des Balkans; 2° la Russie est affaiblie, et cependant l'Allemagne entretient avec elle de bons rapports (contre-assurance avec la Russie après la formation de la Triplice); 3° enfin la Turquie est sous la protection de Berlin, cette protection prenant de plus en plus l'aspect d'une sujétion complète à l'influence allemande.

A ce congrès, Bismarck avait souligné le désintéressement de l'Allemagne dans la question d'Orient; il avait joué le rôle d'honnête courtier, et plusieurs années plus tard il exprimait sur les affaires des Balkans l'opinion « qu'elles ne valaient pas les os d'un seul grenadier poméranien ». Il n'en est pas moins vrai que sa politique contrecarra systématiquement les projets russes, et prépara en Turquie un terrain propice aux influences allemandes.

Nous ne saurons probablement jamais jusqu'où tendaient les plans de Bismarck dans cette direction, de même que nous ne saurons jamais dans quelle mesure il se représentait d'une manière concrète la conquête graduelle et pacifique de l'Autriche. L'Autriche, en effet, était liée à l'Allemagne par une convention spéciale sur les postes et télégraphes, qui étendait aux deux États le tarif intérieur. Elle réformait peu à peu ses institutions sur le modèle des institutions de l'Empire d'Allemagne; enfin, elle ouvrait ses frontières aux agissements des sociétés pangermaniques ayant leur siège central dans l'État des Hohenzollern. Ce

qui est certain, c'est que Bismarck pensait déjà à toutes ces choses lors de son voyage de Gastein à Vienne en 1879, alors qu'il était reçu par les foules allemandes avec un enthousiasme assez vif pour lui faire oublier qu'il se trouvait en pays étranger.

A l'égard de la Russie, la politique allemande a traversé, depuis le Congrès de Berlin, une évolution très intéressante et très compliquée; pendant un assez long temps, on put même croire à son échec complet. Elle n'en est pas moins restée jusqu'à présent ce qu'elle était à ses débuts.

Deux ans après le congrès, dans un toast, Alexandre II appelle encore Guillaume I[er] son meilleur ami. Mais déjà il se prépare en Russie une politique nettement anti-allemande, et cette politique prend définitivement le dessus après la mort tragique du tsar; puis elle se développe pendant le règne d'Alexandre III, pour aboutir enfin à l'alliance de la Russie avec la France. Cette alliance avait été plusieurs fois sur le point de se conclure, mais la Prusse avait toujours travaillé contre elle, parce qu'elle en voyait le rapport avec l'attitude de la Russie à l'égard des Polonais [1].

1. « Pour l'avenir allemand de la Prusse, l'attitude de la Russie était une question de grande importance. La politique polonophile de la Russie [il s'agit ici des courants d'avant 1863 (*note de l'auteur*)] était bien faite pour réveiller les sympathies franco-russes, contre lesquelles les efforts de la Prusse étaient dirigés depuis le Traité de Paris, et dans un certain cas précédemment; l'alliance [favorable

Il faut remarquer ici qu'entre la question polonaise et le développement du panslavisme et des tendances antigermaniques en Russie d'une part, et le rapprochement de la Russie et de la France d'autre part, le lien ne s'accentua pas le moins du monde sous le règne d'Alexandre III ; à cet égard, les craintes de la Prusse étaient chimériques. En effet, le panslavisme russe se transforma rapidement ; il ne tendit plus qu'à envahir et à russifier tous les Slaves. Sur le sol polonais, sa phraséologie ne servit qu'à légitimer la plus rigoureuse oppression. Et, du reste, n'était-ce pas avec raison que cette oppression était infligée aux Polonais ? Ils sont les ennemis du slavisme puisqu'ils professent la religion catholique et représentent dans l'orient de l'Europe la civilisation de « l'Occident pourri ». Quant au rapprochement de la Russie et de la France, il n'eut pour la question polonaise d'autre résultat que de pousser la presse française à discréditer les Polonais à chaque occasion avec un zèle digne d'une meilleure cause et à effacer les traces de leur existence comme nation.

Si le revirement de l'opinion et de la politique russe contre l'Allemagne n'amena point en faveur des Polonais un revirement qui semblait logique,

aux Polonais (*note de Bismarck*)] entre la Russie et la France était dans l'air avant la révolution de Juillet ; elle aurait placé la Prusse d'alors dans une position difficile. Il était de notre intérêt de réagir contre le parti qui, dans le cabinet russe, adoptait la direction polonaise, cette direction eût-elle été même celle d'Alexandre Ier. » (BISMARCK, *Pensées et Souvenirs*, chap. XV.)

il faut en chercher la cause aussi bien en Pologne qu'en Russie.

Un État faisant une politique anti-allemande et se préparant à la guerre contre l'Allemagne, comme la Russie d'Alexandre III, n'aurait eu de raisons de rechercher une entente avec les Polonais qu'autant que ces Polonais auraient représenté une sérieuse force politique capable de peser d'un certain poids dans la balance et de faire pencher les chances de la guerre de l'un ou de l'autre côté. Or, cette force, la Russie ne la voyait pas dans les Polonais. Après 1864, il s'était produit en Pologne une telle dépression, la nation était à ce point terrorisée, elle avait tellement peur de toute chose, que les attentats de plus en plus violents du Gouvernement contre l'existence nationale ne rencontraient plus aucune résistance ouverte. On avait érigé cette crainte et cette passivité politique en une sorte de principe : l'immense majorité prenait pour parole d'évangile l'affirmation que le patriotisme polonais exigeait de n'indisposer en rien le Gouvernement et d'épargner au pays de nouvelles victimes. Dans ces conditions, le système de russification, que rien ne venait entraver, faisait en apparence de rapides progrès; le Gouvernement russe n'avait donc nul besoin de penser à une entente avec les Polonais ; il les voyait réduits à l'impuissance et il comptait qu'en russifiant ce pays à outrance, il parviendrait plus vite à s'y fortifier. Lorsqu'ils eurent appelé le Royaume « Pays de la Vistule », les Russes s'imaginèrent qu'il était devenu province

russe, que la Pologne n'existait plus, et quant aux Polonais, ils les rangèrent parmi les *inorodtsy* (indigènes d'origine non russe), avec ces nombreuses peuplades à demi sauvages peu à peu assimilées par la Russie. D'ailleurs, par leur soumission, les Polonais eux-mêmes les aidaient à se confirmer dans cette conviction.

Ces progrès apparents de la russification en Pologne inspirèrent assurément une grande confiance en soi-même au nationalisme conquérant des Russes; ils influèrent, par suite, sur l'évolution de leur panslavisme dans le sens « de la réunion de tous les ruisseaux slaves dans la mer russe ».

Il venait justement de s'accomplir récemment en Russie des transformations sociales, qui allaient fournir de nombreux champions à ce genre de nationalisme et de faux panslavisme.

Les écoles du règne d'Alexandre II avaient formé un contingent considérable d'intellectuels nouveaux, recrutés dans les classes indigentes et comprenant principalement des fils de popes. Étant donné le faible développement économique du pays, ce nouvel élément intellectuel si nombreux était forcé, beaucoup plus que partout ailleurs, de chercher des carrières dans les service de l'État. Il avait donc intérêt au développement d'une politique conquérante à l'intérieur et à l'extérieur. Et en effet, d'une part, l'on confiait à des Russes toutes les places dans les provinces non russes de l'Empire pour la russification des pays frontières, et d'autre part on tendait à de nouvelles

conquêtes qui ouvriraient de nouveaux champs aux fonctionnaires de toute sorte.

C'est à cette époque que se fixa définitivement, dans un grand nombre d'esprits, la conception de l'État qui consiste à voir en lui une organisation propre à fournir des revenus aux Russes aux dépens des autres nationalités, bien entendu aux « vrais Russes », à ceux qui font preuve de patriotisme; quant au patriotisme, ce n'était pas le désir de relever sa nation et de travailler efficacement pour son avenir, mais la tendance à ruiner les autres pays et à se nourrir à leurs frais. Il y avait en tout cela une forte dose de tartuferie pseudo-patriotique; mais peut-être y avait-il encore plus de naïveté. Les gens étaient sincèrement convaincus qu'il devait en être ainsi: que l'Empire russe n'existait et ne s'agrandissait qu'afin de créer le plus grand nombre possible de places lucratives pour les fonctionnaires russes, que c'était là sa raison d'être.

Étant donné cette conception du patriotisme, les patriotes russes ne voyaient dans la Pologne qu'un champ d'exploitation où se multipliait sans cesse le nombre des places ouvertes à des Russes, et ils jetaient un regard d'envie sur le moindre morceau de pain mangé par un Polonais. Or, toute politique de conciliation avec les Polonais aurait eu pour conséquence d'enlever à un certain nombre de Russes leurs prébendes gouvernementales en Pologne; c'eût été à leurs yeux une véritable trahison. Telle était l'opinion dominante. Quand bien même des vues po-

litiques plus larges l'auraient engagé à suivre une autre voie, le Gouvernement était forcé de compter avec cette opinion ; peut-être même n'eût-il pas été capable de s'y opposer. C'est que l'autocratie russe était minée par les courants libéraux et par le mouvement révolutionnaire ; elle se subordonnait de plus en plus à la bureaucratie. Au surplus, en même temps qu'elle servait les intérêts de la bureaucratie, cette espèce de politique « patriotique » répondait aux desseins du Gouvernement. Alexandre III s'était en effet donné pour but principal d'étouffer la révolution qui avait fait périr le précédent monarque ; et c'était le meilleur moyen de réagir contre elle qu'il trouvait dans ce nationalisme avide et agressif.

Ce nationalisme si jeune, si primitif, était plein d'une confiance naïve dans les forces de la Russie ; il avait foi dans son aptitude à annexer des territoires illimités et à en assimiler la population. Il poussait donc ses appétits jusqu'à la mer Égée et à l'Adriatique, et dans une autre direction il pensait aux Indes orientales et voyait en rêve sur tous ces territoires des gouverneurs et des *isprawniks* russes avec des traitements doubles et une quantité illimitée de revenus supplémentaires.

Naturellement il était tout à fait anti-allemand. A l'ouest les Allemands entravaient l'expansion russe; ils gouvernaient des pays qui devaient en toute évidence l'être par les Russes. Dans les Balkans, la politique de Berlin semait des pièges sous les pieds de la Russie. En mettant en pratique la formule :

« l'Empire russe exclusivement aux Russes », les nationalistes s'aperçurent qu'à l'intérieur de la Russie même les Allemands occupaient de hautes situations dans le Gouvernement, et que, dans leurs provinces baltiques, ils jouissaient d'institutions spéciales qui leur permettaient de se gouverner à l'allemande. Aussi, sous la pression de l'opinion nationale russe, on commence bientôt à éliminer les Allemands des situations officielles ; et, si l'on peut s'exprimer ainsi, on « nationalise » la machine gouvernementale russe ; d'autre part, on unifie les provinces baltiques ; on y introduit des autorités russes ; on y remplace l'allemand par la langue russe dans l'administration, dans les tribunaux et dans les écoles. L'Université allemande de Dorpat est transformée en Université russe, et la ville de Dorpat elle-même reçoit le nom de Iouriév.

Les Allemands de Russie, qui jusqu'alors avaient exercé une immense influence sur la politique intérieure et extérieure de l'État, se trouvèrent dans une position critique : ce n'est pas seulement leur influence qui fut menacée, mais leur existence même. Les uns prirent le parti de se soumettre et se transformèrent plus ou moins réellement en Russes ; mais d'autres organisèrent la résistance à la russification. Beaucoup émigrèrent en Prusse et y excitèrent l'opinion publique contre la Russie. Alors une grande indignation se manifesta en Prusse contre la Russie. Cette indignation provenait sans doute d'une sympathie naturelle pour des frères de

race opprimés, comme aussi de la crainte de perdre les provinces baltiques regardées comme allemandes, mais elle avait aussi sa source dans une vue très nette des intérêts de la politique extérieure de la Prusse. Pour cette politique, en effet, il ne pouvait pas être indifférent de perdre une base d'opérations comme celle que lui assurait en Russie l'influence des Allemands qui y résident.

De même encore, l'influence prussienne diminua considérablement à la cour de Saint-Pétersbourg. Marié avec une princesse danoise, Alexandre III se tenait à l'écart de Berlin, et c'était avec Copenhague qu'il entretenait des relations intimes.

A l'égard des Slaves, le panslavisme russe n'était qu'un nationalisme envahisseur. Et quant aux prétendues sympathies qu'il affichait à leur endroit, on peut se rendre compte de leur peu de sincérité en suivant simplement la politique russe en Bulgarie, lorsque celle-ci se fut affranchie du joug des Turcs.

Après une guerre qui avait acquis à la Russie parmi les peuples slaves du prestige et de la reconnaissance, cette politique fit tout ce qu'elle put pour anéantir ce résultat moral. Les Russes qu'on avait laissés en Bulgarie (mission du général Kaulbars) n'eurent rien de plus pressé que de substituer l'oppression russe à l'oppression turque. Ils provoquèrent ainsi dans le pays une politique anti-russe, dont le principal représentant fut Stamboulof, et cette politique même, les Russes la regardèrent comme une preuve de l'ingratitude des Slaves.

Ainsi, dans les Balkans, la politique slave de la Russie échoua piteusement, et elle échoua non point parce qu'elle était slave, mais parce qu'elle l'était faussement, parce qu'elle avait porté atteinte à l'individualité d'une nation slave. Et par la suite, elle eut encore dans les Balkans le même caractère. Il s'ensuivit entre la Russie et l'Angleterre une interversion de rôles à Constantinople. Du moment où il apparut clairement que les peuples des Balkans possédaient leur individualité nationale, qu'ils voulaient et savaient être autre chose que l'avant-garde de la Russie, qu'une proie pour la russification, la Russie cessa de les soutenir, et l'Angleterre cessa de les craindre. La Russie se mit à défendre l'intégrité de la Turquie et à réagir contre les aspirations bulgares; au contraire, l'ancienne protectrice de la Turquie, l'Angleterre, commença à soutenir les chrétiens, parce qu'elle voyait dans les petits États des Balkans une digue plus sûre que le Gouvernement turc contre l'invasion des autres puissances.

Irritée de ses échecs dans les Balkans, la Russie les attribua en partie à la diplomatie allemande; elle fit des préparatifs militaires sur sa frontière occidentale, et l'idée d'une guerre avec l'Allemagne devint de plus en plus populaire dans tout l'Empire. Cependant l'œuvre de Bismarck, la Triplice, montrait beaucoup de vitalité et se révélait comme invincible. Les États plus petits gravitaient autour de cette combinaison des trois grandes puissances. Il en résultait le complet isolement, sur le continent européen, d'un

côté de la France, et de l'autre de la Russie. La situation devint dangereuse pour ces États, et cela d'autant plus que l'Angleterre était en antagonisme avec chacun d'eux : la Russie était sa perpétuelle rivale dans la question d'Orient, et même elles en étaient venues à un conflit aigu sur le terrain de l'Asie centrale ; d'autre part, elle rivalisait avec la France en Afrique, et la redoutait surtout depuis l'occupation de l'Égypte. Il est vrai que, conformément à ses habitudes traditionnelles, elle maintenait son attitude des mains libres. Pourtant, elle se rapprochait de plus en plus de la Triple-Alliance. Ses rapports intimes avec l'Italie se resserrèrent après l'établissement des Français en Tunisie; elle regardait d'un œil bienveillant l'évolution de la politique balkanique de l'Autriche; enfin, bien que l'Allemagne l'eût inquiétée par le réveil soudain de son énergie coloniale (1884-1885) néanmoins, depuis 1888, elle commençait à s'entendre avec cette puissance sur les affaires d'Afrique, moins importantes pour elle que la question de l'Asie centrale.

La France et la Russie se trouvaient dans une situation telle, qu'un rapprochement entre elles était fatal, malgré les différences si grandes de leur organisation politique.

Mais ces différences de leur organisation diamétralement opposée constituaient, cependant, un sérieux obstacle à leur mutuel rapprochement. Il y avait entre elles non seulement des répulsions et des préventions bien naturelles qu'il n'était point facile de surmonter,

mais aussi des doutes tout à fait réels et de nature politique, qui devaient forcément prendre naissance à Pétersbourg. Une amitié fraternelle avec la France républicaine devait avoir quelque influence sur la situation intérieure de la Russie ; et ce n'était pas à désirer pour un gouvernement qui se proposait de raffermir les fondements ébranlés de l'absolutisme.

Aussi la Russie garda-t-elle pendant longtemps une attitude d'isolement, et Alexandre III buvait à la santé « de son seul ami, le prince de Montenegro ».

Cependant, depuis que la question polonaise avait disparu de l'ordre du jour des affaires internationales et que l'Allemagne était montée au rang de première puissance de l'Europe, une alliance entre la France et la Russie était devenue inévitable. Et en effet elle se prépara peu à peu. En 1888, on réalisa *l'entente cordiale* qui se resserra de plus en plus pour devenir, en 1891, une alliance formelle.

A ce moment, les relations entre la Russie et l'Allemagne se firent de plus en plus hostiles, et la guerre sembla ne tenir qu'à un fil.

L'Allemagne croyait tellement à la possibilité d'une guerre imminente qu'elle comptait avec elle et qu'elle commença à se montrer moins dure pour les Polonais. Le Gouvernement de Caprivi inaugura à leur égard une politique « de conciliation », et Guillaume II se mit à employer dans ce sens son charme personnel. A l'archevêché de Gnesen-Posen fut nommé un Polonais, l'abbé Stablewski (pour remplacer Mgr Dinder, le premier évêque allemand) ; on fit quelques légères

concessions dans les écoles en faveur de la langue polonaise, et les conducteurs de trains nommèrent les stations en polonais. Il va de soi que cette période de flirt fut très courte; elle se termina dès que les relations avec la Russie se furent un peu améliorées.

A cet égard, la Russie n'imita point la Prusse, bien que, pour elle, la russification dans le Royaume n'ait jamais eu l'importance capitale qu'avait pour la Prusse la germanisation de la Posnanie. Il est vrai qu'un journal, inspiré de fort près par le Gouvernement, publia alors plusieurs articles sympathiques aux Polonais; mais le système appliqué en Pologne par le Gouvernement ne fléchit pas un instant; la russification sévit plus que jamais, et les autorités locales semblaient avoir à cœur de faire tout ce qu'elles pouvaient pour exaspérer la population. Les agents russes du Royaume, ayant à leur tête Gourko et Apouchtine, se sentaient plus affermis que jamais dans leurs positions, et même le Gouvernement n'eût pu sans un grand effort leur faire admettre n'importe quelle concession en faveur du polonisme.

La répartition des puissances du continent européen en Triplice sous l'égide de l'Allemagne et en Duplice groupant la Russie et la France, s'est maintenue jusqu'à ce jour. Cependant, depuis la création de la Duplice, les relations internationales ont subi de profondes transformations, amenées par la rivalité toujours croissante de l'Allemagne et de l'Angleterre. Cette rivalité constitue aujourd'hui le point

principal de la politique allemande, mais elle n'a rien changé à ses rapports avec l'Autriche, la Turquie et la Russie.

Bismarck avait longtemps manifesté le plus grand dédain pour la politique coloniale, et n'avait compris le rôle de la Prusse que sur l'échiquier européen. Néanmoins, quand les questions européennes essentielles eurent été tranchées, quand l'Allemagne unie eut acquis, à l'aide de la Triplice, sur le terrain européen, une position inébranlable, et que son développement intérieur commença à donner une rapide extension à la sphère de ses intérêts en dehors de l'Europe, le moment vint pour elle d'inaugurer une politique maritime et coloniale. Jusqu'alors il n'y avait pas de puissances qui eussent entre elles moins de motifs de conflits que l'Angleterre et la Prusse.

Il existait entre la politique de ces deux États une analogie en sens inverse. L'Angleterre avait renoncé à tout intérêt sur le continent européen ; elle se servait des guerres continentales pour étendre ses colonies et se rendre maîtresse des routes maritimes. La Prusse, jusqu'à ce moment, ne s'était pas sentie relativement rassasiée sur le terrain européen ; elle pouvait donc mettre à profit les conflits entre les États ayant des intérêts hors de l'Europe, pour réaliser ses buts en Europe. Leurs sphères d'intérêts étant complètement divergentes, tout conflit sérieux entre elles était impossible ; au contraire, elles s'étaient souvent rendu dans le cours de leur histoire des

services mutuels. Le développement de la puissance coloniale anglaise avait été fortement, bien qu'indirectement, favorisé par la Prusse (guerre de Sept Ans, époque napoléonienne) ; de même, c'est à coup sûr aux luttes de l'Angleterre avec la France que la Prusse, indirectement, avait dû son accroissement. Cette réciprocité de services mutuels se manifeste encore au Congrès de Berlin ; et dans les années qui suivirent, elle se traduisit par la position de l'Angleterre vis-à-vis de la Triplice. Mais voici que, d'une façon imprévue pour l'Angleterre et avec une gravité dont elle ne s'était pas tout d'abord rendu compte, la politique de l'Empire allemand commence, il y a vingt ans, à franchir les limites de l'Europe.

Les premiers pas dans cette voie furent faits sous le régime de Bismarck.

En 1884, profitant de la complaisance du cabinet anglais, qui faisait peu de cas des aptitudes coloniales de l'Empire allemand, l'Allemagne s'installe dans l'Afrique sud-ouest; puis, cette même année et l'année suivante, elle occupe le Togo, le Cameroun, forme une colonie est-africaine, met la main sur les petites îles encore inoccupées du Pacifique et sur une partie de la Nouvelle-Guinée. A la conférence africaine réunie à Berlin vers cette époque, l'Allemagne force l'Angleterre à renoncer en un certain sens à sa situation de puissance privilégiée de par la force des événements dans les autres parties du monde. Jusqu'à cette époque, l'Angleterre avait

l'habitude de n'occuper de nouveaux territoires au delà des mers que lorsqu'ils avaient pour elle une valeur palpable, qu'ils constituaient d'importantes positions sur les voies maritimes, ou qu'ils étaient sur le point d'être occupés à son désavantage par une puissance rivale. Quant aux autres, tant qu'ils n'étaient occupés par personne, elle les regardait comme anglais en puissance, si l'on peut s'exprimer ainsi. A cette conférence, Bismarck proclama ce principe que les territoires non occupés de fait n'appartenaient à personne et pouvaient devenir la propriété de l'État qui les occuperait. Or, l'Angleterre sentait suspendu audessus de sa tête le conflit avec la Russie dans l'Asie centrale. En Afrique, sa rivalité avec la France entrait dans une phase de plus en plus aiguë ; elle fut forcée d'admettre ce principe et de se résigner au nouveau rôle de l'Allemagne comme puissance prenant la parole dans les questions coloniales. Alors commença une occupation hâtive de territoires ne présentant pas une utilité immédiate et en quelques années s'acheva cet « *écorchement* de l'Afrique », et cette annexion des petites îles du Pacifique n'appartenant à aucune puissance. Mais cette période d'acquisition pacifique de terres coloniales sans possesseurs se termina bientôt; elle avait duré deux ans à peine. Du reste, les pays que l'Allemagne avait occupés de la sorte n'offraient jusqu'à présent aucune valeur productive, et, par leur situation géographique, ils n'avaient pas non plus l'importance de positions maritimes de premier ordre. A partir de ce moment, les efforts de l'Allemagne

en matière de politique maritime et coloniale durent s'engager dans une autre voie présentant plus de difficultés.

Le pionnier naturel de cette voie nouvelle fut le commerce d'outre-mer de l'Allemagne. Ce commerce croissait avec un rapidité inouïe; subventionnées par le Gouvernement, les compagnies de navigation se développaient et par là même se multipliait le nombre des résidents commerciaux allemands. Ajoutons à cela le développement des forces navales de l'Empire : en 1898, le Parlement vote le grand programme de la construction d'une flotte de guerre. Étendu en 1900, ce programme devait, en 1920, donner à l'Allemagne trente-huit cuirassés de ligne.

En même temps, les aspirations coloniales croissaient rapidement en Allemagne. L'idée d'une Allemagne devenant grande puissance maritime et maîtresse de riches colonies s'empara de la nation. Ce fut désormais la pensée directrice de sa politique. On organisa la Ligue de la flotte, ligue qui compte plusieurs dizaines de milliers de membres; on fonda des sociétés de colonisation; l'imagination des professeurs, des journalistes, à côté d'un État pangermanique en Europe, entrevit la perspective d'un empire colonial allemand qui s'étendrait en Afrique, dans l'Amérique du Sud et dans celle du Centre, ainsi que dans les Indes hollandaises : ils démembraient la Chine; ils annexaient en tout cas la Turquie et l'Asie Mineure jusqu'au golfe Persique. Depuis le moment où Guillaume II força Bismarck qui lui résis-

tait, à prendre sa retraite, et dirigea lui-même la politique de l'Empire, cette politique fut orientée avant tout vers les intérêts non européens. Ce sont ces intérêts qui, dans cette période, occupent la première place dans la politique internationale.

Du reste, il y avait dans les relations européennes un état d'équilibre relatif. L'unité allemande était réalisée de même que l'unité italienne; pour de longues années, le silence s'était fait sur la question polonaise rayée de l'ordre du jour des affaires internationales; l'Autriche s'était transformée, et cette transformation lui assurait pour longtemps l'équilibre intérieur; dans la question d'Orient, un nouveau facteur était entré en scène dans la personne des petits États indépendants, et principalement de la Bulgarie, si pleine de vitalité et d'énergie; enfin, la Triple-Alliance et l'Alliance franco-russe présentaient des garanties de durée. Les États pouvaient donc porter leur attention sur les affaires extra-européennes, dont l'importance croissait rapidement, à mesure que se développaient l'industrie et le commerce des pays européens.

Après la chute des anciennes puissances coloniales, l'Espagne, le Portugal et la Hollande, il n'était resté en présence que deux nations rivales, l'Angleterre et la France. Mais, pendant la guerre de Sept Ans, la France avait été vaincue dans l'Amérique du Nord et dans les Indes; à l'époque napoléonienne, elle avait perdu ses principales positions maritimes; elle se retira donc quelque temps de l'arène.

Et c'est ainsi que l'Angleterre, au commencement du siècle dernier, resta le seul État dominant sur les mers ; elle possédait des colonies vastes et riches et avait hors de l'Europe de grands intérêts.

Mais la France revient, dans le cours du dix-neuvième siècle, à la politique coloniale ; elle occupe l'Algérie, la Cochinchine ; après la défaite de 1871, comme si elle cherchait une compensation à ses pertes territoriales en Europe, elle déploie hors d'Europe une énergie particulière : elle pénètre au Tonkin, elle étend son protectorat sur la Tunisie, enfin elle développe une grande activité dans l'Afrique centrale. D'autre part, étant donnée la position maritime qu'elle possédait, et le relèvement de son énergie nationale qu'avait produit son unification politique, l'Italie devait forcément voir naître en elle, coïncidant avec ce relèvement, des aspirations coloniales. Ces aspirations furent dirigées avant tout vers l'Afrique du Nord où elle rencontrait dans la France une rivale dangereuse, et ce fut même la cause de son rapprochement avec l'Allemagne. Enfin, *last but not least*, l'Allemagne devait à son tour paraître dans l'arêne, car les intérêts qu'elle avait hors d'Europe croissaient rapidement par suite de son développement intérieur.

La Russie s'étendait en Asie par voie d'expansion continentale. Elle subissait l'influence des causes intérieures mentionnées plus haut, notamment du développement de la rapacité bureaucratique et d'un nationalisme *sui generis*, auquel s'adjoignit plus tard

l'intérêt économique de la jeune industrie russe; aussi commença-t-elle à déployer de vastes plans asiatiques sans renoncer à sa tendance constante vers une mer ouverte. Arrêtée dans la direction du Bosphore, elle tourna d'abord ses regards vers le golfe Persique où elle menaçait l'Angleterre, puis les fixa définitivement sur l'Extrême-Orient.

Enfin, ce qui augmenta encore l'importance des questions extra-européennes, ce fut le rôle des États-Unis et du Japon qui s'élevèrent au rang de puissances de premier ordre.

En somme, à l'exception de l'Autriche, tous les grands États européens se montrèrent fortement intéressés aux affaires extra-européennes, et l'on y vit alors apparaître les principales sources de conflit entre eux. Sur ce terrain, du reste, leurs relations réciproques se combinaient autrement qu'en Europe.

C'est entre l'Allemagne et l'Angleterre, nécessairement, que ces changements dans les relations devaient s'accuser le plus fortement. En effet, l'une a les plus nombreuses possessions en dehors de l'Europe et fonde sur ces possessions toute son existence comme grande puissance ; l'autre ne possède encore presque rien, mais elle a de grandes forces, sans cesse croissantes, et des appétits en proportion. L'Allemagne doit conquérir ce qu'elle n'a pas ; l'Angleterre ne peut perdre ce qu'elle a. De là un antagonisme entièrement nouveau dans l'histoire et qui domine aujourd'hui toute la situation internationale.

A la fin du siècle dernier, l'Allemagne a déployé une grande activité dans toutes les parties du monde. La politique allemande a dit son mot dans toutes les questions importantes qui ont été à l'ordre du jour; souvent elle a joué le rôle de ferment pour provoquer des questions nouvelles.

De concert avec la Russie et la France, elle est intervenue après la paix de Simonoséki (1895) et a empêché le Japon de profiter de sa victoire sur la Chine; en 1897, elle s'est emparée de Kiao-Tchéou, et par là s'est acquis en Chine une position qui semblait alors être d'un grand avenir. Par ses agissements dans l'Amérique centrale et méridionale, elle commença à éveiller la susceptibilité des États-Unis. Pendant la guerre d'Espagne, elle témoigna d'une véritable hostilité envers les Américains; puis, ce furent ses projets sur le Brésil méridional, où il existe depuis longtemps de nombreuses colonies allemandes; on parla ensuite de sa proposition d'acheter les Antilles danoises, qui pouvaient fournir à sa flotte une base d'opération dans les eaux américaines; ce fut enfin le différend entre elle et le Venezuela. Les susceptibilités des Américains finirent par aller jusqu'à l'irritation. En Afrique, c'est elle qui pousse les Boers à la guerre avec l'Angleterre (télégramme de Guillaume II au président Krüger), et elle provoque dans ce pays un violent mouvement d'indignation contre elle. En Polynésie, elle entre en conflit avec l'Angleterre et les États-Unis à propos des Samoa. En Turquie, elle affermit son influence. En Asie

Mineure elle étend ses intérêts ; elle obtient un firman pour la construction du chemin de fer de Bagdad ; pendant son voyage à Jérusalem, Guillaume II s'est proclamé l'ami et le protecteur de l'Islam et jusqu'à présent il s'efforce de persévérer dans ce rôle. Enfin, dans ces dernières années, l'Allemagne a suscité l'affaire du Maroc et fait réunir la Conférence d'Algésiras.

Depuis la conclusion de l'Alliance franco-russe (1891), l'antagonisme de l'Allemagne à l'endroit des deux puissances alliées s'est rapidement affaibli. Bien plus, Guillaume II a commencé à rechercher activement l'amitié de la France et il lui fait toutes sortes d'avances. En même temps, il se rapproche de la Russie. Il veut être « le troisième dans la Duplice ». Les alliés de la Triplice sont utiles en Europe, mais ils ont moins d'importance pour une politique extra-européenne anti anglaise, ou même, comme l'Italie, ils s'entendent avec l'Angleterre. Sur ce terrain, c'est l'aide de la Russie et de la France qui est nécessaire à l'Allemagne.

S'unir avec la Russie, même en tendant à l'affaiblir, était dans la tradition prussienne. C'était surtout dans la tradition de la politique de Bismarck. Guillaume II s'était débarrassé de ce chancelier trop indépendant, mais il suivait ses traces. Vers la fin du siècle dernier, on trouva même en Europe, des raisons pour resserrer à nouveau ces liens ; car simultanément les causes d'antagonisme tendaient à disparaître.

La Russie avait commencé à construire le chemin de fer transsibérien et faisait déjà des plans relatifs aux rivages de l'océan Pacifique. Ces plans dominaient dans la politique russe depuis l'avènement de Nicolas II, qui, en qualité de prince héritier, avait fait un voyage autour de l'Asie et était revenu par la Sibérie. Étant donné le caractère russe si téméraire dans ses projets, les aspirations asiatiques s'accrurent si rapidement qu'on adopta pour devise : « L'Asie à la Russie ». Des écrivains influents se mirent à démontrer que l'âme des peuples asiatiques était sœur de l'âme russe et que la destinée de la Russie était avant tout de devenir un État asiatique. Pour mettre à exécution ces plans d'Extrême-Orient, il fallait se garantir à l'Occident ; avant tout, il fallait s'assurer la tranquillité dans les affaires du Proche Orient. C'est ce qui amena l'entente avec l'Autriche (programme de Mürzsteg). Les préoccupations de la Russie relatives à l'Extrême-Orient lui permirent de voir avec indifférence les progrès de l'influence allemande en Turquie.

La Russie et l'Allemagne avaient des intérêts communs. Cela ressortait en quelque sorte de l'évolution de la politique intérieure de la monarchie des Habsbourg. Les antagonismes étaient fortement accentués dans cette monarchie entre Slaves et Allemands, et même, sous le ministère du Polonais Badeni, l'hégémonie allemande sembla sérieusement menacée. Pour l'Allemagne, il sera toujours de la plus haute importance qu'en Autriche l'élément allemand ne

perde pas sa prépondérance, et, d'autre part, il est essentiel pour la Russie que l'État autrichien ne commence pas à faire une politique slave, et ne lui enlève pas la possibilité des revendications slaves dont elle se sert dans sa politique européenne. Autrefois déjà, la diplomatie russe s'était défendue contre cette intrusion, et il lui serait difficile de se résigner à renoncer au rôle d'unique représentante du monde slave.

Enfin, au point de vue de la question polonaise, il commençait à se manifester des symptômes inquiétants qui annonçaient qu'elle était sur le point de renaître.

A l'avènement du nouvel empereur, il fut bruit en Russie d'un « nouveau cours », c'est-à-dire d'une politique plus tolérante à l'égard des nationalités étrangères. Les Allemands eurent l'espoir que la position de leurs frères de race en Russie serait améliorée ; mais d'autre part ils eurent à craindre une amélioration dans le sort des Polonais. Ce qu'il y avait de fondé dans ces bruits, c'est que, sous l'influence des préoccupations asiatiques, le nationalisme russe cessa d'être menaçant pour les Allemands et devint moins agressif à leur égard tant à l'extérieur qu'à l'intérieur. Mais on ne put regarder comme un changement de politique en Pologne un certain adoucissement de ton et la nomination dans le Royaume de généraux-gouverneurs un peu plus diplomates : il eût fallu pour cela une transformation plus radicale ; or, ni le Gouvernement ni l'opinion

russe n'y étaient disposés, et les intérêts de la toute-puissante bureaucratie s'y opposaient absolument.

C'est pourtant sous l'influence de ces espérances d'un « nouveau cours », que se forma en Pologne un groupe politique peu nombreux, appelé groupe de la réconciliation. A l'exemple des Polonais de Galicie, ce groupe entreprit de réaliser un rapprochement avec le Gouvernement russe, en tâchant d'inspirer confiance à la Couronne par des manifestations de loyalisme. Il eut tout d'abord une influence notable en Pologne, mais cela ne dura qu'un ou deux ans, car on ne fut pas long à se convaincre que ses calculs étaient entièrement erronés; néanmoins, son apparition suffit pour éveiller dans les sphères politiques allemandes une certaine crainte de voir se produire une entente polono-russe.

Mais la principale source des craintes allemandes et le principal motif d'un rapprochement de l'Allemagne et de la Russie, ce furent les nouvelles manifestations du mouvement national et de l'énergie politique dans les trois parties de la Pologne. Ces manifestations devinrent de plus en plus sensibles dans les dix dernières années du siècle dernier.

En considérant de près ce mouvement, il était facile de s'apercevoir qu'il avait partout sa source dans le réveil politique des masses populaires, et surtout de la classe paysanne. C'était cette même évolution qui, dans la Pologne prussienne, avait donné au polonisme une force nouvelle pour défendre ses positions menacées en Posnanie et en Prusse Occi-

dentale; c'était elle qui avait provoqué la renaissance du polonisme en Silésie, qui avait suscité, dans la Pologne autrichienne, une lutte d'influence politique entre le conservatisme aristocratique dominant et les partis démocratiques. Dans la Pologne russe, et principalement dans le Royaume de Pologne, elle se révéla tout d'abord par des manifestations nationales ; ces manifestations furent suivies de l'organisation graduelle d'une lutte systématique contre la politique de russification. Puis ce furent les paysans qui, d'une manière de plus en plus marquée, résistèrent aux abus des autorités dans le domaine de l'administration communale ; le mot d'ordre de cette résistance était la « lutte pour le droit ». Enfin il y eut tout un effort d'instruction et de relèvement intellectuel et moral du peuple, effort largement organisé, bien que forcé de rester secret à cause des persécutions du gouvernement. Ce mouvement arbore de nouveaux mots d'ordre patriotiques ; il marche sous le drapeau de la Pologne, et ce qui le distingue des anciens mouvements polonais, c'est qu'il ne tend pas comme eux à une insurrection armée ; au contraire, il inaugure une lutte politique quotidienne, systématique, pour les droits de la nation polonaise, pour la reconnaissance de son individualité dans les trois États. Le nombre des procès politiques crût sans cesse à Varsovie. Il augmenta de même à Posen, où le Gouvernement se mit à chercher un lien entre le mouvement local et le mouvement polonais général, et où se montra mani-

festement la collaboration de la police prussienne avec la police russe. Cet accroissement du nombre des procès politiques prouvait quelle attention sérieuse les deux Gouvernements prêtaient à ce nouveau mouvement.

En réfléchissant à ces symptômes, les hommes d'État durent comprendre qu'il se préparait un changement radical dans l'attitude des Polonais dans les trois États. Ils durent reconnaître qu'il se formait une politique polonaise nouvelle, et que cette politique ne se bornerait plus aux démarches purement diplomatiques et aux questions politico-légales, comme celle des conservateurs aristocratiques, mais qu'elle s'appuierait sur les masses, et s'avancerait graduellement sur la voie d'une lutte énergique, aussi bien aux parlements, que sur le sol même du pays. Pour les hommes clairvoyants, il était hors de doute qu'on assistait à une renaissance de la question polonaise sous une nouvelle forme, où elle devenait plus dangereuse que précédemment, lorsque ses efforts tendaient à conquérir l'indépendance par la force des armes.

Réagir contre ce mouvement, ne pas laisser se poser à nouveau cette question qui semblait enterrée, tel était l'intérêt commun des deux Gouvernements, et ce fut là le lien qui les unit une fois de plus.

Sous l'influence d'une part des motifs ci-dessus indiqués, et d'autre part de leur connexité d'intérêts dans leur politique anti-anglaise en Asie, on voit se

développer un nouveau rapprochement russo-allemand, consolidé par l'amitié personnelle des deux souverains.

Comme troisième dans la Duplice, l'Allemagne joue son rôle dans l'intervention organisée par la Russie après la guerre russo-japonaise ; et, dans le proche Orient, ces mêmes puissances agissent toutes trois ensemble pendant la guerre gréco-turque. Il y eut même un moment, après Fachoda, où il sembla qu'offensée dans son amour-propre, et voyant que l'alliance avec la Russie ne la préservait pas d'échecs hors de l'Europe, la France allait conclure une alliance avec l'Allemagne, et cette alliance trouva de nombreux partisans dans l'opinion publique française.

Mais elle se heurta à la tendance contraire, celle qui poussait à l'entente avec l'Angleterre, tendance représentée par les éléments radicaux arrivés au pouvoir, à la suite de la crise intérieure qui se produisit dans la République, crise tissée sur la trame étrange de l'affaire Dreyfus. Toutefois, il s'était amassé trop de contrariétés et d'offenses réciproques, pour que cette tendance de la politique extérieure pût devenir facilement populaire en France.

Il était évident que l'Allemagne avait conçu le plan de former une coalition des puissances européennes contre l'Angleterre, et il semblait bien que ce plan touchait à sa réalisation. La grande puissance coloniale se trouvait dans un isolement complet ; il n'y avait pas d'antagonismes nettement déclarés

entre ses adversaires. Cette *splendid isolation* risquait de devenir très redoutable pour l'avenir de l'État britannique. Elle le mit donc dans la nécessité de rompre avec la politique traditionnelle des mains libres.

La première pensée des hommes d'État anglais, comme de l'opinion publique, se tourna vers les colonies anglaises, vers les nouvelles sociétés de race britannique, qui ont grandi pendant le siècle dernier au-delà des Océans. Alors domine l'idée impérialiste. Cette idée consistait à vouloir resserrer les liens de ces nouveaux organismes (le *Commonwealth* australien, le Canada et la colonie du Cap) avec la métropole, de leur donner une plus grande égalité de droits et de devoirs avec elle, de créer un Empire britannique qui, étant le bien commun de tous ses membres, leur fût à tous également cher. A la tête des hommes politiques de l'Angleterre parut le représentant de cette idée, un homme d'État dans toute la force du mot, Chamberlain, qui mit tous ses efforts à résoudre une question dont les événements ont prouvé qu'elle n'était pas encore mûre.

Une fois né dans les esprits, le sentiment de l'affinité de race se tourna vers sa jeune sœur d'outre-mer, les États-Unis. En Angleterre, les sympathies pour les États-Unis s'exprimèrent de plus en plus fortement. Et lorsqu'elles se manifestèrent pendant la guerre hispano-américaine, elles éveillèrent, de l'autre côté de l'Océan, une sincère réciprocité de

sentiments. Ces sympathies ne furent pas même affaiblies par l'affaire des Boers qui pourtant étaient assez populaires en Amérique. Notons en passant que la résistance à main armée de ce peuple plaçait l'Angleterre dans une position très difficile, car elle la forçait à rester neutre en présence des importants événements d'Extrême-Orient.

Les réciproques sympathies anglo-américaines, jointes à un antagonisme commun contre l'Allemagne, firent pâlir momentanément les espérances que nourrissaient les Allemands de lutter avec succès contre la dominatrice des mers, avec l'aide de la Duplice. Tout à coup, l'Allemagne change de front et se tourne vers l'Angleterre. Guillaume II se charge toujours en personne, de tirer la politique allemande des situations difficiles où elle s'est engagée, et de réparer les fautes qu'elle a commises ou plutôt qu'il a commises lui-même. Quelque temps donc après le télégramme à Krüger, télégramme qui avait provoqué à Londres des symptômes alarmants pour les Allemands, Guillaume II part pour l'Angleterre et y fait des déclarations d'amitié. Ensuite, il offre cette même amitié à l'Amérique, il lui fait cadeau d'une statue de bronze de Frédéric le Grand, et y envoie en visite le prince Henri de Prusse.

Un arrangement définitif relatif à Samoa termina le débat entre l'Angleterre, les États-Unis et l'Allemagne ; ensuite fut conclu entre l'Angleterre et l'Allemagne un traité garantissant l'intégrité de la Chine. La diplomatie anglaise commença à croire à

la possibilité d'un rapprochement avec l'Allemagne pour réagir en commun contre la marche de la Russie en Extrême-Orient. Il fut même question d'une triple alliance entre l'Angleterre, l'Amérique et l'Allemagne, et au commencement de 1900, l'Angleterre aurait fait, à ce sujet, des propositions aux deux autres puissances. Mais les vues de l'Allemagne avaient pris une direction entièrement opposée.

Bientôt l'Angleterre se convainquit de la mauvaise foi germanique aussi bien dans l'affaire du Venezuela qu'en Extrême-Orient. Là l'Allemagne continuait à soutenir l'action russe, et elle commentait l'entente relative à l'intégrité de la Chine en disant que cette entente ne concernait pas la Mandchourie puisque les Allemands n'y avaient aucun intérêt.

Aussi, est-ce la tendance hostile à l'Allemagne qui, d'une manière définitive, prend le dessus en Angleterre. Les Anglais commencent à voir en elle leur principal adversaire sur le terrain des intérêts politiques essentiels, et non seulement sur tel ou tel point, mais sur le globe entier, à la suite des conquêtes que fait partout l'exportation allemande. La presse anglaise se remplit d'articles des plus alarmistes sur « le péril allemand ». Et la diplomatie anglaise se rend compte que là où elle lutte contre la Russie, elle rencontre également l'hostilité de l'Allemagne.

Voyant que son isolement ne pouvait durer plus longtemps, surtout en présence des événements d'Extrême-Orient, l'Angleterre se décida pour une

combinaison hardie : elle résolut de conclure une alliance avec un État asiatique. Cet acte produisit une impression d'autant plus forte que, promu par cette alliance à la dignité de puissance civilisée, le Japon était peu connu en Europe et se trouvait apprécié au-dessous de sa valeur, principalement en ce qui concernait ses forces militaires.

Le Japon se préparait alors à une guerre inévitable avec la Russie. Il espérait bien vaincre son adversaire. Mais cette alliance le garantissait, en tout cas, contre l'intervention des autres puissances au cours de la lutte. Elle avait donc pour lui une importance de premier ordre.

La Russie était fatalement poussée vers cette guerre par toute son action en Extrême-Orient. Par suite de la désorganisation générale, toujours croissante, de la machine gouvernementale pendant les années qui précédèrent la guerre, la politique russe n'avait pas une direction nette et homogène. C'était un enchevêtrement confus d'actions en sens contraires, entreprises par différentes autorités, dont aucune n'était nettement responsable de l'ensemble de l'opération. D'un côté, possédant certaines données relatives aux forces militaires du Japon, le ministre des Affaires étrangères s'efforçait d'éviter la guerre; le ministère de la Guerre retirait une partie des armées de la Mandchourie et ne mettait aucune hâte à fortifier Port-Arthur. De l'autre, au contraire, la vice-royauté d'Extrême-d'Orient, munie de pleins pouvoirs, faisait une politique aggressive, qu'aggra-

vaient encore des entrepreneurs particuliers qui, sous la protection de l'État, s'insinuaient dans la sphère des intérêts japonais. En même temps, on consacrait des sommes folles à la construction d'un port magnifique à Dalny, point soi-disant entièrement garanti, sans prévoir les services que ce port rendrait à l'ennemi pendant la guerre. La Russie avait cessé d'avoir un seul gouvernement; il n'y avait plus de contrôle, non seulement sur la conduite des affaires à l'intérieur, mais encore sur son action à l'extérieur.

L'expansion de la Russie vers la mer Jaune pouvait à un certain point de vue passer pour une politique à larges vues. Port-Arthur était le premier port russe ne gelant jamais et situé sur une mer ouverte. On pouvait également expliquer les nouvelles conquêtes par les intérêts commerciaux qui jouaient déjà dans la politique russe, surtout sous l'influence de Witte, un rôle d'une certaine importance. Mais, pour entrer dans cette voie, il aurait fallu précédemment avoir organisé autrement la Sibérie, surtout la Sibérie orientale. Si la Russie avait réussi à peupler, comme il convenait, un pays d'ailleurs riche, depuis longtemps en son pouvoir, elle aurait eu là une base d'opérations pour s'avancer dans le sud, vers des territoires cultivés et habités par une nombreuse population de race étrangère. Mais en Russie, on ne se doutait pas, qu'à certains égards, la Chine et le Japon ont une civilisation supérieure à celle de l'Europe occidentale. Des opérations de guerre contre ces pays, ayant pour

base les territoires vides de la Sibérie, devaient aboutir au même échec que l'œuvre de l'administration russe en Pologne, dirigée d'un centre situé dans un pays, la grande Russie, éloigné de la Pologne et moins civilisé qu'elle.

Cette voie d'expansion où s'engageait la Russie était d'autant plus périlleuse qu'elle n'était pas préparée historiquement. Mais la Russie y était poussée par ses instincts conquérants et la légèreté de ses politiciens ; elle l'était aussi par les influences allemandes.

L'Allemagne déployait une activité de plus en plus grande dans le Proche Orient ; elle étendait ses entreprises en Asie Mineure et elle y avait même déjà des colons; enfin, elle possédait déjà une influence dominante à Constantinople. Il était donc pour elle d'un intérêt de premier ordre de détourner dans une autre direction l'attention et les forces de la Russie. Une fois son action engagée en Extrême Orient, la Russie aurait pour de longues années des préoccupations, et, pendant ce temps, l'Allemagne pourrait tranquillement mener à bien son œuvre en Turquie, sans s'exposer à un conflit avec son voisin de l'Est.

La politique russe en Extrême-Orient devait conduire à miner, dans ces contrées, la situation de l'Angleterre et promettait à l'Allemagne de nouvelles conquêtes territoriales et commerciales. N'allait-on pas jusqu'à parler alors du démembrement de la Chine? C'était sans doute à quelque chose de ce genre que pensait l'Empereur Guillaume, quand il proclamait avec enthousiasme sa croisade contre la race jaune.

Il est difficile de hasarder des suppositions sur les espérances qu'on nourrissait à Berlin au sujet de l'issue de cette guerre : ce qu'il y a de certain, c'est que la défaite des Russes a complètement renversé l'habile construction de la politique anti-anglaise de l'Allemagne. Du reste, même avant la guerre, elle avait déjà été ébranlée du côté de la France.

Saluée en son temps avec tant d'enthousiasme par la France isolée, par le gros public qui n'avait pas de foi en ses forces et qui désirait la paix avant tout, par quelques rêveurs qui pensaient à la revanche, et par les capitalistes qui trouvaient en Russie un placement avantageux, l'alliance franco-russe commença à rencontrer de nombreux critiques. Elle n'avait pas préservé la France de l'humiliation de Fachoda ; elle n'avait donc donné aucune satisfaction aux sentiments nationaux ; l'avenir des emprunts russes éveillait des craintes ; bien plus, après le rapprochement de la Russie avec l'Allemagne, l'alliance conduisait de plus en plus la France à servir d'instrument à la politique de ces deux États. La République s'éloignait peu à peu d'une politique extérieure indépendante et s'inspirant des intérêts de la France largement conçus.

A l'aurore du vingtième siècle on sentit que la politique française se ranimait et qu'elle reprenait son initiative. La diplomatie de la République fait aboutir l'entente avec l'Italie (1900-1902) dans les affaires méditerranéennes, par le fait de la renonciation, du côté de la France, à tout intérêt

dans la Tripolitaine, et du côté de l'Italie, à tout intérêt dans le Maroc. Étant donné les bonnes relations anglo-italiennes fondées précisément sur les questions méditerranéennes, cette entente présageait un rapprochement de la France et de l'Angleterre, et la France, en effet, en prépara peu à peu les bases. Après l'explosion de la guerre du Japon, qui paralysa du coup la Russie en Europe et la mit sous la dépendance de l'Allemagne, la France éprouva le besoin de s'assurer un autre appui. Elle le devait surtout à cause de ses plans sur le Maroc. Aussi, l'entente anglo-française s'établit-elle bientôt après les débuts de la guerre, en avril 1904. Elle réglait tous les débats coloniaux qui existaient entre les deux puissances. Mais surtout elle laissait à la France les mains libres au Maroc, et ce fait était d'une importance considérable. En effet, il rapprochait la France de l'Angleterre, isolée en Europe, et, en même temps, ces deux États mettaient l'Allemagne de côté dans les affaires de la Méditerranée.

Cette entente porta un coup décisif à la politique de l'Allemagne qui tendait à isoler l'Angleterre, et réduisit à néant dix années d'efforts incessants. Elle marque le point de départ d'une nouvelle combinaison de puissances, et en présence de cette combinaison, les alliances formelles existantes perdent en partie leur importance.

L'entente entre la France et l'Angleterre, complétée par l'entente de ces deux puissances avec l'Italie et l'Espagne, excluait pour la première fois, depuis

fort longtemps, la voix de l'Allemagne dans une grande question internationale comme la question marocaine. Ce fut à coup sûr un grave échec pour la politique de Berlin. Elle s'y résigna d'abord avec une apparente indifférence. Il est possible qu'on n'ait pas cru sérieusement à Berlin à la durée du rapprochement franco-anglais ; d'autre part, la guerre d'Extrême-Orient venait seulement de commencer ; on ne savait comment elle tournerait pour la Russie, et par suite jusqu'à quel point il faudrait désormais tenir compte en Europe de l'alliance franco-russe.

Mais, après une année de guerre, vint la bataille de Moukden, et dès lors l'issue finale ne laissa aucun doute. En même temps, la crise intérieure russe entra dans une phase aiguë qui paralysa la Russie à l'extérieur ; d'un autre côté, en France, sous le ministère Combes, une lutte acharnée se livrait contre l'Église et en même temps les luttes politiques trouvaient leur écho dans l'armée où se développait avec énergie la propagande antimilitariste. Ce moment parut favorable à l'Allemagne pour briser le groupement qui se formait. Alors, à l'occasion de l'affaire marocaine, sous le prétexte que l'on n'avait pas tenu compte de ses intérêts, elle accomplit une attaque diplomatique contre la France. Le seul résultat avantageux qu'elle obtint, ce fut de forcer la France à consentir à une conférence internationale dans l'affaire du Maroc. C'était un triomphe pour l'Allemagne, mais un triomphe de forme, plutôt que de fait. Quant au rapprochement franco-anglais, il a résisté à l'épreuve de

la conférence d'Algésiras. Il s'est même resserré grâce à la politique anglaise qui ne connut pas d'hésitations, et se montra au contraire bien décidée à soutenir la France.

L'entente cordiale anglo-française devient un fait qui domine la situation internationale.

C'est d'Algésiras que datent les essais de l'Angleterre dans le sens d'un rapprochement avec la Russie.

Le traité de Portsmouth atténua le plus possible pour la Russie les conséquences de sa défaite. Les États-Unis pesèrent fortement sur sa rédaction ; ils voulaient empêcher un trop grand accroissement de la puissance japonaise, qui menaçait leurs intérêts dans l'océan Pacifique. Mais il est hors de doute que, moins ostensiblement, l'Angleterre agit dans le même sens. S'il était conforme à son intérêt que la Russie fût arrêtée dans sa marche en Asie, il était contraire à cet intérêt même qu'elle fût affaiblie au point de tomber sous la dépendance de l'Allemagne qui aurait eu désormais le chemin libre vers le Proche Orient. D'autre part, elle commençait déjà à chercher un rapprochement avec son adversaire traditionnel sur le terrain de leurs intérêts communs menacés par l'Allemagne.

Les démarches de l'Angleterre ont abouti à l'entente avec la Russie (1907) dans les affaires d'Asie. Cette entente était très profitable pour la Russie, eu égard surtout à sa situation d'alors en face des puissances. Avec les deux ententes

franco-japonaise et russo-japonaise elle complète un système de conventions dont le ressort est la politique anglaise, et d'où l'Allemagne est exclue. Ce ne sont que des ententes et non des alliances, et il est impossible d'y voir une coalition contre l'Allemagne. C'est grâce à elles pourtant qu'ont été écartées les questions litigieuses entre les puissances, questions que l'Allemagne exploitait dans sa politique agressive, surtout dans sa politique anti-anglaise. Elles lient en quelque sorte les mains de la diplomatie de Berlin et mettent un frein à l'impétuosité avec laquelle elle s'était lancée dans la politique extra-européenne.

Étant donné les excellentes relations de l'Angleterre et de la France avec l'Italie et l'Espagne, et la bonne intelligence qui règne entre les puissances directement intéressées dans les affaires méditerranéennes, l'entente cordiale anglo-française a transformé radicalement la situation de l'Europe occidentale en présence de l'Allemagne. L'influence allemande dans cette moitié de notre partie du monde est détruite. Mais le plus grand avantage est pour la France : en 1871, elle avait perdu la situation dont elle jouissait de puissance de premier ordre ; pendant longtemps, elle avait été isolée, et même elle s'était trouvée sous la menace d'une nouvelle attaque de la part de l'Allemagne. Ensuite, la Russie, dont elle s'était fait un appui et qui tenait à faire d'elle l'instrument de la politique allemande,

se montra moins puissante qu'elle ne l'avait cru ; si bien qu'après la défaite de son alliée en Extrême-Orient, la France risquait d'être entièrement subordonnée à l'Allemagne.

Par ce rapprochement avec l'Angleterre, elle retrouvait son indépendance ; elle put même de nouveau avoir une politique à elle sur le point qui lui importait le plus en dehors de l'Europe, c'est-à-dire dans le Nord de l'Afrique. L'Allemagne, se fondant sur la puissance et sur l'antagonisme des autres États, se préparait à donner des ordres à toute l Europe ; et voilà qu'elle rencontre aujourd'hui à l'ouest une force réelle qui s'oppose à elle, dans la personne de la France liée avec l'Angleterre. En présence de cette force, elle est obligée de se résigner à ce fait que le temps n'est pas encore venu de son hégémonie.

La nouvelle situation internationale ainsi créée réduit l'Allemagne en Europe à un rôle plus modeste que celui qu'elle avait joué jusqu'à ces derniers temps, et, hors d'Europe, l'entrave — pour combien de temps? on ne peut le savoir, — dans sa politique agressive.

Mais l'Allemagne n'est rien moins que disposée à accepter ce nouvel état de choses. A la deuxième conférence de la Haye (1907), elle joue le rôle de principale puissance militaire, et l'attitude de ses représentants fait augurer pour l'avenir les intentions ambitieuses de la politique de Berlin.

Quoi qu'il en soit, la situation internationale qui

s'est établie au commencement du dix-neuvième siècle est devenue très désavantageuse pour l'Allemagne, et cela sur tous les terrains, à l'exception d'un seul qui a pour elle, il est vrai, une importance capitale. Après l'affaiblissement de la Russie et l'amoindrissement de son rôle politique, l'Europe orientale reste le principal champ ouvert à l'activité allemande et devient la sphère de l'influence directe de l'Allemagne.

CHAPITRE III

L'Allemagne et l'Europe orientale.

Les intérêts les plus urgents de l'Angleterre et de la France ont été garantis grâce à l'entente de ces deux puissances. Cette entente permet de conserver pour un temps indéterminé le *statu quo* dans les affaires extra-européennes. L'Allemagne, en effet, étant donné l'état de ses forces maritimes, peut être réduite encore longtemps à un rôle passif dans sa politique mondiale. Même dans l'affaire du Maroc, qui a été en ces derniers temps l'objet d'un conflit diplomatique entre elle et la France, et qui sembla par instants devoir amener la guerre, l'accord franco-allemand, qui l'a relativement réglée, aura pour résultat de réduire son activité politique dans la Méditerranée.

Dans ces conditions, presque toute l'énergie politique de l'Allemagne s'est concentrée sur l'orient de l'Europe, où l'affaiblissement de la Russie, à la suite de ses défaites en Extrême-Orient et de sa crise inté-

rieure, a créé une situation entièrement nouvelle. Aussi, est-ce sur ce point que se transporte rapidement, dans ces derniers temps, le centre de gravité de la politique internationale.

Depuis un certain nombre d'années, l'attention de l'Allemagne a commencé à se tourner vers la Turquie, dont le désarroi politique promettait des avantages certains à un État qui était la seule grande puissance de l'Europe orientale.

Depuis Moukden et Tsoushima, la Russie a cessé d'être une rivale redoutable dans le Proche Orient ; depuis la guerre avec le Japon, elle se sent elle-même mise sous la dépendance de l'Allemagne, et ses hommes d'État ont pris pour principal objectif de conserver avec le voisin de l'ouest des relations amicales. Cette amitié assure à la Russie la sécurité sur sa frontière occidentale, et sans elle la guerre avec le Japon eût été impossible. A plus forte raison s'est-elle montrée indispensable après la guerre. Et en effet, tout le monde en Russie, y compris le Gouvernement, reconnaît qu'on ne saurait s'exposer à une nouvelle guerre, surtout avec un État puissant. Tout s'y oppose, et l'état de l'armée, sans parler de la flotte en partie détruite, en partie désorganisée, et l'état des finances, et enfin la situation politique intérieure qui est si loin d'être équilibrée. Sans doute le mouvement révolutionnaire russe s'est apaisé à la suite de la répression sévère organisée par Stolypine et par l'effet, du reste, de sa propre décomposition ; les partis tendant à la réforme constitutionnelle se sont

considérablement affaiblis et ont perdu l'espoir d'une prompte victoire; il n'en est pas moins vrai que le Gouvernement n'est pas solide sur ses bases. On a pu écraser pour un temps l'anarchie qui se manifestait dans les faits, et encore d'une manière incomplète, comme l'attestent les événements; mais on n'a pu écarter l'anarchie qui règne dans les esprits. Celle-ci est à l'état chronique, et elle persistera sans doute aussi longtemps que la Russie n'aura pas réalisé les réformes profondes qui lui permettront d'organiser les forces sociales de la nation, qui infuseront une âme nouvelle dans la vie politique du pays et combleront enfin entre le Gouvernement et la nation le profond abîme qui n'a nullement cessé d'exister. Une notable partie de la nation russe ne croit plus à la portée ni aux forces de la révolution, mais elle n'en est pas moins restée mécontente; elle voit, en effet, combien le Gouvernement et les partis qui le soutiennent sont incapables d'entrer définitivement dans la voie de ces réformes qu'on promet toujours et qu'on ne réalise jamais. Pourtant, il y a, comme nous venons de le dire, des partis qui soutiennent le Gouvernement; ils forment même la majorité dans la Douma; mais ils n'ont jamais joui d'une grande popularité. S'ils ont obtenu la majorité aux élections, c'est en partie à cause des fautes commises par l'opposition, et c'est surtout grâce à l'appui des autorités; mais leur influence sur l'opinion est des plus faibles et semble aller encore en diminuant. D'ailleurs, le Gouvernement lui-même manque de

cohésion : la moitié des ministres, Stolypine en tête, représente la tendance à réformer la Russie dans le sens du manifeste d'octobre, en réduisant d'ailleurs notablement sa portée; et l'autre moitié représente les idées réactionnaires. Cette dualité empêche le Gouvernement d'avoir une ligne de conduite bien nette; elle provoque de continuelles hésitations dans sa politique intérieure; il se pourrait fort bien que tout finît par le triomphe du parti réactionnaire, qui aurait bientôt fait d'achever la désorganisation intérieure de la Russie.

Après les années de troubles auxquelles nous venons d'assister, il s'est produit en Russie un sensible apaisement ; mais le pays n'est pas encore entré dans la voie de la régénération de ses forces, ni dans celle de la restauration de sa puissance extérieure. Rien, non plus, ne permet d'espérer qu'elle puisse bientôt reconstituer sa flotte et réformer son armée, dont l'organisation défectueuse a éclaté à tous les yeux dans la dernière guerre.

Dans ces conditions, l'Allemagne a cessé pour longtemps de craindre la Russie comme une rivale ; elle a au contraire la certitude de la maintenir dans sa dépendance.

Quant à l'Autriche, l'Allemagne s'est habituée dans ces derniers temps à la considérer comme un instrument de sa politique.

L'alliance austro-allemande fut d'abord une alliance défensive contre la Russie ; mais, depuis de longues

années déjà elle a perdu son importance à cet égard. Le rapprochement russo-allemand, déjà sensible depuis une quinzaine d'années, l'expansion de la Russie vers l'Extrême-Orient, sa passivité dans les Balkans, et par suite son entente avec l'Autriche dans les affaires de Macédoine, enfin son affaiblissement politique résultant de la guerre avec le Japon — tous ces faits ont enlevé à l'Autriche toute crainte d'une attaque de la part de la Russie. Or, c'est cette crainte qui avait été le point de départ de son alliance avec l'Allemagne. La raison d'être de cette alliance s'est donc effacée de plus en plus. Pourtant, l'alliance elle-même s'est resserrée chaque jour davantage, et dans les derniers temps les représentants officiels de la diplomatie autrichienne apprenaient au monde que c'était plus qu'une alliance ordinaire. Que ce rapprochement intime soit quelque chose de plus qu'une alliance, cela signifie non seulement qu'il intéresse la politique extérieure des deux empires, mais encore qu'il comprend une certaine sphère de relations intérieures. Sans se demander si, à ce dernier point de vue, l'union de l'Allemagne et de l'Autriche est seulement une union morale ou si elle s'appuie sur quelques engagements formels, il faut constater qu'elle est réellement très intime.

En dépit de tous les changements qui se sont produits en elle depuis Sadowa, l'Autriche est restée, par ses institutions et par son esprit, un État allemand. C'est en allemand que se traitent les affaires communes aux deux moitiés de la monarchie ; c'est

l'allemand qui, en dépit des réclamations ardentes des Hongrois, est resté la langue de l'armée ; c'est lui aussi qui, malgré les droits divers accordés aux autres langues du pays, est la langue officielle de la Cisleithanie. Allemande est la plus forte nationalité de l'Empire ; allemandes sont les sphères d'influence qui, malgré la durée du régime parlementaire, agissent sur la politique de l'Empire, et principalement les cercles des conseillers de confiance de la Couronne, la haute hiérarchie militaire et la bureaucratie centrale ; allemande est enfin la dynastie et toute la tradition de l'État. Le catholicisme, le sentiment dynastique, un siècle de rivalité au sujet de l'hégémonie en Allemagne, enfin les ambitions et les intérêts de Vienne considérée comme grande capitale allemande, séparent les Autrichiens de la Prusse ; il n'en est pas moins vrai qu'ils sont unis à elle par leur civilisation, par leur langue et la vie intellectuelle qu'elle exprime et qui leur est commune. Lorsque les tendances des peuples non allemands de la monarchie et surtout les aspirations tchèques commencèrent à menacer l'influence allemande, la lutte contre ces aspirations exalta le sentiment national et par suite renforça l'attraction qui les attirait vers le grand État national allemand créé par la Prusse. Les Allemands, habitant les territoires slaves limitrophes de l'Empire des Hohenzollern, sont par leur esprit très peu Autrichiens mais beaucoup plus Allemands du type prussien. Or, il s'est produit parmi eux un courant pangermanique qui,

en aboutissant presque au loyalisme envers les Hohenzollern et en jetant le mot d'ordre *Los von Rom*, menaçait déjà nettement l'existence même de l'Autriche. En effet, il semblait alors que l'antagonisme entre Allemands et Slaves allait désagréger l'Empire des Habsbourg et en amener le démembrement. Grâce à une évolution de la politique tchèque dans un sens plus conciliateur, cet antagonisme est entré dans une phase moins aiguë, et par là même le mouvement pangermaniste s'est affaibli. Mais le sentiment national allemand des Autrichiens, lui, ne s'affaiblit pas. Au contraire, il grandit encore à mesure que s'efface le souvenir des luttes contre la Prusse. Du jour où les questions maritimes et coloniales ont pris la première place dans la politique internationale, l'Autriche a reculé au second plan dans le concert des puissances ; et par suite les aspirations et les ambitions des Allemands d'Autriche ont trouvé une satisfaction et une compensation dans l'accroissement de la puissance de l'Allemagne ; c'est en elle, en effet, que les Autrichiens voient l'avenir du germanisme et ils prennent moralement part à tous ses triomphes. L'Autriche vit désormais sous le charme de la puissance de l'Allemagne, et, du reste, tout en excitant l'inquiétude des autres nations, cette puissance exerce sur les Allemands du monde entier une irrésistible attraction. Déjà, même, les Allemands d'Autriche commencent à adopter cette opinion que, dans l'avenir, leurs aspirations nationales venant à s'élargir et leurs

intérêts économiques se développant, ces aspirations et ces intérêts ne trouveront un débouché sur les grandes voies mondiales que sous la protection de la puissance politique, de l'armée et surtout de la marine de la monarchie des Hohenzollern.

Le rapprochement intime de l'Allemagne et de l'Autriche est, dans le sentiment des Allemands d'Autriche, un point d'appui pour leur germanisme ; pour beaucoup d'entre eux, c'est même le prélude d'une fusion politique complète avec le monde allemand. La crainte de la Russie est tombée dans le domaine du passé. C'est donc bien cette conviction qui est le principal fondement de l'alliance austro-allemande.

Dans cette alliance, l'Empire des Hohenzollern possède une prépondérance naturelle qui tient à sa puissance et à son caractère national germanique. Elle est moins la coordination de la politique de deux États que la subordination de la politique autrichienne à la politique prussienne. Cela se voit clairement dans l'attitude de la diplomatie autrichienne, qui, surtout hors d'Europe, joue souvent un rôle auxiliaire à côté de la diplomatie allemande. L'expansion de l'Autriche dans les Balkans est une expansion avant tout allemande, en ce sens que les Autrichiens y font des progrès, non en qualité de Hongrois, de Tchèques, etc., mais en qualité d'Allemands ; ceux qui d'Autriche vont dans ces contrées sont des Allemands, ne différant en rien des *Reichsdeutschen* (Allemands de l'Empire), et c'est avec ces *Reichsdeutschen* qu'ils y fortifient l'influence

allemande en général. Jusqu'aux chemins de fer autrichiens construits dans la direction des Balkans qui profitent à l'expansion économique allemande ; de plus en plus ils font le transit des marchandises allemandes, qui supplantent peu à peu l'importation autrichienne dans l'Empire ottoman.

L'Allemagne n'envisage pas l'Autriche comme un obstacle à son expansion vers le sud-est, mais plutôt comme un pont allemand réunissant Berlin avec Constantinople. Plus l'union entre les deux États se resserrera, plus ce rôle sera efficacement rempli par l'Autriche, et l'extension des influences autrichiennes dans les Balkans ne sera qu'une préparation à l'expansion allemande.

L'Autriche elle-même est l'objet d'une conquête allemande, et cette conquête, pour se poursuivre par des voies pacifiques, n'en avance pas moins rapidement. D'ailleurs, elle ne se produit pas seulement sur le terrain de la politique étrangère où la monarchie des Habsbourg est subordonnée à celle des Hohenzollern. Elle s'accomplit aussi à l'intérieur. Les institutions autrichiennes se modèlent par degrés sur celles de l'Empire allemand. La conquête nationale s'opère simultanément : la vie intellectuelle de l'Autriche se traîne de plus en plus dans la sphère de la vie proprement allemande ; les ligues pangermaniques, dont les comités sont en Prusse, en Saxe et en Bavière, déploient avec une grande liberté leur agitation dans les pays slaves de l'Autriche et dans le Tyrol italien.

Enfin la conquête économique fait, elle aussi, de rapides progrès : l'importation allemande constitue presque la moitié de toute l'importation en Autriche-Hongrie, y compris la Bosnie et l'Herzégovine ; en ce qui concerne spécialement les produits manufacturés, l'Allemagne, à elle seule, en importe au moins les deux tiers. Par contre, étant donné son développement industriel, l'Allemagne tend à devenir le consommateur exclusif des produits de l'agriculture austro-hongroise; elle en absorbe déjà la plus grande quantité, aussi les liens économiques se resserrent-ils rapidement entre les deux États, et ils peuvent aboutir à une union douanière qui serait la conséquence logique de ce processus.

Sans doute, il existe en Autriche des nationalités slaves qui ne voient pas sans crainte les progrès de cette conquête et qui voudraient les arrêter. Cette tendance a commencé à se manifester avec force dans les délégations autrichiennes, lorsque, du côté polonais et du côté tchèque, on s'est livré à la critique de la politique étrangère de l'Empire. Mais il est difficile de se faire illusion. Nous avons indiqué les bases générales sur lesquelles s'appuie la politique de l'Autriche; étant donné ces bases, un changement radical de cette politique est impossible. Ce qui est vraisemblable, c'est que les éléments slaves feront à l'alliance avec l'Allemagne une opposition plus énergique ; il en résultera avant tout un conflit intérieur aigu, dont les suites sont difficiles à prévoir. Ce qui complique encore la situation, c'est

l'attitude des Hongrois ; il est vrai que leur crainte d'une conquête allemande s'accentue de jour en jour; mais l'accroissement des forces de l'élément slave dans l'Empire présente pour eux un danger plus direct. Les Hongrois ont été les premiers promoteurs de l'alliance austro-allemande, et c'est en eux qu'elle a toujours trouvé son plus ferme soutien.

Appuyée sur l'Autriche devenue sa subordonnée, n'ayant rien à redouter de la Russie, l'Allemagne se hâta de développer en Turquie son influence politique et ses entreprises : tout portait à croire qu'elle tendait à s'y créer une situation semblable à celle de l'Angleterre en Égypte et à celle de la France en Tunisie, et qu'elle pensait à faire, dans l'avenir, de l'Empire ottoman un protectorat allemand.

L'imagination des partisans enthousiastes du pangermanisme, qui devancent peut-être d'un peu trop loin la pensée des hommes d'État de Berlin au point d'avoir déjà dans leurs plans englobé toute l'Autriche, courait à bride abattue à travers des possessions allemandes ininterrompues depuis Berlin jusqu'au golfe Persique et à Téhéran, ils entouraient la Russie à l'ouest et au sud, depuis la mer Baltique jusqu'à l'Asie centrale, de la frontière en demi-cercle de l'Empire allemand, et en même temps ils menaçaient l'Angleterre en Égypte et dans les Indes Orientales.

Les hommes qui dirigent la politique de Berlin et les entreprises allemandes en Turquie ne s'amusaient pas à combiner ces rêves fantastiques;

mais pratiquement, au contraire, ils poussaient en avant leur œuvre qui semblait présenter toutes les chances d'un succès ininterrompu.

Mais il se produisit des faits qui compliquèrent singulièrement la politique de l'Allemagne dans cette direction.

La révolution turque que, grâce à son organisation merveilleuse et à l'appui de l'armée, le parti libéral accomplit avec une maëstria incomparable, fut accueillie avec sympathie par l'Europe occidentale. Elle prit pour programme d'une part d'introduire ou plutôt de rétablir le régime constitutionnel, et d'autre part d'affranchir la Turquie des influences étrangères, surtout de l'influence allemande. L'Allemagne fut donc menacée de voir son influence à Constantinople contrebalancée par celle de la France et de l'Angleterre ; et, en effet, le nouveau Gouvernement turc entra aussitôt en excellentes relations avec ces deux puissances.

Après des années et des années d'un travail systématique savamment dirigé, dont le but était de conquérir la Turquie par son influence et d'exploiter à son profit la désorganisation du Gouvernement ottoman, l'Allemagne se trouva subitement en présence d'une situation entièrement changée. Le nouveau régime amena au Gouvernement des éléments jeunes et énergiques, inspirés de l'idée de régénérer l'État, de renouveler sa force et de le délivrer des influences des puissances étrangères ; il écartait les bases principales sur lesquelles s'appuyaient les plans de

la politique allemande à l'égard de la Turquie. La révolution fut menée si rapidement qu'on n'eut pas le temps d'organiser par l'intrigue la défense de l'ancien régime. L'Allemagne fut donc contrainte de montrer de la sympathie pour la Turquie constitutionnelle. Sympathie feinte, et l'on n'y ajouta guère foi en Europe, car la diplomatie allemande ne fut pas assez habile pour cacher entièrement sa mauvaise humeur. On pouvait donc s'attendre à ce qu'elle profitât de toutes les occasions pour ébranler l'autorité du nouveau régime aux yeux des Turcs eux-mêmes.

Il ne semble pas non plus que l'Allemagne soit bien satisfaite du nouvel esprit qui, dans ces derniers temps, s'est manifesté dans les sphères gouvernementales de l'Autriche. A côté du vieil empereur, son énergique héritier présomptif, l'archiduc François-Ferdinand, a commencé à exercer une notable influence sur la marche des affaires. Depuis ce moment, la politique autrichienne montre une plus grande activité ; elle devient plus entreprenante, et tend à s'inspirer davantage des intérêts et des ambitions de l'Autriche indépendants des intérêts de son puissant allié. Ce changement dans la politique autrichienne pouvait être prévu, car il devait nécessairement résulter de l'affaiblissement de la Russie. En présence du péril qui la menaçait de la part de la puissance russe, et poussée par ce péril même, l'Autriche s'était jetée dans les bras de l'Allemagne ; depuis, elle avait été astreinte à jouer le rôle d'instrument

de la politique de Berlin. Il est facile de comprendre que, du jour où la Russie eut dévoilé toute sa faiblesse, on cessa de la traiter en adversaire redoutable. Bien qu'en conservant sa tendance à maintenir son union intime avec l'Allemagne, l'Autriche montra des velléités de jouer un rôle plus indépendant sur l'arène internationale : elle parut désireuse de mettre à profit l'affaiblissement de la Russie et de ses difficultés intérieures, et de prendre à cette fin des initiatives plus énergiques dans la sphère des grands intérêts de la politique autrichienne, surtout dans les Balkans. Ces tendances s'étaient déjà manifestées avant la révolution turque par l'annonce de la construction du chemin de fer du Sandjak et par les bruits qui couraient sur son intention d'annexer la Bosnie et l'Herzégovine.

Une trop grande indépendance de la politique autrichienne serait fort incommode pour l'Allemagne. Aussi est-il permis de croire que cette puissance verrait avec plaisir apparaître un facteur politique qui l'arrêterait dans une certaine mesure et forcerait l'Autriche à tourner davantage les yeux du côté de Berlin. Ce pourrait être, par exemple, le réveil d'un violent antagonisme austro-russe qui suspendrait sur ces deux empires la menace d'un conflit à main armée.

Cependant, un nouveau facteur apparut réellement à l'horizon; contrairement aux vues de la politique de Berlin, il pouvait contribuer à un rapprochement austro-russe. C'était, sous une forme nouvelle, le réveil de l'idée slave.

L'idée de la solidarité slave ne date pas d'une époque récente. C'est dès la première moitié du dix-neuvième siècle qu'elle a pris naissance ; elle a été développée par les principaux représentants de la nation tchèque régénérée ; elle a été proclamée avec enthousiasme par de nombreux écrivains russes ; et même parmi les Polonais, malgré leur antagonisme historique avec la Russie qui a enlevé à leur patrie son existence politique indépendante, malgré la terrible oppression qu'elle a fait peser sur eux, cette idée a rencontré plus d'un ardent adepte. Toutefois, la nation polonaise, dans son ensemble, ne l'avait pas acceptée : elle ne pouvait la concilier avec sa lutte historique contre la Russie, et cette lutte était le fait dominant de sa vie politique. Ce qui l'en détournait aussi, c'était la complète dépendance morale des autres peuples slaves vis-à-vis de la Russie ; cette dépendance était très compréhensible, étant donné la faiblesse des peuples slaves et la puissance de l'Empire des tsars.

Ainsi le mouvement slave s'était propagé dans le monde slave tout entier à l'exception de la Pologne ; son idée maîtresse était celle d'un protectorat russe s'exerçant sur tous les Slaves, et son rêve d'avenir, la réunion de tous les peuples slaves sous le sceptre puissant du tsar de toutes les Russies.

Ainsi posée, la question slave flattait énormément le chauvinisme russe ; il la prit bientôt sous sa protection et la fit sienne. Il se fonda en Russie des « sociétés de bienfaisance slaves », qui étaient des

agences politiques par excellence. Disposant de fonds considérables, elles déployèrent une action énergique au milieu des Slaves de l'ouest et du sud. C'est sous leur direction que se façonna en définitive le « panslavisme » d'antan, qui concevait le monde slave comme une Russie grande et puissante, entourée de petits cousins pauvres destinés à devenir Russes, ce panslavisme qui parlait « des ruisseaux slaves devant aller se fondre dans la grande mer russe », et qui proposait au monde slave tout entier le triple idéal suivant : orthodoxie, autocratie et nationalité russe. La civilisation occidentale, la religion catholique et les organisations politiques fondées sur une constitution, étaient regardées comme incompatibles avec l'idée slave, comme hostiles au véritable esprit slave. Les Polonais étaient avec la Russie les seuls Slaves qui représentaient une grande force numérique et une individualité historique ; mais catholiques et élevés dans les principes de la civilisation occidentale, en lutte d'ailleurs contre la Russie au sujet de leur indépendance, ils furent déclarés traîtres à la cause slave et regardés comme ses ennemis acharnés. Le mot d'ordre des panslavistes fut la lutte contre les Polonais, la destruction de toute civilisation occidentale en Pologne, la persécution de toute idée de liberté politique, comme aussi celle de la religion catholique. Cette lutte leur semblait d'autant plus justifiée que les Polonais avaient adopté, à l'égard de l'idée slave ainsi conçue, une attitude radicalement hostile. La raison, d'ailleurs, de

cette attitude n'était pas seulement qu'ils devaient se défendre contre la rapacité russe. Ils ne reconnaissaient pas que Byzance fût pour la civilisation slave un berceau meilleur que Rome. Que s'ils occupaient une position exceptionnelle dans le monde slave, cette position consistait en ce qu'ils étaient plus Slaves, en ce qu'ils avaient conservé l'esprit slave plus que tous les autres. En effet, les petits peuples slaves de l'ouest avaient été assimilés politiquement par les Allemands ; les Slaves du sud étaient tombés sous l'influence des Turcs ; la Russie, alors qu'elle n'était encore que la principauté de Moscovie, s'était organisée sous l'influence des Tartares et Mongols venus d'Asie. Seuls, les Polonais avaient formé un grand État indépendant, et cet État, ils l'avaient animé de l'esprit slave et en même temps républicain. C'est d'ailleurs cet esprit qui, dans les conditions historiques de son évolution, fut la cause première de sa chute.

Ainsi, l'on peut dire qu'il existait deux idées slaves : l'idée polonaise et l'idée russe ; et grâce à la puissance politique de la Russie, c'était l'idée russe qui avait pris le dessus chez tous les autres peuples slaves.

On comprend que le panslavisme ainsi conçu était un instrument commode pour la politique de la Russie en Europe. Cette politique ne tendait-elle pas à s'ouvrir la sortie de la mer Noire, à s'emparer des détroits et d'une partie considérable de la presqu'île des Balkans, sans d'ailleurs renoncer nullement à

conquérir telle ou telle partie du territoire autrichien? Pendant un certain temps, la politique russe se servit de cet instrument avec beaucoup d'habileté. A vrai dire, elle ne s'inspirait que de ses propres intérêts politiques et nationaux; les intérêts des autres Slaves n'avaient pour elle aucune importance. D'autre part, en cédant les Serbes à l'Autriche, elle partageait avec elle les sphères d'influence dans la péninsule des Balkans. Enfin, pour des raisons faciles à comprendre, elle préférait voir l'Autriche elle-même soumise à l'hégémonie allemande. Mais tout cela ne l'empêchait pas de jouer le rôle de protectrice de tous les Slaves, à l'exception, toutefois, des Polonais, « traîtres à l'idée slave ».

La dernière guerre turco-russe, dans l'opinion du monde slave et de même pour beaucoup de Russes, avait pour but la délivrance des Slaves courbés sous le joug ottoman. Pour les panslavistes officiels et pour le Gouvernement, elle n'était en réalité qu'un préambule de l'occupation de la Bulgarie et de la prise prochaine de Constantinople. Fondée sur ce rôle, la politique russe sembla bien près d'une victoire définitive. Bientôt, cependant, elle rencontra en Bulgarie les obstacles que l'on sait ; la Triplice se constitua, et l'action de l'Allemagne contre les tendances de la Russie arrêta cette politique dite panslaviste dans sa marche triomphale.

A l'avènement de Nicolas II, la politique russe tourna son attention dans une direction opposée : elle s'égara dans l'Extrême-Orient ; alors le panslavisme,

si populaire autrefois, fut remplacé par le panasiatisme ; l'intérêt qu'on portait au monde slave en Russie s'affaiblit et les relations amicales entre la Russie et les autres pays slaves se relâchèrent considérablement. Pendant la guerre du Japon et durant la crise intérieure de l'Empire, on oublia les Slaves entièrement.

On ne se les rappela qu'après l'apaisement relatif de l'Empire, quand la pensée russe commença à analyser la situation qu'occupait l'État, comme puissance, dans le nouvel ordre de choses. Un professeur russe prit, en 1907, l'intiative de convoquer un Congrès slave. Alors un cercle politique important de Saint-Pétersbourg, composé en majorité de membres du parti gouvernemental des Octobristes, s'intéressa à cette affaire. Il envoya en Autriche un délégué pour inviter les Slaves autrichiens à venir assister à Saint-Pétersbourg à une conférence préliminaire, où serait discutée la question même du congrès.

Il semble bien que les cercles de Saint-Pétersbourg qui prirent cette initiative n'avaient aucun plan préconçu ; ils ne se rendaient pas compte de ce que la question slave pouvait être alors pour la Russie. Le plus grand nombre l'envisageaient sans doute encore à la façon des anciens panslavistes ; comme eux ils n'y voyaient qu'un instrument commode pour une politique russe purement égoïste ; ils ne regardaient point la cause de tous les Slaves comme la cause de la Russie, mais, au contraire, ils appe-

laient intérêt slave l'intérêt de la Russie même, quelle que fût d'ailleurs la manière de le comprendre. On ne se rendait pas compte que, du jour où on avait cessé en Russie de s'intéresser aussi vivement aux affaires des Slaves, il s'était produit également dans la situation de tout le monde slave, comme dans ses relations avec la Russie, un changement radical.

Parmi les peuples slaves, certains avaient conquis en Autriche leurs droits nationaux et la possibilité d'un développement indépendant ; les autres, qui, après la victoire de la Russie sur la Turquie, avaient obtenu leur complète indépendance politique, avaient vite marché de l'avant ; ils avaient réalisé de grands progrès dans le développement de leur civilisation et avaient affermi en eux-mêmes la conscience de leur individualité. Ils avaient appris à compter sur leurs propres forces et à user de ces forces dans la lutte pour l'existence nationale. En même temps, ils avaient appris à faire la critique de la politique de la Russie : les raisons ne leur manquaient pas pour tenir en suspicion sa sincérité à l'égard des Slaves, ne serait-ce, par exemple, que sa conduite à l'égard de la Bulgarie et l'entente austro-russe au sujet de la question de Macédoine. Au surplus, la défaite de la Russie dans l'Extrême Orient et sa crise intérieure, durant laquelle l'opinion des Slaves se montra sympathique au mouvement constitutionnel, rabaissèrent considérablement le prestige de cet Empire ; c'est que, jusqu'alors, les masses popu-

laires dans les pays slaves l'avaient regardé, dans leur naïveté, commé une puissance invincible.

Dans ces derniers temps, l'accroissement de la puissance de l'Allemagne et de son influence dans toute l'Europe orientale se fit sentir à tous les peuples slaves ; le péril allemand fut compris même par les Slaves du sud, qui jusqu'à ces derniers temps combattaient seulement contre le joug turc. Alors il devint clair, pour les hommes qui se rendaient compte de ce péril, qu'ils n'en seraient point préservés par la puissance militaire de la Russie, fût-elle aussi grande qu'on se l'imaginait auparavant. Cette conquête allemande pacifique, mais progressant d'une manière constante, avait trouvé sa force principale dans la supériorité de la civilisation de la nation allemande et de son organisation économique. Là où les peuples slaves, comme les Tchèques en Bohême et en Moravie ou comme les Polonais en Posnanie, avaient relevé le niveau de leur civilisation, là où ils avaient su créer une forte organisation économique, les progrès du germanisme se heurtèrent à des obstacles insurmontables. C'est pourquoi, dans la pensée slave des derniers temps, l'idée qui occupe la première place, est le relèvement des forces nationales des peuples slaves à la fois par le travail particulier de chacun et par la coopération de tous.

De plus, dans ces dernières années, les Polonais se sont mis à la tête des peuples slaves sur le terrain de la défense contre la pression du germanisme ;

et cette lutte, c'est dans le royaume de Prusse qu'ils l'ont entreprise, là où ils se trouvaient dans les conditions les plus difficiles, puisque le Gouvernement prussien, à l'aide des lois draconiennes que l'on connaît, s'efforce d'y exterminer la race polonaise. Alors, dans les pays slaves, on se rendit compte de l'importance capitale que pouvait avoir la nation polonaise pour l'avenir de la race slave. Autrefois, l'évolution du mouvement slave avait lieu sans la participation des Polonais ; aujourd'hui l'on a compris que dans ce mouvement leur place est au premier rang, et que le développement des forces nationales de la Pologne sert les intérêts du monde slave tout entier.

Quant aux Slaves autrichiens, de tous les Slaves, ce sont eux qui, depuis la transformation de la politique de la Monarchie des Habsbourg, ont fait le plus de progrès au point de vue de la civilisation et du développement économique. Ils ont acquis plus que tous une nette conscience de leur individualité nationale. Aussi ont-ils compris qu'il n'est pas dans leur intérêt que l'Autriche s'affaiblisse et tombe. Ils ont senti qu'ils doivent au contraire tendre à y consolider l'influence slave. Or, ce résultat ne saurait être obtenu que par la consolidation de l'Empire lui-même et par son affranchissement de l'influence allemande.

Toutes ces transformations survenues dans le monde slave n'étaient pas suffisamment connues de l'opinion russe ; pendant plusieurs années elle avait dirigé son attention d'un autre côté. Aussi, lorsque

les représentants des Slaves autrichiens se rendaient à Pétersbourg sur l'invitation du Comité au printemps de l'année 1908, ayant à leur tête l'éminent parlementaire tchèque Charles Kramarz, ils ne trouvèrent pas le terrain préparé. M. Kramarz était connu pour ses sympathies à l'égard de la Russie ; il en était de même de ses compagnons. Aussi, n'y eut-il rien de plus inattendu pour la majorité des Russes présents à la conférence, que les déclarations de l'homme d'État tchèque. Ces déclarations peuvent se résumer dans les quelques points suivants :

1° Le mouvement slave actuel doit s'appuyer sur le principe de l'égalité de toutes les nations slaves et doit se proposer pour but, non pas la fusion de tous les Slaves en une seule nation, mais le développement de l'individualité de chacun des peuples slaves, le relèvement de ses forces nationales, et la coopération de toutes les nations slaves à un but commun, à savoir leur progrès général et la défense contre le germanisme militant.

2° Le mouvement slave ne se tourne pas contre les États existants ; il ne tend pas à modifier leurs frontières, ce qui veut dire que les Slaves d'Autriche veulent rester citoyens autrichiens en tendant à rapprocher l'Autriche des autres États slaves.

3° La question la plus importante à l'heure actuelle pour le monde slave est le règlement du conflit polono-russe au moyen d'un changement apporté à la politique russe en Pologne, attendu que cette politique entrave aujourd'hui le développement des

forces de la nation polonaise, et affaiblit cette nation dans la lutte contre le germanisme en préparant ainsi la conquête de la Pologne par les Allemands.

Cette façon de formuler les principes et les tendances du nouveau mouvement slave prit une force encore plus grande, lorsque les délégués polonais qui prenaient part à la conférence déclarèrent qu'ils regardaient l'époque actuelle comme un tournant de l'histoire de leur nation. La Pologne, qui, pendant plusieurs siècles, avait lutté principalement à l'est (contre les Tartares, les Turcs et les Moscovites), qui, après les partages, avait employé ses forces principales à s'insurger contre la Russie, voyait aujourd'hui, en présence de la puissance allemande, sa tâche principale à l'ouest, dans la défense contre le germanisme. D'ailleurs, elle avait lutté contre lui dès sa naissance, en s'organisant comme État polonais sur les limites de l'Empire germanique. Dans cette lutte, les Polonais regardent comme leurs alliés les nations slaves qui sont forcées de la soutenir pour leur propre compte, et c'est pourquoi cette idée de la solidarité slave, les Polonais l'acceptent, ils se mettent à son service et ils continuent à la soutenir sans réserves.

A la suite de cette déclaration faite par l'auteur de ce livre, en sa qualité de chef de la représentation polonaise à la Douma, il ne restait plus qu'à déterminer la position que prendraient les Russes en présence de ce nouveau programme slave. C'était un problème des plus difficiles, surtout au point de vue de la question polono-russe. En effet, si les repré-

sentants des partis libéraux se déclarèrent très nettement pour l'entente polono-russe sur la base de la reconnaissance des droits nationaux des Polonais, et en particulier de l'autonomie du Royaume de Pologne, ceux des partis qui constituent la majorité de la troisième Douma, la Douma actuelle, esquivaient toujours toute réponse catégorique.

Il se tint une seconde conférence à Prague en juillet 1908 ; tous les peuples slaves y envoyèrent des délégations, à l'exception des Ruthènes (Ukrainiens) de Galicie, qui font une politique germanophile. La question polonaise y fut encore une fois placée au premier plan, et les représentants de toutes les nationalités la soulignèrent comme ayant la plus grande importance pour l'avenir de tout le monde slave.

Quant aux Russes, leur position, ne fut pas nettement définie. Cependant, la délégation russe déclara, en termes très généraux, qu'elle regardait comme nécessaire que toutes les nations eussent la « liberté de développer leurs caractères nationaux ». En réponse à cette énonciation, la délégation polonaise, composée de représentants de toutes les parties de la Pologne[1] déclara que, d'après elle, l'Empire russe ne serait puissant qu'à la condition de fonder son organisation politique sur les principes de la liberté et de la reconnaissance des droits des nations qu'il contient, et en particulier de la nation polonaise.

1. Excepté, toutefois, les Polonais de Posnanie, qui ne purent y prendre part officiellement à cause de leur position vis-à-vis du Gouvernement prussien.

Entendu dans ce sens, ajoutèrent-ils, le progrès de la Russie sert les intérêts de tout le monde slave.

Ces deux conférences, celle de Prague et celle de Saint-Pétersbourg, où furent soulevés les projets d'une exposition slave, d'une banque slave, de l'organisation du journalisme slave, etc., ont préparé le terrain pour le développement d'un mouvement nouveau. Mais l'avenir de ce mouvement et son caractère dépendront principalement de l'accueil plus ou moins favorable qu'il trouvera en Russie et de l'adhésion que l'opinion publique donnera à son programme.

On comprend aisément que ce réveil de la pensée slave et que sa nouvelle direction a été pour l'Allemagne tout ce qu'il y a de plus désagréable. En effet, il y a deux choses que la politique allemande redoute également : 1° que la politique russe en Pologne ne soit modifiée, cette modification étant de nature à préparer un terrain propice à une entente russo-polonaise ; et 2° que l'Autriche n'échappe à son influence et ne se rapproche de la Russie. Ce serait la ruine de tout le système de la politique allemande dans l'orient de l'Europe.

Aussi était-ce l'instant où un conflit entre la Russie et l'Autriche était désirable pour l'Allemagne. Ce conflit eût créé un danger de guerre entre ces deux empires, et forcé l'Autriche à resserrer les liens qui l'unissent à Berlin. Rendre ce conflit inévitable était certainement le but des diplomates allemands inquiets de l'indépendance un peu trop grande de l'Au-

triche dans sa politique des Balkans. Ce but a été habilement atteint par l'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine : cette annexion était d'ailleurs l'inévitable conséquence d'une occupation qui datait de trente ans ; mais elle a été accomplie, comme à dessein, de manière à exciter la plus grande irritation possible.

Les slavophiles russes n'ont pas encore renoncé à leurs anciennes ambitions panslavistes ; ils sont toujours prêts à regarder le monde slave tout entier comme n'existant que pour la Russie et ne devant servir qu'à ses seuls intérêts. Ils ont éprouvé un mécontentement qu'il est facile de s'expliquer. Humiliés dans leur orgueil national parce qu'on n'a pas tenu compte de la Russie sur le terrain de ses aspirations historiques, ils ont déployé une agitation qui pouvait facilement conduire à la guerre, si la Russie s'y était sentie préparée. Dans l'affaire de Bosnie et d'Herzégovine, le Gouvernement avait des engagements antérieurs envers l'Autriche ; il se trouva donc dans une situation difficile et dut calmer l'opinion publique surexcitée, pour ne pas se trouver dans une impasse ; mais il reconnut, néanmoins, qu'il avait des raisons d'adopter une attitude fortement anti-autrichienne.

Il s'est ainsi produit entre l'Autriche et la Russie un antagonisme aigu qui ne s'apaisera pas de sitôt et qui répond parfaitement aux vues de l'Allemagne. Il y a toutes sortes de raisons de croire que le cabinet de Berlin l'attise des deux côtés. A l'Autriche, il fait

entrevoir la perspective de nouvelles conquêtes à l'Est aux dépens de la Russie affaiblie. A la Russie, il donne l'espérance d'un démembrement futur de l'Autriche, et il est de fait qu'à Saint-Pétersbourg même certains hommes d'État sérieux s'entretiennent de ce démembrement.

Cet antagonisme contre l'Autriche, récemment réveillé, a exercé une influence funeste sur le développement du mouvement slave en Russie. Après l'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine, les néo-slavistes ont fait remarquer à leurs compatriotes la faiblesse de la Russie à l'ouest ; ils ont montré que l'unique moyen de la fortifier était de soutenir résolument une politique franchement slave, de s'entendre avec les Polonais, pour relever le prestige de la Russie dans tout le monde slave. Les panslavistes de la vieille école se sont bornés à une forte propagande contre l'Autriche qui ne pouvait aboutir qu'à diviser les Slaves en deux camps. Ceux-là mêmes qui se déclaraient hostiles à toute concession en faveur des Polonais dans l'Empire russe, versaient des larmes sur la situation « des malheureux frères slaves » de Bosnie.

A mesure que s'accentuait l'antagonisme de la Russie et de l'Autriche, la conviction se développait chez la plupart des Russes qu'il fallait se rapprocher de l'Allemagne, car, selon l'opinion générale, la frontière ouest de l'Empire est aujourd'hui à sa merci.

Un changement de la politique russe en Pologne sous l'influence d'un nouveau courant slave n'entre

certainement pas dans les vues de l'Allemagne, du moins un changement sérieux et durable. Elle s'en juge garantie par les progrès de l'étroit nationalisme russe et par le regain de force de la bureaucratie après la répression du mouvement révolutionnaire. De plus, la Russie, affaiblie par les événements des derniers temps en est d'autant plus subordonnée à l'Allemagne dans sa politique intérieure. Si nous sommes bien informés, il existe entre la Russie et l'Allemagne une convention secrète relative à la Pologne. Conclue en 1862, sous la forme de convention russo-prussienne, elle avait trait à l'attitude que les deux États devaient prendre en cas d'insurrection sur les territoires polonais ; on l'aurait transformée, après la guerre franco-prussienne, en une convention russo-allemande obligeant les deux États à suivre le même système dans leur politique à l'égard des Polonais. Il y a de fortes raisons de croire qu'elle a été renouvelée après la guerre russo-japonaise, peut-être à Swinemünde en 1907.

Pour l'Allemagne, la question polonaise dans l'Empire russe possède actuellement une importance de premier ordre. La demande faite par les Polonais de l'autonomie du Royaume et le déploiement dans ce pays d'une énergie nationale assez prononcée a jeté l'alarme dans l'opinion allemande. C'est que ce pays est la partie de la Pologne la plus importante et la plus forte au point de vue national. S'il était affranchi de l'oppression où il vit aujourd'hui, il en résulterait pour les Polonais la possibilité de

développer leurs forces nationales et par là même diminueraient pour l'Allemagne les chances de s'installer un jour victorieusement sur la Vistule. De plus, la répercussion ne manquerait pas de s'en faire sentir sur les Polonais de Prusse dont l'énergie serait désormais soutenue dans leur lutte contre le flot du germanisme. La question prend une importance encore plus grande, si l'on pense à l'influence qu'exercerait sur les relations polono-russes la satisfaction accordée aux réclamations polonaises, et à l'élément entièrement nouveau qu'introduirait forcément dans la politique extérieure de la Russie une entente polono-russe. L'Allemagne n'a donc que trop de motifs pour maintenir la Russie dans la voie d'une politique radicalement anti-polonaise.

A vrai dire, les dirigeants de la politique allemande sont trop bien informés de l'état actuel de la Pologne pour ne pas comprendre que la question polonaise surgira tôt ou tard, et que le moment où elle fera son apparition n'est même pas éloigné. Néanmoins, il est de leur intérêt d'éloigner ce moment le plus possible et de gagner du temps pour avancer la germanisation de la Posnanie. « Notre situation géographique et le mélange des deux nationalités dans les provinces de l'est, sans oublier la Silésie, nous force à retarder, autant que possible, l'ouverture de la question polonaise [1], » a dit Bismarck dans son testament politique ; or, les hommes d'État allemands d'aujour-

1. *Pensées et Souvenirs*, chap. XV.

d'hui ont bien plus de raisons que lui pour se conformer à ce principe.

On peut se faire une idée du caractère de la pression qu'exerce à cet égard le cabinet de Berlin, en lisant les journaux allemands semi-officiels, qui expriment d'ordinaire fidèlement ses intentions. Leurs affirmations sont catégoriques. A l'époque où la question scolaire était à l'ordre du jour dans le Royaume, la presse allemande publia, à ce sujet, des déclarations formelles. Elle déclara que si l'on introduisait la langue polonaise comme langue d'enseignement dans les écoles officielles du Royaume, ce fait serait regardé en Allemagne comme une provocation de la part de la Russie. On peut juger par là du genre de menaces auquel on aurait recours si l'on commençait à traiter sérieusement dans les sphères gouvernementales russes la question de l'autonomie polonaise.

En 1907, M. de Bülow a bien affirmé devant le Parlement que le Gouvernement impérial ne se mêlait pas de la question polonaise en Russie parce que c'étaient là les affaires intérieures d'une voisine. Mais cette déclaration ne peut être regardée que comme un acte de correction diplomatique. Du reste, même s'il entrait dans les vues du cabinet de Berlin d'avouer officiellement une intervention de ce genre, la Russie ne se regarde pas encore comme un État semblable à la vieille Turquie, et les relations russo-allemandes ne gagneraient rien à ce qu'on traitât les affaires du Royaume de Pologne au Reichstag

comme on y traitait autrefois la question de Macédoine. La bureaucratie russe peut perdre la Russie et la faire descendre à un niveau aussi bas que la Turquie ; mais elle s'est toujours souciée de sauver ses apparences de grandeur et de puissante situation européenne.

La question polonaise resserre définitivement le lien qui s'est établi entre la politique de l'Allemagne et la bureaucratie russe. Cette bureaucratie est toute-puissante ; elle est protégée par les inébranlables principes du Gouvernement monarchique dans son acception autocratique ; ce Gouvernement, concevant un empire national dans le sens « vrai russe », où l'élément grand-russe constitue la moitié de sa population, et représente la nation proprement dite, impose sa langue à tout ce qui n'est pas lui, au grand profit de la bureaucratie qui agit en son nom. Beaucoup de chauvins, aux instincts rapaces, assez naïfs pour ne pas comprendre que la nation russe est incapable d'assimiler des éléments étrangers qui lui sont supérieurs par leur civilisation, sont éblouis par les dehors « de la grande Russie indivisible ». Ils ne voient pas qu'en réalité son indivisibilité consiste tout entière dans sa centralisation administrative et dans sa police, qui refoulent et dissimulent les courants séparatistes. Or, ces chauvins soutiennent le Gouvernement bureaucratique et sa politique de rapprochement avec l'Allemagne.

Le nationalisme russe, qui prend souvent le nom

de patriotisme « vrai russe », était sous Alexandre III nettement anti-allemand ; aujourd'hui, il se pose en allié de la politique allemande. Ce changement de front vient de ce que pendant les dernières années il est devenu plus positif ; il s'est aperçu que l'Empire russe est bien moins russe dans sa composition qu'il ne lui avait semblé ; il a perdu ses illusions sur sa propre force. Aujourd'hui, il est évident que cet Empire serait incapable de s'opposer à l'Allemagne ; il ne pourrait jouer un grand rôle dans la politique extérieure que s'il cessait d'être exclusivement grand-russe et s'il devenait plus slave. Mais, pour cela, il faudrait qu'il changeât sa conception, née dans la seconde moitié du siècle dernier, d'un patriotisme passif et paresseux chez lui, avide et destructeur chez les autres ; il faudrait aussi qu'il modifiât sa conception du rôle de l'État et qu'il comprît que son seul but n'est pas de nourrir des fonctionnaires. Or, il lui est difficile de se défaire de ces idées. Et c'est pourquoi le patriotisme « vrai russe » préfère avoir une Russie faible à l'extérieur, dépendante de l'Allemagne, pourvu qu'à l'intérieur il lui soit possible de gouverner à sa guise et de vivre en exploitant tout ce qui n'est pas russe.

L'Allemagne possède en Russie pour son influence une base extrêmement solide, si solide que l'influence allemande a toutes les chances de s'accroître jusqu'à aboutir graduellement à la conquête de la Russie, et à faire de l'Empire russe une « sphère d'intérêts allemands ».

L'Allemagne est plus développée que sa voisine au point de vue économique. Aussi a-t-elle toujours trouvé en elle un marché naturel d'exportation. Son importation y a rapidement grandi, et aujourd'hui, elle constitue près de la moitié de l'importation totale en Russie. Dans l'avenir, étant donné la situation critique de l'Empire au point de vue politique, et sa dépendance inéluctable à son égard, elle pourra très probablement obtenir des traités de commerce qui contiendra pour elle beaucoup plus d'avantages. Cette idée d'une conquête économique de la Russie occupe une place essentielle dans les vues allemandes, et, pour atteindre ce but, Berlin serait certainement disposé à faire des concessions politiques formelles, fût-ce même dans la question de ses influences dans les Balkans. Les richesses naturelles de la Russie lui permettent de développer rapidement sa propre industrie ; mais la situation intérieure de l'État, son organisation défectueuse, sa législation industrielle, l'absence des libertés constitutionnelles indispensables à la vie économique moderne, enfin le caractère de ses fonctionnaires appliquant et exploitant sans contrôle des lois et des décrets de toute sorte, entravent énormément tout progrès dans cette voie. L'anarchie des derniers temps a fortement ébranlé l'industrie, surtout dans le Royaume de Pologne, où elle se trouve dans des conditions plus compliquées. Si le système actuel de gouvernement est maintenu plus longtemps, il est infiniment probable qu'on assistera à des explosions d'anarchie périodiques

qui entraîneront la désorganisation de branches entières de l'industrie.

En effet, la période des grèves générales et de la terreur des fabriques a laissé des traces profondes. dans le monde du travail. On peut même se demander si, dans les conditions d'existence présentes, les relations des ouvriers reviendront jamais à un état normal. L'opinion publique en Pologne est convaincue que le mouvement anarchique, qui a désorganisé la vie industrielle dans le Royaume, était soutenu par des fonds envoyés d'Allemagne, et l'on est forcé de reconnaître que tout porte à le croire.

Pour l'Allemagne, la prise de possession de la Russie par ses influences politiques est une question d'une importance capitale, et l'affaiblissement actuel du voisin de l'est ouvre un large champ à ces influences. Elle dispose à cet égard de ressources que ne possède aucun autre État.

Le fait même qu'elle est le plus puissant État militaire limitrophe de l'Empire russe, que celui-ci possède sur leur frontière commune un territoire polonais dont toute la population est indignée du régime qu'on lui applique, place la Russie dans sa dépendance.

Les postes importants dans la machine gouvernementale russe sont occupés, en grande partie, par des Allemands russes ; leur influence fut ébranlée à l'époque d'Alexandre III, mais elle est maintenant rétablie. Ils ont une tendance naturelle à appuyer l'ancienne politique traditionnelle fondée sur l'u-

nion intime avec Berlin. Ils recherchent l'amitié la plus étroite entre la Russie et l'Allemagne, ce qui signifie, dans les circonstances actuelles, la subordination de la première à la seconde ; et il est dans leur propre intérêt d'agir ainsi, car ils se souviennent encore du temps où, par suite de l'antagonisme russo-allemand dans la politique étrangère, les Allemands étaient persécutés à l'intérieur de l'Empire, et où on leur enlevait leur situation influente dans le gouvernement.

Enfin, l'Allemagne possède à Saint-Pétersbourg une représentation diplomatique plus forte que les autres puissances. A côté de l'ambassade allemande, on y trouve un « plénipotentiaire militaire attaché à la personne de Sa Majesté l'Empereur de Russie ». Cette place est toujours occupée par un général de l'armée prussienne. C'est Frédéric-Guillaume III qui créa cet élément spécial de la représentation. C'était pour lui un moyen d'avoir un homme de confiance près de l'Empereur. Ce plénipotentiaire est resté supprimé pendant longtemps, mais on l'a rétabli il y a quelques années. Conformément à la tradition, il ne communique pas avec le ministère des Affaires étrangères, mais avec le roi de Prusse lui-même, actuellement avec l'empereur d'Allemagne, à l'aide de lettres autographes. Il sert ainsi de trait d'union entre les deux monarques, et ce trait d'union prend une importance toute spéciale quand le trône d'Allemagne est occupé par un diplomate couronné tel que Guillaume II. L'histoire des relations prusso-

russes atteste que ce plénipotentiaire a été souvent employé non seulement pour les affaires militaires, mais aussi pour les négociations politiques.

Toute l'Europe centrale et orientale est aujourd'hui pour l'Allemagne un champ où elle travaille en vue de l'avenir et où elle exerce en même temps une action politique énergique. Les méthodes qu'elle emploie ne sont d'ailleurs souvent connues que de la politique allemande elle-même.

Sur ce terrain, l'influence allemande se développe rapidement, et l'Allemagne poursuit sa conquête pacifique. Les voies de cette influence, la portée de cette conquête sont souvent insaisissables, même pour les hommes politiques ; elles ne rentrent en effet dans aucune des catégories ordinaires présidant à nos raisonnements sur la politique internationale : aujourd'hui encore, quand le système d'ententes internationales conclues autour de l'Allemagne et à son exclusion, semble l'immobiliser dans sa politique envahissante, la conquête pacifique allemande fait des progrès plus rapides que jamais, et prépare une situation dans laquelle l'Allemagne n'aura à faire face que d'un côté, à l'ouest. Possédant ainsi une puissance continentale inconnue jusqu'à ce jour, bien qu'avec une force maritime de second ordre, elle sera capable de jouer en Europe le rôle de l'Empire romain du moyen âge.

C'est en vue de ce résultat que travaillent non seulement les 60 millions d'hommes qui vivent sous

le sceptre de l'empereur Guillaume II, mais tous les Allemands du monde. La nation allemande a toujours envoyé dans les pays étrangers un plus grand nombre d'émigrants que les autres nations. Nous ne parlons pas ici de l'émigration allemande en masse, celle qui, dans le cours du dix-neuvième siècle, a donné à l'Amérique du Nord environ six millions d'Allemands ; elle a cessé vers la fin du siècle, par suite du développement industriel de l'Allemagne qui attire maintenant des immigrants chez elle. Indépendamment de cette émigration, il en existait depuis longtemps et il en existe encore aujourd'hui une autre, particulière à l'Allemagne. C'est celle d'hommes de différentes professions qui vont s'établir dans les pays étrangers, où ils s'acclimatent avec une incroyable facilité. Ce qui la favorise, c'est l'âme allemande, qui ramène plus qu'aucune autre l'intérêt de la vie au seul bien-être matériel, et qui est étrangère au regret de la patrie absente. Autrefois ces émigrés se fondaient facilement dans le milieu où ils se trouvaient, et tous les pays possèdent aujourd'hui de nombreux citoyens dont les noms seuls attestent encore l'origine allemande. La Pologne, qui en a plus peut-être que n'importe quel autre pays, a trouvé dans cet élément des travailleurs vaillants, civilisés, bons citoyens polonais, qui parfois même sont pour leur entourage un modèle de patriotisme. Mais depuis la fondation de l'Empire le caractère de cette émigration s'est transformé. Les nouveaux résidents allemands dans les pays étrangers ont derrière eux une

métropole puissante. Bismarck, en son temps, a proclamé ce principe qu'un Allemand qui accepte une autre nationalité ne cesse pas pour cela d'être citoyen allemand, et ce principe est aujourd'hui généralement adopté. Un Allemand en s'établissant dans un pays étranger, ne rompt pas avec la grande patrie, dont le rôle dominateur dans l'avenir ne fait pas de doute pour lui ; il est fier de cette patrie ; il voit l'avantage qu'il y a à lui appartenir ; il se regarde comme un instrument de la conquête qu'elle poursuit ; parfois, il est un agent formel, sinon de son Gouvernement, au moins d'une des ligues allemandes qui étendent leur activité au delà des frontières de l'Empire. Les Allemands sont déjà certains aujourd'hui que les hommes de noms allemands habitant à l'étranger sont des citoyens de leur patrie [1].

Un symptôme significatif de ces derniers temps a été la recrudescence du mouvement colonisateur des Allemands à l'est. Il avait subi un arrêt pendant les trente dernières années. Cet arrêt provenait d'abord de ce que toute l'émigration allemande s'était dirigée vers l'Amérique ; il résultait ensuite du développement industriel de l'Allemagne qui arrêta presque entièrement l'émigration. Dans les derniers temps, sans parler de la colonisation en Posnanie qui s'ac-

1. A la veille des dernières élections au Reichstag, un nombre considérable d'habitants de Varsovie, Polonais, mais portant des noms allemands, reçurent des lettres signées par M. Bassermann (chef du parti national-libéral) les engageant, au nom du patriotisme, à verser leur cotisation à la caisse électorale de ce parti.

complit à grands frais depuis nombre d'années, nous voyons du côté allemand des efforts de colonisation dans l'empire russe, surtout dans les provinces baltiques et dans le Royaume de Pologne. Ce fait ne remonte qu'à une époque toute récente ; il s'est produit après la guerre du Japon. Dans le Royaume de Pologne, l'opinion publique a été alarmée en voyant des Allemands acquérir une quantité de terrains et les coloniser avec une grande énergie, surtout dans certains districts du Nord situés sur la frontière de Prusse. Cette colonisation laisse même constater un certain plan méthodique, et il est hors de doute que les acquéreurs de biens profitent du crédit qui leur vient de Berlin.

Étant donné la politique russe en Pologne, elle a de fortes chances de succès. De plus, en comparaison avec les Polonais, les Allemands, dans le Royaume, sont un élément privilégié. Ils possèdent des sociétés de gymnastique, de tir, etc. ; les Polonais ne peuvent en avoir. Ces sociétés organisent des défilés dans les rues, avec des armes ; si les Polonais se permettaient d'en faire autant, ils seraient à coup sûr condamnés à la prison. Enfin la langue allemande y est plus respectée que le polonais : les représentants de l'autorité russe s'en servent publiquement dans leurs relations avec les Allemands du Royaume. Au contraire, il leur est défendu d'employer la langue polonaise.

Ainsi, au delà de la frontière orientale de l'empire allemand, l'élément germanique croît sans cesse en

nombre, s'organise de plus en plus fortement et constitue l'avant-garde de la conquête future.

Une avant-garde de ce genre, et si bien organisée, est un avantage propre à l'Allemagne ; aucun autre État étranger ne le possède pour le moins en Europe ; aucun n'a la possibilité de pratiquer, par les méthodes allemandes, une conquête pacifique, de fortifier systématiquement ses influences partout où cela est exigé par l'intérêt de l'État et de la nation.

Les adversaires de l'Allemagne regardent souvent comme son côté faible ce qui constitue sa force. Il arrive en effet d'entendre dire que la source de sa faiblesse réside dans la différence politique des parties constitutives de l'Empire, dans ce fait que chacune a sa tradition historique et tend à une sorte de séparatisme. Mais on s'exagère ce séparatisme qui s'affaiblit de plus en plus ; en revanche, l'organisation fédérale, avec le régime gouvernemental que possède l'Allemagne, laisse la direction politique entre les mains de la Prusse, et cela lui assure cette tension d'énergie agressive qui a toujours caractérisé la politique prussienne, cette logique de fer des Frédéric II et des Bismarck.

Nous entendons souvent dire que le socialisme allemand changera bientôt le caractère de cet État en le démocratisant et en lui enlevant son esprit de conquête, ou sinon qu'il l'affaiblira par la lutte inté-

rieure. On est porté à juger le socialisme allemand d'après le socialisme des autres pays, et l'on ne songe pas que le matérialisme pratique des Allemands rend leur socialisme lui-même de plus en plus positif. Il est, à un bien plus haut degré que dans les autres pays, l'expression d'intérêts positifs et non des principes et des doctrines abstraites, dont l'on se sert principalement pour des buts pratiques. Les ouvriers allemands comprennent qu'en s'organisant en parti ouvrier distinct, ils acquièrent la possibilité de défendre les intérêts de leur classe aussi bien dans les relations économiques que dans la législation de l'Empire. Mais, à mesure que l'instruction politique progresse, ils se rendent compte, de plus en plus nettement, des avantages que leur donne l'expansion commerciale de l'Allemagne ; ils comprennent que cette expansion constitue la base de son développement industriel, ainsi que la puissance extérieure de l'État en est la condition indispensable. Par suite, les masses ouvrières se laissent gagner de plus en plus à la politique coloniale et au militarisme ; elles savent déjà mettre, elles-mêmes, un frein à leur opposition quand cette opposition peut faire obstacle aux buts poursuivis par l'État — les dernières élections au parlement en sont un témoignage. Les chefs socialistes, même ceux qui sont inféodés à certaines doctrines, sont obligés de compter avec cette disposition des masses qu'ils partagent d'ailleurs généralement — et nous en avons eu la preuve dans les discussions et dans les résolutions relatives au milita-

risme et à la politique coloniale au congrès socialiste de Stuttgart (en 1907).

En revanche, il ne faut pas l'oublier, c'est en Allemagne qu'est née la doctrine de la lutte de classes avec le mot d'ordre : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! » de même qu'en France est née la doctrine des droits de l'homme avec la devise : « liberté, égalité, fraternité. » Tous ceux qui, en Europe, aspiraient à la liberté, avaient, il y a un siècle, les yeux tournés vers la France d'abord républicaine puis napoléonienne ; de même, aujourd'hui, les socialistes de tous les pays ont les regards fixés sur la social-démocratie allemande, qui n'aura jamais, espérons-le, sa période napoléonienne ! C'est en Allemagne que réside l'état-major de la social-démocratie européenne; c'est de là que les organisations dépourvues de ressources et les organes de la presse reçoivent des secours; c'est de là qu'on aide matériellement des grèves et des mouvements révolutionnaires qui ne tournent pas toujours à l'avantage du pays où ils se produisent. Le mouvement socialiste, en Europe, est, pour ainsi dire, un mode de colonisation allemande par l'idée, et le travail des socialistes allemands est un moyen de répandre l'influence allemande dans les autres pays, non qu'ils se soient proposé ce but d'une façon consciente, mais parce que tel est le résultat de leur action.

Cette œuvre de conquête systématique de l'Europe orientale, que l'Allemagne poursuit simultanément sur tant de terrains différents, avec des moyens et

des méthodes d'action si nombreux et si variés, prend en un point surtout la forme d'une lutte acharnée, irréconciliable : c'est en Pologne.

Dans la mosaïque ethnographique que présentent les territoires des peuples slaves de l'ouest et du sud, — où du reste à côté des Slaves, vivent les nations hongroise et roumaine — vingt millions de Polonais habitant en masse compacte le territoire de la Pologne proprement dite et étendant l'influence de leur civilisation bien au-delà de ses limites, constituent le groupe national le plus fort. Avec leur tradition historique de dix siècles, avec leurs richesses intellectuelles, ils présentent une forte individualité nationale qu'on ne saurait assimiler. A l'aurore de leur histoire, ils ont résisté au Saint Empire Romain, et c'est dans leurs luttes avec lui qu'ils ont organisé leur grand État slave. C'est la chute de la Pologne qui a fait la puissance de la Prusse, autour de laquelle s'est groupée l'Allemagne actuelle; la renaissance de la Pologne, sa réapparition dans le rôle de facteur politique serait une digue opposée à la conquête allemande à l'est, et la suppression du rôle dominant que la Prusse joue dans l'Empire allemand. Aussi la politique prussienne comprend, qu'entre elle et les Polonais, il n'y a pas de compromis possible.

L'activité polonaise, en quelque lieu qu'elle se manifeste, fait obstacle aux grands projets du cabinet de Berlin. Le triomphe des tendances polonaises en Russie marquerait l'entente des deux grands peuples slaves, et par suite un nouveau courant activerait

la vie intérieure de l'Empire, et sa politique extérieure. Celle-ci, devenant sincèrement slave, acquérerait des bases solides à l'ouest. Si, en Autriche, les Polonais exerçaient une plus grande influence, leur politique commencerait par rendre la monarchie des Habsbourgs indépendante de l'Allemagne ; elle y arrêterait les progrès de la conquête allemande. Enfin, si le polonisme prospérait dans les provinces prussiennes, le germanisme conserverait ses frontières anormales à l'est, là où la Prusse a sa base véritable, la base sur laquelle elle s'appuie pour dominer l'Allemagne ; la Prusse perdrait l'espoir d'occuper, dans l'avenir, de nouveaux territoires polonais qui constituent pour elle une nécessité géographique.

C'est dans les Polonais que la politique de Berlin, tendant à s'emparer de l'Europe orientale et à maintenir l'hégémonie de la Prusse en Allemagne, voit son principal obstacle. De là, la déclaration officielle de M. de Bülow il y a quelques années à la diète prussienne, que la question polonaise est de toutes la plus grave pour la Prusse. De là, l'affirmation, souvent répétée dans la presse allemande, que les Allemands combattent, non seulement les Polonais de Prusse, mais toute la nation polonaise.

L'attitude à l'égard de la nation polonaise est en Allemagne franchement et nettement posée. Les Polonais sont l'ennemi auquel on déclare une guerre sans merci, une guerre d'extermination. Cette œuvre de destruction est poursuivie ouvertement avec

une franchise brutale sur les territoires polonais appartenant à la Prusse. Dans les États voisins, l'action allemande contre les Polonais se produit par des voies secrètes. En Russie, elle profite de l'influence exercée par Berlin sur les sphères gouvernementales. En Autriche, l'organisation de l'État et la situation légale des Polonais ne permettent pas d'agir par ces moyens; la politique de Berlin cherche d'autres voies, moins officielles. Pour donner une indication sur ces voies détournées, signalons le mouvement anti-polonais parmi les Ruthènes de Galicie, mouvement organisé dans le parti ukrainien, qui, depuis nombre d'années, a revêtu une couleur fortement germanophile. La manière d'agir des chefs de ce mouvement prouve leur contact avec Berlin; c'est dans les journaux prussiens qu'ils insèrent des déclarations où ils repoussent toute solidarité avec les Slaves d'Autriche protestant contre la politique anti-polonaise de la Prusse. Il leur est même arrivé de prédire publiquement que les Prussiens viendraient en Galicie. Le gouvernement prussien lui-même ne s'applique pas à garder une trop grande discrétion dans ses rapports avec les Ruthènes. Au temps de la moisson, des ouvriers polonais de Galicie émigrent en Prusse. Comme cette émigration s'accroissait, les autorités prussiennes firent tous leurs efforts pour remplacer les Polonais par des Ruthènes, et une fois que ces Ruthènes furent en Prusse, on distribua parmi eux des publications incendiaires, les excitant violemment contre les Polonais. Dans cette affaire, les

Polonais ont même été obligés de réclamer l'intervention de Vienne.

Dans les trois Empires où elle vit, la nation polonaise est forcée de combattre la politique prussienne, parce que cette politique tend à la détruire. Dans ses foyers d'origine appartenant à la Prusse, elle a à soutenir des luttes tragiques pour l'existence ; en Autriche, elle jouit de ses droits nationaux, mais elle est entraînée dans la sphère de la politique allemande, et d'ailleurs, sa situation dans l'État est affaiblie par sa lutte contre les Ruthènes, soutenus par les influences prussiennes. C'est dans l'Empire russe qu'est la partie la plus importante de son territoire et que sa force nationale est la plus grande ; mais c'est en vain qu'elle s'efforce d'y obtenir de meilleures conditions d'existence et de développement national. Elle a la conviction qu'ici comme ailleurs, sa lutte contre un régime monstrueux pour obtenir une amélioration de son sort, est entravée par de puissantes influences prussiennes.

La clef de la question polonaise se trouve dans l'Empire russe. En effet, d'une part, l'avenir de toute la nation polonaise dépend du sort de cette partie de la Pologne. D'autre part, c'est de son attitude à l'égard de la nation polonaise que dépend l'avenir de l'Empire russe lui-même. De là il ressort que c'est dans l'Empire russe que la lutte des Polonais pour conquérir la liberté de leur développement national est la plus importante pour la question polonaise. De l'issue de cette lutte dépendent en grande partie les

destins de toute l'Europe orientale. Cette lutte, les Polonais la soutiennent sans aucun allié. En effet, bien que les partis libéraux en Russie aient accueilli favorablement les revendications polonaises, cependant, vaincus eux-mêmes dans leur combat contre la réaction, et courbés sous son joug, ils sont forcés de renoncer pour un temps à leurs demandes les plus urgentes. D'ailleurs, ils n'avaient jamais posé la question polonaise au premier plan, ou, pour parler plus exactement, ils ne l'avaient pas posée du tout.

Néanmoins, quel que doive être le sort de cette question dans tel ou tel Empire, par suite de l'état actuel des choses dans notre partie du monde, la situation territoriale de la Pologne et son rôle dans la lutte qu'elle soutient avec la conquête allemande en progrès dans l'Europe orientale, fait qu'elle est à l'ordre du jour et qu'il ne sera pas possible de l'en écarter de sitôt. Indépendamment des désirs du peuple qui l'habite et qui, peut-être, aime trop la tranquillité, la terre polonaise est en train de devenir le terrain d'une lutte longue et acharnée, d'une lutte qui a une portée historique de premier ordre.

CHAPITRE IV

L'avenir de la Russie.

L'avenir de la Russie a toujours été une énigme ; mais jamais cette énigme ne fut aussi embrouillée qu'aujourd'hui après la guerre avec le Japon et les événements qui ont coïncidé avec cette guerre à l'intérieur de l'État. La situation où se trouve l'Empire russe est telle, qu'il est vraiment impossible d'en prévoir l'issue. Mais les difficultés qu'elle crée ne tiennent pas uniquement à la crise politique dont souffre la Russie.

Ces difficultés, indépendamment de la crise actuelle, résultent de l'évolution historique de l'État. La politique russe, en effet, tout en suivant des directions diverses, s'est acheminée rapidement vers une impasse.

Il nous serait difficile de nous attarder ici à l'étude des problèmes compliqués de la philosophie de l'histoire, si intéressants qu'ils soient lorsqu'il s'agit de la Russie. Nous ne pouvons nous engager sur un

terrain où les considérations subjectives ont trop de place. Mais pour nous en tenir aux problèmes politiques positifs touchant la situation présente, nous devons mettre en relief un caractère essentiel du développement historique de l'Empire russe. Ce développement s'est toujours poursuivi vers l'extérieur et non vers l'intérieur. L'État russe a grandi avec une incroyable rapidité. Dans l'espace de cinq cents ans, le petit duché de Moscovie est devenu un empire immense qui peut être appelé la sixième partie du monde; cet empire tend toujours à s'étendre davantage : ses frontières ne sont pas fixes, à l'exception d'une seule, celle de l'Océan glacial. Mais, au point de vue des institutions, de l'organisation de la société et de sa productivité, il ne s'est pas développé en proportion de l'accroissement de sa population.

Tout le travail qui s'est produit à l'intérieur a consisté à perfectionner une machine gouvernementale appropriée aux nécessités de la politique extérieure. Expliquer pourquoi le développement de l'État s'est fait dans ce sens, c'est la tâche de la philosophie de l'histoire; ce qui nous importe à nous, ce sont les résultats auxquels il a abouti, parce qu'il devait fatalement y aboutir.

La conséquence de ce développement fut que les besoins de l'État s'accrurent plus rapidement que les moyens de les satisfaire. Les problèmes vitaux s'accumulaient, et ni le Gouvernement ni la nation n'avait la force d'y faire face.

L'Empire russe devenait de plus en plus le proverbial « colosse aux pieds d'argile ». Il s'étendait à l'extérieur, augmentait continuellement ses conquêtes. Il devait donc prendre des mesures de sûreté contre les tendances séparatistes, et aussi contre les ennemis du dehors ; il lui fallait enfin assimiler complètement les pays conquis. Toutes les exigences de cette politique impliquaient une immense provision de ressources économiques et intellectuelles.

Mais, d'autre part, tandis que la population s'accroissait rapidement, il y avait une stagnation générale dans la vie de l'Empire. Ainsi les forces de la nation russe ne pouvaient pas fournir les ressources indispensables à la politique extérieure; au contraire la situation intérieure du pays devenait dangereuse, et il était de plus en plus difficile d'y remédier. La machine gouvernementale existait en elle-même et pour elle-même ; à son perfectionnement ne répondait pas le progrès des institutions sociales ; elle n'était pas forcée de tenir compte des besoins et des tendances du corps social, tendances et besoins qui prenaient de jour en jour des proportions plus grandes, et elle ne pouvait pas se perfectionner aussi rapidement que l'auraient exigé les tâches toujours plus nombreuses qu'elle avait à remplir. Il est évident qu'un développement dans un tel sens devait tôt ou tard aboutir à une situation sans issue.

Aujourd'hui, on est tenté d'attribuer la situation critique du gouvernement russe à la guerre malheureuse avec le Japon et à la révolution qui suivit. Mais

c'est prendre l'effet pour la cause; c'est confondre la source du mal avec une de ses manifestations. Et peut-être ces événements n'étaient qu'un avertissement, précédant une catastrophe plus terrible encore. La crise intérieure actuelle est un drame dont le principal décor est la question constitutionnelle. Dans un État ayant tant de points sensibles, elle devait forcément se compliquer de toute une série d'autres questions. Il en est d'elle comme de la maladie, qui fait apparaître dans l'organisme humain tous les côtés faibles, toutes les défectuosités. Mais ces questions se posaient indépendamment de la question constitutionnelle.

Le développement de la Russie vers l'extérieur, et en même temps l'arrêt complet de son développement intérieur, ont donné naissance à deux questions d'une importance considérable. A moins qu'il ne se produise quelque profonde transformation pour changer radicalement le sens de son développement, chacune d'elles suffirait pour mettre l'État le plus puissant dans une situation inextricable. Ce sont: 1° la question des provinces non-russes; 2° la question des paysans. La première est le résultat immédiat d'un développement trop rapide à l'extérieur; et c'est la stagnation à l'intérieur, accompagnant cette extension au dehors, qui est l'origine de la seconde. Elles se sont développées à mesure que se formait l'État russe actuel; elles se sont manifestées bien avant la phase aiguë de la crise présente, et, même si la crise ne s'était pas produite, elles

menaçaient l'empire russe de graves catastrophes.

La question des paysans dans la Russie centrale n'est pas seulement une question agraire : dans son extrême complication, elle est en même temps une question économique, politique et morale.

Dans tous les pays d'Europe, la classe des petits cultivateurs est, de toutes les classes sociales, la plus saine. Cela tient à ce que son bien-être est établi sur de fortes bases, à ce que, grâce à ses tendances conservatrices, elle met de l'équilibre dans les relations sociales et politiques. En Russie, par suite de la négligence apportée dans les affaires intérieures, l'instruction et le développement moral des paysans n'ont fait presque aucun progrès depuis des siècles. D'autre part, leur organisation communale (*obchtchina*) leur enlève tout stimulant au travail et au progrès, tout ce qui rend le caractère indépendant et fait l'éducation civique, tout ce qu'on puise dans la propriété individuelle. En revanche, elle les rend accessibles aux doctrines collectivistes les plus utopiques. Étant donné leur mécontentement général et les conflits entre membres d'une même commune, ces paysans constituent un élément révolutionnaire dans toute la force du mot. Il n'est même pas besoin de propagande socialiste ; le paysan russe sait se créer lui-même, sur la base de l'Évangile, des théories qui rendent cette propagande complètement superflue. Par suite de son faible développement intellectuel et de son amour de la routine dans l'exploitation du sol, non seulement la quantité

de terre qu'il a entre les mains ne lui permet pas de faire face aux impôts, mais encore elle ne suffit pas pour l'empêcher de mourir de faim. D'autre part, la noblesse, attirée vers le fonctionnarisme par le développement rapide de la machine bureaucratique et de l'armée, s'est détournée du travail de la terre. C'est donc une classe qui tire des revenus du sol sans rien produire et sans rien faire pour relever l'agriculture, ni directement dans ses propriétés, ni indirectement par son influence sur les paysans.

Ainsi, dans cette question, il s'agit tout d'abord de sauver la vie des paysans, de rendre leur existence saine, d'en faire le soutien de la force financière de l'État et de son équilibre politique ; il s'agit, en même temps, de fournir, à ces millions d'infortunés, la terre dont ils ont besoin, de refaire leur vie sociale, de fonder des écoles, enfin d'encourager, avec ou sans le Gouvernement, l'agriculture, de développer le crédit, etc... Et maintenant demandons-nous quelle somme de capacités, de travail, de ressources matérielles il faudrait dépenser pour opérer, dans ce domaine, une réforme efficace qui éloignât au moins le danger de famines et d'émeutes périodiques. Le Gouvernement russe a-t-il donc à sa disposition ces forces et ces ressources ? Non, ni le Gouvernement d'aujourd'hui, ni aucun autre avec le système politique actuel, ne saurait se les procurer.

Non moins redoutable pour l'avenir est la question des « provinces non-russes ».

Après l'Autriche, la Russie est l'État d'Europe qui compte le plus de nationalités différentes. Pourtant son Gouvernement n'a jamais redouté une si effrayante proportion de population non-russe; au contraire, il n'a cessé de l'augmenter par de nouvelles conquêtes. Pour établir les rapports de ces éléments divers avec l'État, il n'a jamais eu, il n'a encore qu'un seul moyen, la russification. Ce procédé a été adopté à l'exclusion de tout autre, on l'a appliqué non seulement aux petites nationalités moins civilisées ou peu nombreuses et clairsemées, mais à des pays entiers, ayant une existence distincte et dont la civilisation était bien supérieure à celle de la Russie proprement dite. Il restait à absorber quantité de petites tribus finnoises; on travaillait à assimiler le Caucase et les millions de Musulmans du Volga, de l'Oural et de la Crimée; on avait entrepris, à l'aide de moyens violents, d'assurer à l'élément russe la prépondérance en Lithuanie et dans les provinces ruthènes de l'ancienne Pologne. Et néanmoins, on n'hésita pas à déployer, en même temps, une énergique action russificatrice dans la Pologne proprement dite et dans les provinces baltiques. On commença même à inaugurer cette action en Finlande, et on l'aurait poussée plus loin sans les événements récents.

Dernièrement, pendant la crise (en 1905), le système de russification a rétrogradé dans la mesure où la population non-russe, entre autres la population polonaise, a obtenu le droit de fonder des écoles

libres avec l'enseignement dans la langue maternelle. Mais on a posé en principe que les institutions d'État, et notamment les écoles, ne peuvent se servir que de la langue russe. Admettons que ce prétendu principe, qui ouvre à la langue officielle un champ si vaste dans tout l'empire, ne soit pas un instrument de russification. Admettons que les nations faisant partie de l'empire conservent leur individualité, qu'elles développent leur civilisation à l'aide de leurs ressources particulières, qu'elles fortifient par là leur individualisme national et qu'elles élèvent leur valeur intellectuelle et morale. Peut-on supposer néanmoins qu'une nation, arrivée à un haut degré de civilisation, se contente jamais d'une école gouvernementale où l'enseignement se donne dans une langue étrangère, qu'elle se résigne à employer une langue étrangère dans les tribunaux, et dans l'administration ? Jamais. Dès lors quel résultat obtiendra-t-on? Des millions et des millions de citoyens se regarderont comme lésés par l'État ; ils lutteront sans trêve contre lui pour leurs droits nationaux, ils tendront à l'affaiblir et se réjouiront de ses défaites, au lieu de souhaiter ses succès et de contribuer à sa puissance. Nous ne pensons pas qu'il soit possible de voir, dans un tel système, la solution de la question des provinces non-russes. Or, un État ne saurait consentir à laisser des questions non résolues, sans se résigner, par là même, à des catastrophes futures. Aucun État, fût-il même très puissant, eût-il l'appui d'un noyau ethnique solide

formé par une race dominante, et ce n'est pas le cas de la Russie — aucun État ne pourrait supporter longtemps la situation qui existe en Russie et qui résulte d'une fausse conception de la question des provinces non-russes.

D'autre part, la russification des éléments étrangers à l'intérieur de l'Empire est-elle possible? Supposons que l'État russe n'ait à russifier que les Polonais. En laissant de côté ceux de nationalité douteuse, et quoiqu'en disent les statistiques officielles, ils sont aujourd'hui dans ses frontières au nombre de onze millions. Au contraire, en Prusse, on n'en compte que quatre millions à peine. Et la Prusse est une nation forte, supérieurement organisée, parvenue à un haut degré de civilisation. Dans sa lutte pour la germanisation, elle fait des efforts inouïs et dispose de ressources colossales que la Russie ne pourra jamais se procurer. Il suffit donc de voir quels sont les résultats de cette germanisation pour se convaincre que la russification de la Pologne est une chimère.

Or, outre les Polonais, il y a dans l'Empire des Lithuaniens, des Lettons, des Estoniens; il y a des Arméniens, des Géorgiens et de petites tribus Caucasiennes, il y a des Tartares, des Bachkirs, des Kirghizes, des Sartes, etc., etc. Actuellement, on ne peut regarder comme vraiment russes que les Grands-Russes, et ils constituent à peine la moitié de la population de l'Empire. Les Petits-Russiens, au nombre de vingt millions, et les six millions de Blancs-Russiens

ne sont pas proprement des Russes. Il ne s'ensuit pas qu'ils ne puissent pas le devenir. Les riverains de la mer du Nord sont bien Allemands, quoiqu'ils parlent le *Plattdeutsch*. De même en France, les habitants du Midi, parlant la langue d'Oc, et même les Bretons, sont incontestablement Français. Seulement, il peut arriver tout aussi bien, que les populations dont nous parlons, aient un jour le sentiment de leur nationalité distincte, et de telles tendances existent déjà en Ukraine. Toute la question se réduit donc à savoir si l'État russe et la civilisation russe exerceront sur ces populations une attraction assez forte pour les entraîner à jamais dans leur orbite. Admettions-nous, avec la plupart des Russes, que cela soit inévitable, encore faudra-t-il, pour en arriver là, beaucoup de temps, beaucoup de travail et de génie créateur. Car ces conditions sont les seules qui permettent de réunir à une nation donnée, des éléments de même race qu'elle, mais étrangers et sans foyer de développement leur appartenant en propre. Or la Russie est dans une situation telle qu'elle a peu de temps devant elle pour résoudre les difficultés intérieures, et la nation russe, de son côté, n'est pas dans les conditions nécessaires au progrès social et à la civilisation.

Ainsi, aujourd'hui même, la question des provinces non-russes s'applique véritablement à la moitié de la population de l'État, et la direction qu'a prise le développement historique de la Russie est telle, que cette question est devenue insoluble. Quant à

celle des paysans, elle s'applique à l'autre moitié de la population. En posant ces deux questions et en les rendant de plus en plus dangereuses, la voie qu'a suivie l'État dans son développement, devait forcément le mener à une catastrophe — soit à sa chute définitive, soit à une révolution qui lui ouvrît des voies nouvelles.

Mais les maux intérieurs de la Russie, résultant de son développement politique, sont loin de se réduire à ces deux questions.

Il est facile de comprendre que ce mode de développement de l'État devait avoir pour conséquence une centralisation administrative toujours croissante; en même temps, il augmentait rapidement l'étendue de l'Empire et son manque d'homogénéité. Par le fait même de son étendue et de sa composition, l'État devenait de moins en moins propre à être bien gouverné d'un même point central; d'autre part, la décentralisation aurait eu nécessairement pour effet de mettre en relief les besoins et les intérêts intérieurs des provinces particulières, et ces provinces, par la nature même des choses, se seraient opposées à la politique du Gouvernement central, et auraient rendu impossible son développement ultérieur dans le sens suivi jusqu'alors. Or on voulait absolument maintenir cette direction; on ne pouvait donc rien céder des principes centralisateurs; au contraire, on voulait à tout prix maintenir cette centralisation qui devenait de plus en plus un obstacle

à la vie et au progrès dans tous les domaines. Cette centralisation a atteint des proportions ridicules. Si l'on veut s'en rendre compte, que l'on considère le nombre et le caractère des propositions du Gouvernement à la Douma ; c'est par elle que doivent passer, aujourd'hui, toutes les lois promulguées autrefois par le Comité des Ministres. Ces projets font tout simplement du parlement central une absurdité. En supposant même une députation aussi parfaite que possible, peut-elle suffire à toutes ses tâches, si dans un État comptant 140 millions d'habitants et occupant la sixième partie du monde, composée d'ailleurs des pays les plus divers, elle est obligée de résoudre, par voie législative, toutes les affaires du genre de celles-ci : « assigner au pharmacien de l'arrondissement de l'Amour des appointements annuels de 600 roubles », ou bien : « accorder au professeur de calligraphie de l'école de commerce de la ville de Radom un supplément de pension de 140 roubles pour son loyer » ? Aussi le cours normal des affaires d'État est-il rendu de plus en plus difficile par ces difficultés. Il a même été notablement entravé depuis la proclamation des nouvelles lois fondamentales.

Ainsi, la question de la centralisation de l'État et de ses rapports avec les nécessités du développement intérieur devait, elle aussi, amener, tôt ou tard, la Russie à une situation sans issue.

Que dire de la question juive ? Lorsqu'on inaugura une politique nettement nationaliste, cette question

prit rapidement une importance de premier ordre. En s'emparant des territoires polonais, la Russie avait pris sous sa domination non seulement des Polonais, des Lithuaniens, des Blancs et des Petits-Russiens qui constituaient la population indigène de la République, mais aussi la population juive. Venue du dehors, elle s'était concentrée dans le pays polonais, par suite de diverses causes historiques, et s'était établie de plus en plus nombreuse dans la direction du nord-ouest au sud-est. Dans une province donnée, plus était faible la culture intellectuelle, plus la population était passive au point de vue économique, et plus grande aussi y était la proportion des Juifs. Ils y vivaient de transactions de toute sorte, et prospéraient d'autant plus que l'organisation de la vie économique du pays était plus rudimentaire. Polonaises pour la plupart dans la Pologne proprement dite, en Lithuanie au contraire, et dans les provinces ruthènes, les villes étaient juives en majorité.

Après le partage, les Juifs, c'était à prévoir, s'avancèrent plus loin vers l'est, non seulement dans la Russie méridionale qui se peuplait peu à peu et sur la mer Noire où ils constituent aujourd'hui le principal élément de la vie économique et intellectuelle avec Odessa pour centre, mais aussi dans les territoires foncièrement russes. La stagnation de la Russie à l'intérieur et la passivité qu'elle engendrait dans la population en ce qui concerne la vie économique, ne permettaient pas à cette population de rivaliser efficacement avec les Juifs. Cette infériorité augmentait

encore l'aversion qu'ils inspiraient ; elle poussait la population à réclamer continuellement contre eux le secours du Gouvernement et des lois d'exception. Aussi, à une époque où, dans les autres États, les restrictions légales appliquées aux Juifs appartenaient déjà au passé, alors que dans le Royaume de Pologne ils avaient obtenu l'égalité devant la loi (cela avait eu lieu sous le gouvernement de Wielopolski) la Russie commença à leur appliquer des lois d'exception qui devinrent de plus en plus rigoureuses. L'Empire fut divisé par la « limite de séjour » en deux parties : la première comprenait principalement des terres non-russes ; les Juifs y étaient reconnus comme faisant partie de la population ; toutefois, on leur appliquait une série de restrictions. La seconde était la partie de l'Empire foncièrement russe : dans cette partie, le séjour même leur était interdit. Ceux qui s'y étaient déjà établis sous le règne d'Alexandre III furent expulsés. Les uns émigrèrent en Angleterre et de l'autre côté de l'Océan ; les autres se transportèrent en Pologne ; enfin, un certain nombre de Juifs intelligents, retenus par leurs intérêts, embrassèrent l'orthodoxie et se mirent ainsi à l'abri de la proscription.

C'est à cette population de six millions d'hommes, tous entreprenants, actifs, forts de leur double solidarité de race et de religion, que le Gouvernement a déclaré une guerre sans merci. Il s'en est fait des ennemis acharnés. En même temps qu'ils étaient de plus en plus entravés dans leur activité, qu'ils se

sentaient toujours plus comprimés dans des liens chaque jour plus étroits, les Juifs acquéraient de nouvelles forces par le progrès que faisait l'instruction parmi eux. Ils devaient fatalement devenir un ferment de troubles dans l'État. Et en effet, ils ont pris l'initiative des mouvements politiques ou les ont soutenus, afin de détruire une organisation qui les opprimait. Un nombre de plus en plus grand d'individualités marquantes parmi les Juifs est venu renforcer l'opposition russe et le mouvement révolutionnaire, et toute la masse juive a manifesté pour ces mouvements une sympathie facile à comprendre. Ainsi, là encore, le système du Gouvernement a fait naître une question qui s'aggrave avec une rapidité inouïe et qui contribue de plus en plus à la dissolution de l'organisme de l'État.

Cette question, elle aussi, devait conduire à une situation sans issue; en effet, le pourcentage de la population juive dans l'empire, bien loin de diminuer, n'a cessé de s'accroître rapidement. Or, cet accroissement — quelque étrange que cela puisse paraître à ceux qui ne sont pas très au courant de la question — est lui aussi, en grande partie, le résultat du système de gouvernement.

Si les Juifs s'étaient concentrés en si grand nombre sur le territoire de la République de Pologne, la cause en avait été, avant tout, l'arrêt de son activité commerciale qui, lui-même, se rattachait au caractère rudimentaire de la vie économique dans ses provinces. Après la chute de Byzance qui eut pour effet de

mettre le mur musulman entre elle et l'Orient, la Pologne cessa d'être le pays des grandes voies commerciales. Les villes commencèrent à tomber en décadence, la bourgeoisie s'appauvrit et perdit son importance dans l'État, et la noblesse, monopolisant l'autorité politique et gouvernant sans contrepoids, porta un coup décisif à la prospérité des villes. C'était un pays riche, justement surnommé le grenier de l'Europe, mais purement agricole ; il ne produisait presque rien en dehors des fruits de la terre ; aussi l'organisation de la vie économique y descendit-elle à un niveau de plus en plus bas. Il n'y avait plus de place pour le grand commerce, pour le commerce indépendant. En revanche, le champ s'ouvrait largement à cette nombreuse population juive qui n'avait aucune profession, mais qui vivait exclusivement du métier d'intermédiaire. Engourdi dans son bien-être, le gentilhomme-propriétaire avait de plus en plus besoin d'intermédiaires sachant se plier à ses goûts; il s'en entourait, il les protégeait. Ce rôle convenait merveilleusement aux Juifs qui n'aspiraient pas à une position indépendante dans la République : aussi est-ce entre leurs mains que se concentra tout le commerce du pays. A l'époque où s'annonce déjà nettement la chute de la Pologne, au dix-septième siècle, le nombre des Juifs, qui croissait rapidement, commence à imprimer aux villes une physionomie spéciale. Alors sous l'influence des Juifs venus d'Allemagne, à la place de la langue polonaise s'établit parmi eux l'idiome alle-

mand; c'est cet idiome qui, s'adjoignant certains mots polonais et hébreux, est devenu leur jargon d'aujourd'hui. Néanmoins les provinces polonaises de civilisation ancienne, surtout la partie occidentale de la Pologne, se maintinrent à leur niveau économique, qui les rapprochait de l'Europe occidentale. Il y subsista une bourgeoisie polonaise relativement forte, qui, à la fin du dix-huitième siècle, joua son rôle dans l'œuvre de la renaissance politique de la République. Et c'est dans ces provinces que le nombre des Juifs a toujours été plus petit qu'ailleurs.

L'organisation primitive de la vie économique n'a commencé que fort tard à faire place au système de relations modernes. Il y a peu de temps que la corvée obligatoire a disparu; et dans la Pologne russe elle a duré jusqu'en 1864. Ce n'est que fort tard, également, que le mode primitif d'échange par les intermédiaires a commencé à être remplacé par le commerce sous sa forme moderne. Là où cette transformation a été plus rapide et plus complète, la proportion de la population juive a rapidement diminué. Grâce à un travail plus intense, le commerce moderne donne de l'occupation à beaucoup moins de gens, et les Juifs sont lents à s'adapter à d'autres branches de l'activité.

D'autre part, sous l'influence des transformations intérieures survenues dans la société polonaise et de l'accroissement de son énergie économique, le commerce polonais, lui-même, a fait, depuis quelque

temps, de rapides progrès. Puis est venue la coopération qui, dans les provinces occidentales de la Pologne, les moins arriérées de toutes, rend déjà des services considérables. L'exemple de ces provinces montre bien que la question juive, en tant que question économique, est en grande partie tout simplement une question de niveau intellectuel et d'organisation économique de la société.

Dans la Pologne prussienne, la question juive a cessé d'exister. C'est la Posnanie qui, de toutes les provinces polonaises appartenant à la Prusse, compte le plus petit nombre de Juifs. Ce nombre était allé toujours croissant jusqu'en 1830, où il a atteint 6,7 p. 100 de la population; aujourd'hui, il est tombé à un pourcentage insignifiant (1,4 p. 100).

En Galicie, le manque de développement intellectuel et économique a créé des conditions favorables à l'accroissement de la masse juive; ce n'est qu'aux débuts de son autonomie qu'elle a commencé à s'engager dans la voie d'un rapide progrès intellectuel. Jusqu'à la fin du siècle dernier, le nombre des Juifs n'a cessé de grandir, il est monté jusqu'à 11 p. 100 de la population totale; depuis 1895, il a commencé à diminuer, et même, dans la partie occidentale, plus avancée que l'autre, cette diminution n'est pas seulement relative au total de la population, elle est absolue. Et cependant, les Juifs n'y sont soumis à aucune loi d'exception, et l'on n'y organise pas de ces *pogroms* qui ont rendu la Russie si fameuse à l'étranger.

En revanche, dans les territoires appartenant à

la Russie, le nombre des Juifs s'accroît continuellement par rapport à l'ensemble des habitants. Cela provient tout d'abord de ce qu'on les empêche de se répandre à l'est par la limite de séjour; mais cela tient surtout à ce qu'on entrave le progrès intellectuel de ces pays, et qu'on maintient à un niveau très bas l'organisation de leur vie sociale. Le système appliqué aux « provinces non-russes », consiste à comprimer les forces de la population locale ; il ne lui permet pas de s'organiser; il entrave son progrès intellectuel, et, par là même, il favorise l'accroissement numérique de la masse juive indigente, qui se multiplie d'autant plus que le pays est moins avancé.

En un mot, le système russe, d'une part, combat les Juifs par des lois d'exception qui sont d'ailleurs impuissantes contre leur multiplication ; et d'autre part, il favorise cette multiplication par sa politique anti-civilisatrice dans les provinces frontières habitées par des Juifs. Dans les pays annexés (Lithuanie et provinces ruthènes), il s'agissait, pour le Gouvernement, de consolider la prépondérance de l'élément russe; or, ce but n'a été atteint qu'à un faible degré, et, en revanche, en même temps qu'on affaiblissait le polonisme, on provoquait l'éclosion d'un fort élément juif, qui inspire aussi peu de confiance au Gouvernement que les Polonais eux-mêmes. Et quand bien même le Gouvernement réussirait dans ces provinces à enlever au polonisme le rôle qu'il y joue encore, il trouverait à sa place un élément juif

solidement établi, dont le rôle lui serait au moins aussi désagréable.

Ce qui caractérise essentiellement la politique russe dans l'organisation qu'elle continue d'avoir jusqu'à ce jour, c'est de créer des situations sans issue. Or, d'après ce qui précède, on voit que ce caractère se manifeste peut-être d'une manière plus éclatante encore dans la question juive que dans toutes les autres. Cette question ne cessera pas de compliquer la situation intérieure de l'Empire; et comme il reste, à côté d'elle, d'autres plaies profondes, elle lui prépare plus d'une lourde épreuve.

Il est un autre problème que la Russie voit se développer; depuis assez longtemps déjà, c'est le problème religieux qui est, pour le Gouvernement lui-même, d'une importance extrême. C'est qu'en effet il touche à l'une des bases de l'organisation de l'État. On a commencé à constater la décadence de la religion d'État, et cette décadence est attestée par des symptômes de plus en plus nombreux de désorganisation dans l'Église. Sous le couvert d'une forme magnifique, on a vu combien s'affaiblissait l'essence même de la vie religieuse; et dans les rangs du clergé sont apparus, d'un côté la démoralisation, de l'autre l'esprit d'opposition au Gouvernement.

L'État reposant à l'intérieur sur de faibles bases, il était nécessaire d'utiliser pour son service toutes les forces possibles. Il importait donc d'enlever à l'Église orthodoxe toute indépendance, de lui im-

imposer un rôle politique, de faire de son autorité spirituelle un moyen de gouvernement. C'est ainsi que l'Église devint de plus en plus gouvernementale et de moins en moins nationale; étant donné la scission toujours croissante entre le Gouvernement et la nation, cela devait la mener rapidement à la banqueroute. Elle se fit l'auxiliaire de l'État dans les provinces non-russes, et se mit à y faire de la propagande à l'aide de moyens policiers et avec l'appui de l'armée; en même temps, dans la Russie proprement dite, au milieu d'une population orthodoxe depuis des siècles, elle se transformait en une sorte de chancellerie gouvernementale de plus en plus dépourvue d'esprit religieux. Le peuple ne trouvait pas dans l'Église officielle la satisfaction de ses besoins moraux; aussi s'abandonna-t-il à l'esprit de secte. L'oukase de tolérance a été à coup sûr un pas en avant pour assainir l'orthodoxie et lui rendre la physionomie d'une Église; mais il est venu à une époque où le clergé était déjà partagé, où, à côté des prêtres « bureaucrates », il se montrait des prêtres tribuns qui, au nom des idées du christianisme primitif, l'Évangile à la main, faisaient la guerre à l'organisation politique et sociale de l'Empire. Il s'est ainsi produit, dans la question ecclésiastique, une complication facile à comprendre. Maintenant, il ne s'agit plus seulement de rendre sa vitalité et son prestige au culte officiel qui essuie depuis longtemps, à côté de conquêtes de pure forme, des échecs moraux de la part des sectes et des cultes étrangers; il faut

encore conjurer la crise qui sévit à l'intérieur de l'Église elle-même, et qui menace de devenir de plus en plus aiguë.

Ayant senti vaguement qu'on ne peut fonder exclusivement l'existence de l'État sur la contrainte matérielle subie par la population, le patriotisme officiel, dans la phraséologie qui lui est propre, donne depuis un certain temps comme formules des bases de la politique russe les trois idées suivantes : orthodoxie, autocratie et nationalité russe. Or, l'évolution de l'organisme de l'État a logiquement abouti à la destruction de ces trois bases. L'autocratie, disent les réactionnaires russes, est ébranlée par le manifeste d'Octobre. Il y avait longtemps qu'elle n'était plus qu'une fiction et qu'elle avait commencé à ne plus servir que de voile au gouvernement absolu d'une oligarchie bureaucratique. Trop faible numériquement, intellectuellement et moralement pour imposer sa civilisation et ses idées à la population de tout l'Empire, la nationalité russe, dans son centre même, dans la masse du peuple grand-russe, a été arrêtée dans le progrès de sa civilisation et réduite à la ruine économique. Enfin, il est devenu évident que le système qui consiste à subordonner au Gouvernement toute la vie intérieure de l'État a fini par enlever toute vitalité à l'orthodoxie; il a désorganisé l'Église, si bien qu'à toutes les autres questions brûlantes, elles-mêmes impossibles à résoudre, étant donné l'organisation actuelle de l'État, vient s'ajouter la question ecclésiastique.

Et maintenant, envisageons la question financière. Le sens de l'évolution de l'État russe devait forcément conduire à un rapide accroissement du budget des dépenses, tandis qu'au contraire la productivité financière du pays ne s'accroît que dans des proportions très faibles. Tôt ou tard, cette différence devait détruire l'équilibre du bilan de l'État, en dépit de l'ingéniosité peu commune des ministres des Finances à imaginer des expédients.

Le chiffre des dépenses productives, destinées à augmenter le rendement des impôts, fut toujours extrêmement petit et hors de proportion avec les dépenses colossales consacrées à l'armée, à la marine, aux chemins de fer stratégiques. Des chiffres de dépenses considérables trahissent les efforts de l'État pour abaisser le niveau intellectuel de la population, et diminuer ainsi sa productivité. Tel a toujours été et tel est encore le caractère d'une notable partie des dépenses affectées aux « provinces non-russes ». Dans ces provinces, la bureaucratie jouit de privilèges tout particuliers ; elle y est plus coûteuse que dans le centre de l'Empire ; et, de plus, loin d'obtenir la russification du pays, ses efforts ne font qu'abaisser le niveau de la civilisation, ce qui diminue forcément leur rendement au point de vue fiscal.

Comme nous l'avons dit plus haut, la classe des paysans, qui représente dans les autres pays la base solide de la force financière de l'État, est réduite, en Russie, à un état de misère qui s'aggrave de

jour en jour. Assurément, le Gouvernement n'a jamais pu songer à augmenter les impôts sur la terre ; au contraire, il est forcé, de temps en temps, de faire remise aux contribuables de leurs impôts arriérés; par contre, on voit augmenter, de jour en jour, dans le budget, les dépenses destinées à secourir la population dans les contrées où sévit la famine.

D'autre part, à cause de l'oppression qu'ils subissent de par la politique de russification, des pays entiers se sont arrêtés dans leur développement intellectuel et économique. Par exemple, en Lithuanie on a comprimé l'élément polonais ; or, avant 1863, il concentrait en lui tout le mouvement intellectuel; c'est lui qui dirigeait toute la productivité économique. Aussi, pendant ces quarante dernières années, la civilisation y a-t-elle reculé à beaucoup d'égards. Il est vrai que d'autres provinces se sont relevées au point de vue économique. Il en est ainsi du Royaume de Pologne, où une grande industrie a pris naissance. Mais ce relèvement est dû à des causes indépendantes du Gouvernement. Il est, dès lors, bien évident qu'avec une autre administration et un autre système politique, ce progrès eût été, à plus forte raison, beaucoup plus rapide, plus général et appuyé sur des bases plus solides.

Le rendement en impôts étant très faible, le Gouvernement s'est vu forcé d'asseoir son budget principalement sur des impôts faciles à prélever et légers en apparence, mais peu équitables et nuisibles à la

population. Dans le budget de l'État russe, on a remarqué depuis longtemps l'élévation hors de toute proportion des contributions indirectes par rapport aux contributions directes. C'est dans le tarif des douanes, un des plus élevés qui existe au monde, dans l'impôt sur les spiritueux, sur le tabac, les allumettes, le pétrole et le sucre, que l'État a été obligé de trouver le moyen de sauver son budget. Il s'est fait ainsi entrepreneur sur une grande échelle. Le revenu produit par le monopole de l'eau-de-vie est devenu le chapitre le plus important du budget des recettes ; en effet, il en forme à lui seul le tiers; c'est actuellement, on peut l'affirmer, la base principale des finances publiques. L'État a donc fondé son existence financière sur une maladie qui ronge la population, qui la ruine physiquement, la dégrade moralement et entrave son progrès intellectuel et économique.

Le budget de l'État ne s'est, cependant, jamais approché de l'équilibre ; la dette publique a grandi de plus en plus, et les intérêts payés à l'étranger ont occupé une place toujours plus considérable dans la rubrique des dépenses. Ainsi donc, là encore, on s'est trouvé dans une situation sans issue, et cette situation, en dépit de tous les remèdes proposés, fait présager pour l'Empire une catastrophe financière qui viendra tôt ou tard.

Indépendamment de la crise constitutionnelle et des progrès de l'opposition organisée contre le Gouver-

nement, indépendamment de la propagation des courants révolutionnaires, c'est dans l'esprit même de l'État russe et dans le sens de son développement, qu'étaient contenus en germe des périls impossibles à conjurer sans un changement radical de toute l'organisation de l'État. Plusieurs de ces périls n'étaient que trop évidents; les dirigeants eux-mêmes semblaient s'en rendre compte et chercher à y remédier; mais jamais ils n'ont pu se résigner à penser que c'était l'organisation même de l'État qui en était la source, et s'ils ne pouvaient pas s'y résigner, c'est parce que la réforme de cette organisation aurait exigé la renonciation à toute une série d'ambitions, auxquelles la politique de l'Empire donne satisfaction, c'est aussi parce qu'elle aurait, en même temps, enlevé l'autorité entière et les profits qui y sont attachés, à une bureaucratie qui tient entre ses mains les destinées de l'État.

L'évolution de la politique intérieure sous le règne d'Alexandre II et d'Alexandre III a montré que la Russie ne pouvait se renouveler par voie de réformes venant d'en haut. La société russe s'est de plus en plus convaincue que la Russie n'entrerait dans des voies nouvelles que sous l'influence d'une pression venue d'en bas. Le conflit actuel entre la société et le Gouvernement s'est préparé depuis près d'un siècle, depuis la révolte des « décembristes ». Mais, dans ce conflit même, ce qu'on peut constater, c'est moins un courant créateur et rénovateur, qu'une tendance fatale vers la

destruction ; et c'est encore une conséquence de l'organisation de l'État et de sa politique intérieure.

Les origines orientales de l'État russe, sa tendance à maintenir le despotisme comme base de son existence, développèrent de bonne heure dans les autorités de l'État une inclination prononcée à détruire dans la nation toutes les forces sociales, toutes les organisations qui existaient hors du pouvoir central : sous les mêmes influences, il se produisit dans l'esprit de ces autorités une sorte de mépris pour les institutions traditionnelles créées pendant des siècles de vie sociale par le travail de générations entières.

Le pouvoir tendit toujours à ce que l'organisation de la population fût exclusivement l'œuvre de l'État. Et quand Pierre le Grand eut renouvelé cette machine gouvernementale, qu'il l'eut perfectionnée à l'européenne et renforcée par des éléments étrangers, elle acquit alors une plus grande élasticité : elle devint capable de pénétrer dans la vie de la nation bien plus profondément qu'autrefois dans l'ancien État moscovite. Ivan le Terrible détruisait des organismes sociaux tout entiers comme la république de Novgorod et celle de Pskov, en transplantant en masse les habitants d'une province dans une autre ; l'État réformé par Pierre le Grand et ses successeurs organisa un contrôle rigoureux de la population ; il s'immisça dans tous les domaines de la vie, il s'opposa systématiquement à ce qu'aucune organisation

pût se former et vivre en dehors du Gouvernement; il comprima toute tendance à une vie collective organisée.

En agissant ainsi, il poursuivait la dislocation de toute structure sociale, d'autant plus qu'en cas de besoin il ne se gênait point pour avoir recours à des moyens aussi radicaux que ceux d'Ivan le Terrible. C'est précisément en cela que consiste le caractère exceptionnel de la politique de l'État russe et ce qui le distingue à la fois des États européens et des États asiatiques; l'État russe disposait des mêmes moyens de contrôle sur ses sujets que les autres États européens ; mais il n'avait pas cet instinct de conservation qu'ont les autres gouvernements, cet instinct qui leur ordonne de respecter les institutions traditionnelles, de conserver ces précieux fondements de l'existence sociale, œuvre de plusieurs siècles. Les habitudes traditionnelles, les conceptions de droit généralement établies, le sentiment de la hiérarchie sociale, tout ce qui constitue les liens de la société humaine et donne à l'édifice social une existence durable indépendamment des formes passagères de l'organisation politique — tout cela n'avait à ses yeux aucune valeur; s'il y voyait un obstacle à ses desseins, il pensait pouvoir le détruire sans scrupule. Le Gouvernement russe sut toujours être le premier des révolutionnaires, quand cela lui fut nécessaire. Il sut toujours pratiquer la politique qui consiste à ameuter une classe sociale contre les autres, à exciter, au moyen de ses agents,

les paysans dans le Royaume de Pologne, et surtout dans les pays annexés, contre la noblese polonaise, et dans les provinces baltiques contre les barons allemands. La cruelle jacquerie qui a éclaté en Courlande et en Livonie en 1905 avait été organisée par des socialistes lettes et fomentée par les haines de race et de classes des paysans lettes contre les grands propriétaires allemands. Mais elle a profité en grande partie des mobiles préparés par la politique du Gouvernement sous le règne d'Alexandre III. Elle s'est tournée en même temps contre les autorités russes qui ont commencé de la sorte à récolter les fruits de la politique révolutionnaire du Gouvernement ; et ces mêmes fruits ne se feront peut-être pas attendre trop longtemps non plus dans les autres provinces.

Cette politique qui tend à détruire tous les liens d'organisation sociale, là toutefois où cette organisation n'est pas russe, a entravé le développement de la Russie proprement dite. Elle a toujours été systématiquement appliquée, et n'a pas cessé de l'être. Réveiller les antagonismes, semer les défiances réciproques, exploiter les plus aveugles instincts afin d'arriver à ce que les groupes sociaux en désaccord ne puissent trouver d'autre appui que celui du Gouvernement, tels ont été jusqu'à ce jour les moyens d'action des autorités russes. Un des exemples les plus récents à cet égard est le rôle des organes de la police dans différentes contrées du Royaume de Pologne depuis la dissolution de la seconde

Douma. Comme ils croyaient pouvoir compter sur la crédulité des paysans polonais, ils leur racontaient que le Gouvernement avait dissous la Douma, parce que les « seigneurs » n'y voulaient rien faire pour les paysans. De cette façon, les agents du Gouvernement préparent le terrain au socialisme, et, du reste, ils aiment mieux avoir affaire à lui qu'aux tendances nationales polonaises — comme le confessent souvent sans ambages les représentants de l'autorité supérieure dans le Royaume.

Un tel système de gouvernement peut être, en toute justice, appelé un régime antisocial, puisqu'il fonde l'autorité de l'État sur l'anarchie dans la société et sur l'impuissance sociale qui en est l'effet. Le résultat auquel il aboutit, c'est que la nation russe est beaucoup moins que les autres nations de l'Europe une société véritable. Sa structure intérieure est insuffisante ; aussi bien dans ses institutions que dans ses instincts il lui est resté du passé bien peu de ce qui transforme un troupeau humain en un tout harmonieux; elle n'a pas de couches sociales nettement tranchées (ce qui est souvent regardé en Russie comme une supériorité, comme la preuve d'un démocratisme avancé); entre ses membres, il n'y a pas de dépendance sociale réciproque, consacrée par la tradition. Elle ne connaît qu'une seule subordination, la subordination forcée... au Gouvernement. La nation russe possède infiniment peu de forces conservatrices, très peu d'idées héréditaires sur les

problèmes sociaux; c'est avec mépris qu'elle traite les préjugés de l'Europe occidentale qui constituent pourtant un fondement solide de la société. A aucun moment de son histoire, elle n'a possédé une classe assez forte pour qu'elle pût prétendre à l'hégémonie sociale. Aussi, dans les moments critiques où l'on se dispute le pouvoir, ni le Gouvernement ni l'opposition ne trouvent dans la nation de groupes assez puissants pour leur donner un appui assuré.

En Russie, l'individu est relativement indépendant de la société, de ses idées et de ses croyances, de ce qu'on peut appeler l'héritage de l'expérience des générations. Il tire ses tendances de prémisses purement rationalistes, et c'est pourquoi l'on ne sait jamais quelle sera la limite de ses aspirations.

Quant à la société russe, elle est plus un groupement d'individus qu'une véritable société comme les sociétés occidentales, avec des couches historiques distinctes ayant leurs instincts et leurs idées traditionnels, avec des groupes sociaux liés par des intérêts fixes. En Europe, les luttes politiques sont les conflits de ces idées et de ces intérêts soumis à une évolution lente; en Russie, ces mêmes facteurs restent au second plan; ce qui paraît au premier, ce sont les principes abstraits justifiés à grand renfort de raisonnements, c'est l'aspiration au pouvoir des individus et des organisations, ou bien encore ce sont des excitations fugitives qui s'emparent des masses. Comme la société y est moins organisée à l'intérieur, la psychologie des foules y joue un rôle bien plus important;

c'est avec elle que doivent compter soit le Gouvernement, soit les partis d'opposition. Il s'agit de produire une forte excitation et d'en profiter pour terrasser l'adversaire avant que l'excitation elle-même ait perdu sa force. Ces moments d'entraînement suffisent pour faciliter l'attaque contre l'adversaire; mais, par le fait qu'ils sont fugitifs, ils ne peuvent servir de base solide à un état de choses donné. Les idées qui s'emparent tour à tour de la nation russe changent comme dans un kaléidoscope. Dans le cours des trente dernières années, nous avons vu se succéder les mouvements d'opinion suivants : le panslavisme libérateur, le panslavisme engloutisseur ou panrussicisme, le nationalisme antigermanique, l'asiatisme; ensuite, on ne s'occupe plus que des questions intérieures, et nous voyons, dès lors, se succéder l'opposition contre l'oligarchie bureaucratique, le constitutionnalisme, puis l'idée de renverser le Gouvernement, le désir de préserver la Russie de la révolution et enfin une nouvelle vague de chauvinisme... Que viendra-t-il demain ? Et l'entraînement que subira demain la nation sera-t-il un appui pour le Gouvernement ou pour ses adversaires ?

Que dire des provinces non-russes, où la politique gouvernementale a réussi à détruire l'organisation sociale existante, à briser les liens formés par les siècles ? A proprement parler, il n'y a plus de société dans ces provinces ; il n'y reste que des masses humaines désorganisées, en proie à l'anarchie et dans leurs croyances, et dans leurs idées, et dans leurs

aspirations. Le spectacle d'une telle anarchie s'offre surtout à nos yeux dans les pays annexés (Lithuanie et provinces ruthènes). Dans ces pays, les organes du Gouvernement et le clergé orthodoxe mènent la lutte contre le polonisme et le catholicisme. Et au cours de cette lutte, ils travaillent à déchaîner, dans le peuple ignorant de ces contrées, les instincts les plus bas; ils réveillent, par tous les moyens possibles, les haines de religion, de race et de classes; ils ont créé un état de choses tel, que la seule condition de salut de ces pays, menacés d'une anarchie totale, est la passivité de la masse populaire. Or c'est à tirer ce peuple de sa passivité que travaillent avec ardeur, d'une part, les éléments révolutionnaires, d'autre part, les éléments « vrais russes ». Lorsqu'ils auront réussi à le faire sortir pour tout de bon de son apathie, on verra que, en désorganisant ces pays, le Gouvernement a travaillé pour d'autres que pour lui-même.

L'origine asiatique de l'État russe apparaît de la façon la plus caractéristique dans les rapports du Gouvernement avec l'opposition. S'identifiant avec l'État, le Gouvernement a toujours traité en ennemis intérieurs de l'État tous ses adversaires, même ceux qui manifestaient leur opposition de la façon la plus modérée, même ceux qu'on pourrait tout au plus soupçonner d'avoir quelque velléité d'opposition. Sa maxime était de les anéantir tous. Est-il besoin de rappeler à quelles persécutions étaient en butte les

sujets russes non loyaux, et pour quels délits. Or, on sait que, pour être sujet non loyal, il suffisait de ne pas approuver entièrement le système de gouvernement alors en vigueur.

Le manifeste d'Octobre a, il est vrai, légalement modifié cet état de choses mais l'esprit en est resté le même. Dans les déclarations officielles, on confond toujours les « adversaires du Gouvernement » et les « ennemis de l'État » ; le principe aujourd'hui appliqué de légaliser les partis, dont le corollaire est la persécution des partis non légalisés, n'est autre chose que l'autorisation donnée au Gouvernement de se débarrasser d'une opposition intelligente, agissant par des moyens légaux. Tout adversaire du Gouvernement, désireux de le combattre par des procédés d'homme civilisé, a toujours senti qu'il était impuissant, que la moindre manifestation d'opposition serait brutalement réprimée. Il lui fallait donc ou se soumettre, ou adopter, dans la lutte contre le Gouvernement, des procédés non moins brutaux que ceux employés par le Gouvernement lui-même. On a vu dans les rangs des révolutionnaires russes une foule d'hommes qui avaient été envoyés en Sibérie pour un seul discours contre le Gouvernement, pour un conflit sans importance avec l'autorité, pour avoir propagé théoriquement des idées prohibées, parfois pour avoir eu entre les mains un ou deux livres non estampillés par la censure ; à leur retour de Sibérie, ces hommes étaient devenus terroristes. Ne voulant pas déposer les armes et

renoncer à la lutte, ils avaient recours à des moyens désespérés. Le Gouvernement se proposait de détruire tous ses adversaires ; les adversaires du Gouvernement, après une évolution plus ou moins longue, en sont arrivés à n'avoir pour but que de détruire le Gouvernement. Cette tendance à s'exterminer mutuellement, cette haine inflexible, implacable de part et d'autre, est devenue le trait principal de la lutte entre le Gouvernement et ses adversaires. Et c'est à une lutte de ce genre que nous assistons encore aujourd'hui.

L'esprit de l'État russe n'a jamais admis aucune garantie en faveur des sujets contre l'arbitraire des pouvoirs de l'État. Tout sujet russe savait que s'il s'aliénait un représentant quelconque du Gouvernement, il ne lui servirait de rien d'avoir pour lui la loi édictée par ce même Gouvernement. La population sentait que son devoir était de se conformer non pas à la loi, mais à la volonté des auto-rités ; qu'au lieu d'exécuter la loi, il lui fallait acquérir la confiance des autorités et se les concilier, fût-ce même par des moyens en désaccord avec la loi. Cet esprit de la politique russe a constitué, depuis les temps les plus reculés, une profonde différence entre l'État russe et les autres États européens. C'est lui qui a engendré l'arbitraire des fonctionnaires et, dans l'esprit de la population, le mépris de la loi.

Sous le règne actuel, surtout après le manifeste d'Octobre, on a beaucoup parlé du besoin de léga-

lité dans la conduite des autorités, et il est certain que l'on a fait quelques efforts dans ce sens. Mais la tendance à l'arbitraire a dans les âmes des racines trop profondes, et la bureaucratie russe a été trop longtemps élevée dans cet esprit pour qu'une vraie réforme soit accomplie ; de plus, sous l'influence de la désorganisation dans le mécanisme de l'État, le contrôle des autorités centrales sur les autorités locales s'est affaibli depuis longtemps; il n'appartient plus aux autorités centrales de pouvoir introduire efficacement de nouveaux principes dans la façon de gouverner, et, de jour en jour, elles en deviennent plus incapables. Dans l'État, il se fait une décentralisation *sui generis*— non pas la décentralisation de la vie sociale et politique, mais celle des autorités bureaucratiques agissant dans chaque province arbitrairement et sans contrôle.

Les dirigeants de l'État russe semblent n'avoir jamais compris que la meilleure garantie du respect de la loi par la population n'est pas dans la police, les tribunaux, les prisons, les potences, mais bien dans la conformité de cette loi avec les idées morales et les intérêts des habitants. Ce qui les a empêchés de concevoir ainsi la loi, c'est qu'ils ont toujours fait passer l'ambition et les intérêts de la bureaucratie avant les besoins moraux de la population, avant même l'intérêt de l'État.

Aussi n'est-ce pas seulement contre l'arbitraire bureaucratique que la société s'est révoltée ; elle est

entrée en conflit avec la loi, avec cette loi qui lui était imposée et qui était si peu conforme à ses idées et à ses besoins. L'âme russe n'est pas aussi indifférente à l'existence terrestre que l'âme mahométane ou l'âme bouddhiste, et il lui devient de plus en plus impossible de se soumettre passivement à l'oppression. Rattachée à l'Europe par le christianisme, de plus en plus unie avec elle par une sorte de communion intellectuelle, la nation russe s'est forcément pénétrée graduellement des idées européennes; et c'est avec une douleur toujours plus vive qu'elle ressent l'état d'abaissement politique où elle vit en comparaison des autres peuples d'Europe. D'ailleurs, le Gouvernement lui-même a besoin, pour son mécanisme construit à l'européenne, d'un personnel capable de s'en servir. Il a, par suite, favorisé la propagation de la science occidentale ; il a fondé des universités avec un programme européen. Or, le premier résultat de l'enseignement universitaire a été une haine générale du régime de la Russie et la révolte contre le Gouvernement. Les universités elles-mêmes sont devenues depuis longtemps les foyers de cette révolte; c'est de là qu'elle s'est peu à peu propagée dans toute la société. Ce qui du reste a notablement contribué à la développer, ce sont les changements survenus dans le Gouvernement : à mesure que le mécanisme de l'État s'accroissait et se compliquait, on voyait le pouvoir passer de plus en plus dans les mains de la bureaucratie. Or, cette bureaucratie est sans contrôle; elle n'est contrôlée ni dans

son rouage central par la nation, ni dans ses rouages locaux par l'autorité centrale. Et ainsi c'est l'évolution même de l'État russe qui a amené rapidement à l'ordre du jour la question la plus grave, la question constitutionnelle.

C'est alors qu'on a vu se développer dans l'Empire la crise politique. Cette crise ne date pas de ces dernières années, comme on le croit communément; elle s'était révélée bien longtemps auparavant. Ce n'est pas d'hier que le Gouvernement russe est aux prises avec la révolte; seulement, comme il ne voulait faire aucune concession aux aspirations qui se manifestaient dans la nation, il luttait sans merci et supprimait ses adversaires par des procédés qui laissaient dans l'esprit public une trace ineffaçable.

Ces procédés produisent dans les âmes une double impression : impression de terreur et impression de haine. Leur efficacité dépend de celui de ces deux sentiments qui l'emporte sur l'autre. Ivan le Terrible inspirait plus de terreur, et c'est pourquoi il assura la durée de l'autocratie pendant plusieurs générations. La bureaucratie contemporaine inspirait plus de haine; et c'est ce qui fait qu'elle a compromis son autorité.

Celui qui n'a pas assisté de près à la révolution russe ne peut se représenter jusqu'à quel point l'élément qui y domine est la haine du Gouvernement et de ses représentants. Il y a beaucoup de révolutionnaires qui ne savent pas bien au juste ce qu'ils veu-

lent; souvent ils ne se rendent pas clairement compte des réformes pour lesquelles ils combattent; mais ce qu'ils savent bien tous, c'est qu'ils haïssent le Gouvernement; ils sentent tous le besoin de se venger de lui. Et voilà pourquoi il a été si difficile à cette révolution de se concentrer autour d'un seul drapeau, autour d'un seul programme pratique. Le seul trait d'union entre ses groupes hétérogènes est une haine commune, la volonté de détruire le Gouvernement actuel. C'est ce qui explique le terrorisme; c'est ce qui pousse les révolutionnaires à s'attaquer avant tout aux représentants du Gouvernement qui prennent une part immédiate à la persécution des criminels politiques et le plus souvent à la police, quoique leurs attentats, à coup sûr, contribuent fort peu à précipiter le bouleversement politique dans l'État. La révolution russe, dans ses formes violentes, est plutôt une réaction de sentiment qu'une action politique préméditée. De là sa stérilité, mais en cela aussi réside cette force, cette vitalité qui fait qu'on ne peut l'écraser. Les hommes qui agissent en vue d'un but déterminé peuvent se convaincre que ce but est ou mauvais ou impossible à atteindre; mais ceux qui sont poussés à l'action par un sentiment de haine ne cessent pas d'agir tant que les sources de cette haine ne sont pas taries.

La crise politique intérieure se développe ainsi, depuis nombre d'années, sous la forme d'une lutte entre le Gouvernement et des forces révolutionnaires toujours croissantes ou plutôt renaissant toujours de

plus en plus grandes; or, elle n'a abouti à aucune solution. Le Gouvernement ne veut s'écarter en aucune manière de son système ancien ; il s'efforce exclusivement d'étouffer la révolution; de leur côté, les révolutionnaires ne proposent aucun programme de réformes positives, mais ils tendent avant tout à détruire le Gouvernement; et ici encore cette attitude de part et d'autre a créé pour l'État une situation sans issue.

On pouvait d'ailleurs prévoir ce résultat, en voyant dans quelle phase entrait la crise constitutionnelle pendant la guerre du Japon et immédiatement après cette guerre. L'apparition d'un parti constitutionnel organisé, appuyé par l'opinion publique, avait introduit un fort élément de conciliation ou de compromis entre la bureaucratie gouvernementale et les partis révolutionnaires. En Russie, la transformation politique ne pouvait pas se produire comme en France par une révolution renversant un gouvernement afin d'en mettre un autre à la place. Tout d'abord, la conformation de l'Empire est différente ; Pétersbourg n'y joue pas le même rôle que Paris en France. De plus, la révolution russe avait un caractère flottant; elle ne possédait aucun frein dans ses tendances positives; elle se montrait d'ailleurs hésitante dans ces tendances mêmes. Enfin, il lui manquait une organisation solide. Pour toutes ces raisons, elle ne pouvait pas agir dans le même sens que la Révolution française. L'État ne pouvait être transformé que par les moyens employés en Prusse et en

Autriche, c'est-à-dire à l'aide d'un compromis entre l'inertie conservatrice de la bureaucratie régnante et les aspirations constitutionnelles de la nation.

Dans la phase la plus aiguë de la crise, à un moment où le Gouvernement se sentait très affaibli, ce compromis eût peut-être pu se réaliser, si la crise russe eût été moins compliquée dans sa nature ; il y avait d'autres questions à résoudre que la question constitutionnelle. La bureaucratie, en partageant le pouvoir avec le Parlement, ne diminue pas sa situation ; si, d'un côté, elle a cessé de jouir d'une autorité sans limite, elle se trouve par là même déchargée d'une partie de sa responsabilité. Elle n'es plus l'objet, de la part du peuple, de cette indignation et de cette haine qui l'impressionnent si fortement Mais dans un État où il s'est amoncelé tant de défectuosités, tant de questions brûlantes, elles devaient toutes se manifester à propos de la crise constitutionnelle et, par suite, la compliquer infiniment. La situation était telle que les éléments constitutionnels ne pouvaient se montrer assez modérés ni la bureaucratie assez conciliante. Par exemple, les constitutionnels, voulant se concilier le peuple, étaient obligés de soulever dans un sens radical la question agraire ; de son côté, la bureaucratie pouvait bien se résigner à une constitution dans la Russie proprement dite, mais elle ne pouvait pas, en général, renoncer à son gouvernement centralisateur ; encore moins le pouvait-elle dans le Royaume de Pologne. Introduire l'autonomie dans ce pays, c'eût été en écar-

ter complètement la bureaucratie russe. Et ce n'est là qu'une partie des difficultés qui se produisaient à l'occasion de la crise constitutionnelle. De là, le manque de sincérité de la bureaucratie dans ses compromis, de là ces concessions derrière lesquelles se cachait le désir de les réduire à une simple fiction ; de là aussi le caractère révolutionnaire des éléments constitutionnels qui ne croyaient pas au compromis, et qui, à la première Douma, marchaient pour ainsi dire à l'assaut de la Bastille.

Lorsque le renversement d'un Gouvernement est impossible, et que ce Gouvernement ne veut pas s'avancer assez loin dans la voie des compromis pour remettre le pouvoir législatif et le contrôle de ses propres actes entre les mains du Parlement, il ne reste qu'une issue : la victoire du Gouvernement. La société, en effet, ne peut supporter longtemps cette extraordinaire tension d'énergie qu'exige la lutte révolutionnaire, et elle finit par se soumettre. Mais la victoire du Gouvernement n'est pas le triomphe de l'intérêt de l'État. Aussi reste-t-elle fort douteuse et fort éphémère.

Une fois fortement ébranlé dans ses bases, l'absolutisme ne retrouve plus son ancienne force. Une secousse de ce genre détruit d'un seul coup tout le capital qu'avaient amassé dans l'âme des sujets des siècles de terreur et de despotisme. Dans ces ébranlements, l'autorité perd les restes du sombre prestige que lui avait laissé la tradition. Le Gouvernement était pour la population comme un objet de

religieux effroi ; elle le regardait comme une force supérieure ; elle en recevait les coups et acceptait l'oppression qui lui venait de lui avec une résignation fataliste. Mais le Gouvernement a subi une défaite dans une guerre avec un ennemi extérieur ; il a laissé entrevoir sa faiblesse à l'intérieur, il a été pris d'effroi et a perdu la tête : à partir de ce moment, et alors même qu'il n'y aurait pas eu une révolte depuis longtemps croissante dans l'État, c'en est fait à jamais de son ancien prestige. Et tôt ou tard il devra faire place à un autre ordre de choses.

Il n'est pas un seul État en Europe où le prestige et l'autorité du Gouvernement soient aujourd'hui aussi bas qu'en Russie. Même les éléments réactionnaires, les représentants officiels du patriotisme russe, les « hommes vrais russes » traitent les autorités gouvernementales avec un extrême mépris, lorsqu'elles agissent d'une façon qui ne répond point à leurs vues. Le Gouvernement a cessé d'être respecté en tant que Gouvernement ; quelques groupes particuliers le reconnaissent, mais seulement dans la mesure où il peut favoriser leurs desseins. Les fonctionnaires eux-mêmes manifestent extérieurement le peu de considération qu'ils professent pour leur rôle de représentants de l'État. Une situation de ce genre est extrêmement dangereuse pour tout Gouvernement quelconque ; à plus forte raison l'est-elle pour celui qui veut exister indépendamment de la nation.

Quant à relever le prestige et le crédit du Gouvernement par les vieux procédés de répression à

outrance, il n'y faut plus songer à présent : car, nous l'avons déjà dit, il inspire plus de haine que de crainte. La répression ne peut plus affaiblir que matériellement la révolution, et c'est là un résultat provisoire, car la révolution reçoit sans cesse de nouveaux renforts et de nouvelles forces.

L'exemple de la Prusse et de l'Autriche après 1848, mieux que tout autre, nous apprend que si le gouvernement triomphe de la révolution dirigée contre l'absolutisme, cette victoire ne peut avoir qu'une courte durée. Ensuite il est contraint de plier devant la nécessité. Or, le Gouvernement russe est dans une situation beaucoup plus difficile et l'État russe dans une position incomparablement plus dangereuse que ne l'était celle de la Prusse et de l'Autriche au milieu du dix-neuvième siècle, et la révolution russe est plus obstinée et aussi plus terrible dans ses manifestations.

C'est ce que ne veulent pas comprendre les réactionnaires russes : ils sont persuadés que les concessions déjà faites jusqu'à ce jour sont trop grandes. Le gouvernement de Stolypine même leur paraît trop libéral, bien qu'il se laisse aller à des compromis de plus en plus fréquents non pas avec les tendances constitutionnelles de l'opinion, mais avec les intérêts de la bureaucratie. Ce qu'ils rêvent, c'est le retour de l'ancien régime; ils voudraient revenir au temps qui précéda la guerre du Japon.

Plus libéral qu'eux, à sa façon naturellement, le Gouvernement actuel, entend par compromis avec la

nation, qu'il lui faut une Chambre qui admette sa propre attitude.

Même s'il se réalisait, un compromis de ce genre ne serait qu'apparent; il ne ferait que transporter la lutte de la nation contre le Gouvernement hors du Parlement. Et même dans ces conditions il serait presque impossible : pour qu'une Chambre quelque peu indépendante, si peu réformatrice qu'on la suppose, s'entende d'une manière durable avec le Gouvernement, il faut que ce Gouvernement ait une attitude invariable. Or, dans la situation où se trouve la Russie, le Gouvernement est condamné à l'instabilité; s'il ne marche pas en avant sous la pression des constitutionnels, il est forcé de reculer et de subir l'influence des sphères réactionnaires, et celles-ci, dès lors, sentant leur force, deviennent de plus en plus exigeantes. C'est cette dernière alternative qui est, semble-t-il, pour un certain temps au moins, le sort réservé au Gouvernement russe.

Dans ces conditions, vivant dans l'attente de nouvelles catastrophes à l'extérieur et à l'intérieur, qui l'ébranleront encore davantage dans ses fondements, et auront peut-être des conséquences plus terribles que la précédente, l'État glisse fatalement sur une pente dangereuse. Irresponsable, dirigeant du centre de l'Empire toute l'administration de ce pays immense jusque dans les moindres détails, la bureaucratie, par ses agissements, a obtenu les résultats que nous constatons actuellement; elle a conduit la Russie par des voies diverses à une situation sans issue.

En présence de la secousse qui a ébranlé l'État, n'est-il pas évident, dès lors, que la bureaucratie sera désormais plus incapable encore de suffire à sa tâche, alors même qu'on la renouvellerait dans ses formes. En effet, ou bien la représentation nationale aura une existence et un pouvoir indépendant de la bureaucratie, ou celle-ci tendra à la détruire, comme elle a anéanti les réformes d'Alexandre II. La bureaucratie tend instinctivement, tant qu'elle en a la force, à détruire tout ce qui l'entrave par un contrôle quelconque, si modéré qu'il soit.

Or, il est difficile d'admettre que, spontanément, les sphères dirigeantes renoncent au système de gouvernement en vigueur jusqu'à ce jour; il est bien improbable que la Russie entre dans des voies nouvelles par des réformes venues du Gouvernement lui-même. Étant donné le caractère compliqué de la crise politique russe, trop d'obstacles s'y opposent.

L'un des principaux réside dans la question polonaise. Cette question a toujours entravé l'œuvre des réformes de la Russie. On ne peut savoir si l'Empire russe ne serait pas aujourd'hui un État constitutionnel, n'eût été la crainte de voir la nation polonaise profiter d'un régime fondé sur le droit pour activer son travail, pour étendre son esprit d'initiative et son développement à tous égards. Katkov était déjà un constitutionnel *sui generis*, mais il voulait une constitution pour la Russie centrale, à l'exclusion des provinces non-russes. Le décret de 1907 réglant

les élections, n'est-il pas précisément un essai de réalisation partielle de cette pensée ?

Pour ce qui est d'un changement dans la manière d'envisager la question polonaise et en général la question des « provinces non-russes », il est difficile d'en concevoir la possibilité non seulement en ce qui concerne la bureaucratie, mais aussi pour de très larges sphères de la société russe.

Dans ces sphères, c'est une conviction solidement enracinée que tout ce qu'embrassent les frontières de l'Empire russe est « la propriété de la nation russe, conquise au prix de son sang », — on n'ajoute pas, d'ordinaire, « et de son travail »; les Russes, eux-mêmes, se rendent bien compte qu'ils ont dépensé bien peu d'activité dans les provinces non-russes, sauf toutefois pour en détruire l'individualité et la civilisation nationales. Dans ces milieux, on a l'air d'ignorer que la Russie, la grande Russie dans ses frontières actuelles, n'a pas été construite par l'énergie spontanée de la nation russe, par son travail créateur, par son génie inné. Ce qui l'a créée, c'est cette organisation particulière de la machine gouvernementale, qui lui a fait traiter la nation russe elle-même en nation conquise, qui l'a désorganisée, a détruit son édifice social, afin d'assurer son pouvoir sur des bases indépendantes d'elle. Cette organisation, soutenue depuis l'époque de Pierre le Grand par des éléments étrangers, par des condottieri de différentes races et particulièrement par des Allemands, a fondé son existence non pas sur le bien-être de la Russie pro-

prement dite, mais sur des conquêtes toujours nouvelles. Elle ne s'est pas appliquée à développer les forces de la société russe et à donner à son existence, à sa civilisation et à sa richesse des bases solides et saines résultant de son propre travail. Elle n'a songé qu'à étendre les frontières de l'Empire, et à perfectionner les instruments qui lui permettaient de conserver entre ses mains les territoires envahis et de vivre à leurs dépens. Ne fondant son existence que sur la conquête, cette organisation, comme toutes celles du même genre qu'on rencontre dans l'histoire de l'humanité, était condamnée à périr promptement. Et elle s'est fatalement acheminée vers sa chute, comme le prouve le rapide développement de ses maladies politiques. On n'a pas trouvé de remèdes à ces maladies, et, du reste, aujourd'hui encore, elles paraissent réellement incurables. Les dangereuses fissures qui se sont produites dans l'édifice de l'État russe ne datent pas de la guerre du Japon ; on les connaissait depuis longtemps, même dans les sphères gouvernementales ; mais le Gouvernement se sentait impuissant à y remédier. Cette organisation a annexé à la Russie des pays entiers, des nations entières distinctes et possédant une individualité bien caractérisée ; elle les a rattachées à l'Empire par des liens exclusivement administratifs, par un régime commun de centralisation à outrance, car sa politique n'était point capable de créer des liens moraux. Enfin, elle n'a pu leur appliquer que tout à fait superficiellement l'empreinte russe, mainte-

nue par la violence physique, alors que sous cette enveloppe subsistait et se développait une vie nationale indépendante n'ayant rien de commun avec la vie russe. Cette organisation s'est détruite par degrés; elle a perdu son ancienne élasticité, son autorité et en méme temps tout prestige et tout crédit aux yeux de la nation russe elle-même. Ainsi affaiblie, pourra-t-elle suffire à ces grandes tâches politiques qui étaient trop lourdes pour elle quand elle se sentait encore forte? Saura-t-elle empêcher l'État de glisser sur la pente où il s'est engagé au temps même où elle était encore puissante?

Elle tend à retenir tout le pouvoir entre ses seules mains; elle voudrait rendre à la Russie, dans toute sa plénitude, le système bureaucratique dans lequel les dernières années ont fait une large brèche. Si elle y réussit, la Russie ne périra pas d'un seul coup, car les grands édifices politiques ne tombent pas subitement, et la routine des gouvernements bureaucratiques peut encore suffire à les conserver pendant un certain temps; mais le mouvement vers la chute définitive s'accélérera beaucoup plus qu'aujourd'hui. Les fissures de l'édifice politique s'élargiront de plus en plus et deviendront de plus en plus nombreuses; les défaites à l'extérieur et les catastrophes à l'intérieur seront de jour en jour plus fréquentes et plus terribles.

La nation russe, avec ses forces sociales, serait appelée à régénérer l'État et à le fortifier. Mais les gouvernements bureaucratiques lui auront laissé en

héritage une si grande quantité de problèmes à résoudre, problèmes restés insolubles pour les régimes précédents, qu'elle ne pourra sans doute pas suffire à sa tâche. Ses maladies sociales sont profondes; le niveau de son développement intellectuel et moral est très bas. Supposons, en outre, qu'elle persiste à considérer tout le pays depuis Kalisz jusqu'à Vladivostok comme russe, et à vouloir le russifier en conséquence : on se convaincra bien vite que cette Russie est trop étendue pour les forces dont dispose la nation russe.

Ainsi donc, cet État, dans les dimensions que lui a données l'histoire des deux siècles derniers, n'a qu'une chance de salut, qu'un seul moyen de se régénérer à l'intérieur et de recouvrer sa puissance extérieure : c'est de changer radicalement son caractère et le sens de son développement. Il ne peut plus demeurer l'État de la seule nation russe imposant à toutes les autres sa civilisation et ses institutions : les forces des autres nations, et avant tout celles de la nation polonaise, doivent être appelées à vivre et à travailler librement sur le même pied que les forces de la nation russe.

Du côté russe, on nous répond souvent qu'un État composé de différentes nations, et par conséquent dépourvu d'homogénéité, ne peut jamais être aussi fort qu'un État où une seule nation règne sans partage. Il serait absurde de contester cette affirmation. Mais il faut compter avec les possibilités. Sur le territoire actuellement occupé par l'État russe, la

nation russe ne sera jamais maîtresse unique et incontestée. Sa situation actuelle en Pologne n'est au fond qu'une occupation militaire, et cette occupation ne sera jamais autre chose tant qu'on s'efforcera de réduire les Polonais au rôle secondaire qu'on leur assigne aujourd'hui. Accorder aux Polonais leur individualité nationale et une organisation spéciale, l'autonomie, ce n'est pas reculer, ce n'est pas perdre une position avantageuse; car cette position avantageuse, par rapport à la nation polonaise, la Russie ne l'occupe pas ; c'est simplement organiser un Gouvernement régulier, créer les conditions d'une vie normale pour remplacer une occupation brutale, qui devient, plus elle dure, une plus grande monstruosité politique, même au point de vue de l'État au nom duquel elle est maintenue.

Pour un grand nombre de Russes, surtout pour ceux qu'on appelle les vrais Russes, cette question d'une transformation fondamentale à apporter dans la politique à l'égard des provinces non russes, et surtout dans la politique polonaise, est encore une question d'orgueil national. Ils se sont profondément pénétrés de l'illusion créée par la bureaucratie, que toute l'étendue de l'Empire est réellement *Russie*, que tous les peuples qui leur sont soumis sont seulement des indigènes de race inférieure (*inorodtsy*) vivant à l'ombre de la puissance et de la civilisation russes. Aussi, un changement dans la politique de ces provinces leur fait-il l'effet d'une honte nationale. Ce faux orgueil, le Gouvernement

actuel l'entretient et l'encourage; il y voit, en effet, le meilleur appui de sa politique. Assurément, quand on s'est entièrement solidarisé avec la politique du Gouvernement pour la question des provinces non-russes, quand on a fondé sur cette politique la grandeur de la Russie sans voir les dangers qu'elle entraîne, on doit se sentir humilié dans son orgueil à la seule pensée de réduire l'action russe sur les frontières à un rôle plus modeste; mais qu'est-ce que cette humiliation à côté de celles de Moukden et de Tsoushima? Quoi qu'il en soit, pour tout homme qui comprend où conduit cette politique, s'il désire vraiment la renaissance de la nation et de l'État, c'est précisément l'orgueil national qui peut lui inspirer l'idée de renoncer à opprimer et à russifier les nationalités étrangères, l'idée de les inviter à une œuvre commune pour un grand Empire commun.

Une fierté nationale bien comprise, le sentiment de la dignité nationale, et même de grandes ambitions nationales qui s'étendent dans des limites accessibles, sont pour une grande nation les indispensables facteurs du patriotisme. Ces facteurs sont même des conditions nécessaires pour qu'elle participe utilement au progrès de l'humanité. Ces sentiments ont toujours animé les nations fortes à l'époque de leur accroissement et de leur épanouissement. Mais une mégalomanie maladive se nourrissant d'illusions et d'hallucinations a toujours été le trait distinctif des peuples proches de leur chute. Elle les pousse à de

véritables suicides, à des attentats insensés et infructueux pour eux-mêmes contre le bien d'autrui : elle en fait des êtres nuisibles à l'humanité.

C'est une mégalomanie de ce genre que nous constatons dans les idées des chauvins russes relatives à la question polonaise. Or, c'est de l'attitude que la Russie adoptera à l'égard de la question polonaise que dépend, en grande partie, son propre avenir.

Un problème des plus importants se pose donc pour la politique russe : la Russie s'inspirera-t-elle dans cette question des idées de l'étroit nationalisme grand-russe, des intérêts de la bureaucratie déguisés sous le nom d'intérêts de la nation et de l'État et aussi de ceux de la politique de Berlin? S'engagera-t-elle, au contraire, dans la voie nouvelle du développement des forces sociales, aussi bien de celles de la nation russe que de celles des autres nations faisant partie de l'Empire russe, et en même temps dans la voie d'une large politique impérialiste et nécessairement slave? Selon ce qu'elle choisira, la Russie sera un État puissant et un facteur de premier ordre dans la politique internationale, ou bien, au contraire, un organisme se décomposant par degrés, incapable d'une politique extérieure qui lui soit propre, devenant de plus en plus une succursale de la politique allemande : enfin peut-être même sera-t-elle condamnée à ne plus être avec le temps qu'un État véritablement grand-russe, c'est-à-dire réduit aux limites de la race des grands-Russes.

CHAPITRE V

La question polonaise dans l'Empire russe à l'époque actuelle.

La crise intérieure qui s'est produite en Russie pendant la guerre du Japon a mis à découvert de nouvelles faces de la question polonaise, mais elle n'a pas fait avancer d'un pas la solution de cette question.

Les Polonais ont fait tout leur possible pour présenter leur cause et ses rapports avec l'Empire sous son jour véritable ; ils se sont efforcés de créer avec la Russie un terrain d'entente qui fût également favorable à leurs propres intérêts et aux intérêts de la Russie elle-même. Du côté russe, au contraire, ou bien l'on a montré une insuffisante intelligence de la question et de son immense portée pour l'avenir de l'Empire russe, ou bien l'on a tenté de présenter les tendances des Polonais comme hostiles à la Russie ; on a tout fait pour éveiller dans la nation russe une haine aveugle contre les Polonais.

La guerre russo-japonaise a éclaté au moment où

le système russificateur dans le Royaume de Pologne terminait sa quarantième année d'existence. Le pays, demeuré si longtemps sous l'étroite surveillance des agents de la Russie, qui entravaient le développement de ses forces morales et intellectuelles, avait dû soutenir une lutte sourde contre l'oppression qu'on lui faisait subir. Tout à coup, il se trouva obligé de prendre parti, de se prononcer ouvertement dans la crise politique russe.

Les hommes politiques qui représentent les tendances nationales polonaises étaient bien informés de la situation intérieure de la Russie ; ils virent s'approcher la crise constitutionnelle, mais ils ne se hâtèrent pas d'exposer les revendications des Polonais ; à leur point de vue, ces revendications devaient rester inséparables de la réforme constitutionnelle dans l'État. Ils ne se pressèrent pas non plus d'organiser une action agressive contre le Gouvernement. Ils comprenaient que la question constitutionnelle se déciderait dans une lutte entre le Gouvernement et la nation russe. Or, en se mettant en avant, les Polonais auraient enlevé à cette lutte son caractère de conflit entre la nation russe et sa bureaucratie ; ils auraient contribué à enrégimenter les éléments nationalistes russes du côté du Gouvernement. Ils avaient appris par l'expérience de 1863 qu'il suffisait d'agiter le spectre de la cause polonaise pour réveiller le nationalisme russe et étouffer les tendances libérales. Et comme ils souhaitaient la victoire du constitutionnalisme russe, ils tâchaient de rester eux-

mêmes le plus longtemps possible dans l'expectative.

Mais cette expectative elle-même finit par devenir une impossibilité. Les organisations révolutionnaires russes travaillaient à susciter en Pologne un mouvement analogue ; elles trouvaient des alliés dans le socialisme polonais et juif. Les partis socialistes du Royaume commencèrent un mouvement révolutionnaire dans le style russe. En agissant ainsi, ils annulaient le particularisme polonais du Royaume ; ils donnaient au pays le caractère d'une simple province russe. D'autre part, le camp constitutionnel faisait aussi des efforts en vue d'attirer le Royaume dans le mouvement russe ; il trouvait un écho dans les cercles varsoviens dits « progressistes ». En présence de ces faits, il devint nécessaire d'engager l'action polonaise plus tôt qu'on n'en avait eu l'intention, et d'arborer le programme des revendications polonaises.

Les hommes qui dirigeaient la politique polonaise entrèrent en contact avec le parti constitutionnel russe, en qualité de groupe national et distinct. En Pologne même, ils commencèrent à lutter pour reconquérir les institutions nationales spéciales et avant tout les droits de la langue polonaise. Le premier acte de cette lutte fut la protestation des paysans contre l'emploi de la langue russe dans la commune rurale. Se référant à une loi non abolie, mais sans cesse violée par l'administration, la moitié des communes rurales du Royaume (600 environ) votè-

rent la substitution du polonais au russe dans la commune et commencèrent à se conformer à cette décision. Lorsque le mouvement révolutionnaire s'étendit, prenant des proportions de plus en plus vastes, il se produisit parmi la jeunesse une agitation qui la poussait à boycotter les écoles. Alors, les hommes politiques polonais s'emparèrent de ce mouvement ; ils lui donnèrent un programme polonais ; ils lui enlevèrent le caractère de grève révolutionnaire de la jeunesse scolaire ; ils en firent uniquement le boycottage de l'école russe, instrument de russification, par la population du Royaume qui demandait que l'école devînt polonaise. En même temps, les Polonais rétablirent leur langue dans ceux des chemins de fer du Royaume qui appartenaient à des compagnies privées.

Après avoir proclamé à la face du Gouvernement et de la société russe la revendication de l'autonomie du Royaume de Pologne, les chefs du mouvement national commencèrent à organiser rapidement les masses populaires dans le pays. Ils entrèrent en lutte avec les partis socialistes. Ces partis transportaient sur le terrain polonais l'anarchie russe ; ils s'étaient mis à désorganiser par des grèves insensées la vie économique du pays ; ils introduisaient dans les relations sociales un désordre meurtrier. Les socialistes répondirent à la résistance des démocrates nationaux par des moyens terroristes dirigés contre leurs représentants ; ils mirent à mort plusieurs membres en vue du parti national. Alors la résis-

tance des démocrates nationaux prit la forme d'une résistance à main armée. Cette lutte fut triste et répugnante ; elle fit un certain nombre de victimes des deux côtés, mais elle finit du moins par arrêter les progrès de l'anarchie. Elle avait été d'autant plus pénible pour les nationaux qu'ils étaient obligés de combattre sur deux fronts : contre la terreur socialiste d'une part, et de l'autre contre les persécutions du Gouvernement. Ils avaient à lutter contre deux courants anarchiques : celui de l'anarchie révolutionnaire et celui de l'anarchie gouvernementale ; le Gouvernement, en effet, n'était pas capable d'assurer au pays l'ordre et la sécurité publiques ; il se contentait de veiller, à l'aide de l'armée, à ce que les Polonais n'eussent point l'idée de le remplacer dans cette tâche, en créant par eux-mêmes une organisation appropriée aux circonstances. En dépit de ces difficultés exceptionnelles, le sentiment national du peuple polonais et ses bons instincts finirent par prendre le dessus, et le mouvement anarchique révolutionnaire fut relégué au second plan.

Après la proclamation du manifeste du 30 octobre les socialistes commencèrent à manifester dans les rues avec des drapeaux rouges ; Varsovie leur répondit par les manifestations nationales du 2 et du 5 novembre. Une foule immense de près de 200.000 hommes s'avança dans un ordre parfait avec des drapeaux ornés d'aigles blancs polonais, dans un recueillement et un calme qu'interrompait

de temps en temps l'hymne national chanté par toutes les voix. Cette foule semblait solennellement reprendre possession de cette malheureuse ville qui, pendant quarante ans, avait dû se courber sous l'oppression politique, subir les caprices de russificateurs sauvages, et dans laquelle maintenant voulait se donner carrière l'anarchie fomentée par ces quarante années de servitude. Des manifestations semblables eurent lieu le même jour dans toutes les villes, grandes et petites, et dans un nombre considérable de villages du Royaume. Plusieurs semaines plus tard, il se tint à Varsovie un congrès de paysans. Bien qu'organisé secrètement et à l'insu des autorités, il réunit les représentants de presque toutes les communes du pays au nombre de 1.200 environ. Après des délibérations imposantes par le calme qui y présidait et par la haute valeur intellectuelle de ceux qui y prirent part, ce congrès vota d'importantes déclarations : il constata l'attachement du peuple aux traditions historiques polonaises, il demanda l'autonomie du Royaume de Pologne; enfin il engagea vivement tous les paysans à veiller à l'organisation solide de leur commune et à sauvegarder l'ordre social dans ces temps de trouble universel.

C'est sous cet aspect que se présenta la cause polonaise au milieu de l'anarchie qui désolait l'Empire tout entier. En opposition avec cette anarchie, elle eut pour devise l'ordre et le calme, mais l'ordre et le calme avec une organisation particulière pour le Royaume.

Pendant quarante ans, on avait imposé à ce pays les formes russes en même temps qu'une langue étrangère, et les autorités locales le voient retrouver en un instant, à la faveur des libertés pourtant restreintes octroyées par le manifeste du 30 octobre, sa physionomie polonaise; elles constatent alors la complète inanité des tentatives de russification. Effrayées de cet état de choses, elles obtiennent du ministère Witte la déclaration de l'état de siège dans tout le Royaume de Pologne. Le décret qui le proclama était accompagné d'un communiqué du Gouvernement; on y affirmait que les Polonais aspiraient à se détacher de l'Empire, et qu'ils préparaient une sorte d'insurrection. Dans l'esprit de ses auteurs, ce mensonge tendait à réveiller en Russie les sentiments chauvins, la haine des Polonais; ils comptaient que cette haine, ce chauvinisme, rapprocheraient, comme en 1863, la nation russe de son Gouvernement bureaucratique et lui feraient approuver sa politique. Mais cette tactique échoua complètement. L'opinion russe était avertie; elle savait déjà pertinemment que les Polonais recherchaient seulement l'autonomie du Royaume, et elle fit un fort mauvais accueil au communiqué du Gouvernement. Celui-ci se sentit dès lors obligé de supprimer l'état de siège. Cependant, quinze jours après, on le rétablissait. L'oukase, cette fois, visait le cas d'interception des communications par chemins de fer, postes et télégraphes, et pour toute la durée de cette situation anormale, il autorisait les gouverneurs à établir

de leur propre autorité l'état de siège dans les provinces qui leur étaient confiées. Le général-gouverneur de Varsovie usa aussitôt de cette autorisation. Comme prétexte, il invoqua la grève postale de toute la Russie. Depuis ce moment, l'état de siège a duré dans le Royaume jusqu'à l'année 1908. Et pourtant, il y avait longtemps que les communications avaient repris leur fonctionnement normal. Depuis on l'a remplacé par l'état dit de « défense renforcée », mais celui-ci suffit amplement pour rendre impossible tout développement de la vie publique dans les limites garanties par le manifeste d'octobre.

Les élections à la première Douma trouvèrent tout le pays organisé sous le drapeau de la politique nationale polonaise. Elles se firent dans un ordre parfait et avec le plus grand calme, malgré le nombre considérable des électeurs qui y prirent part. Dans les circonscriptions rurales, elles ne comportèrent même pas de lutte, car elles y étaient organisées par le parti démocratique national sans concurrence aucune. Le parti des anciens « ententistes », qui tendait autrefois à la réconciliation avec le Gouvernement s'était transformé en « parti de la politique réelle ». Mais il sentait sa faiblesse et n'avait posé de candidatures nulle part. En revanche, dans les villes, il y eut une lutte acharnée : aux « nationaux » polonais s'opposait le parti des « progressistes », qui s'appuyait sur les masses juives[1]. En général, mais

1. Les Juifs constituent 14,5 p. 100 de la population du

dans certaines circonscriptions surtout, le nombre des votants fut vraiment incroyable ; dans quelques villes de province il atteignit 91 et même 97 p. 100.

Il y avait soixante-quinze ans qu'il ne s'était pas fait d'élections dans ce pays. C'est en effet en 1831 que la diète avait été supprimée.

Pas un seul des adversaires du parti démocratique national ne fut nommé. La représentation que le Royaume envoya à Saint-Pétersbourg était unie ; elle acceptait la plus stricte discipline ; elle était politiquement homogène, bien que comprenant au point de vue social les éléments les plus différents. A côté de représentants de la grande propriété, de l'aristocratie, du clergé et de la bourgeoisie éclairée, on y voyait aussi des paysans et des ouvriers et tous étaient animés des mêmes sentiments.

Cette harmonie entre des éléments sociaux d'origine si différente ne manquait pas d'être particulièrement désagréable aux députés russes ; elle leur semblait même anormale. Ils reprochaient aux députés paysans de faire cause commune avec les *pans* (seigneurs). Ceux-ci leur répondaient que les Polonais régleraient leurs comptes entre eux à la Diète polonaise, et qu'en attendant, ils s'unissaient tous dans une même demande, à savoir qu'on leur permît d'être les maîtres de maison dans leur propre pays.

Royaume ; ils sont concentrés dans les villes (à Varsovie, ils sont 34,5 p. 100) ; ils voulaient faire passer des députés à eux qui n'eussent été tenus à aucune solidarité avec la représentation nationale polonaise.

La représentation polonaise dans la Chambre russe fit bande à part, en qualité de groupe national; elle ne se joignit étroitement à aucune des fractions russes. Comme elle était favorable aux tendances constitutionnelles, elle se rapprocha du parti « de la liberté du peuple », dit des « Cadets » ; de son côté, celui-ci se prononça pour l'autonomie du Royaume de Pologne. Conformément à la tactique qu'avait suivie la politique polonaise depuis la crise russe, la représentation polonaise résolut de ne point se hâter de mettre sa cause en avant. Dès son entrée à la Chambre, elle déposa la revendication de l'autonomie du Royaume; elle invoquait simplement les droits spéciaux d'un pays uni à la Russie par le Congrès de Vienne; mais elle n'y joignit aucun projet de loi. C'est seulement à la fin de la session qu'elle fit une interpellation à propos de l'état de siège établi illégalement dans le Royaume de Pologne, et dont les autorités locales se servaient pour entraver tout travail entrepris dans un sens national. En revanche elle fut obligée de se défendre contre l'extension à la Pologne du programme agraire radical des partis russes; elle entendait qu'on réservât pour le Royaume le droit de réglementer sur le terrain de son autonomie ses relations économiques et sociales. Après la dissolution de la Douma, les Polonais refusèrent de signer le manifeste de Wyborg. Ils jugeaient, en effet, que c'eût été outrepasser leur mandat que d'appeler la population à une action politique quelconque. Ils voyaient d'ailleurs dans cet acte une grande faute de

la part du parti constitutionnel russe qui allait ainsi lui-même au devant d'une défaite.

Les élections à la deuxième Douma donnèrent dans le Royaume de Pologne les mêmes résultats politiques que la première fois. Le mot d'ordre général dans tout le pays fut d'élire les mêmes députés et d'après les mêmes principes. Lors de ces élections, le parti démocratique national s'entendit avec deux autres partis polonais moins forts que lui, savoir le parti de la politique réelle ou réaliste et le parti progressiste polonais, et, de cette manière, il fit passer quelques-uns de leurs candidats; mais il obtint pour lui 27 sièges sur les 34 appartenant aux Polonais du Royaume[1]. Cependant, dans les pays annexés, Lithuanie et provinces ruthènes, le nombre des députés polonais descendit de 20 à 12. Cette fois déjà, le Gouvernement avait exercé une forte pression sur les autorités locales pour qu'elles empêchassent d'élire des Polonais. « Mieux vaut des socialistes que des Polonais », disait une instruction télégraphique du ministère à l'un des gouverneurs. Les députés de ces provinces s'unirent en « Club des députés polonais de Lithuanie et des provinces ruthènes »; ils s'engagèrent à observer dans toute action extérieure une stricte solidarité avec le Club polonais représentant le Royaume; ils résolurent ainsi le problème

1. Le Royaume de Pologne, d'après la loi électorale, avait 36 députés, mais le gouvernement de Souvalki, dans lequel la majorité est lithuanienne, avait élu deux Lithuaniens.

difficile des relations mutuelles entre ces deux groupes polonais problème que l'on n'avait pas su résoudre dans la première Douma. C'est que dans les pays annexés les Polonais représentent pour la plupart la grande propriété, et leurs députés appartenaient presque tous à la seule classe des propriétaires fonciers; ils différaient donc considérablement, par le caractère de leur action politique, de leurs compatriotes du Royaume, pays foncièrement polonais. Grâce à cette union des deux clubs, la représentation polonaise disposa de 46 voix qui furent toujours d'accord dans toutes les questions.

Dans la seconde Douma, le Gouvernement, se sentant plus fort, précisa son attitude par la déclaration de Stolypine; il souligna le caractère purement russe de l'État; il méconnaissait ainsi les droits des autres nationalités. En présence de ce fait, les Polonais se virent forcés de sortir de la réserve où ils s'étaient tenus jusque-là et présentèrent leur programme entièrement national. Ils déposèrent donc un projet de loi sur l'autonomie du Royaume de Pologne; ils demandèrent ensuite d'urgence l'introduction la plus prompte possible de la langue polonaise comme langue d'enseignement dans les écoles de tous les degrés.

Il arriva que la Chambre fut mise dans l'alternative ou bien d'être dissoute ou bien de se soumettre au Gouvernement de Stolypine; les « Cadets » se montrèrent disposés à faire de larges concessions au Gouvernement; la Douma se divisa en deux par-

ties presque égales: les Polonais furent alors dans la situation de groupe central; ils pouvaient faire pencher la balance d'un côté ou de l'autre. C'était d'eux aussi que dépendait le sort des deux votes les plus importants pour les relations de la Douma avec le Gouvernement, à savoir le vote sur le contingent et le vote sur le budget. Sans faire de la question du contingent un objet de marché politique, les Polonais votèrent pour le projet du Gouvernement. Ils déclarèrent préalablement qu'ils étaient prêts à remplir leurs devoirs envers l'État, mais qu'en échange ils exigeaient de lui la reconnaissance de leurs droits nationaux; ils exprimaient aussi l'espérance que cette armée servirait à défendre un ordre de choses autre que celui qui existait à cette époque. Ils profitèrent même de cette occasion pour affirmer qu'une armée forte est nécessaire à l'État, afin de lui assurer, même dans ses affaires intérieures, une situation indépendante à l'égard des puissances étrangères; ils faisaient nettement entendre par là que les Polonais ne veulent pas laisser leurs destinées dans l'État russe dépendre d'influences allemandes.

Quant à l'attitude prise par la délégation polonaise dans la question du budget, il est bon de rappeler que le Gouvernement ne voulut entamer aucun pourparler avec elle à cet égard. Elle n'eut d'entretien à ce sujet qu'avec les représentants des groupes de la Douma dévoués au Gouvernement. Ces groupes lui proposèrent de voter le budget. Dans leur réponse,

les Polonais déclarèrent qu'ils regardaient ce budget comme l'expression d'un système de gouvernement dirigé contre leurs intérêts nationaux; mais comme ils comprenaient, d'autre part, que ce système ne pouvait pas être remplacé par un autre immédiatement, ils se montrèrent prêts à donner le vote qu'on leur demandait. Toutefois, ils y mettaient une condition, savoir, que le Gouvernement fît un pas en avant, pour prouver qu'il avait l'intention d'entrer dans une autre voie. Ils ajoutèrent qu'ils pouvaient regarder cette condition comme remplie si les représentants du Gouvernement faisaient une déclaration à la Chambre en faveur du projet polonais de création dans le Royaume d'écoles polonaises relevant de l'État. Mais le Gouvernement avait orienté sa politique dans un sens entièrement opposé; de son côté, il ne put être question d'un compromis de ce genre. Aussi n'y eut-il pas dans la Chambre de majorité pour voter le budget.

D'ailleurs, cette Chambre était d'avance condamnée à être dissoute. Si le Gouvernement patienta quelque temps, ce fut uniquement à cause des difficultés que rencontrait son crédit à l'étranger. Ces difficultés une fois aplanies, il prononça la dissolution prévue.

Mais le Gouvernement avait été vivement mécontent en voyant les Polonais, par une situation fortuite, maîtres du résultat des votes les plus importants, et ce mécontentement fut nettement exprimé dans l'oukase du 16 juin 1907. En dissolvant la

Chambre, ce manifeste promulguait une nouvelle loi électorale. Il y était dit que les éléments non-russes ne devaient pas se trouver dans la Chambre en nombre suffisant pour pouvoir décider des destinées de l'État russe. La nouvelle loi abaissa le nombre des représentants du Royaume à la Douma de 36 à 12. Pour les pays annexés, elle laissait au ministre de l'Intérieur le droit de créer à son gré des curies par nationalités. Ce droit, l'administration l'interpréta à sa façon ; elle s'en autorisa pour répartir arbitrairement le nombre d'électeurs inscrits entre les diverses nationalités. Partout, excepté dans le gouvernement de Vilna, ce procédé permit de créer une majorité contraire aux Polonais. De plus, cette loi établissait à Varsovie un député pour la population russe seule, alors que l'élément russe s'y compose exclusivement de fonctionnaires de l'État. Elle en fit de même pour les gouvernements de Vilna et de Kovno. Par là, du reste, elle reconnaissait officiellement ces pays comme n'étant pas russes. C'est ainsi qu'elle soumit la représentation polonaise de la Douma à une loi d'exception ; elle déclarait aux Polonais une guerre ouverte sur le terrain même de la Chambre.

Le trait caractéristique de cette attitude, c'est que, afin d'assurer des élections favorables au Gouvernement, on changea l'ordonnance électorale dans tout l'Empire, sauf dans le Royaume. On y réduisit simplement des deux tiers le nombre des députés. On affichait ainsi officiellement la méfiance du Gou-

vernement et son attitude hostile à l'égard du pays polonais et de toute sa population. Il paraît qu'on avait projeté d'agir d'une autre manière et de créer pour le Royaume un mode spécial d'élection; mais les informations recueillies prouvèrent que toutes les classes de la société polonaise étaient tellement unies dans la revendication de l'autonomie du pays, que n'importe quel mode d'élection donnerait toujours les mêmes résultats.

Néanmoins, par cette façon d'esquiver la difficulté que la question polonaise lui créait dans la Chambre, le Gouvernement en souligna l'importance en même temps que sa propre impuissance à lui donner une solution.

Cet acte du Gouvernement ne fut pas approuvé par l'opinion vraiment libérale en Russie et à l'étranger. Il le fut d'autant moins que les Polonais s'étaient fait remarquer à la Douma comme un groupe mûr au point de vue politique, calme et plein de tact, étranger à toute doctrine préconçue et comprenant d'une façon pratique le travail parlementaire; ils étaient vivement appréciés dans les commissions de la Chambre, à cause de leur compétence et de leur habileté.

Néanmoins, le fait, de la part du Gouvernement, d'enlever à une Chambre une certaine quantité d'hommes capables d'y travailler utilement, n'avait qu'une importance secondaire si on le compare avec le fait même de son attitude à l'égard de la nation polonaise tout entière. Cette nation avait été cruel-

lement lésée par la Russie; et cependant, à l'heure du péril, elle ne lui donnait aucune preuve de haine, alors que, dans sa situation, cette haine eût été parfaitement compréhensible; au contraire, elle lui avait proposé un *modus videndi*; elle s'était donnée avec la nation russe à une œuvre commune qui avait pour but de réformer une organisation politique qui prépare la ruine de l'État.

C'est avec le plus grand calme que les Polonais accueillirent cet acte du Gouvernement. Pour eux, l'importance de la question polonaise dans l'Empire ne consistait pas dans le nombre des députés polonais à la Chambre, étant donné surtout que cette Chambre, — ils en étaient convaincus, et ils le sont encore, — ne pouvait s'assurer une indépendance quelconque vis-à-vis du Gouvernement. Les élections à la troisième Douma furent encore faites dans le Royaume par le parti démocratique national, sans aucune concurrence. Les Juifs eux-mêmes ne posèrent pas leurs candidatures et s'abstinrent de voter : les élus furent en général des députés sortants ou d'anciens députés de la première Douma. La part prise par le public aux élections fut cette fois beaucoup moindre; mais les Polonais, en général, avaient perdu leur confiance dans l'importance de la Douma; de plus, en l'absence de toute concurrence, ces élections étaient devenues un acte de pure forme, et néanmoins il y eut encore un grand nombre de votants. Cela montre bien que la société polonaise voulait nette-

ment affirmer que sa politique restait la même, que l'autonomie revendiquée dans le programme de sa représentation continuait à être l'expression de ses tendances politiques.

Dans la troisième Douma, les Polonais n'étaient plus que 18 (11 du Royaume et 7 des Pays annexés) et ils se trouvaient en présence d'une majorité qui n'était pas favorable à leurs revendications d'autonomie. De plus, dans les provinces non-russes, le Gouvernement avait déjà conquis une certaine quantité de sièges de députés pour des fonctionnaires ; il avait créé, en effet, à leur profit des mandats propres à la population russe à Varsovie, ainsi que dans les gouvernements de Vilna et de Kovno. Ces députés sont donc d'un genre tout particulier. Leur tâche à la Douma est d'accuser les Polonais de tendances hostiles à l'Empire : après chaque discours prononcé par un député polonais, ils doivent prendre la parole l'un après l'autre, et, sans se préoccuper de ce qui fait l'objet de la discussion, ils démontrent que les Polonais détestent tout ce qui est russe et qu'ils ne pensent qu'à détruire l'État russe. De cette manière, d'une part, on combat la politique polonaise et de l'autre on réveille le chauvinisme dans l'âme des Russes. Or, l'expérience du passé nous l'apprend, ce chauvinisme est un excellent point d'appui pour la politique réactionnaire.

Après le décret du 16 juin 1907, les élections à la troisième Douma donnèrent 70 sièges sur 100 au parti octobriste et aux groupes de droite. D'autre

part, les constitutionnels s'étaient affaiblis et avaient perdu une notable partie de leur influence sur l'opinion russe; ils avaient même été forcés de se mettre sur la défensive. En présence de ce double fait, il devenait évident que la cause de la Constitution en Russie était une cause perdue; le moment historique où elle avait eu quelque chance d'être gagnée était passé sans résultats. Ce moment historique était également passé pour la cause de l'autonomie du Royaume de Pologne. La représentation polonaise comprit que son rôle changeait radicalement. Dans la troisième Douma, sa tâche se réduisait à préserver le pays le plus habilement possible de nouveaux attentats contre ses droits et ses intérêts; elle devait s'efforcer d'obtenir aussi des réformes de détail dans l'administration, et pour cela user de compromis avec les groupes qui disposaient de la majorité. Et c'est dans cette direction que commença à se produire l'évolution de la politique polonaise dans la troisième Douma.

Avant que ce changement d'attitude fût un fait accompli, les députés polonais profitèrent de la discussion du budget pour critiquer énergiquement le système de gouvernement appliqué en Pologne. Ils montrèrent que ce système est non seulement injuste à l'égard de la nation polonaise, mais encore qu'il porte préjudice à l'Empire russe lui-même, et qu'il prépare à cet Empire un péril considérable. Au cours même de cette discussion, ils dirent qu'ils regardaient l'autonomie comme l'unique forme

logique de l'union du Royaume avec l'État russe, comme l'unique moyen d'établir dans ce pays un ordre durable et des rapports sociaux normaux; mais ils déclarèrent que néanmoins ils étaient prêts à collaborer avec la Douma pour améliorer graduellement la situation du pays au moyen de réformes de détail.

Plus tard, à l'occasion d'une autre discussion, la représentation polonaise expliqua son attitude à l'égard de la question constitutionnelle en Russie dans les conditions nouvelles. Les Polonais sont constitutionnalistes non seulement par conviction, mais par instinct; cet instinct, ils le doivent à l'histoire de l'ancien État polonais qui eut en quelque sorte son prolongement dans le royaume constitutionnel qui exista de 1815 à 1831. Ce qui leur rend extrêmement pénible leur sujétion à l'État russe, outre la perte de leur indépendance politique et l'oppression de leur nationalité, c'est précisément qu'il leur est impossible de s'habituer aux institutions d'un État autocratique, car ces institutions furent de tout temps étrangères à leur histoire. Aussi, dans la lutte engagée en Russie au sujet de la Constitution, toutes leurs sympathies ont toujours été pour les constitutionnels. Or, leur cause est perdue au moins pour un certain temps; les constitutionnels russes n'ont pas fait preuve d'assez de force et de logique dans leur manière d'agir pour pousser l'État sur la voie d'une réforme politique définitive. Ce n'est cependant point l'affaire des Polonais d'entreprendre la tâche, au-dessus de leurs forces d'ailleurs, d'imposer à la

Russie leurs tendances constitutionnelles. Ils s'efforcent de créer un *modus vivendi*; ils doivent par suite prendre la Russie telle qu'elle est à l'heure actuelle; sans jeter aucun trouble dans sa vie politique, ils tâchent d'obtenir pour eux-mêmes les conditions indispensables de vie et de développement national. C'est pourquoi, tandis que dans la première et dans la seconde Douma, luttant à côté des « Cadets », ils s'efforçaient de faire aboutir une large réforme constitutionnelle, dans la troisième ils ont adopté une attitude nouvelle. Puisque cette grande réforme leur paraît impossible à obtenir dans le moment présent, ils ont résolu de travailler au progrès politique de l'État dans les limites possibles; autrement dit, ils ont tâché de faire réaliser les réformes partielles promises par le manifeste d'octobre. De là, un certain rapprochement du Club polonais de la Douma avec les octobristes; si les Polonais les appuient contre l'extrême droite, c'est que le but de cette dernière est de faire retirer par le Gouvernement même ce qu'a concédé à la Russie le manifeste du 30 octobre 1905.

Néanmoins, la situation des Polonais dans l'État russe est restée difficile, et les dangers qui les menacent sont toujours aussi grands.

Le Royaume de Pologne est, de toutes les parties de l'État russe, le pays qui vit dans les conditions politiques les plus anormales ; c'est lui qui a besoin des plus promptes et des plus profondes réformes. Or, ni le Gouvernement, ni la Douma ne semblent

portés à s'en occuper. Guidée par son égoïsme national facile à comprendre, l'immense majorité de la Douma témoigne une indifférence complète pour tout ce qui concerne la Pologne. Il faut dire que pour les neuf dixièmes de ses membres, c'est un pays entièrement étranger ; ils ne le connaissent pas, ils ne comprennent ni sa manière de vivre ni ses besoins, ils n'ont pas la moindre idée de son caractère politique et social ; ils ignorent même quelle législation y est en vigueur. Seulement, ils ne veulent pas consentir à son autonomie ; ils ne peuvent pas admettre qu'il puisse exister à Varsovie une diète appelée à régler la vie du pays et seule compétente pour cette tâche ; ils traitent en définitive le Royaume comme s'il se trouvait hors des frontières de l'État ; toutes les fois qu'on le rappelle à leur mémoire, qu'on leur parle des réformes dont il a besoin, ils regardent cela comme l'importune manie de gens qui s'obstinent à leur causer de choses qui ne les regardent pas. Qu'on prenne un membre quelconque de la Douma, il ne comprend pas l'absurdité de cette attitude, qui peut être exprimée de la manière suivante : nous ne vous permettrons pas de travailler à l'organisation politique de votre pays et de chercher à satisfaire ses besoins intellectuels, sociaux et économiques ; mais nous ne nous en occuperons pas non plus nous-mêmes, parce que tout cela est trop loin et que nous avons assez à faire chez nous. Il n'est pas jusqu'aux ministres qui, afin d'être tenus à la Douma pour de bons patriotes, n'hésitent pas à s'exprimer ainsi ouvertement. A la Commision du

budget, quand il fut question de la régularisation de la Vistule (à laquelle la Russie s'était engagée par la convention avec l'Autriche), le ministre des Communications, M. Schaufuss, se prononça contre le vote du crédit demandé ; il déclara que le fleuve de son pays natal, le Volga, lui était plus cher que la Vistule.

Étant donnée cette indifférence du Gouvernement et de la Douma à l'égard des affaires du Royaume de Pologne, son avenir s'annonce tristement.

En raison de sa situation géographique, de la densité de sa population et de son développement économique, ce pays exige une organisation politique bien supérieure à celle de la Russie. Il est la partie de l'État russe la plus occidentale; par suite il a des rapports plus intimes que le reste de l'Empire avec l'Europe occidentale et surtout avec l'Europe centrale. Il se trouve exposé à toutes les influences qui viennent de l'Occident ; il est directement menacé par la conquête économique savamment organisée par l'Allemagne, sa voisine. Il souffre donc bien plus que tous les autres pays de l'Empire du moindre retard et de la moindre lacune dans son organisation sociale et économique. Or, cette organisation n'est-elle pas impossible sans des formes politiques appropriées ? D'autre part, il a une population beaucoup plus dense que la France (85 habitants par kilomètre carré), et il possède une industrie relativement considérable ; le pourcentage de population agglomérée dans les villes et dans les centres industriels est

incomparablement plus grand chez lui qu'en Russie. Ses habitants ressentent donc vivement toutes les imperfections d'une organisation politique qui le plonge dans une anarchie sociale de plus en plus grande. Et il ne faut pas oublier quelle grande importance a pour eux la tradition politique : le Royaume a grandi sous un régime parlementaire ; il a eu jusqu'en 1831 un gouvernement constitutionnel et il a gardé de son passé un souvenir toujours vivant. Cependant, son organisation politique est beaucoup plus primitive que celle de la Russie proprement dite. Il a conservé, il est vrai, quelques dispositions judiciaires, vestiges de son passé (le Code Napoléon, l'organisation des hypothèques, etc.), qui le rapprochent de l'Europe occidentale ; mais, pour ce qui est de l'organisation politique, il est placé au niveau le plus bas, Il ne possède même pas l'administration autonome locale dont jouit la Russie proprement dite. La seule forme de *self-government* qui existe dans ce pays est la commune rurale ; or, elle est terrorisée par les autorités administratives qui lui imposent leur volonté en violant même des règlements qui ont force de loi. En dehors de cela, toute l'administration du pays est entre les mains des autorités gouvernementales : pas de *self-government* provincial, pas d'organisation municipale ; les villes sont administrées par des fonctionnaires que nomme le Gouvernement, et ce sont leurs abus dans la répartition des finances de ces villes qui ont provoqué dernièrement des scandales retentissants.

Depuis quelque temps, le Gouvernement prépare, pour le soumettre bientôt à la Douma, un projet d'organisation municipale destiné au Royaume de Pologne; on annonce aussi, pour un avenir plus éloigné, un projet d'organisation provinciale pour les gouvernements et les districts dont il se compose; mais ni les ministres, ni la majorité de la Douma ne veulent entendre parler d'une organisation centrale ayant son siège à Varsovie; et pourtant, ne fût-ce que pour des raisons économiques, cette organisation est absolument indispensable. Ils ne veulent pas donner au pays, considéré comme un tout distinct, le gouvernement qui lui conviendrait, ils craignent que l'organe central de cette administration provinciale, siégeant à Varsovie, ne se transforme en une diète polonaise.

La police, elle aussi, est bien plus défectueuse dans le Royaume qu'en Russie, où d'ailleurs, comme on peut le voir, son organisation est tout à fait insuffisante. Dans le pays polonais, elle est russe et se recrute presque exclusivement parmi les Russes. Se trouvant dans un pays qui leur est étranger, ne le connaissant pas comme il faudrait, les employés ne comprennent pas sa vie; ils sont trop peu instruits; enfin, ils ont une attitude hostile à l'égard de la population et de ses intérêts, et, par suite, un penchant, singulièrement susceptible de se développer, à commettre des abus de toute sorte. Que de fois on a découvert la complicité des employés de la police avec des bandes de brigands et de voleurs! Que de fois

on leur a prouvé qu'ils se livraient eux-mêmes au pillage ! Et naturellement ce que l'on a pu découvrir et démontrer dans de pareilles conditions n'est à peine que la millième partie de ce qui existe en réalité.

L'instruction publique est mal organisée et très insuffisante. Mais ce qui est plus grave, les écoles du Gouvernement sont russes, et ceux qui les dirigent sont des ennemis déclarés de la nationalité polonaise. Aussi ont-elles été transformées en instruments politiques, en instruments de lutte contre le polonisme; elles sont devenues le facteur principal de la domination russe en Pologne, le plus nuisible à l'éducation; non seulement elles entravent les progrès de l'instruction, mais elles démoralisent les jeunes générations. L'Université de Varsovie s'est posée en ennemie déclarée de la science polonaise; non seulement les cours s'y font en russe, mais les Polonais ne sont pas admis à y enseigner. Il en résulte que son existence est devenue absolument anormale. Pendant trois ans, elle a été fermée à cause du boycottage organisé par la jeunesse polonaise; en 1908, on l'a rouverte, mais on a été obligé d'y envoyer des étudiants de Russie, car les étudiants polonais continuent à la boycotter; ils vont faire leurs études dans des universités étrangères, surtout dans les deux universités polonaises de Galicie : celle de Cracovie et celle de Léopol.

Depuis 1905, il était permis d'ouvrir des écoles polonaises libres ; de plus, les réformes d'octobre

donnaient la possibilité de créer des associations pour la propagande de l'instruction. Les Polonais en profitèrent pour fonder une vaste association appelée « la Mère des Écoles » (*Macierz szkolna*). Son but principal devait être d'ouvrir des écoles primaires polonaises. Au bout de deux années d'existence, grâce au concours de toutes les classes de la société (une très grande partie des fonds avait été fournie par les paysans), elle comptait dans ses écoles 80.000 enfants. C'est alors que les autorités scolaires l'attaquèrent violemment, en l'accusant d'être nuisible à l'État. La « Mère » fut fermée ; on chassa les enfants de ses écoles ; 700.000 francs environ se trouvaient encaissés ; lors de la liquidation, l'association dut les distribuer à d'autres institutions.

Il a été également fondé une série de collèges libres ; il y a seulement trois ans qu'ils ont été ouverts, et cependant ils ont déjà réalisé d'immenses progrès. Ils furent créés pendant la période révolutionnaire ; les élèves qui les fréquentèrent venaient de déserter les écoles gouvernementales ; ils étaient donc fortement surexcités par l'agitation politique ambiante ; enfin, au début, l'on manqua de professeurs compétents. Néanmoins, tous ces établissements ont réussi à faire très bonne figure. La jeunesse soumise à leur influence a cessé de s'occuper de politique ; elle a renoncé à ces révoltes contre ses maîtres auxquelles elle s'était habituée dans les écoles russes ; elle s'est mise au travail avec ardeur. Chose inconnue depuis longtemps, il s'est établi entre élèves et pro-

fesseurs une bienveillance mutuelle sans laquelle il n'y a pas d'école véritablement digne de ce nom. A eux seuls, ces lycées possèdent une population scolaire de 15.000 jeunes garçons.

Mais ces écoles ont à lutter avec des difficultés énormes, et l'on ne peut nullement regarder leur existence comme assurée. Pour qu'elles puissent se maintenir, il faut de la part des particuliers des sacrifices pécuniaires continuels, car, malgré tout, elles coûtent plus cher que celles de l'État. Quant aux jeunes gens sans fortune, ils ne peuvent en profiter qu'avec de grandes difficultés. De plus, leurs élèves n'ont pas les mêmes droits que ceux des écoles du Gouvernement ; ils ne sont pas admis dans les universités russes ; ils ne participent pas aux avantages dont bénéficient leurs camarades relativement au service militaire ; quand ils veulent passer leurs examens dans les écoles de l'État, les autorités scolaires se font un malin plaisir de les éliminer régulièrement. Disons, entre parenthèses, que quelques-unes de ces écoles, connues pour la grande valeur de leur enseignement, ont obtenu pour leurs anciens élèves le droit d'admission dans les universités d'Autriche et dans plusieurs autres encore, où leurs certificats sont regardés comme l'équivalent du baccalauréat des écoles publiques.

L'existence, en elle-même tranquille, de ces écoles est sans cesse troublée par l'autorité. Dans le cours de l'année 1908, à deux reprises différentes, on a fermé toutes les écoles polonaises, une première fois

dans le gouvernement de Kielce, une seconde fois à Varsovie, sur un décret du général-gouverneur de Varsovie d'après les ordres du ministre de l'Instruction publique. Cette décision fut, plus tard, rapportée à la suite de démarches faites auprès du Gouvernement; les motifs qui l'avaient dictée étaient appuyés chaque fois sur des faits sans aucun lien avec la vie scolaire. Il s'agissait, en effet, du meurtre d'un inspecteur des écoles tué dans les rues de Kielce par un assassin inconnu, et la persécution des étudiants russes par les ouvriers de Varsovie. Le Gouvernement a appliqué ici le principe de la responsabilité collective de la population polonaise pour tout ce qui se passe dans le pays; cependant, cette population est privée des organes qui lui seraient nécessaires pour veiller à l'ordre public. En s'attaquant aux écoles polonaises, on la frappait dans ce qui lui tient le plus à cœur et l'intéresse le plus vivement. D'ailleurs, ce qu'on découvre sous ces manœuvres, c'est le dessein des autorités russes de ruiner ces écoles en les désorganisant. En 1908, on leur a imposé l'obligation de faire des cours d'histoire et de géographie générales en langue russe; ces cours devaient être confiés exclusivement à des professeurs de nationalité russe. Quel pouvait bien être le motif de cet ordre bizarre, sinon l'hostilité du Gouvernement à l'égard des écoles polonaises? Le fait est d'autant plus frappant que dans les écoles allemandes particulières des Provinces Baltiques, l'histoire et la géographie générales sont enseignées en allemand et par des Allemands, la

langue russe n'y étant obligatoire que pour l'histoire et la géographie de la Russie.

En résumé, les écoles polonaises sont soutenues uniquement par les subventions des particuliers; elles ne peuvent assurer à leurs élèves la possibilité de faire leurs études supérieures dans l'Empire et d'obtenir des diplômes leur permettant de gagner leur vie dans ce même Empire; d'ailleurs, elles sont soumises à une russification partielle et sans cesse inquiétées par des autorités mal disposées en leur faveur. Dans ces conditions, leur existence ne saurait être regardée comme solide et assurée. Dans un moment critique pour l'État russe, en 1905, le Gouvernement avait accordé la liberté de l'enseignement privé dans la langue maternelle, et il avait déclaré catégoriquement que les écoles du Gouvernement devaient rester russes dans tout l'Empire, y compris le Royaume de Pologne. Aujourd'hui, on a l'impression que les autorités tendent même à rendre impossible l'existence des écoles privées, à les anéantir et à redonner ainsi à l'école russe sa domination entière et exclusive. Et pourtant, une expérience de quarante années a prouvé que l'école russe en Pologne n'a pas transformé en Russe un seul enfant polonais. L'unique résultat qu'elle ait obtenu a été que les jeunes générations polonaises formées par elle ont sans cesse vu baisser leur niveau intellectuel et moral; elles ont été de moins en moins capables du travail intensif que la vie exige aujourd'hui de tout homme civilisé; par contre, elles manifestaient

une disposition de plus en plus grande à une véritable anarchie dans leur manière de penser. Il est incontestable que le mouvement révolutionnaire de ces derniers temps s'est signalé par un penchant très marqué à des actes de violence dirigés aussi bien contre les représentants du Gouvernement que contre de simples citoyens ; dans ses manifestations il ressemblait parfaitement au banditisme ordinaire, et il comptait du reste, dans ses rangs, un assez grand nombre de jeunes Polonais, d'étudiants de l'Université et même de lycéens. C'est l'école russe en Pologne qui doit être rendue responsable de cet abaissement de la moralité. Et quel autre résultat pouvaient donner ces écoles où les maîtres étaient étrangers à la population par leurs idées et leurs instincts? Ils haïssaient leurs élèves pour la seule raison qu'ils étaient Polonais; ils s'efforçaient d'arracher de leur cœur tout ce qui était polonais, d'anéantir dans leur âme juvénile tous les éléments de la civilisation occidentale et toutes les conceptions morales qui s'y rattachent; et, ne sachant leur inculquer rien de positif, ils détruisirent chez eux toute moralité. Quelle jeunesse pouvaient bien former de tels maîtres ? Ils se trouvaient continuellement en lutte avec les influences du milieu social; ils étaient plutôt des policiers que des pédagogues, et, en cette qualité, ils excitaient un esprit de révolte contre eux chez leurs propres élèves. Et ces élèves sentaient, depuis leur enfance, la violence qu'ils subissaient; ils se pénétraient de plus en plus de l'idée

de se venger également par la violence du mal qu'on leur faisait.

Il existe donc une énorme disproportion entre les besoins du Royaume, résultant de sa vie intérieure et de sa situation vis-à-vis de ses voisins de l'Ouest, et les moyens laissés à sa disposition pour répondre à ces besoins, surtout si l'on tient compte des conditions d'existence où le place la politique du Gouvernement russe. Il est certain que le Gouvernement, ainsi que la Douma aujourd'hui, se désintéressent de ces besoins, parce qu'ils concernent un pays qu'ils considèrent comme étranger ; ils sont même incapables de les comprendre. Mais faut-il voir dans cette indifférence seule la cause de ce grave déséquilibre entre les besoins et les institutions du Royaume ?

Que de fois nous rencontrons en Russie une tendance très marquée à rabaisser le niveau de la civilisation de la Pologne, parce qu'on voit dans sa supériorité un désavantage pour l'élément russe ! Les représentants de cette tendance semblent ne pas comprendre que, situé presque au centre de l'Europe, le Royaume de Pologne ne pourrait rester longtemps en retard dans son développement. Si la civilisation polonaise y était détruite, la civilisation russe ne pourrait la remplacer; elle s'en est montrée incapable; et d'ailleurs cette civilisation ne répond point par son niveau au caractère et à la situation géographique du pays. Dans ce cas, le sort du Royaume serait donc de devenir le terrain d'expansion de la

civilisation allemande. Et dans ce cas, tout l'avenir de la Russie s'en trouverait changé : la Pologne deviendrait un trait d'union entre l'Allemagne et les provinces baltiques, et ce pourrait être la ruine de l'œuvre entière de Pierre le Grand, qui a fait de la Russie une puissance européenne.

C'est, du reste, pour cette raison même que l'influence allemande, comme nous l'avons indiqué, est l'un des principaux obstacles à un changement de la politique suivie par la Russie à l'égard de la Pologne. Mais il existe à ce changement un autre obstacle non moins sérieux, c'est le chauvinisme russe. Ce chauvinisme, si général dans la société russe, fait cause commune avec la bureaucratie; il se refuse à abandonner la doctrine de centralisation; il s'obstine à regarder la Russie comme formant une seule nation homogène dans toute l'étendue de l'Empire; il veut que l'on administre de Saint-Pétersbourg toutes les parties de cet immense territoire, et que l'on intervienne dans les affaires locales des provinces jusque dans les plus petits détails. Avec ce système administratif, la Pologne sera toujours lésée, toujours gouvernée avec malveillance et par des fonctionnaires incompétents, toujours entravée dans le développement de sa civilisation.

Le Gouvernement surexcite le chauvinisme russe pour réagir contre le libéralisme et les tendances constitutionnelles; il est obligé de lui fournir un aliment et il le fait le plus souvent au détriment des

Polonais. C'est précisément un des moyens employés pour donner satisfaction au chauvinisme russe qu'il faut voir dans ce projet de modification des frontières du Royaume de Pologne, dont on détacherait certains districts du gouvernement de Lublin et de celui de Siedlce pour en faire un gouvernement nouveau, celui de Khelm.

Ce projet a un double but : d'une part, on entend séparer d'un pays portant le nom de Pologne des territoires où vit une population autrefois uniate, aujourd'hui orthodoxe ; parlant un idiome ruthène (le petit-russien), que l'on considère comme une population russe; on confond à dessein Ruthènes et Russes, et l'on conclut que ces districts, ruthènes en partie, doivent par conséquent être incorporés à la Russie proprement dite. D'autre part, il s'agit de démontrer que la frontière du Royaume de Pologne établie par le Congrès de Vienne n'a plus d'importance aujourd'hui; qu'elle n'est rien de plus que la limite ordinaire d'une division administrative, et que par conséquent on peut la changer comme on l'entend.

Ce gouvernement de formation nouvelle, que l'on a l'intention de séparer du Royaume de Pologne, aura forcément une majorité d'habitants catholiques et polonais, d'après le projet définitif du Gouvernement; la population orthodoxe n'a la majorité que dans un seul district de peu d'étendue, celui de Hrubieszow, qui occupe la partie sud-est; partout elle est mêlée avec des catholiques et se trouve au milieu d'eux en minorité. De cette façon la nou-

velle frontière du Royaume telle qu'elle résulterait de ce partage ne serait pas une démarcation rigoureuse entre la population polonaise et celle que la nomenclature officielle regarde comme russe. D'ailleurs si c'est là ce que l'on recherche, il faudrait réunir au Royaume les districts purement polonais du gouvernement de Grodno qui touchent à la frontière (ceux de Biélostok, de Biala et de Sokolka). Or, il n'en est nullement question.

Ce projet a été remis en question à plusieurs reprises dans les sphères gouvernementales au cours des vingt-cinq dernières années. Mais toujours il a rencontré une réprobation générale. Les administrateurs du Royaume eux-mêmes, et même ceux d'entre eux qui étaient les plus acharnés des russificateurs, se sont prononcés contre son adoption. Ils voyaient les complications qui résulteraient de l'annexion à l'Empire d'un territoire constituant une partie organique du Royaume, ayant un calendrier distinct du calendrier russe, possédant de plus le Code civil et une organisation propre de la commune rurale, etc. Les généraux-gouverneurs de Varsovie, sans en excepter le fameux Gourko, y étaient contraires. Le seul d'entre eux qui se soit, en son temps, prononcé en sa faveur, a été le comte Chouvalof, ancien ambassadeur russe à Berlin. C'était un grand ami de l'Allemagne. Il faut ajouter qu'en modifiant les frontières du Royaume établies au Congrès de Vienne, l'on créerait un précédent dont l'Allemagne pourrait peut-être profiter un jour.

Or, c'est ce projet tant de fois condamné et rejeté par les représentants du Gouvernement russe eux-mêmes, que le Gouvernement actuel a présenté à la Douma. Il cherche ainsi à satisfaire les cercles ultra-réactionnaires et nationalistes, qui réclament à grands cris cette nouvelle conquête.

En résumé, la question polonaise comporterait une solution qui serait avantageuse à la fois pour la Russie et pour le Royaume de Pologne et qui pourrait fortifier l'Empire vis-à-vis de l'Allemagne. Mais la phase où elle est actuellement engagée, loin de la rapprocher d'une telle solution, l'en éloigne au contraire et prépare plutôt le moment où les destinées de toute la Pologne dépendront exclusivement de l'Allemagne.

Malgré tous les efforts du côté polonais pour établir un *modus vivendi* si désirable avec l'État et la nation russe, on ne constate à cet égard aucun progrès. N'y a-t-il pas dans l'organisation de cet État, comme aussi peut-être dans l'âme de cette nation, des facteurs qui préparent, sur le terrain de la question polonaise, un avenir dont les conséquences peuvent être fatales pour le monde slave tout entier?

CHAPITRE VI

La politique polonaise depuis l'échec de la dernière insurrection.

Il n'est pas, croyons-nous, de pays où ait persisté aussi longtemps qu'en Pologne l'héritage politique de la première moitié du dix-neuvième siècle. Cet héritage, c'était la croyance au règne de la justice dans les relations entre les peuples, la foi dans la possibilité de faire prévaloir ses droits légitimes en les défendant devant l'opinion impartiale de l'Europe, l'habitude de désigner des faits historiques par les termes d' « injustice » ou « de crimes » ; c'était la confiance dans le triomphe final de la « juste cause » et par là même une tendance à ne pas compter avec la direction réelle des forces dans la vie internationale, comme si ce n'était pas de la résultante de ces forces que dépend le succès de toute entreprise. Cette disposition d'esprit qui faisait appuyer des vues politiques sur des bases purement illusoires, qui entraînait à se lancer dans des aventures sans en avoir exactement

défini le but ni calculé les moyens, c'est ce qu'on a nommé le romantisme politique.

S'il a régné si longtemps en Pologne, c'est pour des causes multiples. Tout d'abord, la Pologne se trouve dans une situation anormale; son brillant passé contraste fortement avec les conditions déplorables de son existence actuelle, et ce contraste a rendu la nation polonaise la plus malheureuse de toutes les nations européennes. De plus, la société polonaise était constituée de telle manière que sa politique se trouvait exclusivement entre les mains de la noblesse; or, cette noblesse avait certainement beaucoup de traditions excellentes, mais elle était peu trempée pour les luttes de la vie pratique. Et puis, les Polonais étaient doués comme un peuple jeune d'une certaine naïveté qui les faisait se méprendre sur le sens du langage politique. Bref, pour tout ce qui touchait aux affaires politiques, ils trahissaient un manque complet d'expérience qui tenait d'ailleurs à la non-existence de l'État polonais. Enfin, n'oublions pas l'influence de la brillante poésie polonaise qui atteignit son parfait épanouissement après la chute de la Pologne, et dont le principal ressort fut dès lors l'idée de l'affranchissement de la Patrie.

Certes, les actes les plus importants de la politique polonaise — les insurrections et la part prise par les Polonais dans les guerres napoléoniennes — avaient été fondés sur des calculs réels; mais malheureusement ces calculs étaient très inexacts. Et, du reste,

le romantisme les avait marqués à son empreinte. La nation avait les yeux fixés sur un seul but : la reconstitution d'une Pologne indépendante, et ce but absorbait tellement les esprits qu'on ne fixait pas assez l'attention sur les conditions dans lesquelles on entreprenait la lutte. Il n'y avait pas équilibre entre le sentiment national et le sens politique.

Le dernier chaînon de cette série de tentatives en vue de reconstituer l'État polonais fut l'insurrection de 1863-1864. A l'étranger, on y vit la banqueroute définitive de la cause polonaise; en Pologne, on y vit seulement la fin de la première période de l'histoire polonaise depuis les partages, période des luttes à main armée pour l'indépendance. La nation renonça à ces luttes; elle résolut de se résigner à sa situation, à son incorporation dans trois États étrangers, et se donna pour but de travailler à conserver son individualité nationale, à développer sa civilisation.

Les années qui suivirent l'insurrection furent une époque de violente réaction contre le romantisme politique, et cette réaction fut, comme il arrive d'ordinaire en pareil cas, étroite et partiale.

Dans la plus importante partie de la Pologne, celle qui avait été le principal théâtre de l'insurrection, c'est-à-dire dans le Royaume, le développement industriel du pays commença à faire paraître au grand jour une bourgeoisie industrielle rapidement grandissante, qui sentit de bonne heure en elle l'ambition de jouer le premier rôle dans la vie de la nation. La

jeune littérature, y compris le journalisme, adopta bientôt après l'insurrection un ton fortement combatif au nom des idées démocratiques bourgeoises. Elle déclara la guerre au romantisme politique au nom du travail pour le développement économique et pour la civilisation; et ce travail, les novateurs voulurent le reprendre à la base. Ce fut là leur programme auquel on donna le nom de programme du « travail organique ».

D'autre part, ils luttaient contre les idées de la noblesse, contre les traditions du passé, contre le cléricalisme, même contre la religion au nom de la libre pensée, de la science moderne, du progrès, des principes démocratiques. Ce mouvement, appelé « le positivisme de Varsovie », n'opposait aucune politique nouvelle à celle des générations précédentes ; il renonçait entièrement à toute politique.

Ce n'est pas seulement de ce côté que se produisit la réaction contre le romantisme politique. Elle vint en même temps des éléments conservateurs eux-mêmes, de l'aristocratie et de la grande noblesse. Une notable partie de leurs membres avait toujours été contraire aux insurrections ; ils cherchaient à s'insinuer à la cour des trois États copartageants, et chez eux, la politique du marquis Wielopolski, étouffée dans son germe par l'explosion de l'insurrection, avait trouvé de nombreux partisans. Ces éléments ne renoncèrent pas à la politique ; mais ils prirent pour ligne de conduite de gagner la confiance des souverains, et de conquérir ainsi pour les Polo-

nais une position dans l'État étranger, ou tout au moins d'adoucir leur pénible sort.

Un champ plus vaste s'ouvrit bientôt en Autriche pour cette politique. Les Polonais y firent une déclaration solennelle où ils affirmaient leurs sentiments de loyalisme à l'égard du monarque. Depuis lors ils devinrent ainsi dans le Parlement un parti gouvernemental. Cette attitude de leur part était favorisée par les conditions extérieures et par les transformations profondes opérées dans l'État après 1866. Elle l'était aussi dans une certaine mesure par les vues d'avenir qui dirigeaient à cette époque la politique autrichienne. Cette politique, en effet, ne s'était pas orientée exclusivement du côté des Balkans ; elle n'était pas encore intimement liée à la Prusse, et n'avait pas rayé la question polonaise de ses combinaisons. Mais ce qui favorisa surtout cette tactique, ce fut la situation intérieure du pays. La Galicie était la plus arriérée de toutes les provinces polonaises ; au point de vue économique, elle avait été ruinée par la politique de Metternich ; elle se trouvait dans un état social déplorable et en outre l'élément qui dominait dans sa vie sociale, à l'exclusion de tout autre, était l'aristocratie et la grande noblesse. Aussi était-il possible d'y organiser une politique par excellence aristocratique, ne subissant en rien la pression des masses, ne devant pas compter avec leurs besoins et leurs aspirations et trouvant son seul appui auprès de la Couronne et du Gouver-

nement. Cette politique trouva sa plus complète expression dans le parti cracovien, qui reçut le nom populaire de « parti des Stanczyks ». Entre ce parti et le Gouvernement autrichien, il s'établit pour longtemps une entente fondée sur un mutuel échange de services : le Gouvernement avait à surmonter à l'intérieur de graves difficultés et il profitait de l'appui des Polonais dans le Parlement ; et de son côté, il soutenait la politique conservatrice et aristocratique en Galicie, dont il avait remis l'administration à ses représentants. Cette politique ne rencontrait aucun obstacle sérieux de la part des autres éléments de la société polonaise en Galicie ; ils étaient trop faibles par le nombre et par leur niveau intellectuel ; d'autre part, c'était pour les conservateurs un atout considérable que d'avoir obtenu de l'Autriche une sorte d'autonomie provinciale et les libertés nationales.

Des essais de cette politique aristocratique à laquelle on donna le nom de politique de réconciliation eurent lieu aussi en Prusse, en 1890. Jusqu'alors, les Polonais avaient été forcés de lutter contre la politique absolument antipolonaise du Gouvernement. Dans le Parlement, et surtout dans la Chambre prussienne, où Bismarck disposait d'une énorme majorité, cette lutte se manifestait par l'opposition des députés polonais. Ils protestaient énergiquement contre les violences ; ils en appelaient aux engagements qu'avaient pris les rois de Prusse, aux promesses qu'ils avaient faites et qu'ils éludaient toujours. Cependant, en prévision

d'un conflit avec la Russie, le Gouvernement prussien avait quelque peu ralenti l'action germanisatrice en Posnanie, et l'empereur Guillaume II avait appliqué aux chefs de l'opposition polonaise sa méthode connue d'influence personnelle. Aussi s'efforça-t-on du côté polonais d'inaugurer une politique de réconciliation; en soutenant le Gouvernement dans les Chambres, on espérait obtenir un traitement plus bienveillant de sa part à l'égard des Polonais. Ces essais furent d'abord couronnés d'un certain succès (rappelons le vote des Polonais pour les crédits de la marine, en 1893); mais ils ne tardèrent pas à faire faillite. Ils ne trouvaient d'aucun côté un fondement solide : du côté polonais, dans la Pologne prussienne, les éléments démocratiques devenaient de plus en plus forts; ils s'étaient trempés dans la lutte nationale, et opposaient une résistance acharnée à « la politique de cour » ; d'autre part, du côté prussien, la germanisation des territoires polonais est pour la politique prussienne un intérêt trop vital pour qu'elle puisse y renoncer. Aussi, quand l'antagonisme entre l'Allemagne et la Russie se fut apaisé, le Gouvernement prussien saisit le premier prétexte venu pour revenir plus énergiquement que jamais à la germanisation ; il employait même des procédés d'une rigueur inconnue à l'époque de Bismarck. Bref, il ne resta bientôt plus chez les Polonais que le désagréable souvenir d'un flirt inutile de quelques années avec le Gouvernement prussien.

C'est en 1894 que ce flirt fut brutalement rompu

par le Gouvernement à l'occasion d'un discours prononcé par le principal « loyaliste » posnanien, M. Koscielski, à l'exposition de Léopol. Dans ce discours, l'orateur avait rappelé le lien qui existe entre les Polonais des trois empires. C'est dans cette même année 1894, où l'on avait vu échouer, par le fait du Gouvernement prussien, la politique de conciliation, qu'on fit les premières tentatives pour organiser cette politique en Russie à l'égard du Gouvernement russe. Le prétexte en fut fourni par l'avènement de l'empereur Nicolas II. Une délégation polonaise déposa une couronne sur le tombeau d'Alexandre III ; les deux généraux-gouverneurs, Chouvalof et le prince Imérétinsky, reçurent des témoignages de sympathie de la part de l'aristocratie polonaise ; on organisa pour le couple impérial venu à Varsovie en 1897 une réception enthousiaste. On voulut perpétuer le souvenir de cette visite et on réunit, par voie de souscription dans le Royaume, un million de roubles pour un but qu'on laissa au monarque le soin de désigner lui-même [1]. Une agitation énergique fut entretenue par les organisateurs de l'entente ; de plus, les deux généraux-gouverneurs cités plus haut ne manquaient pas de diplomatie ; ils surent éviter les provocations ; et Imérétinsky obtint même de Saint-Pétersbourg l'autorisation d'élever à Varsovie un monument à Mickiewicz.

1. L'empereur Nicolas II consacra cette somme à la fondation d'une école polytechnique (russe) à Varsovie.

Pendant trois ans (1894-1897), grâce à cette diplomatie et à cette agitation, il sembla que cette politique pourrait donner des résultats et qu'elle serait adoptée dans tout le pays. On fondait principalement ces espérances sur le séjour du monarque à Varsovie; on s'attendait à ce qu'il répondît à un si chaleureux accueil par un acte quelconque en faveur des Polonais. Ces espérances étaient telles que, dans le monde des fonctionnaires russes du Royaume, on trembla pour l'avenir. Mais l'empereur resta froid et impassible ; dès le lendemain de son départ, les craintes des fonctionnaires furent apaisées. En effet, le prince Imérétinsky leur adressa une circulaire leur rappelant qu'ils ne devaient employer que la langue russe dans leurs rapports avec le public polonais. Les illusions s'évanouirent ; la politique de conciliation reçut un coup mortel, et ce coup lui venait précisément du côté où elle tendait. Ensuite, on nomma gouverneur le général Tchertkof qui dans toute sa conduite donna des preuves évidentes de haine envers les Polonais. Le parti « de la réconciliation » avait son principal point d'appui dans l'aristocratie et dans les cercles qui lui sont affiliés, surtout parmi les grands propriétaires fonciers ; il continua de poursuivre son agitation dans le même sens ; mais la résistance que la majorité de la population avait d'abord opposée à sa politique se changea peu à peu en un haro général. Cependant, il profita de l'organisation de l'État qui ne permettait point aux opinions contraires de se heurter librement et de mettre

en lumière la force réelle des courants et des partis politiques ; et dans ces conditions il put maintenir encore pendant quelques années les dehors d'une influence désormais ruinée. Ses espérances étaient fondées sur le régime qui régnait alors, où toutes les affaires se réglaient au moyen d'influences secrètes auprès du Gouvernement. Mais quand on eut inauguré en Russie le parlementarisme, quand on put voir en pleine lumière les forces politiques réelles de la nation, il devint évident que ce parti n'avait dans le pays aucun fondement sérieux. Aux premières élections à la Douma aucun de ses membres ne fut élu.

Ainsi, dans le Royaume de Pologne, la politique de réconciliation offrait encore moins de garanties, aussi bien extérieures qu'intérieures, que sous le gouvernement de Caprivi en Prusse. Ici, personne dans les sphères gouvernementales ne pensait à se concilier les Polonais ; les plus légères concessions en leur faveur eussent été une atteinte portée à l'omnipotence de la bureaucratie ; d'autre part, dans la politique extérieure, c'est précisément à l'époque où naissait l'idée de « l'entente » qu'avait lieu le rapprochement de la Russie et de l'Allemagne, et l'on ne voyait pas trop en quoi les Polonais pouvaient être utiles au Gouvernement russe. Enfin, la population du Royaume constitue la partie la plus démocratisée de la nation polonaise ; elle possède une forte bourgeoisie qui est très instruite, de nombreux propriétaires fonciers de fortune moyenne ; elle renferme aussi des élé-

ments dont les idées sont essentiellement démocratiques. Aussi, dans sa grande majorité, repoussait-elle la politique de l'aristocratie. Cette politique de démarches humiliantes à Saint-Pétersbourg ou auprès des généraux-gouverneurs n'avait d'autres résultats que d'établir de bonnes relations de société entre les hommes politiques polonais et les organes du Gouvernement. Elle blessait profondément le sentiment national, et devait fatalement aboutir à un fiasco.

Elle était née, en grande partie, d'une fausse conception des succès remportés par les Polonais en Autriche; mais en Autriche même, cette politique aristocratique et conservatrice fit aussi banqueroute. Appuyée sur le Gouvernement, c'est en cet appui qu'elle faisait consister toute sa force. Elle se montrait jalouse à l'excès de sa situation dans le pays. Non seulement elle ne se souciait pas autant qu'il l'eût fallu de travailler au progrès de la Galicie, de développer sa civilisation et sa vitalité, mais encore elle employait son autorité contre les nouvelles forces politiques qui sortaient du peuple; elle s'opposait surtout au mouvement qui se produisait parmi les populations rurales. Dans cette lutte contre les nouveaux courants, elle essuyait défaites sur défaites. D'autre part, il survint dans la direction de la politique intérieure de l'Autriche des changements qui mirent, de plus en plus, les Polonais en conflit avec le Gouvernement autrichien, et enlevèrent aux dirigeants de la politique polonaise leur principal

appui. Enfin, dans ces derniers temps, est venue la réforme électorale qui a supprimé le système des curies; les premières élections issues du suffrage universel ont réduit le nombre des représentants de l'ancienne politique à une faible minorité. Aujourd'hui, s'ils peuvent encore garder quelque influence, c'est surtout grâce à leurs capacités personnelles, à leur routine politique, à leur habileté dans l'art de se plier aux exigences de l'opinion générale du pays, enfin, grâce à des compromis hasardeux avec les éléments radicaux.

Comme nous l'avons déjà dit, la réaction immédiate contre le romantisme politique et contre la lutte à main armée pour l'indépendance avait été trop étroite et trop partiale. Chez les uns, elle s'était manifestée par la renonciation à toute action politique; chez les autres, elle avait réduit la politique à de vaines démarches auprès des cours et des gouvernements.

Au point de vue de l'état social de la nation, les forces nouvelles qui venaient de surgir commençaient à peine à prendre forme et à s'organiser; au point de vue de son état d'âme, c'était l'abattement et l'apathie qui régnaient en elle, résultat de la terrible défaite récemment subie. Cet état d'âme de la nation et les conditions de sa vie sociale ne favorisaient pas l'éclosion rapide de la politique énergique que réclamait la situation. Cette politique devait être appuyée sur de fortes bases; ce qui devait l'inspirer, c'était un sentiment national puissant, une foi solide

en ses propres forces; c'était aussi un véritable sens politique, capable de se rendre compte des conditions d'existence du pays, des dangers à éviter, des circonstances réelles susceptibles de procurer un avantage positif et d'être utilisées comme telles dans la lutte nationale. Mais, pour une politique de ce genre, il fallait des forces nouvelles, et ces forces commençaient à peine à se constituer.

Le romantisme des générations précédentes avait beaucoup d'éléments sains qui attestaient la vitalité de la nation: avant tout, il y avait en lui une tendance qui contenait, à proprement parler, tout l'avenir de la Pologne. C'était le désir de gagner à la cause nationale les masses populaires ignorantes, passives, qui voyaient avec indifférence les efforts des classes supérieures dans leur lutte pour l'indépendance, et il voulait leur inculquer l'idée nationale, en faire la nation même, consciente de ses droits et sachant les revendiquer. Pendant toute la période historique qui suivit les partages, on vit se succéder une foule de généreux rêveurs, parfois démocrates utopistes ; pleins d'enthousiasme, ils allaient parmi le peuple lui apporter la lumière de la foi nationale ; ils le faisaient malgré les persécutions auxquelles ils étaient en butte de la part des gouvernements; le peuple lui-même, incapable de les comprendre, et obéissant aussi aux instigations des agents gouvernementaux, leur fit souvent payer bien cher leur dévouement. Cette idée de relever le peuple et de libérer la Pologne avec

son aide, était si puissante, qu'elle ne fut étouffée ni par le terrible massacre organisé en 1846 par le Gouvernement autrichien, ni par l'attitude presque toujours indifférente et quelquefois hostile des paysans à l'égard de l'insurrection de 1863-64. Si les rêves de générations entières de patriotes ne purent se réaliser, si leur dévouement ne produisit pas les fruits attendus, c'est parce qu'ils voulaient aller trop loin et trop vite. L'ignorance de ce peuple était trop grande; dans les pays polonais soumis à des gouvernements étrangers, le dix-neuvième siècle n'avait pas introduit le même développement des écoles, le même progrès de l'instruction des masses que dans les autres pays de l'Europe; et puis, dans ces pays, les relations sociales d'ancien régime avaient subsisté plus longtemps qu'ailleurs, isolant les paysans du reste de la société et les empêchant de devenir des citoyens conscients de leur nationalité.

Pour faire abolir la corvée, et pour qu'on permit aux paysans de la Pologne russe de devenir propriétaires fonciers, la noblesse polonaise avait fait de nombreuses démarches; et ces démarches dataient de loin; parfois elles étaient réprimées et punies. Or ce n'est qu'après l'explosion de la dernière insurrection que le Gouvernement russe accorda cette abolition. Et c'est seulement à cette date que commença l'évolution sociale moderne de la nation polonaise.

Ainsi, la fin de la période des luttes armées pour l'indépendance coïncide avec le début d'une période

nouvelle, période de développement intérieur, de transformation sociale de la Pologne. Ce qui caractérise principalement cette période, c'est le développement en tous sens de la classe paysanne, développement fondé sur de fortes bases économiques.

Les gouvernements qui règnent sur des territoires polonais ont toujours regardé la noblesse comme leur principale ennemie ; ils ont toujours cherché à l'affaiblir. Mais c'est surtout le gouvernement russe qui a pratiqué avec énergie cette politique. C'est pour cela qu'en donnant des terres aux paysans des provinces polonaises qui lui appartiennent, il a eu soin d'avantager le plus possible les nouveaux propriétaires. Il avait deux raisons pour agir ainsi. D'abord, voyant l'indifférence des paysans pour l'insurrection « des nobles », il se les représentait comme un élément sur lequel il pourrait appuyer son pouvoir en Pologne, naturellement en attisant sans cesse leur antagonisme avec les « seigneurs ». En second lieu, parmi les agents politiques du règne d'Alexandre II, se trouvaient des hommes aux idées démocratiques très radicales, dont les théories répondaient parfaitement aux desseins du Gouvernement. Ce sont ces hommes-là que l'on envoya en Pologne, en leur confiant le soin d'exécuter la réforme agraire. Ce sont eux qui imprimèrent à la politique gouvernementale sa direction nouvelle. Ils eurent pour ligne de conduite de propager la haine contre les seigneurs, d'exciter la méfiance à l'égard de tout homme instruit et non fonctionnaire, de répandre enfin l'atta-

chement au trône et la foi en la Russie. Réalisée par eux, la réforme fut un acte politique à la Metternich. Étant donné les procédés employés, la noblesse la regarda du premier abord comme dirigée contre elle. Cependant, elle n'en devint pas moins un bienfait pour le pays. Elle créa une classe paysanne saine et nombreuse, ayant une forte assise économique et destinée à constituer le fondement de l'équilibre social. Mais ce qu'elle allait devenir par rapport au Gouvernement et à son système politique en Pologne, les politiciens russes ne le prévoyaient pas, car cela dépendait de causes plus profondes qu'ils ne le pensaient.

C'est seulement dans les conditions modernes de la vie que le paysan polonais a mis en lumière toutes ses qualités qui constituent aujourd'hui la principale force de la Pologne dans la lourde lutte qu'elle soutient pour son existence nationale. Il est passionnément attaché à la terre; son but principal est d'en acquérir quand il n'en possède pas, et, quand il en possède, d'augmenter son avoir. Il a peu de besoins, se montre économe; en même temps il recherche volontiers l'instruction et ne repousse pas le progrès dans l'agriculture quand on lui en montre les avantages; il a rapidement conquis sa place dans la vie sociale du pays. Avant tout, une partie de la grande propriété commença, dans toutes les parties de la Pologne, à passer rapidement par voie de colonisation entre les mains des paysans : les uns augmentaient leurs domaines à l'aide du profit de la terre

qu'ils possédaient déjà, d'autres, n'en possédant pas, allaient travailler et s'enrichir dans les centres industriels du pays lui-même ou bien encore en Allemagne et en Amérique, afin de revenir ensuite acheter de la terre avec leurs économies. Puis, dans leurs travaux de culture, ils prenaient modèle sur la grande propriété, ou bien ils s'inspiraient de ce qu'ils avaient observé dans leurs voyages en Occident; et enfin ils trouvaient une aide dans l'instruction qui s'était accrue. C'est ainsi que la culture des terres, appartenant aux paysans, a fait, dans ces derniers temps surtout, des progrès vraiment surprenants. Les sociétés coopératives, les associations de crédit, d'alimentation, les cercles agricoles, d'abord dans la Pologne prussienne, ensuite en Galicie, et plus récemment, depuis que les lois le permettent, dans le Royaume de Pologne, se sont rapidement multipliés.

En même temps, et avec la même rapidité, le niveau de l'instruction commença à s'élever. Les classes éclairées avaient conçu le but de conquérir, pour la Pologne, l'âme du peuple; et ce but avait fait naître, en elles, depuis longtemps, la conviction profonde qu'il fallait relever l'instruction des masses populaires; elles pensèrent que c'était une des tâches essentielles pour l'intérêt de la nation, et qu'y travailler, c'était accomplir le principal devoir civique.

Déjà, dans la première moitié du siècle dernier, le duché de Posen avait dans cette voie donné l'exemple d'un très grand effort. Dans le Royaume de Pologne,

avant l'insurrection, la Société Agricole, qui n'était qu'une organisation de la grande propriété, à côté d'autres travaux non moins importants, faisait beaucoup pour l'instruction des paysans. Mais elle fut ensuite dissoute par le Gouvernement.

La réforme de l'existence légale des paysans fut un puissant stimulant à cet égard. Mais le premier facteur qui contribue au rapide développement de l'instruction, c'est l'empressement spontané des paysans eux-mêmes; ils sentent quelle faiblesse détermine dans les nouvelles conditions de la vie, le manque d'instruction. Cette tendance, les classes éclairées se sont efforcées de la développer ; à cet effet, elles ont fondé des associations et des institutions. C'est l'école publique qui devait naturellement jouer le premier rôle dans cette voie. Mais ce n'est possible que dans la Pologne prussienne et dans la Pologne autrichienne. Encore, dans la première, l'influence de l'école est-elle dénaturée, car le Gouvernement prussien la fait servir à ses desseins politiques. Quant au Royaume de Pologne, les écoles y sont si peu nombreuses qu'elles y jouent un rôle relativement secondaire.

C'est tout d'abord dans la Pologne prussienne que l'instruction s'est répandue parmi le peuple. Cela provient de ce que, dans cette partie de la Pologne, la civilisation est plus ancienne et plus avancée. D'autre part le système scolaire du Gouvernement prussien est très fortement organisé ; la loi y a établi l'instruction obligatoire. Enfin, c'est aussi en

Prusse que les classes polonaises éclairées ont tout d'abord organisé la propagande de l'instruction, pour lutter par la civilisation polonaise contre l'influence prussienne.

En Galicie, depuis le moment où cette province a obtenu sa quasi-autonomie (1867), la Diète consacre la partie principale du budget des dépenses aux écoles populaires (ou primaires). Le budget des écoles de la province, presque exclusivement populaires [1], s'élève à plus de 22 millions de couronnes, et, si l'on y ajoute les budgets de Cracovie, de Léopol et des communes de moindre importance, à 28 millions de couronnes environ. De plus, l'initiative privée crée une foule de bibliothèques populaires et construit des écoles là où elles manquent encore.

Dans le Royaume de Pologne, ce mouvement a rencontré plus de difficultés. Le Gouvernement a mis à la charge des communes l'entretien des écoles populaires ; mais il en a pris la direction. Il s'est montré jaloux de son monopole au point de ne pas autoriser la fondation d'écoles libres ; on infligeait de fortes amendes s'élevant jusqu'à 300 roubles à ceux qui apprenaient secrètement à lire et à écrire. Dans l'école populaire, l'enseignement était russe ; les instituteurs devenaient des agitateurs aux gages du Gouvernement ; parfois ils rem-

1. Les lycées ou gymnases et les universités entretenus par le Gouvernement central ne figurent pas dans ce budget.

plissaient les fonctions d'agents de police; des circulaires parvenant des autorités scolaires leur enjoignaient de dénoncer les personnes qui enseignaient clandestinement. Dans ces conditions, les communes n'avaient nulle envie de fonder des écoles sur lesquelles on ne leur laissait aucune influence. L'enseignement se donnait principalement chez les particuliers, en cachette. D'après le recensement de 1897, parmi les habitants du Royaume qui savent lire, 60 p. 100 ne connaissent que le polonais ; c'est donc qu'ils ont appris à lire ou chez eux ou dans les écoles secrètes, puisque à l'école publique l'enseignement se faisait en russe. Et en effet un progrès plus rapide de l'instruction ne pouvait être réalisé que par l'activité des sphères éclairées, guidées par un ardent patriotisme, ne reculant devant aucun sacrifice, ne se laissant pas effrayer par les amendes et les persécutions qui l'attendaient de la part du Gouvernement. Cette activité commença à se développer graduellement bientôt après l'insurrection. Vers l'année 1885, elle devint même le mot d'ordre du patriotisme. On vit se multiplier les « cercles » secrets d'instruction qui fondèrent des bibliothèques populaires ; la jeunesse colporta des livres dans tout le pays ; dans les résidences des propriétaires fonciers s'organisèrent des écoles clandestines dirigées par les femmes et les filles des propriétaires ; sur le conseil des personnes instruites, les paysans commencèrent à s'abonner, de plus en plus, aux journaux populaires, et, malgré les entraves

que leur opposa la censure gouvernementale, ces journaux exercèrent une grande influence; le nombre des publications destinées au peuple s'accrut considérablement.

Cet intérêt que l'on portait au peuple, ce désir effectif de contribuer à son relèvement devint général ; c'est du peuple que les belles-lettres s'occupent principalement. Enfin, il apparut une tendance politique, qui mit le peuple en avant comme étant le facteur principal de la vie nationale. Cette tendance avait pour organe la revue hebdomadaire le *Glos* (la Voix) fondée en 1886. Également en 1886, se constitua l'organisation politique appelée d'abord Ligue polonaise (*Liga polska*) et plus tard Ligue nationale (*Liga narodowa*).

Les progrès de l'instruction parmi les paysans devaient nécessairement les amener à s'intéresser aux affaires publiques et à prendre part à la vie politique du pays. Quant à la nature de cette participation, elle devait dépendre de la situation politique de chacune des trois parties de la Pologne.

Dans la Pologne prussienne, la lutte contre le catholicisme entreprise par Bismarck eut un douloureux retentissement dans l'âme populaire. Le peuple fit cause commune avec le clergé et les classes éclairées contre le Gouvernement ; la question de l'Église se confondit dans sa conscience avec la question nationale. Lorsque, plus tard, le Kulturkampf eut cessé, la lutte continua de plus en plus achar-

née comme lutte du germanisme contre le polonisme. Mais les rangs étaient déjà formés, et ce fut la nation tout entière que le Gouvernement prussien eut à combattre, la nation formant comme une armée unie et disciplinée.

Le Kulturkampf eut un autre avantage : il réveilla en Haute-Silésie l'antagonisme contre le Gouvernement prussien. Or, cet antagonisme facilita le travail fécond des pionniers du polonisme au milieu du peuple silésien. Aussi, dans un espace de vingt ans ce travail a-t-il déjà réalisé la renaissance de le Silésie polonaise ; il a augmenté d'un million et demi le nombre des Polonais qui vivent sous la domination prussienne.

Autrefois, le peuple de Posnanie se laissait conduire par les classes supérieures ; il commença alors à montrer plus d'initiative. Par là même, il força toute la politique de cette partie de la Pologne à placer les besoins et les aspirations du peuple en tête de son programme. De cette manière, on défendait les intérêts du peuple et, en même temps, on augmentait les moyens de lutter efficacement contre le germanisme.

En Galicie, la situation politique et l'état des affaires intérieures étaient autres qu'en Prusse. L'avènement des paysans à la vie publique y eut donc un caractère entièrement différent. Le mouvement qui se produisit s'appela « populaire » (*ludowy*). Il se manifesta tout d'abord sous la forme d'une opposition violente contre le régime aristo-

cratique et conservateur. Les classes dirigeantes du pays avaient développé les écoles et contribué à l'instruction du peuple ; mais elles n'avaient pas compris que l'accroissement de l'instruction aurait pour résultat de faire des paysans un facteur politique indépendant ; aussi persécutèrent-elles avec acharnement ce mouvement populaire dès sa naissance. C'est qu'elles voulaient défendre leur influence politique contre les éléments nouveaux ; mais elles avaient encore à sauvegarder les intérêts de la grande propriété agricole qui étaient favorisés par la législation et par la politique des autorités gouvernementales. Quant au mouvement populaire lui-même, au temps de sa formation, il avait bien pris une direction très patriotique ; néanmoins, en fait, il se renferma presque exclusivement dans un antagonisme de classe, excité et aggravé par des chefs de parti aux idées étroites. Aujourd'hui, la réforme politique a supprimé les curies et donné au peuple l'influence qu'il réclamait ; par suite, cet antagonisme commence à s'adoucir et à prendre une forme plus civilisée.

Au point de vue de sa situation, le Royaume de Pologne présentait une certaine analogie avec la Pologne prussienne. On y rencontrait, en effet, un système de dénationalisation qu'il fallait combattre. Il est vrai que ce système était appliqué d'une manière sauvage ; mais, étant données les forces civilisatrices respectives de la Pologne et de la Russie, il était incomparablement moins dangereux pour l'existence na-

tionale. Quant aux circonstances de la politique intérieure, il subsistait entre le peuple des campagnes et les classes éclairées la même défiance qu'autrefois, alimentée par le Gouvernement ; et cette défiance jouait encore un rôle assez important. Néanmoins, pendant des années, on travailla à propager l'instruction dans les masses du peuple ; la jeune génération des propriétaires fonciers se mêla elle-même à cette propagande, et y prit une part considérable. C'est une des causes qui contribuèrent à diminuer la défiance. D'autre part, les organes du pouvoir suivaient la tactique des avances au peuple ; mais, en même temps qu'ils faisaient ces avances, ils ne pouvaient s'empêcher de le léser à chaque instant ; ils éveillaient ainsi chez les paysans une haine de plus en plus grande contre le Gouvernement. Dans les dernières années du siècle précédent, ceux qui dirigeaient la politique russe dans le Royaume commencèrent à constater que l'on ne pouvait pas compter comme autrefois sur les paysans polonais, qu'il était désormais difficile de voir en eux un appui pour le système gouvernemental. La constatation de ce fait fit naître, chez quelques-uns des représentants du Gouvernement, le désir de chercher un point d'appui dans l'aristocratie et dans la grande noblesse, et c'est sur ce désir que les politiciens de « l'entente » avaient fondé leurs espérances. Mais ce point d'appui, le Gouvernement n'aurait pu l'obtenir qu'à la condition de faire des concessions en faveur de la nationalité polonaise. Par là même, ces concessions au-

raient été contraires aux intérêts de la bureaucratie. Et comme celle-ci était toute-puissante, cette combinaison est devenue impossible.

Cependant, à partir de 1897, ceux qui travaillaient à faire l'éducation politique du peuple et qui la dirigeaient par le moyen de la Ligue nationale restée jusqu'alors secrète, se firent connaître comme parti démocratique national. Ils s'appuyaient sur les masses populaires, et plaçaient en tête de leur programme la lutte contre la politique du Gouvernement. L'un des principaux terrains où devait s'engager cette lutte était l'autonomie communale. Le décret qui l'avait établie était très avantageux pour le peuple; mais il n'avait reçu aucune sorte d'exécution à cause de l'arbitraire des autorités gouvernementales. Bientôt les faits prouvèrent que le programme du parti démocratique national n'était pas resté lettre-morte; les assemblées communales devinrent le théâtre de conflits de plus en plus fréquents entre les représentants du Gouvernement et les paysans. Ceux-ci invoquaient les articles de l'ordonnance communale; ils en réclamaient l'accomplissement et refusaient de se conformer aux exigences illégales de l'administration. Ce mouvement était une gêne considérable pour les autorités, car elles n'avaient pas l'habitude de la légalité; elles y voyaient une contradiction flagrante avec les intérêts de la politique russe.

En même temps, il se créa toute une presse clandestine qui acquit bientôt une grande influence sur les paysans. Elle était dirigée dans un sens na-

tional. Son principal organe était le journal *Polak* (le Polonais) ; publié en Galicie par des patriotes du Royaume de Pologne, il était introduit dans le Royaume par dix mille exemplaires, grâce à une contrebande pratiquée surtout avec l'aide des paysans. Les paysans eux-mêmes se groupèrent dans des cercles secrets. C'est alors que commencèrent les persécutions. Les paysans patriotes furent mis en prison, ou déportés en Russie. Mais cela même ne fit qu'accentuer l'impuissance du pouvoir à arrêter ce mouvement. Il progressait d'une manière constante lorsqu'éclatèrent successivement la guerre du Japon et la crise intérieure dans l'État, qui eut pour effet de désorganiser le Gouvernement.

Pendant toute la durée de cette crise, c'est la classe des paysans qui joua le rôle principal dans le Royaume de Pologne. C'est sur elle que s'appuya la politique du parti démocratique national prépondérant dans le pays. Cette politique combattait sur deux fronts : contre l'anarchie révolutionnaire et contre la politique du Gouvernement, et les paysans étaient comme l'armée du mouvement national : ils s'efforcèrent de poloniser l'administration communale et l'école populaire; ils réclamèrent unanimement l'autonomie du Royaume dans des assemblées qui se tinrent par tout le pays ; ils manifestèrent chaleureusement leur sentiment polonais, leur attachement à l'idée nationale. Et quand le décret relatif aux élections leur donna une influence considérable sur la composition de la représentation polonaise à la

Douma, ils nommèrent des députés qui représentaient la tendance nationale la plus accentuée.

Ainsi l'avènement de la classe des paysans à la vie publique a été la réalisation de l'idée des anciens patriotes qui rêvaient de les conquérir pour la patrie, pour la cause nationale. Le peuple s'est senti nation...

C'était une grande transformation dans la vie sociale et politique de la Pologne. D'ailleurs, elle fut accompagnée de toute une série d'autres changements. Par suite du développement de l'industrie, surtout dans le Royaume de Pologne, il s'est créé une nombreuse classe ouvrière, et en même temps il s'est formé une classe nombreuse de bourgeois éclairés. Enfin, le grand agriculteur lui-même, dans des conditions sociales et économiques transformées, se transforme à son tour : l'ancien gentilhomme privilégié qui menait une vie facile devient par degrés un producteur moderne forcé à un travail de plus en plus intensif, obligé de déployer une quantité de plus en plus grande de savoir et d'énergie. La vie de la nation s'est radicalement transformée ; par suite, sa politique a dû se transformer aussi. Comme toute l'âme de la nation, elle a été obligée de devenir plus pratique, moins portée aux illusions, et elle doit fonder ses vues d'avenir sur des bases plus positives.

Ce qui a beaucoup contribué également à la guérir de ses illusions, c'est l'évolution des événements de la politique internationale.

A la fin du dix-huitième siècle, les Polonais étaient sous l'influence du mouvement intellectuel et politique de la France révolutionnaire; un peu plus tard, ils prirent une part active aux chevauchées de Napoléon à travers l'Europe, en faisant reposer toutes leurs espérances sur ses victoires. Mais, depuis cette époque, il n'y eut pas de solution de continuité dans l'union intime de la vie polonaise et du mouvement national polonais avec la France, patrie des idées de liberté. Le Royaume de Pologne, formé du duché de Varsovie, reçut de lui, en héritage, le Code Napoléon et, d'une façon générale, l'esprit de la législation française. La France fut considérée, en Pologne, comme un modèle à tous les points de vue : c'est d'elle qu'on attendait la réalisation en Europe des principes de liberté et de justice; ses moindres mouvements étaient observés par les champions de la liberté polonaise. L'insurrection de 1830-31 s'inspira de la révolution de Juillet, l'insurrection de 1863-64 de l'affranchissement de l'Italie avec l'aide de la France. C'est en France que l'émigration polonaise chercha un refuge; c'est la France qu'idéalisèrent la poésie patriotique et la littérature politique. C'est elle qui était cet allié sûr et puissant, sur lequel on comptait comme sur la ressource suprême.

Vint la guerre de 1870-71. Les défaites de la France ont fait saigner les cœurs sur les bords de la Vistule autant que sur ceux de la Seine. Son écrasement final fut, pour les Polonais, un coup mortel, un coup qui tuait le dernier espoir. La nation comprit qu'elle

ne pouvait plus compter que sur elle-même, qu'elle ne devait plus tendre qu'à ce qu'elle pouvait atteindre par ses propres ressources. Un autre coup fatal pour les survivants du romantisme politique a été *l'entente cordiale* et ensuite l'alliance franco-russe. Ce qui les accabla le plus, ce ne fut pas tant l'alliance elle-même, — une froide raison politique qui, à cette époque déjà, n'était pas une rareté, pouvait en comprendre la nécessité pour la France, — mais ce fut surtout qu'on en fit payer aux Polonais une partie des frais ; et en effet, la presse française, pour plaire à la Russie, se mit à travailler avec un zèle digne d'une meilleure cause à rabaisser les Polonais dans l'opinion des Français; d'ailleurs, cela lui réussit assez bien. Ce fut là, pour les romantiques polonais, une douloureuse leçon de politique pratique.

Les jeunes générations d'hommes politiques polonais ont grandi dans l'atmosphère de l'Europe nouvelle, où la place de leur amie la France a été occupée par le plus dangereux ennemi de la nation polonaise, l'Allemagne, et celle de Napoléon III par Bismarck, dans une atmosphère de lutte acharnée pour l'existence et de banqueroute de toutes espérances. La nouvelle politique polonaise, qui est née et s'est organisée dans ces conditions devait nécessairement différer de celle d'autrefois.

Les hommes qui avaient créé le programme démocratique national et organisé pour la lutte politique le peuple des campagnes dans le Royaume, se propo-

sèrent enfin de détruire complètement le romantisme politique. D'ailleurs, ce romantisme servait déjà de manteau à des choses qui n'avaient plus rien de romantique. Ils se présentèrent à l'opinion publique comme un camp nouveau, comme une nouvelle école politique. Ils publièrent, en Galicie, une revue mensuelle destinée à toutes les parties de la Pologne, mais principalement au Royaume où elle arrivait par voie de contrebande. Cette revue est le *Przeglad wszechpolski* (revue panpolonique); les chefs du nouveau mouvement y discutaient avec calme les problèmes de la politique courante, et, à côté de ces articles, en inséraient d'autres plus combatifs, où ils attaquaient vigoureusement des idées acquises, mais superficielles ou erronées. A la grande indignation de différentes sphères de l'opinion, ils s'en prenaient aux lieux communs d'un humanitarisme naïf ou trompeur; ils montraient que la nation a avant tout le devoir de songer à ses intérêts, à son avenir; et pour réveiller l'énergie dans l'âme de ceux qui se contentent de se plaindre des torts qu'on leur fait, ils proclamaient sans ambages que : « Dans les relations internationales il n'y a pas de bon droit et il n'y a pas de tort; il n'y a que force et faiblesse ». Cette opinion devenait assez douloureuse quand on la publiait dans un pays subissant la plus terrible des oppressions. Mais cette nouvelle école politique était d'avis que dans la situation si périlleuse de la nation, on ne pouvait permettre à ses citoyens de se consoler en répétant qu'ils étaient les nobles victimes

d'une injustice, tout en restant inactifs. Elle s'efforçait, au contraire, de tirer de la société polonaise la plus grande somme possible d'énergie afin de l'employer dans la lutte pour l'existence nationale.

On ne pouvait trop réagir dans ce sens. En effet, les nations qui ont un État propre sont de ce fait garanties dans leurs intérêts les plus essentiels ; par suite, l'indifférence d'une foule de citoyens relativement aux affaires publiques, et particulièrement aux questions politiques, n'a pas pour elles une grande importance. Il n'en est pas de même pour une nation menacée dans les bases mêmes de son existence, minée intérieurement par la politique d'un gouvernement étranger. Quand une nation est ainsi attaquée dans toutes les manifestations de sa vie, chaque citoyen doit être un soldat, chacun doit combattre et défendre le bien national contre ses destructeurs ; chacun doit prendre part au travail de reconstruction. Il doit en être ainsi surtout dans des situations analogues à celle de la Pologne sous la domination russe ; toute action publique polonaise s'y heurtait et s'y heurte encore aujourd'hui à des obstacles dont un habitant de l'Europe occidentale ne peut se faire une idée ; le Gouvernement y réprimait tout effort national par la plus barbare persécution. Dans de telles conditions, les natures faibles et passives cèdent facilement à la terreur d'en haut, se découragent et deviennent indifférentes.

Dans les pays jouissant d'une large vie politique, l'esprit du citoyen est formé, et néanmoins on y ren-

contre souvent des hommes n'usant en politique que de lieux communs et de généreuses fictions, ne se rendant pas compte des facteurs politiques réels, surtout dans les relations internationales. A plus forte raison, ce phénomène doit-il être fréquent dans une nation gouvernée par des étrangers, n'ayant pas la possibilité de travailler elle-même à ses destinées, et privée par là de l'expérience qui est la meilleure école politique.

Pour cette même raison, l'éducation par la presse et la littérature est bien plus importante en Pologne que partout ailleurs.

Le nouveau camp politique s'appela *wszechpolski* (panpolonique), du nom de son organe. Ce nom exprimait son intention d'étendre son influence aux trois parties de la Pologne. Il eut, du reste, à combattre non seulement contre les préjugés et la passivité de la masse sans opinion bien définie, mais, ce qui est plus grave, contre des groupes organisés qui opposaient leurs opinions aux siennes. Il eut affaire à deux partis principaux : celui des loyalistes ou « ententistes » (*ugodowcy*) et celui des socialistes.

Dans le camp ententiste, il faut ranger les *ugodowcy* proprement dits du Royaume de Pologne, le parti aristocratique conservateur ou les *Stanczyks* en Galicie; il faut y ranger aussi certains Posnaniens qui ne comptaient plus, il est vrai, sur une entente avec le Gouvernement prussien et luttaient contre le système germanisateur, mais qui fondaient

encore leurs espérances d'avenir sur l'entente des Polonais avec le Gouvernement russe. Ce camp déclarait que la nation polonaise était trop faible pour pouvoir lutter avec tant d'ennemis, et surtout avec le Gouvernement russe si puissant. Selon lui, il ne fallait pas froisser ce Gouvernement par une résistance ouverte; il fallait, au contraire, se le concilier par la soumission et par des preuves de loyalisme; enfin, en qualité de nation faible et lésée dans ses droits, la Pologne ne devait pas en appeler à la force, mais à la légitimité de ses droits, aux principes humanitaires de justice et de tolérance.

Le camp socialiste comprenait des fractions de diverses nuances, dans chacune des trois parties de la Pologne. Autour de lui se groupaient des cercles intellectuels importants qui n'appartenaient pas, à vrai dire, au camp lui-même, mais étaient cependant « socialisants ». Ce parti se déclarait indifférent aux questions nationales; il leur opposait la lutte des classes comme étant la question essentielle ; ou bien encore il annonçait que la révolution sociale universelle réglerait toutes les questions nationales et ferait régner la justice universelle.

D'après les socialistes, il suffit donc de préparer la révolution sociale, et ceux qui mettent au premier rang la question nationale n'ont d'autre but que de défendre, en les dissimulant, les intérêts des classes privilégiées; l'action nationale est pour eux un moyen de tromper le peuple. De plus, un des groupes socialistes, le parti socialiste polonais (P. P. S.) commença

à se rattacher aux traditions du romantisme politique; il s'inspira de l'esprit des journaux les plus radicaux de l'émigration de 1831 à 1863, et il formula un programme d'insurrection combiné avec la révolution sociale, insurrection qui devait reconstruire une Pologne indépendante, populaire et socialiste.

Ces deux camps attaquaient énergiquement les démocrates nationaux et souvent ils se rencontraient dans leurs accusations de chauvinisme, d'antisémitisme, d'intolérance à l'égard des Ruthènes en Galicie et des Lithuaniens dans les pays polonais de l'État russe. Ces reproches étaient devenus monnaie courante; mais ils n'étaient rien d'autre qu'une façon de caricature de la démocratie nationale et de ses principes. Or, ce principe était que la nation doit construire son avenir sur ses propres forces, qu'elle a le devoir de défendre partout son intérêt et sa dignité; que là où elle est en minorité, comme en Lithuanie et dans les provinces ruthènes, il ne lui est pas permis d'abandonner ses positions; sur son propre sol, sur le sol de la Pologne proprement dite, elle doit exiger des éléments étrangers, par exemple des Juifs, qu'ils ne lèsent pas ses intérêts par leurs tendances politiques, et qu'ils n'aident pas les ennemis à détruire l'existence nationale de la Pologne.

Mais les reproches et les attaques contre les démocrates nationaux tombaient à la fois de tous côtés; il se formait contre eux une coalition de fait de tous les autres groupes. Toutefois ils ne voulaient pas se laisser réduire à une situation défensive, et ils continuèrent

à attaquer eux-mêmes. Ils se mirent à critiquer l'attitude de leurs adversaires, à les railler; aux uns, ils prouvèrent qu'une nation humble et soumise doit tôt ou tard être détruite, que par sa soumission elle y prête elle-même la main; aux autres, ils montrèrent qu'au-dessus des intérêts des classes sociales particulières se place l'intérêt de la nation considérée dans son ensemble; enfin, ils tournèrent en ridicule le programme insurrectionnel des romantiques socialistes, en en faisant ressortir la naïveté.

La politique des classes, telle était la définition qu'ils donnaient de la politique des socialistes et des ententistes eux-mêmes. En face de cette politique des classes, ils affirmèrent le principe de la politique nationale, comprenant les intérêts généraux de la nation tout entière. Ils démontraient que le principal intérêt de la nation à l'heure actuelle est le relèvement économique et intellectuel du peuple, paysans et ouvriers, et que leur mobilisation politique était indispensable ; que sur ce programme doivent se grouper tous les hommes aimant leur patrie à quelque classe qu'ils appartiennent. Et en effet on vit bientôt, dans les rangs de la démocratie nationale, des représentants de toutes les classes sociales, depuis les paysans et les ouvriers jusqu'aux grands propriétaires fonciers, et même, quoiqu'en petit nombre, des membres de l'aristocratie.

Dans la période qui s'écoule de 1900 à 1906, le courant politique représenté par les éléments natio-

naux-démocratiques, a été fortement attaqué par ses adversaires politiques dans toutes les parties de la Pologne ; mais il a fait néanmoins des progrès de plus en plus considérables et il s'acheminait à grands pas vers la victoire. Pendant ces six années, les six premières du siècle, il s'est produit dans la politique polonaise un brusque changement dans le sens démocratique. Ce changement n'était pas dû sans doute exclusivement à la transformation intérieure de la nation polonaise ; il était dû aussi, dans une forte mesure, à l'influence des événements extérieurs, et principalement aux changements politiques survenus en Russie et en Autriche. Dans l'État russe, on avait institué la Douma, avec une loi électorale qui faisait dépendre la composition de la représentation du vote des masses populaires. En effet, la limitation des droits électoraux des paysans, décrétée le 16 juin 1907, ne concernait pas la Pologne où l'on se contenta de réduire de deux tiers le nombre des députés. En Autriche, la réforme électorale avait supprimé les curies pour les élections au Parlement et introduit le suffrage universel. Or, ces réformes jouèrent dans la politique polonaise un rôle des plus importants.

La démocratisation de la politique polonaise est aujourd'hui un fait accompli dans les trois parties de l'ancienne Pologne.

Dans la Pologne prussienne, ce qui y a grandement contribué, c'est l'avènement à la vie politique de la population polonaise de la Haute-Silésie où cette population a repris conscience de sa nationalité.

Élevés à l'école démocratique-nationale, les jeunes éléments polonais y ont engagé une lutte acharnée contre la représentation de cette province, qui appartenait au Centre catholique-allemand. Au début, ils ne rencontrèrent aucun appui dans les sphères influentes de l'opinion publique, où l'on ne croyait pas à la possibilité de la victoire et où l'on ne voulait pas s'aliéner les catholiques-allemands, qui constituent pour les Polonais un appoint au *Reischstag*. Ils furent donc obligés de lutter en même temps contre leurs adversaires allemands et contre la fraction la plus influente de l'opinion polonaise. Malgré tout, ils remportèrent la victoire : la Silésie envoya au Parlement trois députés polonais qui avaient annoncé leur intention de faire partie du Club (*kolo*) polonais ; et leur nombre augmenta dans la suite. Ce fait amena un changement fondamental dans le caractère de la représentation polonaise en Allemagne, comme dans l'organisation électorale polonaise.

Jusqu'alors, le club polonais dans le Parlement allemand n'avait représenté que le territoire historique polonais (Posnanie, Prusse occidentale et Warmie) ; dès ce moment, il devint la représentation de toute la population polonaise d'Allemagne. En même temps, l'organisation électorale polonaise, ayant sa direction centrale à Posen, fut étendue à toutes les circonscriptions polonaises (Posnanie, Prusse occidentale et orientale, Silésie). Elle le fut même en pleine Allemagne à des circonscriptions non polonaises où résident seulement un

assez grand nombre de Polonais, et où l'on voulait qu'ils fissent présenter des candidats nationaux (Westphalie, Berlin).

Dans le Parlement autrichien, depuis la réforme électorale, la majorité du Club polonais se compose d'éléments démocratiques; c'est de ces éléments que sortent déjà les principaux dirigeants de la politique polonaise.

Enfin, dans le Royaume de Pologne, lorsque à l'époque de la crise intérieure de l'Empire, le pays fut troublé par l'anarchie, la démocratie nationale se montra seule capable d'organiser les éléments modérés de la nation. Elle entreprit de défendre le pays contre l'anarchie, et simultanément elle organisa une campagne ayant pour but de faire rendre au Royaume les institutions nationales polonaises que lui avait enlevées la politique du Gouvernement.

Lorsque vinrent les élections à la Douma, le parti démocratique-national prit en mains toute l'organisation électorale. Aux trois Douma, successivement, il ne passa aucun député qui lui fût hostile. Quelques autres députés des autres partis furent élus, principalement à la seconde Douma, mais ils étaient soutenus par le parti démocratique national.

En se démocratisant, la politique polonaise vit s'accentuer fortement en elle les aspirations nationales. Sous l'influence du courant démocratique national, un ton plus vif s'était introduit dans les relations avec les gouvernements et avec les élé-

ments nationaux opposés à l'élément polonais. Mais ce ton vif convient aux partis qui font de l'opposition dans leur propre pays ; ne dirigeant pas la politique de la nation, ils n'encourent, de ce chef, aucune responsabilité. Au contraire, il ne convenait plus à la situation nouvelle de l'élément démocratique qui était devenu l'élément dirigeant. Autrefois, le parti démocratique-national se proposait de faire l'éducation politique de la nation ; il voulait éveiller son énergie politique et relever le niveau de ses aspirations. Aujourd'hui, il est appelé à diriger la politique de la nation telle qu'elle est, en tenant compte de sa force réelle et de ses faiblesses, de ses qualités et de ses défauts, et cette politique, il doit la conduire comme le lui permet la situation actuelle. Autrefois, il luttait avec les autres partis pour les idées, et voulait assurer la victoire à ses principes; aujourd'hui, il doit tendre à grouper tous les éléments nationaux, à utiliser pour l'œuvre commune toutes les forces dont la nation dispose.

Cette évolution s'est produite dans les trois parties de la Pologne. Mais c'est dans la Pologne prussienne qu'elle a été poussée le plus loin. C'est que les différences entre les divers partis polonais s'y sont notablement réduites. Les divergences qui peuvent demeurer dans la manière de concevoir les buts et les moyens de la politique polonaise sont insignifiantes. Contre la poussée allemande, le peuple polonais se présente uni. Tous les groupements politiques comprennent la nécessité de lutter contre la germanisa-

tion, et, pour cette lutte même, toutes ont besoin de se procurer des alliés. En Silésie, les mêmes hommes qui avaient mené, avec succès, la campagne acharnée contre le Centre allemand, ont ensuite conclu avec ce centre même, en vue des élections, un compromis pour une lutte commune contre les candidats des partis gouvernementaux.

En Galicie, étant donnée la liberté nationale, les intérêts des groupes sociaux particuliers jouent un rôle plus important; on comprend donc que l'antagonisme des partis y soit plus accentué. Là aussi cependant, les démocrates nationaux, qui dirigent la politique du pays, s'appliquent, à Vienne, à réduire cet antagonisme, à fortifier les liens qui doivent unir la représentation polonaise. D'autre part, s'ils ont de larges aspirations nationales, ces aspirations ne les empêchent pas de tenir un compte exact de la position de la province dans l'Empire; ils entrent donc en compromis avec ceux des groupes politiques autrichiens qui peuvent assurer aux Polonais une plus grande influence dans l'État, et leur rendre plus facile et plus efficace la défense de leurs intérêts nationaux.

Dans le Royaume enfin, la politique polonaise évolue dans le même sens. C'est le parti démocratique national qui tient la direction de cette politique. Il lui a fallu soutenir une lutte acharnée avec les autres groupes, surtout avec le parti dit de l'entente ou de la réconciliation. D'autre part, dans la période qui a précédé la transformation politique en Russie,

il était obligé d'agir par les organisations secrètes, et de propager ses idées au moyen d'une littérature clandestine. Dans la période de la crise, au contraire, rallié aux éléments constitutionnels russes, il s'est mis en opposition directe avec le Gouvernement et les partis russes qui le soutenaient. Puis une situation nouvelle est survenue; les partisans de la constitution avaient perdu la partie et ils entraînaient dans leur défaite, pour un temps du moins, les champions de l'autonomie de la Pologne. Alors, le parti national démocrate reconnut la nécessité de conformer la politique polonaise aux conditions nouvelles. Les démocrates nationaux conçurent donc une double tâche. D'une part, ils se proposèrent d'arriver à calmer les antagonismes des partis au sein de leur nation même et de grouper les éléments hétérogènes en vue d'un travail commun. D'autre part, ils voulurent trouver les formes d'un compromis avec les groupes qui jouissent aujourd'hui d'une influence en Russie. Par ce compromis, ils cherchaient à préserver le pays de nouveaux attentats contre ses droits et ses intérêts, et en même temps, ils espéraient obtenir au moins quelques modestes réformes dans le Royaume, dont la situation actuelle entrave complètement le progrès.

Il existe de fortes raisons pour prévoir que la démocratisation de la politique polonaise en amènera la consolidation. Sans tenir compte des différences de détail qui existent à l'intérieur entre les différents partis, elle donnera à la nation une politique ho-

mogène à l'extérieur. Dès aujourd'hui ce résultat est en grande partie obtenu. Jusqu'à présent, la pensée politique polonaise suivait en même temps deux courants : les uns, désespérant de l'avenir de la nation, cherchaient un appui dans les gouvernements des États qui ont partagé la Pologne. Les autres, au contraire, conservaient une attitude irréconciliable, et prenaient les armes afin de lutter pour l'indépendance de la patrie. Mais les conditions favorables à une lutte de ce genre ont complètement cessé d'exister. Ceux qui l'avaient préconisée ont voulu réduire la politique polonaise à une protestation platonique contre les injustices dont souffrait la nation. Aujourd'hui le nombre des premiers comme celui des seconds a sensiblement diminué. En revanche, il se forme et s'organise une politique nouvelle. Elle s'appuie sur les aspirations nationales les plus largement conçues, sur une foi inébranlable dans l'avenir de la nation ; mais elle s'adapte à l'état réel des choses; elle prend conscience des conditions extérieures existantes, et s'efforce, dans ces conditions mêmes, d'améliorer autant que possible la situation de la nation. Il est hors de doute qu'une nation douée de vitalité ne doit pas éviter la lutte partout où elle peut être utile; mais il est hors de doute, également, et l'on s'en convainc de plus en plus, qu'il ne lui est pas permis de se refuser à tout compromis lorsque la lutte est impossible ou aboutirait à une défaite certaine

L'évolution politique des vingt dernières années,

en amenant un changement fondamental dans la politique polonaise, a établi plus clairement la question des relations des Polonais avec les États dont ils sont les sujets.

L'insuccès de l'insurrection de 1863-64 a mis fin, comme on l'a dit plus haut, à la période des luttes armées pour l'indépendance de la Pologne. Les Polonais ont compris que la reconstitution d'un État polonais, dans la situation internationale actuelle, est impossible. Ils se sont rendu compte que tous les efforts entrepris en ce sens ne seraient qu'un coupable gaspillage de leurs propres forces et ne feraient que les écarter de la route qu'ils doivent suivre; ils se sont convaincus enfin que dans les circonstances présentes, ils ne doivent avoir pour but que de lutter pour l'existence nationale et de travailler pour l'avenir de la nation.

Dans chacune des parties de l'ancienne Pologne, la politique polonaise a reconnu son annexion à l'État copartageant comme un fait qui devait servir de base à son programme. Sa ligne de conduite est de conquérir dans chacun des États les conditions les plus avantageuses de développement pour la nationalité, la plus large reconnaissance des droits nationaux, et par là même des institutions politiques appropriées à l'individualité nationale. Cette tendance devait conduire logiquement à la nécessité de définir exactement les conditions dans lesquelles les Polonais peuvent sincèrement et loyalement remplir leurs devoirs de citoyens d'un État donné. A partir du

moment où la nation renonça à lutter pour reconstruire son propre État, il était de son intérêt de définir les conditions d'un *modus vivendi* normal avec le reste de la population de l'État, et des relations normales à entretenir avec son Gouvernement. Mais de telles relations ne sont possibles dans de larges limites que si l'État reconnaît les droits nationaux polonais et respecte l'idée nationale polonaise.

Jusqu'à présent, ce but n'a été atteint que dans l'Empire d'Autriche qui a reconnu la nationalité polonaise et admis l'existence du patriotisme polonais. Aussi des rapports loyaux se sont-ils établis entre les Polonais et l'Autriche. Mais la loyauté de ces rapports ne vient pas de ce qu'ils auraient renoncé à l'idée nationale polonaise et adopté une sorte de nationalité autrichienne; elle tient uniquement à ce que l'État n'entre pas en lutte avec le patriotisme polonais, à ce qu'il n'empêche pas de travailler en son nom pour l'avenir de la nation. De cette manière, il a rendu possible aux Polonais un compromis entre leur patriotisme et les devoirs de citoyens de l'État autrichien.

A l'égard de l'État prussien, il ne saurait en être de même. Il tend en effet à l'extermination de la nationalité polonaise.

Dans l'État russe, ce compromis est encore également impossible, et il le sera tant que cet État n'aura pas reconnu les droits nationaux polonais et l'idée nationale polonaise, tant qu'il demandera que les Polonais renoncent à leur patriotisme et l'échangent

contre le patriotisme russe. Les Polonais ne deviendront jamais ni des Prussiens ni des Russes de langue polonaise. Si des déclarations ont été faites dans ce sens par des hommes politiques polonais, ou s'il y a eu des actes de loyalisme contenant implicitement des déclarations de ce genre, il ne faut y voir que les manifestations maladroites d'une politique honnie et repoussée par la nation.

La nation polonaise n'a pas cessé d'être une nation, et les liens moraux qui réunissent ses différentes fractions se resserrent de plus en plus dans ces derniers temps. La vie intellectuelle s'étend à toutes les parties de la population ; les vingt dernières années ont été une période de progrès considérable pour la culture intellectuelle polonaise. Tous les Polonais vivent aujourd'hui, non seulement d'une vie commune intellectuelle mais aussi d'une tradition commune, d'un passé commun, et de la pensée d'une réunion politique future. C'est pour eux une question d'existence morale, une question de conscience, et qui ne regarde qu'eux. Ils ne peuvent reconnaître à l'État le droit de contrôler leurs consciences, de leur imposer ses exigences dans la sphère de leur vie intellectuelle et morale. Il est permis à tout Polonais de caresser l'idée d'une réunion nationale, d'un État polonais indépendant, comme il est permis à chaque citoyen de telle ou telle monarchie de nourrir des convictions républicaines. La compétence de l'État commence là où il s'agit non pas des idées, mais des tendances actives et pra-

tiques. Si une partie de la nation polonaise, appartenant à un État donné, ne tend pas à en séparer la province qu'elle habite, si elle ne s'en fait pas un programme politique, ses relations avec l'État restent loyales, quelles que soient les idées qui la font vivre dans les sphères morales de son existence.

La conscience nationale est le produit des siècles : son existence ne dépend point de la volonté des individus; sa durée a des causes plus profondes que la durée des programmes politiques, des gouvernements et même des Etats. L'existence de cette conscience nationale est un facteur constant ; c'est une nécessité d'en tenir compte à la fois pour les dirigeants de la politique de la nation et pour ceux de l'État dans lequel vit cette nation. Une saine politique n'impose pas à une nation de changer l'essence de sa vie morale et de renoncer à son idéal, mais provoque la création des institutions politiques qui peuvent donner satisfaction à ses besoins moraux. Tel est le principe que met aujourd'hui en pratique la nation polonaise et telle est la saine politique qu'elle réclame des États dans lesquels l'a incorporée le *fatum* historique.

CHAPITRE VII

Crise historique dans la question polonaise.

Près de cinquante ans se sont écoulés depuis l'insurrection de 1863-1864 ; et, pendant toute cette période, on a été généralement convaincu que la question polonaise était enterrée une fois pour toutes. En réalité, c'est précisément dans cette période que s'est produite une crise historique qui, pour cette question même, devait être de la plus grande importance. Au cours de ces cinquante années, de profondes transformations se sont accomplies dans l'organisation intérieure et dans le caractère politique de la nation polonaise ; d'autre part, un changement radical est intervenu dans la situation internationale de l'Europe. Il en est résulté que la question polonaise se révèle aujourd'hui dans un rôle nouveau, foncièrement différent de celui qu'elle a joué dans la première moitié du dix-neuvième siècle.

L'échec de la dernière insurrection, son caractère de démonstration armée, le fait qu'elle s'était pro-

duite sur la croyance dénuée de tout fondement à l'intervention des puissances étrangères, attestaient la faillite du programme de la reconstitution de l'État polonais et du rôle international que jouait la question polonaise depuis les partages. C'est ainsi qu'ils furent interprétés par l'opinion polonaise elle-même aussi bien que par l'opinion des autres nations. Alors eut lieu la liquidation de la question polonaise qui consistait pour les Polonais à reconquérir leur existence politique indépendante, et pour les États étrangers à affaiblir la puissance russe en élevant une digue entre elle et l'Europe.

Depuis lors, il s'est produit deux faits d'une importance capitale dans l'histoire de l'Europe et du monde entier.

La victoire de la Prusse sur la France et la reconstitution de l'Empire d'Allemagne qui en fut la conséquence, ont donné la première place, en Europe, à l'Allemagne. Celle-ci, grandissant rapidement en force, menace de plus en plus les intérêts des autres nations; elle veut, dans son ambition, jouer un rôle plus considérable encore que celui de l'Empire allemand du moyen âge. D'autre part, la défaite récente de la Russie dans sa guerre avec le Japon et la crise intérieure de l'Empire des Tsars, ont fait voir que la puissance devant laquelle l'Europe tout entière avait longtemps tremblé était construite sur des bases bien moins solides qu'on ne le supposait. La Russie s'est révélée plus faible qu'il ne le faudrait dans l'intérêt de l'équilibre européen et pour faire contre-poids à

l'accroissement de la puissance de l'Allemagne ; et sa situation dans l'Est asiatique menace de la réduire en Europe à un rôle entièrement passif.

Aujourd'hui, l'intérêt des États de l'Europe occidentale, ce n'est plus d'affaiblir la Russie, c'est de la fortifier et de la rendre capable de s'opposer à l'Allemagne : car dans le cas contraire, elle peut devenir le docile instrument de la politique de Berlin, une sphère d'influence allemande et l'objet d'une conquête graduelle de la part de l'Allemagne.

La situation internationale étant devenue telle, il est évident, pour la nation polonaise, que, si elle est menacée dans l'avenir de perdre son existence nationale, ce n'est pas de la Russie, mais de l'Allemagne que lui vient le danger. La domination russe a déjà montré ce qu'elle était capable de faire à l'aide de la plus dure oppression et des procédés de russification les plus outrés. Ces procédés n'ont pas même réussi à diminuer, dans une faible mesure, l'individualité et la personnalité nationales des Polonais ; ils n'ont pas, même partiellement, incorporé l'élément polonais dans l'organisme russe, et s'ils ont causé à la société polonaise des dommages immenses, c'est uniquement, en entravant le progrès de sa civilisation, en détruisant les ressources amassées en Pologne par le travail de plusieurs siècles, en relâchant les liens de l'organisation sociale, et, par suite, en démoralisant des couches entières de la population. La Russie ne sera plus jamais capable,

au moins dans un avenir que nous puissions prévoir, de revenir à un système de politique anti-polonaise aussi systématique et aussi meurtrier dans ses agissements. Et elle a et elle aura trop de difficultés, aussi bien à l'extérieur qu'à l'intérieur de l'Empire, son organisme politique est trop ébranlé et trop affaibli, pour qu'un pareil système, en dépit des pires intentions des gouvernants, puisse redevenir possible.

L'Allemagne, au contraire, avec les ressources que lui fournit sa puissance politique actuelle, ne cesse pas d'être dangereuse pour le polonisme, et les moyens d'extermination qu'imagine son gouvernement sont de plus en plus barbares. Aussi, le danger qui vient de ce côté se montre-t-il de plus en plus redoutable. Nous avons d'autant plus à compter avec lui, que les deux autres États possesseurs de territoires polonais tombent, de plus en plus, sous la dépendance de l'Allemagne. C'est par suite de cette dépendance que l'Allemagne exerce, dès aujourd'hui, une grande influence sur les destinées de toute la nation polonaise. Il ne faudrait pas croire, pourtant, qu'elle soit en état de détruire les particularités de race des Polonais : à cet égard, l'expérience a montré son impuissance. Le péril est autre : ce qu'elle veut, avant tout, c'est désorganiser et détruire les bases de la vie nationale polonaise, grâce à quoi, en dépit de la perte de leur indépendance, les Polonais demeurent une nation vivant de sa propre tradition, de sa propre idée nationale, une nation au même titre que les

autres grandes nations, qui sont constituées en États indépendants. L'Allemagne tend à enlever aux Polonais les moyens économiques et moraux qui sont indispensables à un peuple pour conserver son individualité nationale, et pour vivre d'une vie intellectuelle supérieure ; les Posnaniens, pour définir cette politique, disent qu'elle veut *prolétariser* la nation polonaise, afin de détruire l'existence nationale des Polonais dans la stricte acception de ce terme. Les réduire au rôle de tribu n'ayant aucun moyen d'organiser eux-mêmes leur vie dans la sphère des besoins supérieurs intellectuels et moraux, tel est le but poursuivi par la politique prussienne.

Tout le monde, aujourd'hui, en Pologne, a une conscience bien nette du péril allemand ; tous les Polonais considèrent l'Allemagne comme leur principal ennemi ; ils comprennent que tout ce qui se fait, en quelque lieu que ce soit, pour fortifier et défendre le polonisme, est en dernière analyse dirigé contre elle.

C'est aussi dans la situation de la Pologne vis-à-vis de l'Allemagne que se trouve la source de l'intérêt que la cause polonaise recommence à susciter en Europe. La puissance de l'Allemagne s'accroît, en effet, jusqu'à devenir redoutable ; son expansion se développe dans la direction du sud-est, et la Pologne se trouve être la principale digue qui s'oppose à cette marche triomphale. Ce rôle actuel de la nation polonaise fera, sans nul doute, que, dans un avenir prochain, la question polonaise deviendra l'une des plus importantes questions européennes.

La Pologne de nos jours reprend le rôle historique que joua autrefois la monarchie des Piasts. Elle était née et avait grandi au cours de sa lutte avec le flot allemand venu d'Ouest, au cours de sa lutte avec l'Empire et plus tard avec l'Ordre teutonique. L'affaiblissement de l'Empire et la diminution de sa puissance en Europe, et aussi la victoire décisive qu'elle remporta sur les chevaliers Teutoniques lui permirent de détourner son attention de l'Ouest ; elle put diriger toutes les forces de l'État des Jagellons vers l'Est où elle fut entraînée dans la lutte contre les Tartares, les Turcs et le Moscovite. Alors, le rôle historique des Polonais apparut comme celui de défenseurs de l'Europe contre l'Orient. Ils conservèrent ce rôle jusque dans la seconde moitié du dix-neuvième siècle. Les insurrections polonaises étaient sans doute une lutte pour l'existence politique de la part d'une nation qui n'avait point perdu ses droits à la vie ; mais elles étaient en outre, dans l'opinion des peuples européens, la défense de l'Europe et de ses institutions politiques modernes contre une puissance orientale qui s'arrogeait les fonctions de gendarme de la réaction européenne. Après les changements qui ont eu lieu en Europe depuis la dernière insurrection, l'Est européen a cessé d'être redoutable ; et, en revanche, c'est l'Europe centrale, l'Allemagne, qui est devenue la source principale de danger aussi bien pour les autres nations que pour la Pologne elle-même.

Ce changement de rôle historique a suscité lui-

même un changement non moins profond dans la sphère des problèmes nationaux que nous avons à résoudre. Le caractère de l'adversaire décide du caractère de la lutte, et le caractère de la lutte que soutient une nation règle toute sa vie intérieure.

La Pologne des Piasts avait à lutter contre un ennemi de civilisation supérieure. Elle s'organisa donc en vue de cette lutte et tâcha de s'élever à son niveau ; à partir de l'introduction du christianisme elle se civilisa rapidement. Ces efforts préparèrent la brillante période des Jagellons. Dans cette période, la nation polonaise, au point de vue intellectuel, se montra aussi avancée que le reste de l'Europe ; elle fut même alors un brillant foyer de civilisation occidentale. Entraînée ensuite dans des luttes contre l'Orient, elle s'abaissa peu à peu jusqu'à l'état de ses adversaires ; son développement intellectuel recula sur plus d'un point, et les influences civilisatrices de l'Occident furent de plus en plus combattues par les influences orientales, qui entraînèrent un changement dans les goûts, jusque dans le costume, et abaissèrent le niveau de la vie intellectuelle.

Vers la fin de l'existence de la République, la nation prit conscience de sa décadence ; elle se retourna énergiquement vers l'Occident et fit un grand pas en avant dans le domaine de l'instruction publique. Enfin, elle consacra tous ses efforts au renouvellement de son organisation politique. En ce qui concerne ce dernier point, elle était stimulée par le

sentiment tardif du véritable danger qui la menaçait. Les voisins qui tendaient à ruiner l'existence de son État, n'étaient plus cette fois les hordes sauvages des Tartares, ou les bataillons des Turcs écrasés sous les murs de Vienne, ou encore la Moscovie, asiatique, elle aussi, dans son esprit et son organisation. La Pologne avait compris qu'il lui était né à l'ouest un ennemi fort et civilisé dans la personne de la Prusse, tandis qu'à l'est se dressait la Russie organisée à l'européenne par Pierre le Grand. Mais ses efforts étaient venus trop tard ; ils ne purent la préserver des attaques de voisins trop puissants, ni empêcher sa chute. Cependant, malgré cette chute, le mouvement réformateur qu'elle avait entrepris fut un facteur très important de civilisation et de progrès. Il trouva son expression dans le travail national qui se poursuivit au cours des trente premières années du dix-neuvième siècle. Ce travail, on le voit, s'accomplir dans le duché de Varsovie et le Royaume du Congrès, et aussi dans les territoires lithuano-ruthènes à l'époque de Czartoryski et de Czacki, et enfin dans le duché de Posen, qui, lors de la répression russe après 1831, fut le principal foyer de la vie intellectuelle polonaise. Seule, la Galicie, détachée de la Pologne au premier démembrement, resta pour ce motif en dehors du mouvement général de renaissance nationale ; aussi demeura-t-elle plus arriérée. C'est là que persista plus longtemps la vieille Pologne avec sa fausse conception du rôle de la noblesse, avec son obscurantisme, sa stagnation intel-

lectuelle, avec son isolement de la vie civilisée de l'Europe, avec les restes qu'elle conservait encore des influences orientales. L'Autriche gouverna de manière à maintenir cet état de choses ; elle ruina le pays au point de vue économique, et la politique de Metternich sut exploiter savamment les préjugés de la caste aristocratique pour creuser un fossé entre elle et le reste de la nation.

Le progrès rapide qui s'accomplissait dans la partie principale des territoires de l'ancienne Pologne fut arrêté après 1831. La cause de cet arrêt fut l'oppression systématique du Gouvernement russe et le résultat qu'elle eut de concentrer l'énergie dans les complots et les préparatifs insurrectionnels. La nation s'était habituée à cette vie de lutte par les armes. Or, une telle vie, et la préoccupation de telles luttes ne va point de pair avec un travail de civilisation. Ce travail au contraire exige la paix, et du reste le Royaume n'avait ni les institutions, ni la liberté qu'il implique nécessairement. Au surplus, ayant à lutter contre un adversaire puissant, mais de civilisation inférieure, les Polonais ne comprenaient pas que si l'on veut conserver l'existence nationale et lui assurer une force suffisante, la question la plus urgente à résoudre est celle du progrès de la civilisation. Aussi remirent-ils à des temps meilleurs ce travail de développement intellectuel et moral. Néanmoins, grâce à l'excellente tradition du Royaume du Congrès et de l'université de Vilna, il se fit en ce sens de nombreuses tentatives, parfois impor-

tantes ; mais elles avortèrent généralement, à cause de la situation politique.

Après la dernière insurrection, au moment de la plus grande apathie politique, de la plus grande démoralisation, le mot d'ordre d'un travail civilisateur, du relèvement de l'état économique et de la culture du pays, de l'instruction à donner au peuple, fut universellement accepté, aussi bien dans la Pologne prussienne que dans le Royaume et en Galicie. La nation n'avait pas encore la conscience bien nette du nouveau rôle historique qu'elle allait jouer : mais une sorte de pressentiment instinctif l'avertissait qu'elle avait devant elle une longue lutte à soutenir, contre un adversaire puissant, non seulement par le nombre, mais aussi par sa civilisation. Aussi se proposa-t-elle de s'élever à un plus haut degré de civilisation.

En effet, si la Pologne veut résister victorieusement à la poussée du flot germanique, il n'est pas de sacrifices que la nation ne doive faire pour se développer le plus possible, au point de vue intellectuel et moral, pour réaliser un progrès qui la rende l'égale de son adversaire. Autrement, elle serait condamnée au rôle de *hinterland* allemand.

Entre les trois parties de la Pologne démembrée il existe aujourd'hui des différences considérables au point de vue du niveau de la culture intellectuelle et de la rapidité du progrès. Cela tient à des différences dans la tension de l'énergie nationale, dans

les aptitudes à ce travail systématique de réforme et de régénération, et surtout dans les conditions politiques. Le travail intellectuel exige des institutions appropriées ; il implique aussi des lois qui lui assurent la liberté. Là où manquent ces institutions et ces lois, l'énergie de la nation s'éparpille, s'engourdit dans l'inactivité ou s'use dans une lutte politique qui a pour but d'obtenir des conditions normales de travail, au moins pour les générations futures.

Sur le terrain le plus avancé vers l'ouest et le plus menacé par le germanisme, dans les territoires polonais appartenant à la Prusse, le niveau intellectuel des masses du peuple polonais est plus élevé que partout ailleurs, et c'est là que l'énergie nationale a atteint son plus haut degré d'intensité. Les Allemands y rencontrent des adversaires qui ne leur sont inférieurs ni en savoir ni en énergie, et qui font preuve d'une faculté d'organisation égale à la leur. C'est que la lutte déjà longue avec un adversaire supérieur en civilisation a obligé les Polonais de cette province à faire de grands efforts. Elle a été pour eux une école dure, mais profitable. Pendant longtemps, ils furent inférieurs à l'ennemi ; mais ils ont appris à se servir de ses armes, et il est venu un moment où ils ont commencé à le battre avec ces armes mêmes. Le germanisme a cessé d'avancer, il a même commencé à reculer. Aujourd'hui, les lois anti-polonaises se multiplient et rétrécissent de plus en plus le champ du travail national ; mais l'âme de la nation ne se

laisse pas abattre, son énergie ne faiblit pas ; son action, au contraire, se fait de plus en plus intensive dans les limites qui lui sont laissées. Pour ces raisons-là même, si le germanisme a fait des progrès passagers durant ces derniers temps, il a dû les acheter au prix d'immenses ressources matérielles et au prix du préjudice moral que lui cause assurément la violation du contrat fondamental de l'État par des violences légalisées.

La Galicie a été enlevée à la République de Pologne à une époque antérieure au mouvement de régénération nationale polonaise du dix-huitième siècle ; sous le régime autrichien, elle est restée, comme nous l'avons dit, la partie de la Pologne la plus arriérée. Au contraire, pendant les quarante dernières années, elle s'est trouvée dans les conditions les plus favorables au développement du travail de réforme et de rénovation qui s'accomplissait dans toute la Pologne. Il subsiste toujours des défectuosités dans son organisation sociale avec les antagonismes qu'elle entraîne ; son état économique est encore déplorable ; enfin, elle est agitée par les troubles continuels suscités par la question ruthène dans la partie orientale de la province. Cependant, en dépit de ces conditions défavorables, la Galicie a, pendant ces trente dernières années, profité des institutions et des lois qu'elle avait obtenues, et a fait progresser notablement le développement de la civilisation nationale. Elle possède aujourd'hui une administration largement autonome, des autorités

politiques polonaises, des tribunaux polonais et des écoles polonaises avec deux universités ; elle est le seul foyer de vie polonaise où cette vie soit organisée à tous les points de vue, et aussi l'unique centre de travail tranquille et créateur dans la sphère des besoins intellectuels de la nation ; or, sans ce travail, produit dans de telles conditions, une nation risque de descendre au niveau de tribu dépouillée de son individualité.

C'est un état de choses absolument contraire que nous voyons sous la domination russe, dans le pays qui constitue la partie principale de la Pologne et qui est le plus important pour l'avenir du peuple polonais. Nous voulons parler du Royaume de Pologne.

En effet, nous connaissons les changements survenus au cours de la deuxième moitié du dix-neuvième siècle dans la situation de la nation polonaise. Nous avons signalé la crise de sa fonction historique. Étant donnés cette crise et ces changements, les autres territoires de l'ancienne Pologne faisant partie de l'État russe n'ont plus l'importance de premier ordre qu'ils avaient autrefois dans la question polonaise.

Les pays annexés (Lithuanie et Provinces ruthènes) sont situés à l'est. Or, dans la période nouvelle où elle est entrée, la Pologne, à cause de sa situation, s'est trouvée obligée de tourner ses forces contre le flot venant de l'ouest. Ces pays annexés ne sont donc pas aujourd'hui directement entraînés dans cette

lutte. D'autre part, ils ne sont pas absolument polonais ; ils sont habités par d'autres races, au milieu desquelles les Polonais sont en minorité.

De plus, le système d'extermination appliqué par le Gouvernement russe et le réveil de populations qui, comme les Lithuaniens surtout, n'avaient guère eu jusqu'à ces derniers temps qu'une existence ethnographique, y ont affaibli le polonisme. Les Polonais ne peuvent plus y prétendre au rôle d'élément dominant. Ils ne peuvent évidemment pas se condamner à disparaître comme on le leur demande ; ils ne sauraient renoncer au droit d'organiser à la polonaise leur vie intellectuelle, ni à exercer sur la vie de la province l'influence qui leur revient en raison de leur nombre, malgré tout important, du niveau de leur civilisation et de leur rôle économique. La nation qui compte dans son bilan ces quelques millions de compatriotes ne peut renoncer à eux; ils constituent pour elle une force sérieuse, et elle a toujours reçu, elle reçoit même encore de l'élément polonais de la Lithuanie et des provinces ruthènes des renforts importants qui viennent grossir les rangs de ceux qui collaborent à l'œuvre de la régénération nationale. Ces pays ont, en effet, produit des noms illustres dans la littérature et dans la science polonaises; parmi les écrivains et les savants actuels, il en est un grand nombre qui en viennent encore, bien que le polonisme y soit depuis longtemps privé de tout foyer de vie intellectuelle. Ainsi donc, la Lithuanie et les provinces ruthènes possèdent des forces

polonaises plus concentrées dans certains districts, plus dispersées dans certains autres au milieu d'éléments qui leur sont étrangers. A cause de ces forces, elles ont une notable importance pour la vie nationale polonaise; le bien-être et le développement intellectuel de cette partie de la nation seront toujours pour les Polonais d'un très grand intérêt. Mais elle ne constitue pas la forteresse du polonisme; ce n'est pas là qu'il doit s'organiser pour soutenir sa lutte historique, car il lui faut absolument parler en maître de maison pour que ses véritables destinées s'accomplissent.

Le Royaume au contraire est un pays foncièrement polonais; sa population constitue la principale force numérique de la nation; de plus, sa situation géographique à elle seule suffirait pour lui assigner le rôle le plus important dans la lutte historique que soutient la Pologne. Il est situé au milieu des territoires polonais. Au nord et à l'ouest, il est entouré par des provinces appartenant à la Prusse; sur une notable partie de son étendue, il s'enfonce dans les frontières de l'Empire d'Allemagne actuel, et il constitue ainsi un point d'appui pour les territoires polonais annexés à la Prusse; pour ce qui est de l'avenir, au cas où le germanisme réussirait dans ses tendances vers l'est, il est le premier objet de la convoitise et de la conquête prussienne. Ce qui décidera des destinées de l'expansion allemande vers l'est, ce sera le plus ou moins de développement des forces du polonisme dans le Royaume.

Les premières années qui suivirent les partages favorisaient visiblement ce développement. Varsovie était le centre de ce grand mouvement, qui, dans le dernier quart du dix-huitième siècle, régénéra la Pologne au point de vue moral et intellectuel et rajeunit l'idée nationale au souffle des aspirations modernes. Dans le duché de Varsovie et dans le Royaume du Congrès on avait introduit les institutions européennes de l'Occident; grâce à ces institutions, et sous l'influence d'un ardent patriotisme, la nation polonaise déploya une grande activité politique, intellectuelle et économique; et cette activité éleva le pays et sa population au niveau qu'exigeaient et les conditions de la vie et l'esprit du temps. L'impulsion était donnée; si ce progrès n'avait pas été interrompu, ce pays présenterait aujourd'hui un tout autre aspect, et toute la vie intellectuelle de la nation aurait pris un tout autre essor.

Dans la période qui suivit l'insurrection de 1830, c'est-à-dire de 1831 à 1862, ce progrès fut arrêté; une oppression politique extrême vint entraver toute activité, même dans les institutions qu'on avait laissé subsister, en enlevant au pays sa personnalité politique. Cependant, après la guerre de Crimée, avec le changement de règne, la situation se modifia dans l'Empire et la vie commença à se ranimer, le travail à s'organiser plus largement dans des domaines divers. La réforme scolaire de Wielopolski donna au pays la *Szkola glowna* (École principale); il est vrai que cette université polonaise n'a existé que sept

ans, et que son développement a coïncidé avec les années terribles qui suivirent l'insurrection ; cette réforme n'en a pas moins provoqué dans le pays un courant d'idées vivifiant; elle a suscité un grand nombre de travailleurs éclairés, d'esprits éminents, qui se sont distingués dans la vie intellectuelle de la nation. Mais le Gouvernement russe prit alors des mesures qui vinrent interrompre le progrès si bien commencé. Et cette période de développement fut suivie d'une période de russification dans les tendances, de destruction dans les résultats. Il est certain qu'on ne réussit pas à transformer en Russe un seul Polonais du Royaume, en dépit de l'introduction d'écoles russes, de tribunaux russes et d'une administration également russe; mais, en revanche, le pays fut considérablement désorganisé au point de vue social, et sa population subit un notable abaissement intellectuel et moral.

Pendant les quelques années qui suivirent immédiatement l'insurrection de 1863-64, on élabora pour le Royaume de Pologne un système d'administration à l'aide de fonctionnaires russes. Dès lors, ce furent des agents envoyés de Russie qui l'administrèrent, qui veillèrent sur l'ordre public, rendirent la justice et élevèrent dans les écoles les jeunes générations. Ces agents apportaient avec eux une complète inintelligence de la situation du pays, des dispositions hostiles envers sa population, enfin des instincts et une mentalité entièrement étrangers à sa civilisation

et à l'esprit de la vie polonaise. L'administration, les tribunaux, les écoles, tout fut transformé en une vaste organisation policière, dont le but unique fut de lutter contre la nation, dans sa vie intellectuelle et morale. Tel était le système, et sur le terrain où il fut appliqué, naquirent et se développèrent dans des proportions monstrueuses tous les inconvénients habituels des régimes bureaucratiques. L'arbitraire des fonctionnaires alla jusqu'à des actes de violence publique, la vénalité jusqu'au chantage et au vol le plus éhonté, le manque de conscience des policiers jusqu'à des associations formelles avec les voleurs et les brigands, la sévérité et le caprice des pédagogues jusqu'à une cruauté à l'égard des enfants qui revêtait un caractère vraiment pathologique et tenait presque du sadisme. Cette dépravation était inévitable : le fonctionnaire était par son origine étranger à la population, et on lui disait que cette population se composait d'ennemis de l'État et qu'on la livrait à sa merci. Le régime politique de l'Empire russe rendait on ne peut plus difficile tout recours contre les injustices commises par un fonctionnaire, et quand bien même il eût été possible de s'adresser à cet effet aux institutions centrales, on était arrêté par les menaces de vengeance de la part des autorités locales.

L'œuvre de régénération polonaise fut entravée; l'université dite *Szkola glowna* fut supprimée et par là même se trouva détruit le foyer de la science polonaise. Quant aux hommes qui s'étaient consacrés aux études, ils durent chercher un gagne-pain dans le

préceptorat ou dans les fonctions d'employés d'institutions particulières; toute association ayant un objet scientifique était interdite. Les écoles, même les écoles particulières (on ne saurait dire les écoles libres), devaient être russes, et l'enseignement clandestin était rigoureusement persécuté. Il était défendu de fonder des bibliothèques publiques. Les clubs et les cercles les plus étrangers à la vie politique devaient avoir des comités composés d'au moins autant de Russes que de Polonais. Il n'y avait pas jusqu'à la philanthropie qui ne fût limitée par des règlements.

Les autorités veillaient tout spécialement à rendre impossible l'influence des éléments éclairés sur les masses populaires, et se réservaient jalousement cette influence.

Et ce système, c'est au royaume de Pologne qu'on l'appliquait, alors que ce pays était l'objet de rapides transformations sociales. En 1864, il avait traversé la période de réforme agraire; il y était né une industrie nouvelle qui grandissait rapidement; il s'y formait de nouvelles couches de population, celle des ouvriers des fabriques, par exemple, où se multipliait, d'année en année, le prolétariat des villes recruté dans la partie la plus ignorante de la population, parmi les paysans non propriétaires. Ce nouvel élément croissait dans des proportions qui rendaient impossible toute influence salutaire sur sa moralité; il passait à l'état sauvage, il se transformait en un ramassis de malfaiteurs. Le nombre des

délits dans le Royaume commença à croître avec une effrayante rapidité, et depuis une quinzaine d'années, dans les villes, et dans les centres industriels du Royaume, on constate l'existence d'un nouveau fléau appelé « l'industrie au couteau » : ouvriers et manœuvres ont toujours sous leurs vêtements des couteaux qui leur servent à terminer toutes disputes entre eux, et souvent, sans aucun motif, pour un plaisir criminel, ils en jouent contre le passant inconnu. Il devient de règle que les cérémonies nuptiales et les réjouissances publiques dans les centres industriels et les faubourgs des villes, se terminent par quelque meurtre ou massacre, et l'on commence à voir des bandes de brigands circuler dans le pays. Tout cela existait déjà un certain nombre d'années avant le commencement de la révolution en Russie. Et pouvait-il en être autrement dans un pays, où administrateurs, policiers, juges, instituteurs formaient un camp ennemi, où l'on persécutait les intellectuels pour la moindre velléité d'agir sur le peuple, où leurs moindres tentatives d'éducation étaient réprimées comme les plus grands des délits, pour la seule raison qu'à cette influence intellectuelle et morale pouvait s'ajouter la propagande de l'idée nationale polonaise ?

Cet état de choses alarmait déjà l'opinion polonaise longtemps avant l'explosion de l'anarchie dans l'Empire ; avant la guerre du Japon, elle pouvait prévoir que, sur ce point surtout, celui de l'anarchie sociale et de la criminalité, le système de gouvernement

appliqué dans le Royaume serait poussé jusqu'à l'absurde.

Telles ont été les conditions dans lesquelles devait s'accomplir le progrès du Royaume dans les quarante dernières années. Ce pays a tout ce qu'il faut pour un large développement économique, et, par suite, pour un brillant développement intellectuel. Or, à ce double point de vue intellectuel et économique, il a, au contraire, baissé à beaucoup d'égards.

Dans la première moitié de cette période, la société polonaise était accablée par sa récente défaite; elle vécut sur ses forces intellectuelles acquises dans les anciennes écoles polonaises; elle n'essaya pas de réagir contre cette situation: elle s'en tint au mot d'ordre du « travail organique », du travail dans les cadres que lui avait laissés le Gouvernement russe. Cependant, ces cadres se resserraient rapidement; la passion de la destruction s'emparait de plus en plus des autorités russes, tandis qu'en même temps, dans la population, naissaient et grandissaient des forces nouvelles en quête d'un débouché. Alors, par la force des choses, l'idée de lutter contre ce système meurtrier prit naissance dans les esprits.

Cette idée se développa dans deux directions : la première tendait à relever le niveau moral de la société, la seconde l'abaissait. Les uns combattaient contre le Gouvernement; ils distribuaient secrètement l'instruction au peuple, ils lui donnaient une

éducation politique; ils lui apprenaient, dans des publications clandestines, à lutter légalement pour la défense du droit contre l'arbitraire. C'était une propagande sans éclat; elle ne fournissait pas d'aliment à cette haine contre les autorités que le régime gouvernemental avait entretenue dans les âmes. Si elle ne promettait pas un triomphe rapide, elle relevait la valeur intellectuelle de la population, elle développait en elle les forces morales, elle la rendait capable d'un travail utile, d'un travail créateur. Les autres luttaient contre le Gouvernement avec ses propres armes; en réponse à la violence, ils propageaient l'idée de la violence; ils préparaient des mouvements armés et des actes de terrorisme. Ce sont ceux-là qui, aussi bien que les agents du Gouvernement, déterminèrent cette terrible et odieuse anarchie dont le Royaume de Pologne fut le théâtre durant l'époque révolutionnaire des dernières années.

L'instinct moral de la nation et les principes toujours vivants de sa vieille civilisation purent triompher de cette tendance démoralisatrice, avant même que les autorités gouvernementales eussent repris leur sang-froid et se fussent mises à rétablir l'ordre à l'aide des méthodes qui leur sont propres. Néanmoins, étant donnée la situation politique, la société n'a pas les ressources nécessaires pour mener à bien un travail d'assainissement et d'organisation du pays sur les bases de sa civilisation. Quant au Gouvernement, il ne fait que châtier les actes d'anarchie par de rigoureuses répressions; mais c'est lui-même

qui, simultanément, alimente les sources de l'anarchie.

Ce système de gouvernement est affaibli aujourd'hui par les réformes de l'époque de la crise, mais il est fortifié par l'introduction dans le pays de l' « état exceptionnel ». Tant que ce régime durera, tant que l'administration du pays tout entière sera entre les mains du clan des fonctionnaires russes hostiles à la population, le Royaume restera condamné à une stagnation générale, et même à un recul sur plusieurs points ; en même temps, il sera exposé à la désorganisation sociale et à l'anarchie qui s'opposeront à tout progrès économique. La démoralisation de la classe ouvrière a déjà introduit un désordre incessant dans la vie industrielle du pays. Aussi longtemps que ce système ne sera pas changé de fond en comble, les villes du Royaume seront comme aujourd'hui les plus grands foyers de criminalité qui existent à notre époque.

En ce moment, la situation exige la plus grande somme possible d'efforts pour l'œuvre de régénération intellectuelle et morale ; le Royaume de Pologne est le terrain où cette œuvre si pressante a le plus d'importance. Et pourtant, il reste courbé sous un système de gouvernement dont le vrai nom serait l'*anarchie systématisée*. Les hommes qui imposent à ce pays de telles conditions d'existence tracent à sa population la sphère de sa civilisation et de son développement ; et ils entravent ce dévelop-

pement, parce que cette culture est polonaise, que ce travail s'accomplit sous l'invocation de l'idée nationale polonaise. D'autre part, en ce qui concerne les besoins de l'instruction technique, matérielle, ils estiment ce pays à la mesure de l'État russe en général ; ils ne veulent pas comprendre qu'étant donnée la situation géographique du Royaume et, d'autre part, la puissance et le degré de civilisation du voisin qui le menace, c'est vouloir sa ruine que de le maintenir au niveau de civilisation du reste de la Russie.

C'est pourquoi la question de l'organisation politique du Royaume de Pologne, celle de la réforme fondamentale de l'administration qui le dirige, est à l'heure actuelle la plus importante des questions polonaises. Aussi, la lutte en vue d'obtenir cette réforme est-elle aujourd'hui, pour les Polonais, le premier des devoirs.

L'organisation de cette lutte date de quinze ans. Sa première période a été une période de travail préparatoire, qui avait pour but l'éducation politique du peuple, période de cristallisation graduelle des idées et de définition des programmes ; il y eut aussi des essais de lutte, mais ils se produisaient dans des conditions très difficiles, car c'est par des moyens illégaux qu'il fallait alors organiser la défense du droit. Durant cette période, ce ne fut pas seulement le système gouvernemental qui entrava l'œuvre de civilisation et les efforts pour conquérir les droits nationaux. Les groupes socialistes avaient organisé leur mouvement politique ; ils propageaient des mé-

thodes de lutte propres à abaisser le niveau intellectuel et moral de la population, à désorganiser la société.

Lorsque la crise politique dans l'État tout entier fut arrivée à sa phase aiguë, la nation eut à subir l'épreuve du feu. C'est alors que parurent au grand jour toutes ses imperfections et toutes ses forces saines. Son organisme national révéla bien des côtés faibles, laissa voir, sur certains points, des plaies effrayantes; mais il a malgré tout prouvé sa vitalité. De cette période transitoire, la société polonaise n'est pas sortie moralement désorganisée. Au contraire, elle s'est resserrée autour de son idée nationale. Et, en même temps, les éléments anarchiques ont perdu leur influence sur les grandes masses de la population.

Aujourd'hui, c'est une ère nouvelle qui s'ouvre pour le Royaume de Pologne, une ère de luttes politiques qui se dérouleront dans des conditions singulièrement modifiées. D'une part, la situation extérieure est toute différente; d'autre part, la situation intérieure se présente sous un jour complètement nouveau. L'État oppose aux réclamations des Polonais une forte résistance; le Gouvernement excite contre eux l'opinion de la nation russe; en même temps, de puissantes influences extérieures encouragent cette résistance. Ces conditions nous font prévoir une lutte prolongée qui exigera beaucoup de persévérance et de sang-froid, mais elle se pour-

suivra du moins sur un terrain bien plus large que dans la première période, celle qui précéda la guerre du Japon. Elle sera menée par des générations qui n'ont pas grandi dans la terreur de l'époque de répression, qui sont fort éloignées des anciennes conceptions politiques, qui s'adaptent mieux par leur manière de voir aux conditions où elles seront appelées à lutter. Il est vrai que l'atmosphère dans laquelle ont grandi ces générations n'a pas développé en elles cette énergie persévérante et fortement trempée, qui caractérise la fraction de la nation polonaise soumise à la Prusse; mais ce sont là des qualités qu'une nation n'acquiert pas tout entières d'un seul coup : elles se développent durant de longues années dans le travail et dans la lutte elle-même.

Les Polonais du Royaume n'ont aujourd'hui devant eux que deux routes à suivre : ou bien se soumettre passivement au système du Gouvernement, à ses influences qui décomposent leur organisme social, qui rabaissent leur civilisation et rendent leur pays mûr pour la future conquête prussienne ; ou bien lutter contre ce système, dût cette lutte se prolonger encore de longues années. Aujourd'hui, la majorité comprend très nettement qu'il n'y a pas à hésiter entre ces deux voies, que l'avenir appartient seulement à ceux qui savent lutter pour leur droit.

L'ardeur, l'énergie, la persévérance indispensables dans cette lutte, il faut les puiser dans cette conviction que de son issue dépend non seulement l'avenir du pays où elle se produit, mais l'avenir de

toute la nation polonaise et la place qu'elle occupera au milieu des autres nations. Un autre stimulant doit être la pensée que cette lutte a une portée immense non seulement pour l'existence nationale des Polonais, mais pour l'Europe tout entière. Pour que l'Europe entière n'en vienne pas un jour à être gouvernée sur des ordres de Berlin, il faut que la nation polonaise conquière les conditions d'un développement rapide, la possibilité d'un travail large et fécond, et par là les forces nécessaires pour mener à bien une lutte historique longue et difficile.

La question polonaise, telle qu'elle se pose actuellement, peut donc se formuler ainsi :

Le principal danger qui menace l'existence nationale de la Pologne réside dans l'accroissement disproportionné de la puissance allemande sous la direction de la Prusse et dans le progrès de la conquête pacifique allemande à l'est. Seule la nation polonaise est capable d'écarter ce danger, d'arrêter la marche du flot allemand. Mais elle n'y parviendra que par un travail intensif dans tous les domaines de l'activité humaine ; elle doit développer ses forces nationales pour qu'elles puissent se mesurer avec les forces du germanisme. Le terrain naturel de ce développement et de ce travail est le Royaume de Pologne. Or, dans le Royaume de Pologne même, ils sont rendus impossibles par la politique russe. Cette politique n'est que l'imitation maladroite de la politique anti-polonaise de la Prusse ; elle ne trouve rien qui la justifie dans

les intérêts de la Russie elle-même ni dans les desseins qu'elle peut se proposer de poursuivre en Pologne. Son seul résultat, c'est de profiter à l'Allemagne, et de préparer la domination allemande dans toute l'Europe orientale.

Renverser ce système politique russe, obtenir un changement radical dans les rapports de la Russie avec les Polonais, est donc non seulement l'intérêt de la nation polonaise, mais celui de tous les peuples menacés par les progrès de la conquête allemande, et par là même également l'intérêt de la Russie elle-même.

C'est ainsi qu'aujourd'hui la question polonaise est comprise, en Pologne même, par une immense majorité de Polonais dans les trois parties de l'ancienne République.

C'est ainsi qu'elle est comprise aussi par une fraction de Russes, malheureusement trop peu nombreuse. Ces hommes, d'un grand patriotisme, se préoccupent sérieusement de l'avenir de leur patrie ; ils voient dans les événements de ces derniers temps et dans la situation actuelle de la Russie un avertissement redoutable pour elle.

C'est ainsi qu'en général la comprennent également aujourd'hui les autres peuples slaves. Le mouvement slave qui s'est réveillé récemment et qu'on a baptisé du nom de *néoslavisme* a posé comme premier postulat un changement de la politique russe à l'égard de la Pologne. Les peuples slaves voient leur existence menacée par l'accroissement de l'influence alle-

mande sur leurs territoires; ils comprennent que c'est le résultat de la lutte entre le polonisme et le germanisme qui décidera dans une grande mesure de leurs propres destinées. Or, ils voient que, dans cette lutte, c'est par la Russie surtout que les forces de la nation polonaise sont paralysées.

C'est précisément par ce lien qui la rattache à la cause de tous les Slaves et à la question du rôle de l'Allemagne dans toute l'Europe orientale, que la question polonaise, sous sa forme actuelle, est d'une importance capitale, et cela non seulement pour les seuls Polonais, mais, nous le répétons, pour l'Europe tout entière.

FIN

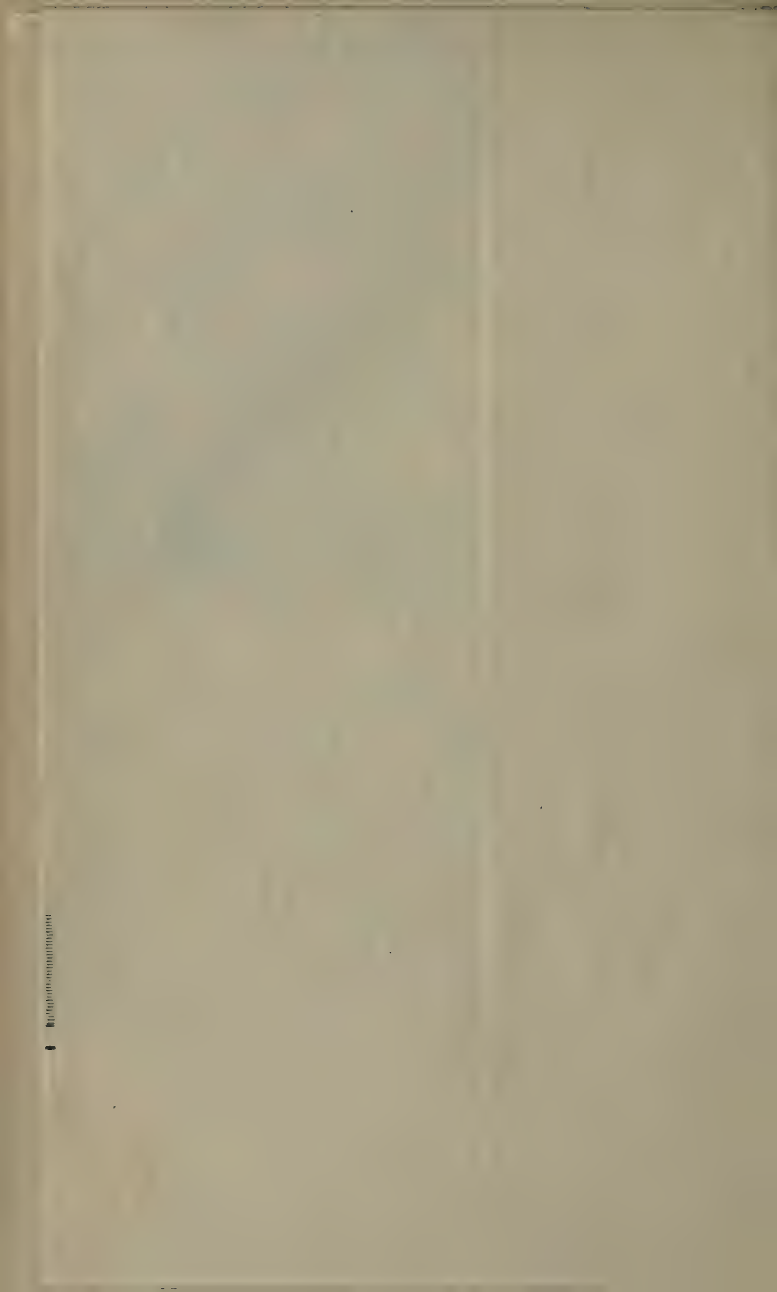


TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE II

CHAPITRE III

CHAPITRE IV

CHAPITRE V

CHAPITRE VI

CHAPITRE VII

2407. — Tours, imprimerie E. Arrault et Cie.